

Rémunération des salariés

État et évolution comparés

2021

Pour tout renseignement concernant l'ISQ et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : statistique.quebec.ca

Ce document est disponible seulement en version électronique.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2021
ISBN 978-2-550-90692-6 (PDF)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 1999

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.

statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction

Novembre 2021

Avant-propos

L'Institut de la statistique du Québec (ISQ), en raison de la mission qui lui est confiée par la loi, a le devoir d'informer le public de l'état et de l'évolution de la rémunération globale des salariés syndiqués de l'administration québécoise.

Le présent rapport fait état des résultats de l'édition 2021 de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG). Cette enquête est menée chaque année, et les résultats qui en découlent doivent, selon la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec, être publiés au plus tard le 30 novembre.

Dans le rapport, la rémunération des salariés de l'administration québécoise est comparée avec celle des autres salariés travaillant dans des entreprises de 200 employés et plus au Québec. Pour effectuer cette comparaison, l'ISQ choisit des emplois représentatifs de la structure de l'effectif et de la rémunération de l'administration québécoise, appelés « emplois repères », qui ont une contrepartie directe et pertinente dans les autres secteurs du marché du travail.

Les données contenues dans le rapport revêtent un grand intérêt, à la fois pour les employeurs et les syndicats. Cette année, la publication de ces données suscitera sans doute beaucoup d'attention, notamment en raison des négociations collectives en cours dans l'administration québécoise et des ententes de principe qui ont déjà été conclues. Toutefois, au moment de la production du rapport, certaines de ces ententes n'avaient pas encore mené à la signature de conventions collectives, et donc, le versement des augmentations salariales n'avait pas encore eu lieu. Par conséquent, les résultats de l'édition 2021 ne tiennent pas compte des nouvelles structures salariales prévues par ces ententes.

Comme par le passé, le rapport présente, en plus des résultats détaillés de la comparaison par emploi repère (disponibles en annexe), la méthodologie utilisée ainsi que les principaux résultats. On y trouve aussi l'évolution des

écarts de rémunération globale de 2012 à 2021. Le rapport s'accompagne également de *Faits saillants*, qui sont pratiques pour ceux et celles qui veulent avoir un aperçu des principaux résultats.

Soulignons que les mesures sanitaires toujours en place dans les entreprises québécoises en raison de la pandémie de COVID-19 n'ont pas affecté la collecte de données pour l'ERG 2021. Ainsi, toutes les données sur les salaires et les conditions de travail ont été mises à jour. De plus, l'ISQ a pu recommencer à recueillir de l'information sur cinq avantages sociaux qui, depuis 2015, faisaient l'objet d'une imputation réalisée à partir de données historiques.

L'ISQ continue ses réflexions quant aux meilleures pratiques qu'il devrait adopter pour la réalisation de l'ERG, dans un contexte où la collecte et l'exploitation des données posent sans cesse de nouveaux défis. L'ISQ cherche notamment à réduire le fardeau des répondants, tout en préservant la richesse et la qualité de sa production statistique et en faisant des besoins des partenaires une priorité. Enfin, l'ISQ réitère son engagement, toujours primordial, à protéger la confidentialité des renseignements recueillis.

L'ISQ remercie toutes les personnes qui ont contribué aux diverses étapes ayant mené à la réalisation de ce rapport, notamment les répondants à l'ERG, pour les efforts qu'ils ont faits dans le cadre de la collecte de 2021.

Le statisticien en chef,



Daniel Florea

La coordination de ce rapport a été assurée par :	Pharet Pheng, avec la collaboration de Nadège Jean
Direction des statistiques du travail et de la rémunération :	Patrice Gauthier, directeur
Ont apporté leur précieuse collaboration :	Rhéana Adebo, Marilyn Barbieri, David Chapados, Marie-Pier Dionne, Marie-Josée Dufour, Anca Maria Florea, Mélanie Grenier, Nadège Jean, Rouba Khouri et Vladimir Racila, pour la validation et l'analyse des résultats de la comparaison. Mario Haché et Chantal Caouette, pour les développements méthodologiques et les traitements statistiques des résultats de la comparaison. Dominique Sam-Pan et Naigee Guillaume, pour les traitements informatiques. Ann Doucet et tous les membres de l'équipe « enquêtes – rémunération », pour la collecte et la validation des données sur la rémunération globale. France Lozeau, pour la mise en page et Sarah Bélanger, pour la révision linguistique.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2021). *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*, [En ligne], Québec, L'Institut, 158 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/remuneration-des-salaries-etat-et-evolution-compares-2021.pdf].

L'Institut remercie les maisons de prévisions et d'experts-conseils qui ont collaboré à la réalisation de ce rapport, soit la Banque Nationale, la Banque de Montréal Groupe financier, la Banque Royale du Canada, le Mouvement des caisses Desjardins du Québec, CGC-Talent, Conference Board du Canada, Normandin Beaudry, PCI Rémunération-conseil, Saucier conseil et Solutions Mieux-être LifeWorks.

Pour tout renseignement concernant le contenu de ce rapport, s'adresser à :

Direction des statistiques du travail et de la rémunération :

Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 1020
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384

Télécopieur : 514 876-1767

Site Web : statistique.quebec.ca

Signes conventionnels :

Ce rapport utilise les symboles suivants :

- ... N'ayant pas lieu de figurer
- .. Donnée non disponible
- x Donnée confidentielle
- k En milliers
- n Nombre

Avertissements :

En raison de l'arrondissement des données et des critères de confidentialité, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Dans tout le texte, les mots *salariés*, *employés*, *professionnels*, *techniciens*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin

Table des matières

Principaux résultats.....	9
Introduction.....	15
La méthodologie	17
Les orientations et les approches méthodologiques.....	18
Le traitement et l'analyse des données.....	31
Les particularités de l'administration québécoise	34
Les événements susceptibles d'affecter la comparaison.....	34
L'environnement économique et le marché du travail	36
Les tendances salariales	36
Banque de données.....	41

Liste des tableaux

La méthodologie

I	Marché du travail au Québec et grands secteurs comparés	18
II	Éléments et composantes de la rémunération globale.....	22
III	Panier des emplois repères par catégories d'employés.....	28
IV	Population de référence pour la comparaison.....	29
V	Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise, selon les catégories d'emplois.....	30
VI	Modes de collecte pour chacun des groupes de rotation, ERG 2015 à 2021.....	32
VII	Nombre de conventions en vigueur, de conventions nouvellement signées et de salariés couverts, Québec, 2020 et 2021	39

Liste des figures

La méthodologie

I	Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon le statut de syndicalisation et le secteur d'activité, 2021	26
II	Proportion d'employés occupant un emploi apparié à un emploi repère et dont la convention collective était échue en date du 1 ^{er} avril 2021, par secteur.....	36

Banque de données

A Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2021

- A-1 Autres salariés québécois
- A-2 Secteur privé
- A-3 Secteur « autre public »
- A-4 Administration municipale
- A-5 Secteur « entreprises publiques »
- A-6 Secteur universitaire
- A-7 Administration fédérale
- A-8 Autres salariés québécois syndiqués
- A-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- A-10 Secteur privé syndiqué
- A-11 Secteur privé non syndiqué

B Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2021

- B-1 Autres salariés québécois
- B-2 Secteur privé
- B-3 Secteur « autre public »
- B-4 Administration municipale
- B-5 Secteur « entreprises publiques »
- B-6 Secteur universitaire
- B-7 Administration fédérale
- B-8 Autres salariés québécois syndiqués
- B-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- B-10 Secteur privé syndiqué
- B-11 Secteur privé non syndiqué

C Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2021

- C-1 Autres salariés québécois
- C-2 Secteur privé
- C-3 Secteur « autre public »
- C-4 Administration municipale
- C-5 Secteur « entreprises publiques »
- C-6 Secteur universitaire
- C-7 Administration fédérale
- C-8 Autres salariés québécois syndiqués
- C-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- C-10 Secteur privé syndiqué
- C-11 Secteur privé non syndiqué

D Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2021

- D-1 En nombre d'emplois repères
- D-2 En pourcentage d'effectif

E Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2021

- E-1 Autres salariés québécois
- E-2 Secteur privé
- E-3 Secteur « autre public »
- E-4 Administration municipale
- E-5 Secteur « entreprises publiques »
- E-6 Secteur universitaire
- E-7 Administration fédérale
- E-8 Autres salariés québécois syndiqués
- E-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- E-10 Secteur privé syndiqué
- E-11 Secteur privé non syndiqué

F Heures hebdomadaires moyennes de travail par catégorie d'emplois, administration québécoise et secteurs de comparaison, en 2021

G-1 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2021 et 2020

G-2 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2021 et 2020

G-3 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2021 et 2012

G-4 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2021 et 2012

H Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2021

I Évolution de la distribution des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2021

- J Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2021**
- K Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2021**

Principaux résultats

Le salaire et la rémunération globale

L'ensemble des autres salariés québécois

En 2021, les employés de l'administration québécoise affichent, dans l'ensemble, un retard salarial de 17,6 % par rapport aux autres salariés québécois. Plus précisément, un retard est observé pour 60 emplois repères sur 74, ce qui représente 82 % de l'effectif. De plus, toutes les catégories d'emplois de l'administration québécoise présentent un retard salarial, à l'exception de celle des employés de service, pour qui l'on note la parité. Les écarts varient de – 14,6 % chez les professionnels à – 36,4 % chez les ouvriers.

La rémunération globale des salariés de l'administration québécoise est, dans l'ensemble, inférieure de 9,4 % à celle des autres salariés québécois. Cette situation de retard est observée pour 49 des 74 emplois repères, regroupant 69 % de l'effectif, et pour quatre des cinq catégories d'emplois étudiées. Dans la catégorie des employés de service, les salariés de l'administration québécoise et les autres salariés québécois affichent une situation de parité sur le plan de la rémunération globale.

Le retard moins prononcé observé sur le plan de la rémunération globale que sur celui du salaire s'explique par des débours plus élevés pour les avantages sociaux et un nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, et ce, dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur privé

Les employés de l'administration québécoise ont, dans l'ensemble, un retard salarial de 14,9 % par rapport à ceux du secteur privé. Plus précisément, un retard est noté pour 53 des 72 emplois repères, regroupant 78 % de l'effectif. En outre, quatre catégories d'emplois présentent un retard salarial dans l'administration québécoise. Les écarts se situent entre – 11,9 % et – 36,3 %. Dans l'autre catégorie, soit celle des employés de service, les salariés de l'administration québécoise et ceux du secteur privé affichent une situation de parité.

Dans l'ensemble, on note la parité entre l'administration québécoise et le secteur privé en ce qui concerne la rémunération globale. La parité est observée pour 27 des 72 emplois repères, comptant pour 35 % de l'effectif, alors que 18 emplois affichent une avance (38 % de l'effectif) et 27, un retard (27 % de l'effectif). La situation de parité s'explique par le fait que l'avance notée pour 18 emplois est contrebalancée par le retard constaté pour 27 emplois. Toujours sur le plan de la rémunération globale, dans l'administration québécoise, les employés de bureau et les ouvriers présentent un retard par rapport à leurs homologues du secteur privé, et les employés de service, une avance. On note toutefois la parité entre les deux secteurs pour les professionnels et les techniciens.

La situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan de la rémunération globale que sur celui du salaire en raison des débours plus élevés pour les avantages sociaux et du nombre d'heures de présence au travail moindre dans ce secteur, et ce, dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur « autre public »

L'administration québécoise affiche, dans l'ensemble, un retard salarial de 24,5 % par rapport au secteur « autre public ». Sur le plan de la rémunération globale, elle montre aussi un retard, qui est encore plus marqué (– 27,5 %). Sur le plan du salaire, la situation de retard est observée pour 72 des 74 emplois repères comparés, et sur celui de la rémunération globale, pour 73 des 74 emplois repères comparés. Sur chacun des plans, les emplois affichant un retard regroupent la quasi-totalité de l'effectif. Les écarts salariaux vont de – 18,8 % chez les professionnels à – 40,6 % chez les ouvriers, alors que les écarts concernant la rémunération globale varient respectivement de – 18,7 % à – 49,9 %.

Le retard plus marqué sur le plan de la rémunération globale que sur celui du salaire s'explique par des coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, dans l'ensemble des emplois repères et dans quatre des cinq catégories d'emplois. À cela s'ajoutent des heures de présence au travail plus nombreuses dans les catégories des employés de bureau, des employés de service et des ouvriers de l'administration québécoise.

L'administration municipale

Par rapport à l'administration municipale, l'administration québécoise présente, dans l'ensemble, des retards respectifs de 29,1 % et de 39,9 % au chapitre du salaire et de la rémunération globale. Sur le plan du salaire, la situation de retard est notée pour 61 des 63 emplois repères, ce qui représente la quasi-totalité de l'effectif. En ce qui concerne la rémunération globale, 62 des 63 emplois repères affichent un retard. En outre, des retards sont observés dans toutes les catégories d'emplois. Les écarts salariaux se situent entre – 22,2 % et – 39,2 %, alors que les écarts touchant la rémunération globale vont de – 29,1 % à – 54,6 %.

Le retard plus prononcé enregistré pour la rémunération globale que pour le salaire résulte des débours moins élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois. À cela s'ajoute un nombre d'heures de présence au travail plus élevé dans l'administration québécoise, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des professionnels.

Le secteur « entreprises publiques »

L'administration québécoise présente, dans l'ensemble, un retard salarial de 23,3 % par rapport au secteur « entreprises publiques ». Un retard est constaté dans toutes les catégories d'emplois et dans 62 des 66 emplois repères, représentant 96 % de l'effectif. Les écarts vont de – 17,2 % chez les professionnels à – 46,3 % chez les ouvriers.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est, dans l'ensemble, en retard de 25,3 % par rapport au secteur « entreprises publiques ». Au total, ce sont 59 des 66 emplois repères, regroupant 94 % de l'effectif, qui affichent un retard. Les écarts vont de – 17,6 % à – 51,8 % dans les cinq catégories d'emplois de l'administration québécoise.

Le retard plus prononcé enregistré pour la rémunération globale que pour le salaire résulte du nombre d'heures de présence au travail plus élevé dans l'administration québécoise, et ce, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, sauf celles des professionnels et des techniciens. À cela s'ajoutent des débours inférieurs pour les avantages sociaux dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des techniciens et des ouvriers.

Le secteur universitaire

Les employés de l'administration québécoise présentent, dans l'ensemble, un retard salarial de 16,4 % par rapport aux salariés du secteur universitaire. Plus précisément, un retard s'observe pour 54 des 61 emplois repères, regroupant 97 % de l'effectif. En outre, toutes les catégories d'emplois affichent des retards dans l'administration québécoise, les écarts allant de – 10,4 % chez les professionnels à – 22,5 % chez les employés de bureau.

En ce qui a trait à la rémunération globale, les employés de l'administration québécoise ont, dans l'ensemble, un retard de 19,9 % comparativement aux salariés du secteur universitaire. Au total, on note un retard pour 55 des 61 emplois repères, comptant pour 97 % de l'effectif. De plus, des retards sont constatés dans les cinq catégories d'emplois, les écarts se situant entre – 13,1 % et – 29,7 %.

Le retard plus prononcé de l'administration québécoise sur le plan de la rémunération globale que sur celui du salaire est attribuable au nombre d'heures de présence au travail plus élevé dans ce secteur, et ce, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois. À cela s'ajoutent des débours inférieurs pour les avantages sociaux dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des professionnels et des ouvriers.

L'administration fédérale

L'administration québécoise affiche, dans l'ensemble, un retard par rapport à l'administration fédérale, tant sur le plan du salaire (– 25,0 %) que sur celui de la rémunération globale (– 20,9 %). Cette situation s'observe pour toutes les catégories d'emplois et pour 51 des 52 emplois repères, ce qui représente la quasi-totalité de l'effectif. Les écarts vont de – 20,9 % chez les professionnels à – 36,2 % chez les ouvriers en ce qui concerne le salaire, et ils se situent respectivement entre – 18,1 % et – 33,5 % pour ce qui est de la rémunération globale.

Le retard moins marqué de la rémunération globale par rapport à celui du salaire est attribuable au nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans toutes les catégories d'emplois, et ce, malgré des coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans ce secteur, dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des professionnels et des techniciens.

Les autres salariés québécois syndiqués

Les employés de l'administration québécoise présentent, dans l'ensemble, un retard salarial de 22,9 % par rapport aux autres salariés québécois syndiqués. Plus précisément, une situation de retard est notée pour 64 des 74 emplois repères, représentant 87 % de l'effectif. De plus, toutes les catégories d'emplois affichent un retard salarial. Les écarts vont de – 10,2 % chez les employés de service à – 40,6 % chez les ouvriers.

En ce qui concerne la rémunération globale, les employés de l'administration québécoise montrent un retard de 22,4 % par rapport aux autres salariés québécois syndiqués. En fait, un retard est observé pour 61 des 74 emplois repères, qui représentent 84 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois présentent un retard (se situant entre 17,7 % et 41,0 %), sauf celle des employés de service, pour qui l'on note la parité.

Le retard sur le plan de la rémunération globale est semblable à celui sur le plan du salaire dans l'ensemble des emplois repères et dans la catégorie des professionnels.

Les autres salariés québécois non syndiqués

Le salaire des employés de l'administration québécoise est, dans l'ensemble, inférieur de 12,0 % à celui des autres salariés québécois non syndiqués. Cette situation de retard s'observe plus précisément pour 46 des 70 emplois repères, représentant 72 % de l'effectif. En outre, un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, les écarts allant de – 12,1 % à – 19,9 %. Les employés de service affichent, pour leur part, une avance de 8,0 %.

Quant à la rémunération globale, il y a, dans l'ensemble, parité entre celle des employés de l'administration québécoise et celle des autres salariés québécois non syndiqués. La parité est notée pour 27 des 70 emplois repères, regroupant 23 % de l'effectif, alors que 24 emplois affichent une avance (54 % de l'effectif) et 19, un retard (23 % de l'effectif). De plus, dans trois des cinq catégories d'emplois, on note la parité entre les deux secteurs. Les employés de service, quant à eux, montrent une avance de 17,7 %, alors que les ouvriers présentent un retard de 10,1 %.

La situation de l'administration québécoise est meilleure en termes de rémunération globale qu'en termes de salaire en raison des coûts plus élevés pour les avantages sociaux dans ce secteur, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, sauf dans

celle des professionnels. La meilleure posture de l'administration québécoise sur le plan de la rémunération globale s'explique aussi par le nombre d'heures de présence au travail qui est moins élevé dans ce secteur, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, sauf dans celle des employés de service.

Le secteur privé syndiqué

Les employés de l'administration québécoise présentent, dans l'ensemble, un retard salarial de 20,8 % par rapport aux employés du secteur privé syndiqué. Un retard s'observe pour 45 des 63 emplois repères, regroupant 79 % de l'effectif. En outre, toutes les catégories d'emplois présentent un retard salarial dans l'administration québécoise, les écarts se situant entre – 7,7 % et – 42,2 %.

Sur le plan de la rémunération globale, les employés de l'administration québécoise affichent un retard de 14,9 % par rapport aux salariés syndiqués du secteur privé, et ce, dans 38 des 63 emplois repères, regroupant 59 % de l'effectif. De plus, trois des cinq catégories d'emplois présentent un retard, les écarts allant de – 16,9 % à – 36,2 %. Pour les employés de service et les professionnels, on note la parité entre les deux secteurs.

Le retard moins prononcé sur le plan de rémunération globale que sur celui du salaire s'explique par un nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, et ce, dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur privé non syndiqué

Le salaire des employés de l'administration québécoise est, dans l'ensemble, inférieur de 11,7 % à celui des employés du secteur privé non syndiqué. Un retard est constaté pour 45 des 69 emplois repères, comptant pour 72 % de l'effectif. En outre, un retard salarial est noté dans quatre des cinq catégories d'emplois, les écarts se situant entre – 12,1 % et – 19,2 %. Quant au salaire des employés de service, celui dans l'administration québécoise est supérieur de 8,1 % à celui dans le secteur privé non syndiqué.

Pour ce qui est de la rémunération globale, l'administration québécoise possède, dans l'ensemble, une avance de 2,4 % par rapport au secteur privé non syndiqué. Plus précisément, une avance est observée pour 24 des 69 emplois repères, regroupant 54 % de l'effectif. De plus, les employés de service affichent une avance (17,8 %). Pour

les professionnels, les techniciens et les employés de bureau, il y a parité entre les deux secteurs, alors que du côté des ouvriers, on observe un retard dans l'administration québécoise.

La situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan de la rémunération globale que sur celui du salaire, car, dans ce secteur, les coûts des avantages sociaux sont plus élevés et le nombre d'heures de présence au travail est moindre, et ce, dans l'ensemble des emplois repères et dans trois des cinq catégories d'emplois. Pour les professionnels, seul le nombre d'heures de présence au travail moins élevé dans l'administration québécoise explique que la situation soit plus favorable, alors que pour les employés de service, une telle situation est attribuable au fait que les débours pour les avantages sociaux sont plus élevés dans ce secteur.

Les échelles salariales

Les maximums normaux des échelles salariales des employés de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux des échelles salariales de l'ensemble des autres salariés québécois dans les trois catégories d'emplois utilisées pour la comparaison (professionnels, techniciens et employés de bureau). Un retard est également observé sur le plan salarial dans ces trois mêmes catégories d'emplois. Chez les professionnels, le retard du maximum normal est moins prononcé que celui du salaire. La situation inverse est observée chez les employés de bureau. Enfin, chez les techniciens, le retard du maximum normal est semblable à celui du salaire.

Les maximums normaux dans l'administration québécoise sont inférieurs à ceux dans tous les autres secteurs et dans les trois catégories d'emplois, sauf dans celle des professionnels, pour lesquels on note la parité entre l'administration québécoise et le secteur privé syndiqué.

Les professionnels de l'administration québécoise affichent une situation plus favorable sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire par rapport à leurs homologues de tous les secteurs comparés, à l'exception de ceux du secteur universitaire. Cela s'explique généralement par le fait que les professionnels de l'administration québécoise sont plus souvent moins avancés que leurs homologues des autres secteurs dans leur échelle salariale.

Les techniciens de l'administration québécoise présentent une situation plus favorable sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire par rapport à leurs homologues de 5 des 11 secteurs faisant l'objet de la comparaison. Quant aux employés de bureau de l'administration québécoise, ils affichent une situation plus favorable sur le plan salarial que sur celui du maximum normal par rapport à leurs homologues de la majorité des secteurs comparés.

Dans le secteur privé, environ 64 % des professionnels, 40 % des techniciens et 46 % des employés de bureau qui sont rémunérés selon une échelle salariale bénéficient d'un maximum au mérite. Dans le secteur privé non syndiqué, les proportions atteignent respectivement 66 %, 47 % et 51 %. Dans l'administration québécoise, les échelles salariales ne comportent pas de maximums au mérite.

Les avantages sociaux et les heures chômées payées

Les débours relatifs à l'ensemble des avantages sociaux et des heures chômées payées dans l'administration québécoise (42,3 % du salaire) sont plus élevés que ceux observés chez l'ensemble des autres salariés québécois et dans le secteur privé (syndiqué ou non) ainsi que chez les autres salariés québécois non syndiqués. Ils sont, par contre, inférieurs à ceux notés chez les autres salariés québécois syndiqués et dans le regroupement « autre public » et ses composantes (administrations municipale et fédérale au Québec, universités et « entreprises publiques »). Les coûts dans ces secteurs représentent entre 44,3 % et 51,5 % du salaire.

Lorsque seuls les avantages sociaux sont pris en compte, les débours sont plus élevés pour les employés de l'administration québécoise (26,7 %) que pour l'ensemble des autres salariés québécois, les employés du secteur privé ainsi que les non-syndiqués (ensemble des autres salariés québécois et secteur privé). Ils sont moins élevés que ceux observés dans tous les autres secteurs comparés, à l'exception de celui des salariés syndiqués du secteur privé. Les coûts à ce chapitre représentent de 27,3 % à 35,0 % du salaire. Cette situation s'explique par le fait que les débours pour les régimes de retraite dans l'administration québécoise sont inférieurs à ceux dans ces secteurs.

Pour les heures chômées payées, l'administration québécoise débourse 15,7 % du salaire, soit un montant supérieur à celui dépensé dans les secteurs suivants : autres salariés québécois, autres salariés québécois non syndiqués et secteur privé (syndiqué ou non). Par contre, les coûts sont moindres à ce titre dans l'administration québécoise que dans tous les secteurs comparés.

Les heures de travail

La semaine normale de travail des salariés de l'administration québécoise est de près de 36 heures (35,8 heures). Elle est donc d'environ une heure et demie de moins que celle des autres salariés québécois. Elle est plus courte que celle des syndiqués, des non-syndiqués, des employés du secteur privé (syndiqué ou non), des employés du regroupement « autre public » et des employés de l'administration fédérale. Elle est, en revanche, plus longue que celle dans l'administration municipale et dans le secteur universitaire. Enfin, elle est semblable à celle dans les « entreprises publiques ».

Le nombre d'heures hebdomadaires de présence au travail s'établit à 30,2 heures dans l'administration québécoise. Il y est plus élevé que dans le regroupement « autre public » et trois de ses composantes (le secteur universitaire, l'administration municipale et le secteur « entreprises publiques »), mais moins élevé que dans tous les secteurs comparés. Les différences les plus marquées sont par rapport aux non-syndiqués : – 3,0 heures (autres salariés québécois) et – 3,1 heures (secteur privé).

L'évolution de la comparaison

Entre 2020 et 2021, la situation des salariés de l'administration québécoise sur le plan salarial, dans l'ensemble des emplois repères, s'est affaiblie par rapport à celle des autres salariés québécois, des employés du secteur privé et de l'administration fédérale, et des non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé). Elle est demeurée stable par rapport à celle des salariés des autres secteurs.

Sur le plan de la rémunération globale, la situation des employés de l'administration québécoise, entre 2020 et 2021, est demeurée stable par rapport à celle des salariés de la plupart des autres secteurs. Elle s'est améliorée par rapport à celle des salariés du regroupement « autre public » et de l'administration fédérale. En revanche, elle

s'est affaiblie en comparaison de celle des non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé).

Entre 2012 et 2021, la situation des employés de l'administration québécoise sur le plan du salaire s'est affaiblie par rapport à celle des salariés de tous les autres secteurs. En ce qui concerne la rémunération globale, la situation des employés de l'administration québécoise s'est affaiblie en regard de celle des salariés de la plupart des autres secteurs. Elle est demeurée stable par rapport à celle des salariés du regroupement « autre public » et des syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé), mais s'est améliorée par rapport à celle des salariés du secteur « entreprises publiques » et de l'administration fédérale.

Les tendances salariales

Cette section présente des résultats relatifs à la rémunération des employés qui ne se basent pas uniquement sur les emplois retenus pour la comparaison de l'administration québécoise avec les autres secteurs. Les données ont été obtenues à partir des conventions collectives déposées au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) du Québec et à partir d'enquêtes de planification salariale (portant sur les salariés non syndiqués).

Les conventions collectives de l'administration québécoise sont venues à échéance le 31 mars 2020. Des ententes prévoyant le renouvellement des conditions de travail ont été conclues et entérinées, mais aucune nouvelle convention collective n'avait été enregistrée auprès du MTESS au moment de la production du rapport. Par conséquent, l'analyse des tendances salariales porte sur les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise.

Croissance salariale chez les salariés syndiqués pour les six premiers mois de 2021

Croissance salariale nominale et réelle

Pour les six premiers mois de 2021, 83 % des salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise reçoivent une augmentation salariale inférieure à la croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC).

La croissance moyenne des échelles salariales des salariés québécois syndiqués indique une perte de pouvoir d'achat¹ de 0,4 % en 2021².

Une croissance réelle négative est observée dans tous les secteurs analysés. Les pertes de pouvoir d'achat vont de 1,1 % dans le secteur fédéral à 0,3 % dans les secteurs municipal et privé.

La croissance de l'IPC pour les six premiers mois de 2021 est de 2,6 %.

Croissance salariale selon les ententes signées en 2020 et 2021

Les plus récentes ententes signées donnent une indication de l'évolution salariale à venir. L'analyse de 2021 porte sur les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise. Dans l'ensemble, les ententes octroient en 2021 un taux de croissance salariale identique à celui noté en 2020 (2,6 %). Les taux atteignent au moins 2 % en 2021, comme c'était le cas en 2020, sauf pour le secteur « entreprises publiques québécoises ». La croissance salariale augmente dans les secteurs municipal (2,4 % en 2021 contre 2,1 % en 2020) et privé (2,9 % en 2021 contre 2,7 % en 2020).

Toutefois, entre 2020 et 2021, une diminution du taux de croissance salariale est observée dans les entreprises publiques québécoises (2,3 % contre 1,8 %). Aucune entente n'avait été signée ou déposée pour le secteur universitaire en 2020. Dans ce secteur, le taux est de 2,3 % en 2021.

Selon les ententes de 2021, 84 % des salariés québécois syndiqués reçoivent une augmentation annuelle moyenne égale ou supérieure à 1,5 %. La proportion est inférieure à celle notée en 2020 (96 %).

Perspectives salariales pour 2021 et 2022 : employés syndiqués et non syndiqués

Selon les perspectives salariales établies par l'ISQ, l'augmentation moyenne des échelles salariales pour l'ensemble des salariés québécois (syndiqués et non syndiqués) serait de 2,0 % en 2021 et de 2,1 % en 2022.

En 2021, les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise connaîtraient un taux de croissance de 2,2 %, tout comme ce serait le cas en 2022.

Le taux de croissance dans le secteur municipal serait plus élevé en 2021 qu'en 2022 de 0,2 point de pourcentage. La situation inverse serait observée dans les entreprises publiques québécoises (1,9 % contre 2,5 %) et chez les non-syndiqués (1,8 % contre 2,1 %).

L'augmentation moyenne des échelles salariales des non-syndiqués serait inférieure à celle des échelles salariales des syndiqués en 2021 (1,8 % contre 2,2 %), alors que la croissance serait semblable pour ces deux groupes en 2022.

Tous les résultats sur les prévisions salariales des employés non syndiqués présentés dans cette section tiennent compte des gels salariaux.

L'ensemble des salariés québécois devraient voir leur salaire croître à un rythme plus lent que l'IPC au Québec, qui augmenterait de 3,4 % en 2021 et de 2,8 % en 2022³. Les syndiqués de tous les secteurs présentés devraient connaître une perte de pouvoir d'achat chaque année. Par contre, elle serait plus importante en 2021 qu'en 2022 dans tous les secteurs.

Pour les non-syndiqués, la croissance réelle devrait être négative tant en 2021 (– 1,6 %) qu'en 2022 (– 0,7 %).

1. La perte de pouvoir d'achat résulte de la différence entre la croissance salariale nominale et l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC).

2. Dans plusieurs secteurs, la proportion de la main-d'œuvre couverte par une convention collective présentement en vigueur est inférieure à 60 %.

3. Les prévisions pour l'IPC proviennent de cinq organismes. Le mois de référence, selon l'organisme, est août, septembre ou octobre 2021.

Introduction

L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) présente l'édition 2021 du rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparés*. Dans ce document, la rémunération globale des employés de l'administration québécoise est comparée avec celle des autres salariés québécois. Les résultats sont présentés pour l'ensemble des autres salariés québécois, pour le secteur privé ainsi que pour les autres secteurs du marché du travail, soit l'ensemble du secteur « autre public » et ses composantes : les administrations fédérale et municipale, les universités et les entreprises publiques des trois ordres de gouvernement. De plus, des résultats tenant compte de la syndicalisation sont fournis pour l'ensemble des autres salariés québécois et le secteur privé.

Cette édition contient une présentation sommaire des résultats de même qu'une section faisant état des principales orientations et approches méthodologiques utilisées ainsi que des sources et du traitement des données sur la rémunération globale. Des résultats détaillés sont également disponibles; ils sont exposés dans les tableaux qui composent les annexes.

Les annexes A à F incluent les résultats de la comparaison de 2021 selon les différents secteurs : les échelles salariales (annexe A), les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées (annexe B) et la comparaison de la rémunération globale selon ses composantes (annexes C à F). Les tableaux sur les échelles salariales et la rémunération globale comportent les résultats détaillés par emploi repère en plus des résultats pour l'ensemble des emplois repères et pour les catégories d'emplois.

L'annexe G présente les résultats relatifs à l'évolution des écarts salariaux et des écarts de rémunération globale selon le secteur et la catégorie d'emplois. Quant aux annexes H à K, elles fournissent des données concernant la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales pour les années récentes. Ces résultats permettent de mettre en contexte les résultats de la comparaison 2021.

La méthodologie

La présente partie du document explique, de façon générale, les orientations méthodologiques adoptées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) dans le cadre de sa comparaison de la rémunération globale et souligne les limites et les contraintes auxquelles il a dû faire face. Des renseignements détaillés sur le traitement des données de la comparaison sont également présentés. De plus, les événements récents susceptibles d'affecter la comparaison sont exposés.

Les orientations et les approches méthodologiques

Le marché de référence

L'ISQ est mandaté pour comparer la rémunération des salariés de l'administration québécoise régis par une convention collective avec la rémunération des autres salariés québécois.

Les employés de l'administration québécoise désignent les salariés de la fonction publique, du réseau de l'éducation (centres de services scolaires, commissions scolaires

anglophones et cégeps) ainsi que du réseau de la santé et des services sociaux, alors que les « autres salariés québécois » correspondent aux salariés des organisations de 200 employés et plus de la quasi-totalité des secteurs d'activité économique. Sont exclus : les secteurs de l'agriculture et des services qui y sont reliés, de l'exploitation forestière et des services forestiers, de la pêche et du piégeage ainsi que de la construction.

Les salariés des secteurs comparés peuvent être syndiqués ou non. Ils travaillent dans le secteur privé ou dans le secteur « autre public ». Ce dernier comprend les diverses administrations et entreprises à caractère public non incluses dans l'administration québécoise, telles que l'administration municipale (municipalités de 25 000 habitants et plus), les entreprises publiques des trois ordres gouvernementaux (fédérales au Québec, provinciales et locales), les universités et l'administration fédérale au Québec.

Le tableau I illustre la segmentation du marché du travail québécois utilisée par l'ISQ aux fins de sa comparaison¹.

Tableau I

Marché du travail au Québec et grands secteurs comparés

Administration québécoise	Autres salariés québécois ¹	
Fonction publique	Secteur privé²	Secteur « autre public »
- Ministères - Organismes gouvernementaux³ - Fonds spéciaux	- Mines - Manufacturier - Transport et entreposage - Communications - Commerce de gros et de détail - Finance, assurances et immobilier - Services aux entreprises - Hébergement et restauration - Autres services	Entreprises publiques - Fédérales au Québec - Provinciales (organismes gouvernementaux listés à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic) - Locales Administration fédérale au Québec Universités Administration municipale - Municipalités de 25 000 habitants et plus
Éducation		
- Centres de services scolaires - Commissions scolaires anglophones - Cégeps		
Santé et services sociaux		
- Centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) - Centres hospitaliers - Centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) - Centres de réadaptation - Centres locaux de services communautaires (CLSC) - Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse		

- La rémunération des autres salariés québécois et celle des employés du secteur privé sont également comparées selon le statut de syndicalisation.
- Sont exclus : l'agriculture et les services relatifs à l'agriculture, l'exploitation forestière et les services forestiers, la pêche et le piégeage ainsi que la construction.
- Ils ne comprennent pas les organismes gouvernementaux à caractère industriel et commercial.

1. L'article 4 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (RLRQ, chapitre I-13.011) prévoit que « l'Institut [doit informer] le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective du gouvernement, des centres de services scolaires, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part. »

La source de données

Les données utilisées pour la comparaison proviennent de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG) réalisée par l'ISQ. Ce dernier utilise uniquement cette source de données pour la comparaison des salaires et de la rémunération globale, selon la méthode des débours.

La population, l'échantillon et le processus de collecte

Dans l'ERG², la population visée est constituée de l'ensemble des entreprises comptant au moins 200 employés dans les différents secteurs du marché du travail. Aucune donnée sur les organisations de moindre taille n'est recueillie. L'administration municipale regroupe, pour sa part, les municipalités de 25 000 habitants et plus. L'ISQ utilise la Base de données du Registre des entreprises (BDRE) de Statistique Canada afin de construire la base de sondage de l'enquête. En ce qui concerne les municipalités, l'information pertinente est tirée du tableau *Estimations de la population des municipalités de 25 000 habitants et plus, Québec, 1^{er} juillet 2001 à 2020*³, du site Web de l'ISQ.

La sélection de l'échantillon, de type aléatoire, est effectuée à l'intérieur de groupes formés d'entreprises d'une même famille de secteurs d'activité économique et de taille similaire (appelés *strates*). En accordant un poids à chaque entreprise tirée dans une strate en fonction de sa probabilité de sélection, l'ISQ s'assure de la représentativité des résultats. L'enquête prévoit également une étape de profilage, qui consiste à caractériser l'entreprise en fonction de sa structure organisationnelle et de ses diverses politiques de rémunération. Le profilage permet de subdiviser l'entreprise en unités de collecte pour lesquelles il est pertinent de recueillir des données sur la rémunération. Dans les entreprises plus complexes (trois unités de collecte et plus), la charge de collecte est diminuée par l'échantillonnage d'unités de collecte.

Le plan d'échantillonnage prévoit un renouvellement des entreprises. Pour ce faire, la population visée est divisée en trois blocs de façon aléatoire. La composition des blocs

est semblable en ce qui concerne la répartition des entreprises en termes de taille et de secteur d'activité. À partir du moment où une entreprise est sélectionnée pour l'enquête pour une première fois, sa participation est requise pour trois⁴ ans. Dans le cas des strates recensées, les entreprises recommencent un nouveau cycle de trois ans lorsque le précédent est terminé. Dans le cas des autres strates, la sélection de l'entreprise dans l'échantillon après le cycle de trois ans dépend de la fraction de sondage. Moins la fraction de sondage est élevée, plus le renouvellement de l'échantillon sera important.

Les mesures sanitaires toujours en place dans les entreprises québécoises en raison de la pandémie de COVID-19 n'ont pas affecté la collecte de données pour l'ERG 2021. On se souviendra que dans le but de répondre à ses engagements légaux liés à la diffusion du rapport de comparaison, l'ISQ avait dû revoir sa façon de procéder afin d'effectuer la collecte pour l'ERG 2020 dans le contexte de la crise sanitaire. L'organisation avait donc décidé de procéder à une collecte allégée pour toutes les entreprises présentes dans l'échantillon de l'ERG 2019, sauf pour l'administration québécoise. Par conséquent, l'ISQ n'avait pas renouvelé le tiers de l'échantillon comme à son habitude pour l'ERG 2020. L'échantillon de cette dernière est donc le même que celui ayant servi à la réalisation de l'ERG 2019.

Pour 2021, l'ISQ a procédé à une collecte standard des données sur les salaires, les avantages sociaux et les conditions de travail. La période de référence en ce qui concerne les données salariales, les échelles salariales et les heures de travail doit inclure le 1^{er} avril 2021. Pour ce qui est des avantages sociaux, l'année de référence est 2020.

Les entreprises sélectionnées pour l'ERG 2021 l'avaient préalablement été pour l'ERG 2020, avant que l'ISQ ne décide de changer sa façon de faire pour cette édition-là. Par conséquent, le cycle de participation des entreprises, normalement de trois ans, a été prolongé d'un an. Plus précisément, les entreprises nouvellement sélectionnées lors de l'ERG 2017 ont terminé leur cycle en 2020, et celles

2. Le bulletin *Coup d'œil sur l'ERG, édition 2019* présente l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*. On peut le consulter à l'adresse statistique.quebec.ca/fr/fichier/coup-doeil-sur-lerg-edition-2019.pdf.

3. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Estimations de la population des municipalités de 25 000 habitants et plus*, [En ligne]. [statistique.quebec.ca/fr/document/population-et-structure-par-age-et-sexe-municipalites/tableau/estimations-de-la-population-des-municipalites-de-25-000-habitants-et-plus].

4. Lors de la première année du cycle de participation à l'enquête, la collecte s'effectue de façon complète (ou « standard »). C'est ce type de collecte qui est détaillé dans les paragraphes qui suivent. Lors de la deuxième année et de la troisième année, seules les données sur les taux d'augmentation salariale moyens sont recueillies.

choisies pour la première fois lors de l'ERG 2018 ou 2019 termineront respectivement leur cycle en 2021 et en 2022. De plus, les entreprises pour qui 2020 devait être leur première année de participation à l'enquête termineront leur cycle en 2023. Le cycle de participation sera de nouveau de trois ans pour les entreprises qui seront nouvellement sélectionnées lors de l'ERG 2022.

Selon le plan d'échantillonnage de l'enquête, les résultats reposent sur les données recueillies auprès de trois groupes de rotation. Les résultats de l'ERG 2021 reposent sur les données recueillies auprès des groupes de rotation M, N et O. Un premier échantillon (groupe de rotation M) a été tiré à l'automne 2017 (pour l'ERG 2018), un deuxième (groupe de rotation M), à l'automne 2018 (pour l'ERG 2019), et un troisième (groupe de rotation O), à l'automne 2019 (il était prévu que la collecte de données auprès des unités de collecte de ce groupe se fasse lors de l'ERG 2020, mais elle a plutôt été faite lors de l'ERG 2021). Ces trois groupes forment l'échantillon total de l'ERG 2021.

La collecte de données est basée sur la transmission, par le répondant, d'un fichier complet comportant, pour chacun des employés de l'entreprise, les données sur l'emploi et la rémunération ainsi que les caractéristiques personnelles (sexe, date d'embauche et statut de syndicalisation). L'analyse des emplois est réalisée à partir de ce fichier. La première étape consiste à attribuer à tous les emplois un code selon la Classification nationale des professions (CNP), système de classement des emplois reconnu à l'échelle canadienne, ce qui permet une analyse complète et une compréhension élargie de la classification des emplois dans chaque entreprise. De plus, la codification permet de sélectionner un certain nombre d'unités-emplois susceptibles d'être appariées aux emplois repères de l'enquête. Lorsque l'on trouve plus de 100 emplois potentiellement appariables au sein d'une même unité de collecte, un échantillon est tiré.

Le plan de sondage de l'enquête comporte donc trois degrés : entreprise, unité de collecte et emploi. Le poids final associé aux données recueillies pour une unité-emploi est le produit des poids de ces trois éléments. Un ajustement est effectué afin de tenir compte de la non-réponse.

Par ailleurs, les données portant sur les éléments de rémunération autres que le salaire et les heures de travail sont recueillies à partir de fiches de collecte. Ainsi, pour chacun des avantages sociaux, l'ISQ collige les données sur les politiques et les caractéristiques ainsi que sur les taux d'utilisation, ce qui permet de calculer les débours.

Le processus d'appariement des emplois

Sur la base des emplois sélectionnés parmi toutes les unités-emplois potentiellement appariables, un processus d'appariement des emplois est effectué. Celui-ci consiste à cerner, à partir de la description des tâches du guide des emplois repères, les éléments communs des emplois qui peuvent être appariés dans le marché selon la description des tâches qui en est faite. L'appariement s'effectue en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs. Ces critères reposent sur le sommaire ou la description générale de l'emploi, les conditions de pratique, la nature et la complexité des tâches, les niveaux de responsabilité et de surveillance exercée et reçue, le niveau de scolarité requis et l'expérience exigée. Le processus d'appariement des emplois est essentiel avant d'effectuer toute comparaison salariale pertinente.

Chaque corps d'emplois comporte un ou plusieurs niveaux de complexité ou de responsabilité. La combinaison du corps d'emplois et du niveau correspond à un emploi repère. Par exemple, le corps d'emplois « Professionnel en communication » présente trois niveaux de complexité, soit ceux d'entrée et d'apprentissage (niveau 1), de fonctionnement autonome (niveau 2) et de complexité supérieure (niveau 3). Il y a donc trois emplois repères correspondant à ce corps d'emplois.

Le cadre conceptuel de la rémunération globale

Le concept de la rémunération globale qui guide les travaux de l'ISQ comprend l'ensemble des conditions contractuelles ou statutaires donnant normalement lieu à un engagement financier de l'employeur au bénéfice des employés en contrepartie de l'exécution d'un travail pour une période donnée et dans des conditions déterminées⁵.

5. Voir INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION (1988), *Cadre conceptuel de la définition de la rémunération globale*, Montréal, 11 p.

Cette définition de la rémunération globale est transposée dans une équation qui précise les éléments couverts et se présente comme suit.

$$\begin{array}{lcl} & \text{Rémunération} & + \text{Rémunération} \\ & \text{directe} & \text{indirecte} \\ \text{Rémunération} & = & \text{Heures normales} - \text{Heures chômées} \\ \text{globale par} & & \text{payées} \\ \text{heure travaillée} & & \\ & \text{Rémunération} & \\ & \text{annuelle} & \\ & = & \text{Heures de présence au travail} \end{array}$$

La rémunération directe comprend, selon le cadre conceptuel élaboré, l'ensemble des sommes versées directement à l'employé, soit principalement le salaire, mais aussi les primes de niveau de complexité supérieure, les indemnités de vie chère, les bonis, les commissions et les divers remboursements reçus.

La rémunération indirecte comporte les sommes versées généralement à des tiers au nom de l'employé pour qu'il bénéficie de certains avantages, comme une prime d'assurance vie, ou pour qu'une exigence légale soit satisfaite, par exemple la contribution au régime d'assurance maladie du Québec. La rémunération annuelle équivaut à la somme de la rémunération directe et de la rémunération indirecte. Les heures normales correspondent à la durée habituelle de travail. Les heures chômées payées couvrent les périodes d'absence rémunérées, soit les congés annuels, les jours fériés et les congés mobiles, les congés de maladie et les autres congés payés. Les heures de présence au travail sont ainsi déterminées en déduisant les heures chômées payées du nombre d'heures annuelles normales⁶. Certains éléments couverts par le concept de la rémunération globale de l'ISQ ne font pas l'objet de la présente comparaison. La liste des éléments compris dans la définition, dont ceux qui sont traités par la méthode des débours, est présentée au tableau II. Il est à noter que les avantages sociaux comprennent les éléments de la rémunération indirecte et le remboursement de congés de maladie non utilisés.

Les mesures de la rémunération globale

Une fois la rémunération globale bien cernée à l'aide d'une définition et d'une équation, plusieurs méthodes peuvent être retenues pour la mesurer. L'ISQ a, dans le passé, utilisé deux méthodes différentes permettant de quantifier la rémunération globale, soit celle des débours de l'employeur et celle des coûts simulés. Chacune présente une facette distincte de la rémunération globale. De plus, l'objectif, l'horizon couvert et l'approche diffèrent d'une méthode à l'autre. Dans le présent rapport, l'ISQ a seulement recours à la méthode des débours.

La méthode des débours permet de mesurer les coûts engagés par les employeurs aux fins de rémunération pour une année financière donnée. Cette méthode comporte toutefois certaines limites. Ainsi, chez deux employeurs offrant à leurs employés des régimes d'assurance vie identiques, la prime à verser peut varier sensiblement en raison, par exemple, de l'âge des employés. La mesure de la rémunération par la méthode des débours donnerait des résultats différents selon l'âge des employés de chaque employeur. Pourtant, à âge égal, ou sur l'étendue d'une carrière, l'avantage est le même. Plusieurs variables autres que les caractéristiques des régimes peuvent en effet avoir une influence sur les frais engagés, notamment les variables démographiques (l'âge, le sexe, l'ancienneté de la main-d'œuvre, etc.) et les variables économiques (taux d'inflation et d'intérêt, rendement de la caisse de retraite, etc.). Seule la méthode des coûts simulés permet, sous certaines conditions, de limiter l'influence de ces facteurs et d'ainsi refléter de façon plus précise les caractéristiques des régimes. L'ISQ a d'ailleurs utilisé cette méthode dans le cadre de divers mandats.

6. L'analyse des heures de travail tient compte des heures normales, des heures chômées payées et des heures de présence au travail.

Tableau II

Éléments et composantes de la rémunération globale

	Éléments visés par la comparaison (débours)	Éléments non visés par la comparaison
Rémunération directe	• Salaire¹ • Remboursement de congés de maladie non utilisés	• Bonis, commissions et montants forfaitaires² • Primes² • Rémunération pour les heures supplémentaires • Sécurité d'emploi³
Rémunération indirecte	• Régime de retraite • Assurance salaire • Assurance invalidité • Assurance vie • Assurance maladie • Assurance soins optiques • Assurance soins dentaires • Compensation pour congés parentaux (congé de maternité, de paternité, d'adoption, parental) • Régimes étatiques (RRQ, RAMQ, CNESST, AE, RQAP)	• Autres assurances • Services et gratifications • Sécurité d'emploi³
Heures rémunérées	• Heures normales de travail	• Heures supplémentaires • Horaire d'été
Heures chômées payées (durée)	• Congés annuels • Jours fériés et congés mobiles • Congés parentaux • Congés de maladie utilisés • Congés sociaux (deuil, mariage, activités syndicales, etc.)	• Congés de perfectionnement • Périodes de repos et de repas payées

1. Le salaire comprend la somme versée à l'employé, y compris celle correspondant aux heures chômées payées.
2. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été effectuée afin de mesurer l'incidence de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus d'informations, voir INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2001), *Rémunération des salariés. Écarts de rémunération incluant la rémunération variable – 2000*, [En ligne], Montréal, L'Institut, 21 p. (Collection le travail et la rémunération). [\[statistique.quebec.ca/en/fichier/remuneration-des-salaries-ecarts-de-remuneration-incluant-la-remuneration-variable-2000.pdf\]](http://statistique.quebec.ca/en/fichier/remuneration-des-salaries-ecarts-de-remuneration-incluant-la-remuneration-variable-2000.pdf). Des données sur la rémunération variable sont recueillies depuis l'ERG 2007.
3. La sécurité d'emploi peut être vue comme faisant partie de la rémunération directe ou de la rémunération indirecte, selon les dispositions prises en compte. Des renseignements supplémentaires sur la sécurité d'emploi sont fournis dans INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION (1994), *La sécurité d'emploi : mythes et réalités*, [En ligne], Montréal, 202 p. [\[statistique.quebec.ca/fr/fichier/la-securite-d-emploi-mythes-et-realite.pdf\]](http://statistique.quebec.ca/fr/fichier/la-securite-d-emploi-mythes-et-realite.pdf).

Les salaires et les échelles salariales⁷

La comparaison salariale s'effectue à partir des salaires annuels. Les salaires utilisés incluent les indemnités de vie chère, lorsqu'elles sont intégrées aux échelles salariales, de même que les primes de niveau de complexité supérieure. La comparaison des salaires s'effectue à partir de la moyenne des taux de salaire versés pour un emploi, une catégorie d'emplois ou un secteur. Les débours pour les salaires constituent un facteur important dans les décisions de rémunération d'un employeur, mais

d'autres éléments méritent d'être étudiés. En effet, les résultats de la comparaison des salaires versés dépendent de variables liées à la personne, telles que l'ancienneté, l'expérience ou le rendement, qui déterminent la position du titulaire d'un emploi dans l'échelle salariale.

Afin de nuancer les résultats de la comparaison des salaires, l'ISQ ajoute de l'information sur les échelles salariales des secteurs comparés⁸. Les échelles expriment une partie importante de la politique salariale de l'employeur. Elles représentent le niveau de rémunération

7. Les termes *salaire*, *maximum normal*, *maximum au mérite*, etc., font toujours respectivement référence au salaire moyen déboursé, au maximum normal moyen, au maximum au mérite moyen, etc. Afin d'alléger le texte du rapport, l'ISQ s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif *moyen*.
8. De l'information supplémentaire sur la comparaison des échelles salariales est fournie dans INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION (1994), *L'analyse des échelles salariales : document d'orientation*, Montréal, 49 p.

offert pour un emploi. Pour des moyennes salariales différentes, la politique salariale pourrait être similaire puisque les débours peuvent varier en raison de diverses caractéristiques. L'analyse des échelles salariales jette donc un éclairage additionnel sur les résultats de la comparaison des salaires.

Il existe différents types d'échelles salariales : celles avec un minimum et un maximum normal, celles avec un minimum, un maximum normal et un maximum au mérite et, enfin, celles avec un minimum et un maximum au mérite. Le maximum normal est un paramètre important. Ce taux de salaire, accessible à l'employé dont le rendement est satisfaisant, représente le taux de comparaison du marché. Le maximum au mérite, pour sa part, ne peut être atteint que par les employés qui ont un rendement supérieur. L'ISQ privilégie la comparaison des maximums normaux. Les minimums sont inclus dans les annexes A-1 à A-11 du rapport.

La comparaison entre les écarts observés pour les salaires et ceux relatifs aux échelles salariales doit tenir compte de certaines réalités. Pour une même entreprise, l'analyse des échelles porte sur un groupe d'employés qui peut différer de celui sur lequel s'effectue l'analyse des salaires moyens. En effet, les données salariales incluent les employés qui ne sont pas assujettis à une échelle. Une bonne partie des professionnels, des techniciens et des employés de bureau sont rémunérés selon une échelle salariale. Les employés de service et les ouvriers sont généralement rémunérés selon un taux fixe. Les proportions d'employés assujettis à une échelle salariale varient également selon les secteurs et les emplois.

La collecte des données sur les maximums normaux peut poser certaines difficultés. Par exemple, dans certains cas, le mode de rémunération apparemment privilégié pour un emploi est une échelle salariale, mais parce qu'il est difficile de déterminer le maximum normal représentatif d'une politique salariale officielle, l'emploi apparié ne sera pas pris en compte dans les données sur les employés rémunérés selon une échelle salariale.

Au sein d'une entreprise, les emplois appariés à un même corps d'emplois sont mis en relation entre eux selon qu'il

s'agit d'une progression de carrière ou d'un régime de postes. Dans le premier cas, l'employé progresse d'un emploi à un autre sans changement de poste. Il s'agit d'une progression plus ou moins automatique, basée sur l'acquisition de compétences, l'ancienneté ou le mérite. Dans le second cas, la progression de l'employé implique la disponibilité d'un poste et, conséquemment, un concours visant à le pourvoir. Les deux formes de progression peuvent être présentes dans une même entreprise. En effet, la progression dans les premiers niveaux d'un corps d'emplois est souvent de type « avancement de carrière », alors que l'accession aux niveaux supérieurs s'effectue selon un régime de postes. L'ISQ calcule, pour chaque emploi repère, un minimum et un maximum reflétant adéquatement la progression des employés dans leur structure salariale.

Le salaire d'un employé est fonction de son échelle salariale et de ses caractéristiques individuelles. Celles-ci déterminent sa position dans son échelle, qui s'évalue de la façon suivante.

$$\text{Position dans l'échelle} = \frac{\text{Salaire} - \text{Minimum}}{\text{Maximum normal} - \text{Minimum}} \times 100$$

La comparaison des positions dans l'échelle salariale et celle des maximums normaux permettent, dans certains cas, d'expliquer les résultats de la comparaison des salaires.

Par exemple, des débours pour les salaires⁹ plus importants dans un secteur que dans un autre pourraient être attribuables principalement à un maximum normal plus élevé, à une position moyenne plus avancée dans les échelles salariales ou encore à l'effet conjugué de ces deux facteurs.

Fréquemment utilisés dans la gestion des salaires, les ratios comparatifs sont également présentés dans les annexes A-1 à A-11 du rapport. Ces ratios correspondent au salaire divisé par le maximum normal.

9. Divers facteurs peuvent rendre plus difficile la détermination d'un lien entre la position dans l'échelle, le maximum normal et le salaire. Ces facteurs peuvent être la proportion importante d'employés non rémunérés selon une échelle salariale dans le marché ou la grande différence entre l'étendue de l'échelle salariale de l'administration québécoise et l'étendue de celle du marché.

Le calcul de l'écart¹⁰ de rémunération entre deux secteurs

L'ISQ présente la différence de rémunération entre, d'une part, l'administration québécoise et, d'autre part, les autres salariés québécois ou l'un des segments du marché du travail, au moyen d'un écart de pourcentage. L'ISQ exprime la formule de calcul de cet écart de la façon suivante.

$$\text{Écart (\%)} = \frac{\text{Rémunération adm. québ.} - \text{Rémunération marché}}{\text{Rémunération adm. québ.}} \times 100$$

La rémunération de l'administration québécoise est au dénominateur, car cette dernière constitue le secteur de base, soit le secteur par rapport auquel les comparaisons sont effectuées. Pour les catégories d'emplois et l'ensemble des emplois repères, la rémunération moyenne de chacun des secteurs est calculée en pondérant la rémunération de chaque emploi repère d'une catégorie donnée par l'effectif de l'administration québécoise¹¹. L'utilisation d'une même pondération permet ainsi de comparer, dans chaque regroupement d'emplois repères, la rémunération moyenne des employés de l'administration québécoise avec celle obtenue lorsque les taux moyens de rémunération du secteur concerné sont appliqués à la structure de l'effectif de l'administration québécoise¹². L'écart de rémunération est obtenu en soustrayant la moyenne pondérée de la rémunération du secteur comparé de la moyenne pondérée de la rémunération de l'administration québécoise, et en divisant le résultat par la moyenne pondérée de la rémunération de l'administration québécoise.

En principe, une valeur de l'écart égale à 0 signifie une égalité des rémunérations. Une valeur négative, par

exemple – 3 %, représente pour l'administration québécoise une rémunération inférieure de 3 % à celle du secteur comparé (retard), alors qu'une valeur positive, par exemple 3 %, représente une rémunération supérieure de 3 % dans l'administration québécoise (avance). Dans le cas d'un retard, la valeur de l'écart représente le pourcentage qu'il faut ajouter à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir celle du secteur comparé. Dans le cas d'une avance, l'écart représente le pourcentage qu'il faut enlever à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir la rémunération du secteur comparé. Comme les données proviennent d'une enquête basée sur un échantillon, l'interprétation des résultats doit tenir compte de leur précision.

Dans le calcul et l'interprétation de l'écart de rémunération, le secteur de base est toujours l'administration québécoise. Les résultats publiés dans les rapports sur la rémunération des salariés sont tous obtenus dans l'optique d'une comparaison de différents secteurs avec cette administration. Il serait donc incorrect d'un point de vue méthodologique de comparer, par exemple, la rémunération des secteurs privé et « autre public » en ce qui concerne l'ensemble des emplois repères ou les catégories d'emplois. En effet, les écarts de rémunération présentés dans le rapport sont calculés sur la base des emplois repères communs à l'administration québécoise et à un secteur, en utilisant la structure de l'effectif de ce même secteur.

Les résultats présentés dans ce rapport portent principalement sur les écarts de salaire, de maximum normal et de rémunération globale¹³. L'écart de salaire, tel qu'il a été défini plus haut, résulte de la comparaison des salaires versés. Quant à l'écart de rémunération globale, il

10. Le terme *écart* fait presque toujours référence à l'écart estimé, c'est-à-dire celui calculé à partir des données de l'échantillon. Afin d'alléger le texte du rapport, l'ISQ s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif *estimé*. Les écarts calculés entre l'administration québécoise et l'administration fédérale ne représentent pas des estimations puisque les données sont recensées dans ces deux secteurs.

11. Des renseignements supplémentaires sur le calcul des écarts relativement aux catégories d'emplois et à l'ensemble des emplois repères sont fournis dans le document INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION (1992), *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Calculs des indices de rémunération et des coefficients de variation pour les catégories d'emplois et pour l'ensemble des emplois repères*, Montréal, 45 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient présentées par des indices plutôt que par des écarts.

12. Les résultats sur les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées, exprimés en pourcentage du salaire, sont également pondérés selon cette approche, et ce, pour l'ensemble des catégories d'emplois. Ainsi, les débours moyens dans chacun des secteurs sont calculés en pondérant les débours de chaque catégorie d'emplois par l'effectif de l'administration québécoise.

13. Les écarts du minimum d'échelle et de la rémunération annuelle sont également présentés dans les tableaux et figures, mais ne sont généralement pas mentionnés dans l'analyse.

correspond au rapport entre la somme des coûts associés aux salaires et aux avantages sociaux (rémunération annuelle) et les heures de présence au travail.

La précision des résultats

Afin de déterminer la situation comparative de l'administration québécoise quant aux divers écarts de rémunération, l'ISQ doit tenir compte d'un risque d'erreur inhérent à toute donnée provenant d'une enquête basée sur un échantillon. Ce risque d'erreur est obtenu à partir d'une mesure de précision appelée *écart-type*. L'écart-type, une mesure couramment utilisée dans l'analyse des résultats de toute enquête basée sur un échantillon, est calculé à partir de la variabilité de cet échantillon.

L'utilisation de la mesure de précision permet de définir un intervalle dans lequel la valeur de l'écart réel devrait se situer¹⁴. À son tour, cet intervalle permet de déterminer si l'écart est significativement différent de la valeur 0, qui symbolise la parité entre deux secteurs comparés. En effet, si la valeur 0 n'est pas comprise dans l'intervalle fixé pour un écart, l'ISQ conclura à l'avance ou au retard de l'administration québécoise. À l'inverse, lorsque la valeur 0 est incluse dans l'intervalle, la parité entre les secteurs comparés est admise, l'avance ou le retard de l'administration québécoise ne pouvant être confirmé. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'un écart différent de 0 puisse être considéré comme marquant la parité. Cette procédure, permettant de déterminer la situation de l'administration québécoise, constitue un test statistique.

Certaines sources d'erreurs ne sont pas prises en compte dans le calcul de la variance des estimations. Il s'agit, entre autres, des sources d'erreurs liées à l'application de taux d'augmentation pour la rémunération des entreprises des groupes de rotation M et N ainsi qu'à l'imputation partielle des avantages sociaux.

Comme les données estimées pour l'administration québécoise sont calculées à partir d'un échantillon d'emplois

(à cause de la portion probabiliste du panier d'emplois repères), une erreur d'échantillonnage devrait en principe leur être associée. Cependant, le fait d'avoir deux échantillons à comparer, l'un dans l'administration québécoise et l'autre dans le marché de comparaison, exige la combinaison de deux variances, ce qui complexifie les calculs. De plus, il est nécessaire d'avoir au moins deux emplois probabilistes dans la même catégorie afin de calculer une erreur d'échantillonnage. Or, dans plusieurs catégories et secteurs de comparaison, cette condition n'est pas remplie. Les résultats du rapport de comparaison ne tiennent donc pas compte de la variance due à la portion probabiliste du panier d'emplois repères.

Compte tenu de ces diverses considérations, la variance estimée est plus petite que la variance véritable, et les intervalles de confiance sont plus courts que ce qu'ils devraient normalement être. Pour pallier cette situation, l'ISQ fixe le seuil de confiance du « test de parité » à 5 %.

En plus de servir à déterminer la situation de l'administration québécoise par rapport au secteur comparé, les mesures de précision s'appliquent lorsque l'ISQ tente d'établir s'il y a des différences significatives entre deux écarts de rémunération présentés dans les sections sur la rémunération globale selon la méthode des débours. En effet, un test statistique¹⁵, qui a été élaboré au moyen des mesures de précision, sert à déterminer si les différences observées entre deux écarts sont significatives et donc attribuables aux éléments de rémunération qui les distinguent. Par exemple, une différence jugée significative entre l'écart salarial et celui de la rémunération annuelle s'explique par des avantages sociaux plus ou moins coûteux dans l'administration québécoise, selon le cas. À l'inverse, une différence non significative entre ces mêmes écarts résulte de débours pour les avantages sociaux équivalents dans les deux secteurs de comparaison.

Le test permettant de vérifier s'il y a une différence significative entre deux écarts repose sur une autre base que celle permettant de déterminer le statut de chacun des écarts. Ainsi, d'une composante à l'autre, la situation de parité peut être constatée pour deux écarts,

14. Les annexes E-1 à E-11 du rapport fournissent, pour chacun des secteurs comparés, les intervalles de confiance associés aux écarts salariaux et aux écarts de rémunération globale.

15. De l'information additionnelle sur le test statistique utilisé par l'ISQ est fournie dans le document INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION (1992), *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Test statistique sur la différence d'indices de rémunération*, Montréal, 12 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient exprimées par des indices plutôt que par des écarts.

alors qu'il existe une différence significative entre eux. Inversement, un changement de situation peut être observé sans qu'il y ait de différence significative entre les écarts pour autant.

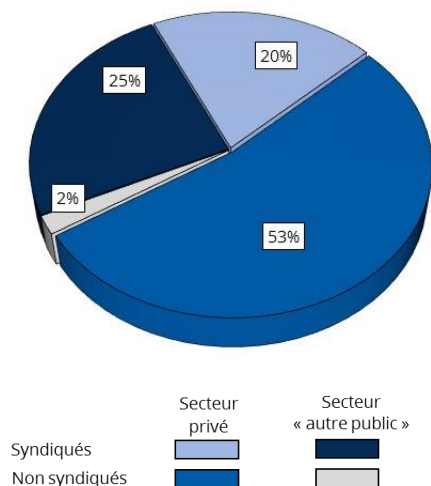
Les secteurs analysés

La comparaison de la rémunération globale effectuée par l'ISQ porte sur l'ensemble des secteurs et des sous-secteurs du marché du travail. Les résultats de la comparaison de 2021 reposent sur les données des entreprises des trois groupes de rotation (M, N et O).

Il est à noter que tous les emplois repères faisant partie d'une catégorie d'emplois donnée ne se retrouvent pas nécessairement dans chacun des segments du marché du travail. Par exemple, 12 des 13 emplois comparés constituant la catégorie des techniciens ont été apparés dans le secteur « entreprises publiques ».

Figure I

Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon le statut de syndicalisation et le secteur d'activité, 2021



Les emplois et les employés couverts par la comparaison

Le processus de sélection des emplois repères

Le projet de sélection des emplois repères a donné naissance au panier d'emplois repères à partir duquel la comparaison de la rémunération des salariés de l'administration québécoise est effectuée¹⁶.

Un groupe de travail formé de représentants des parties patronale et syndicales a eu pour mandat de guider l'ISQ dans les choix qu'il devait faire et les analyses qu'il devait mener en fonction de ce qui était prévu dans son plan d'action. Tous les représentants des parties ont également été consultés par rapport aux principaux choix et orientations recommandés par l'ISQ.

Plus précisément, le but de la sélection des emplois repères est que la rémunération obtenue à partir du panier d'emplois repères soit la plus proche possible de celle qui aurait été constatée pour l'ensemble des emplois de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison. Un panier d'emplois repères peut être qualifié de « pertinent » s'il satisfait aux deux conditions suivantes : 1) il est *comparable*, c'est-à-dire qu'il est composé d'emplois ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois; 2) il est *représentatif*, c'est-à-dire que l'utilisation conjointe d'un emploi repère avec d'autres emplois repères du même regroupement (catégorie d'emplois et sous-secteur de l'administration québécoise) donne un bon portrait de la rémunération de ce groupe.

En ce qui concerne le premier critère de sélection, soit la comparabilité, tous les emplois de l'administration québécoise ont été étudiés afin que soit établie leur admissibilité à titre d'emplois ayant une contrepartie directe et pertinente dans le marché de comparaison. Par exemple, les emplois pour lesquels le gouvernement est l'employeur majoritaire et les emplois non facilement identifiables ont été exclus de la population de référence pour la sélection des emplois repères.

16. Pour plus de renseignements sur le processus de sélection des emplois repères, consulter le document *La comparaison de la rémunération des employés de l'administration québécoise. La sélection des emplois repères : orientations, approches et méthodologie* (publié par l'ISQ en mars 2012). De plus, une série de documents ont été diffusés tout au long de la réalisation du projet : *La sélection des emplois repères : nouvelle classification, enjeux et plan d'action* (paru en octobre 2003), *La sélection des emplois repères : présentation de la structure d'emplois de l'administration québécoise et analyse du panier actuel d'emplois repères avec des critères de représentativité d'ensemble* (paru en décembre 2005), et cinq articles parus dans le bulletin *Flash-info* (septembre 2003, 2004, 2005, 2006 et février 2007). Toutes ces publications sont disponibles sur le site Web de l'ISQ (statistique.quebec.ca).

Pour ce qui est du second critère de sélection, soit la représentativité, des cibles concernant le nombre d'emplois à retenir ont été établies pour chaque groupe formé d'une catégorie et d'un sous-secteur. Les cibles ont été calculées à partir de la distribution en pourcentage des unités de sélection¹⁷ de l'administration québécoise par catégories et sous-secteurs.

Une fois les cibles définies, l'analyse de la représentativité spécifique a permis de déterminer quels emplois devaient faire partie du panier pour chaque catégorie et sous-secteur. Pour effectuer cette analyse, l'ISQ a retenu une approche hybride qui consiste, dans un premier temps, à choisir une portion importante du panier à partir de critères définis au préalable (approche déterministe) et, dans un deuxième temps, à choisir des emplois de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (approche probabiliste). L'approche hybride mise de l'avant par l'ISQ garantit la présence d'emplois représentant une grande part de l'effectif et couvrant l'ensemble de la courbe salariale, tout en permettant l'inférence des résultats à la population de référence.

Les emplois couverts par la comparaison

Le tableau III présente le panier d'emplois repères. Les emplois choisis y sont listés selon la catégorie à laquelle ils appartiennent. L'information sur le type d'approche utilisée (approche déterministe ou probabiliste) est également fournie. Le panier est composé de 43 emplois comparés comportant chacun de un à trois niveaux de complexité¹⁸.

La majorité des corps d'emplois sont présents dans les trois sous-secteurs de l'administration québécoise, alors que les autres sont propres à seulement un ou deux de ces sous-secteurs.

L'utilisation du panier d'emplois repères permet d'atteindre les trois objectifs du projet de sélection : 1) obtenir une meilleure adéquation avec les emplois de l'administration québécoise en termes de répartition entre les catégories et les sous-secteurs; 2) améliorer quantitativement la couverture en ce qui concerne les corps d'emplois et l'effectif; 3) améliorer la comparabilité du panier d'emplois repères¹⁹.

L'utilisation de l'approche déterministe pour la sélection des emplois repères a permis d'atteindre le premier objectif. En effet, la distribution observée par catégories et sous-secteurs des emplois repères choisis de façon déterministe et la distribution visée concordent pour chaque regroupement, et ce, à un emploi repère près. L'utilisation du panier d'emplois repères remplit également la seconde condition, qui est d'améliorer la couverture. Effectivement, grâce à l'introduction des emplois sélectionnés selon l'approche probabiliste, les résultats de la comparaison portent sur tous les emplois permanents à temps plein ayant une contrepartie directe et pertinente. Finalement, l'amélioration de la comparabilité du panier a été obtenue au moyen d'une analyse méticuleuse de tous les emplois de l'administration québécoise et de leur admissibilité à titre d'emplois ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois.

En ce qui concerne les emplois peu présents dans le marché de comparaison, les approches possibles pour augmenter le nombre d'appariements exigent un effort substantiel. Mais comme ces emplois contribuent très peu à l'estimation d'ensemble, l'ISQ a recommandé aux représentants des parties d'accepter le fait que certains emplois génèrent moins d'appariements, ce qui a été approuvé.

17. La notion de « corps d'emplois » présente dans l'administration québécoise, mais qui diffère d'un sous-secteur à l'autre, a été remplacée par celle d'« unité de sélection ». Cette nouvelle notion a permis de regrouper, dans chacun des sous-secteurs, les corps d'emplois d'une même catégorie dont la nature des tâches, le niveau de complexité, le domaine d'activité professionnelle et la rémunération sont similaires.

18. L'emploi « Professionnel en ressources humaines » n'a pas été sélectionné à l'étape de l'analyse de la représentativité spécifique, les emplois non syndiqués de l'administration québécoise étant exclus de l'univers des emplois visés par la comparaison. Cependant, sans être inclus dans les résultats de la comparaison, cet emploi fait tout de même l'objet de l'enquête, étant donné l'intérêt qu'il a suscité chez les répondants à l'ERG.

19. Pour plus d'informations, consulter l'article « Le nouveau panier d'emplois repères », publié par l'ISQ dans le bulletin *Flash-info* de février 2007. Cet article inclut une comparaison entre les cibles d'emplois repères par regroupement (catégorie ou sous-secteur), déterminées à l'étape de l'analyse de la représentativité d'ensemble, et le nombre d'emplois du nouveau panier choisis selon l'approche déterministe, ainsi qu'une comparaison entre le nouveau panier d'emplois repères et l'ensemble des emplois de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/bulletin-flash-info-volume-8-n1-fevrier-2007.pdf#page=8].

Tableau III

Panier des emplois repères par catégorie d'employés

Catégorie	Nom du corps d'emploi	Code d'emploi	Type d'approche ¹
Professionnels	Professionnel en gestion financière	FI	D
	Professionnel en communication	PC	D
	Analyste des procédés administratifs et informaticien	PI	D
	Avocat ou notaire	AN	D
	Biologiste	BI	P
	Ingénieur	IN	D
	Professionnel en sciences physiques	SP	P
Techniciens	Technicien en documentation	TD	D
	Technicien de laboratoire	TL	D
	Technicien en génie	TG	D
	Technicien en administration	TA	D
	Technicien en informatique	TI	D
	Technicien en droit	DR	P
	Technicien en loisir	LO	P
	Technicien en hygiène du travail	TH	P
Assistants-techniciens ² (bureau et paratechnique)	Préposé aux télécommunications	PT	D
	Opérateur de duplicateur offset	OD	D
Personnel de bureau	Personnel de soutien en administration	PS	D
	Personnel de secrétariat	SE	D
	Magasinier	MG	D
	Préposé aux renseignements	PR	P
	Téléphoniste-réceptionniste	TR	P
	Acheteur	AC	P
Ouvriers	Menuisier d'entretien	ME	D
	Peintre d'entretien	PE	D
	Ouvrier certifié d'entretien	OCE	D
	Machiniste	MA	P
	Électricien d'entretien	EL	D
	Mécanicien de véhicules motorisés	MV	P
	Ouvrier de voirie	VO	D
	Conducteur de véhicules légers	CR	D
	Conducteur de véhicules lourds	CD	D
	Conducteur d'équipements lourds (introduit en 2009)	CE	D
	Mécanicien d'entretien (<i>millwright</i>)	MI	P
Personnel d'entretien et de service	Cuisinier	CU	D
	Préposé à la cuisine et à la cafétéria	CC	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux légers	PER	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux lourds	PED	D
	Gardien	GA	P
	Journalier ou préposé aux terrains	JP	D
	Concierge	CO	D
	Ouvrier d'entretien – maintenance	OM	P
	Préposé à la buanderie	BU	P

1. Une portion importante du panier a été choisie selon l'approche déterministe (emplois identifiés par la lettre D), alors que les autres emplois ont été choisis selon l'approche probabiliste, de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (emplois identifiés par la lettre P).
2. Dans le rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparés*, les emplois de la catégorie « Assistants-techniciens (bureau et paratechnique) », étant donné la faible proportion d'unités de sélection représentées par cette catégorie, sont reclassés dans la catégorie « Personnel de bureau » aux fins de la comparaison.

Comme cela a été mentionné, une portion probabiliste a été incorporée au processus de sélection des emplois. Une nouvelle approche a donc été adoptée pour effectuer le calcul des moyennes de catégories et de l'ensemble. À chaque emploi repère est associé le salaire réel correspondant. Dans le cas des emplois choisis selon l'approche déterministe, le poids de l'emploi correspond à son propre effectif. Si l'emploi a été choisi selon l'approche probabiliste, son poids correspond à son effectif divisé par sa probabilité de sélection. En fait, les emplois choisis selon l'approche probabiliste représentent tous les autres emplois non sélectionnés de la catégorie. Leur poids est donc supérieur à leur propre effectif.

L'ISQ présente les résultats de sa comparaison de la rémunération pour 74 emplois regroupés en cinq catégories, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers. La différence entre le nombre d'emplois repères couverts par l'enquête (soit 98) et le nombre d'emplois repères comparés s'explique par le fait que plusieurs emplois repères sont fusionnés avec un autre emploi aux fins de la comparaison (par exemple, les niveaux 1 et 2 des techniciens). De plus, certains emplois n'ont pu être pris en compte puisqu'aucun appariement n'a été réalisé dans le marché du travail.

L'effectif couvert par la comparaison

La population de référence pour la comparaison est constituée des emplois repères à temps plein de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché du travail québécois. Le tableau IV montre que ces emplois regroupent 76 847 employés de l'administration québécoise, soit 17,2 % de l'effectif total de ce secteur (cadres exclus).

Le tableau IV présente l'effectif exclu de l'univers visé. L'ISQ est tenu d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération des salariés régis par une convention collective. Le personnel d'encadrement n'est donc pas ciblé par le mandat de comparaison. Les emplois non syndiqués et les emplois occasionnels ou à temps partiel sont aussi exclus de l'univers visé par la comparaison. Par ailleurs, comme un appariement de qualité implique l'existence d'un point de référence québécois, les emplois dits sans contrepartie ne peuvent pas faire l'objet de l'enquête.

En outre, les emplois se trouvant presque exclusivement dans les secteurs n'ayant pas fait l'objet de l'enquête ne sont pas couverts par la comparaison. Ainsi, le nombre total d'employés occupant des emplois pouvant faire partie de la comparaison est de 76 696.

Tableau IV
Population de référence pour la comparaison¹

	Effectif	Proportion de l'effectif total
	n	%
Administration québécoise (cadres exclus)	447 020	100,0
Emplois non syndiqués ²	– 2 718	0,6
Emplois occasionnels	– 87 806	19,6
Emplois permanents à temps partiel	– 68 404	15,3
Emplois permanents à temps plein	288 092	64,4
Emplois sans contrepartie ³	– 211 245	47,3
Emplois permanents à temps plein avec contrepartie directe et pertinente (visés par la comparaison)	76 847	17,2
Emplois avec contrepartie dans les secteurs n'ayant pas fait l'objet de l'enquête ⁴	– 151	0,03
Emplois pouvant faire partie de la comparaison	76 696	17,2

1. Période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.

2. Les emplois non syndiqués qui font l'objet d'une exclusion sont : conseiller en gestion des ressources humaines, agent du vérificateur général, secrétaire principal, aumônier, médiateur et conciliateur, procureur aux poursuites criminelles et pénales (tous de la fonction publique), et agent de la gestion du personnel (réseau de la santé et des services sociaux).

3. Les emplois sans contrepartie sont des emplois qui ne sont pas associés à des emplois comparables directs et pertinents dans le marché des autres salariés québécois ou qui ne sont pas facilement identifiables.

4. Le secteur de l'agriculture et des services qui y sont reliés, le secteur de l'exploitation forestière et des services forestiers, celui de la pêche et du piégeage ainsi que celui de la construction ne sont pas visés par l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG).

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, Système d'information sur la rémunération.

Le tableau V montre que les emplois repères retenus (représentant 76 696 salariés de l'administration québécoise) couvrent 27 % de l'effectif permanent à temps plein de l'administration québécoise. Lorsque seul l'effectif des emplois permanents à temps plein de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché est pris en compte, l'effectif des emplois repères représente 100 %.

Comme l'indique le tableau V, cette couverture varie selon les catégories d'emplois. Les emplois repères des catégories des employés de bureau, des ouvriers et des employés de service représentent une plus grande part de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise (au moins 69 %). Les catégories des professionnels et des techniciens, quant à elles, ont une couverture moins importante. En effet, l'effectif rattaché aux emplois repères de ces deux catégories couvre respectivement 26 % et 40 % de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise. Un pourcentage élevé indique que la catégorie contient en majorité des emplois ayant une contrepartie directe et pertinente. En revanche, un pourcentage faible indique que la catégorie contient des emplois sans contrepartie sur le marché des autres salariés québécois.

Tableau V

Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise¹ selon les catégories d'emplois

Catégories d'emplois	Effectif emplois repères	Effectif total adm. québ.	Effectif couvert par la comparaison
	n		%
Professionnels	13 203	51 488	25,6
Techniciens	19 597	48 720	40,2
Employés de bureau ²	27 525	40 129	68,6
Ouvriers	4 304	4 347	99,0
Employés de service	12 067	16 726	72,1
Autres employés ³	...	126 682	
Total	76 696	288 092	26,6
Emplois sans contrepartie de toutes catégories	...	211 396	
Emplois pouvant être comparés	76 696	76 696	100,0

1. L'effectif couvre les employés permanents à temps plein (période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020).

2. Lorsqu'ils sont appariés à des emplois repères, les corps d'emplois de la catégorie « Assistants-techniciens » de l'administration québécoise sont considérés comme faisant partie de la catégorie « Employés de bureau ».

3. Les autres employés comprennent les enseignants, les agents de la paix et toutes les catégories d'infirmières.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, Système d'information sur la rémunération.

L'évolution de la rémunération

Dans ce rapport, l'ISQ analyse l'évolution des écarts de 2021 par rapport à ceux de 2020. Il est intéressant de

comparer les écarts de l'année en cours avec ceux de l'année précédente, mais assez souvent, on conclut à une stabilité de la situation. Cette situation s'explique, d'une part, par le fait que les différences dans les mouvements de rémunération ne sont pas très marquées d'une année à l'autre et, d'autre part, par le fait que l'approche méthodologique utilisée tient compte de la variabilité des résultats.

L'ISQ analyse également l'évolution des écarts sur une période un peu plus longue. Cette année, ce sont les écarts de 2021 qui sont comparés avec ceux de 2012. Notons qu'il est possible de remonter jusqu'en 2009 pour mesurer l'évolution des écarts en ce qui a trait aux salaires ou à la rémunération globale, et ce, entre l'administration québécoise et tous les secteurs comparés. L'année 2012 a été retenue afin de permettre l'analyse de l'évolution des écarts sur 10 ans.

Par ailleurs, une nouvelle série de données sur l'évolution de la rémunération s'est amorcée avec le remaniement de l'ERG en 2007. Ce remaniement a apporté des modifications à l'univers visé, au panier d'emplois repères et à certains éléments méthodologiques. Il est donc impossible de mettre en parallèle les données de l'enquête dans sa forme actuelle avec celles de l'enquête dans son ancienne forme.

Les variations entre les écarts de rémunération de deux années différentes sont dues à plusieurs facteurs, notamment les modifications dans la population visée par l'enquête, les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise, les changements en termes d'emplois comparés et l'évolution des salaires. Dans le contexte de l'enquête, l'ISQ cherche à isoler principalement l'effet de l'évolution des salaires. Pour ce faire, la méthode utilisée consiste à comparer les écarts de rémunération de deux années après avoir éliminé les variations résultant des changements en termes d'emplois comparés et les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise. Les résultats ainsi obtenus sont soumis à un test statistique qui prend en compte la variabilité de l'échantillon. Le seuil de signification du test sur la différence des écarts est de 5 %.

Lorsque le test statistique appliqué dans le cadre de l'analyse de l'évolution ne permet pas de détecter de différence entre les deux années de comparaison, on ne peut conclure ni à une amélioration ni à un affaiblissement de la situation comparative de l'administration

québécoise. L'ISQ parlera alors de stabilité des écarts. Par ailleurs, il pourrait arriver que chacun des écarts des deux années comparées indique la parité, mais aussi que le test statistique conclue à une différence significative. Dans ces cas, l'ISQ parlera de stabilité de la situation comparative.

La rotation de l'échantillon qu'effectue l'ISQ permet d'augmenter la précision de l'estimation du changement d'une année à l'autre, par opposition à une estimation qui serait basée sur deux échantillons tirés de manière complètement indépendante. Le test statistique appliqué à la différence des écarts entre les deux années tient compte du chevauchement des échantillons de 2020 et de 2021 et intègre leur covariance.

Le traitement et l'analyse des données

La rémunération globale d'un emploi repère peut être calculée pour chacune des entreprises à partir des données brutes de l'ERG. L'ISQ dispose ainsi de données confidentielles qu'il peut introduire dans ses calculs, tout en respectant les règles de confidentialité dans la présentation des résultats ou dans leur transmission à des tiers.

Les précisions sur les données et périodes de référence

L'édition 2021 de l'ERG prend en compte les données de 275 entreprises, qui correspondent à 344 unités de collecte²⁰. En ce qui concerne l'administration municipale, ce sont les données de 29 municipalités de 25 000 habitants et plus qui sont prises en considération.

Les taux pondérés d'admissibilité à l'enquête varient de 65 %, dans le secteur privé, à 100 %, dans les administrations municipale, québécoise et fédérale ainsi que dans le secteur universitaire. Quant au taux de réponse, il est excellent : il est de 100 % dans tous les secteurs, sauf le secteur privé (77,8 %). Pour le volet sur les avantages sociaux, toutes les unités de collecte ont fourni de l'information sur un ou plusieurs d'entre eux, ce qui signifie que le taux de non-réponse totale pour ce volet est nul.

Modes de collecte et approche adoptée pour le traitement des données selon le groupe de rotation

Le tableau VI présente les modes de collecte utilisés selon le groupe de rotation. Lors de la première année du cycle de participation à l'enquête, les données recueillies auprès des entreprises le sont selon le mode de collecte « standard » et offrent de l'information sur : tous les emplois de l'entreprise qui sont codés selon la Classification nationale des professions (CNP); les employés de l'entreprise, peu importe leur statut (permanent, temps partiel, etc.); les appariements des emplois de l'entreprise aux emplois repères définis dans l'enquête et qui servent à la comparaison de la rémunération; les taux de salaire; la présence ou non d'avantages sociaux ainsi que les caractéristiques des avantages sociaux analysés colligés, les politiques qui les régissent et les coûts qui leur sont associés.

Il était prévu que la collecte de données auprès des unités de collecte du groupe de rotation O se fasse lors de l'édition 2020 de l'ERG, mais elle a finalement plutôt été faite lors de l'édition 2021. Pour ces unités qui sont en première année du cycle de collecte, une analyse complète du dossier a été faite (mode de collecte « standard »).

Les unités de collecte du groupe de rotation N (troisième année du cycle de collecte) ainsi que celles du groupe de rotation M (quatrième année du cycle de collecte) ont fait l'objet d'une collecte « allégée ». Les données sur les taux d'augmentation des salaires et des échelles salariales ont été recueillies pour chacun des groupes d'emplois présents dans les unités. Pour toutes les unités de collecte, les appariements, l'effectif et les heures de travail n'ont pas été mis à jour.

Par ailleurs, pour toutes les unités de collecte (groupes M, N et O), la non-réponse totale et la non-réponse partielle ont fait l'objet d'une imputation.

20. Le groupe de rotation M compte 88 entreprises répondantes (113 unités de collecte), le groupe N, 91 (115 unités de collecte), et le groupe O, 96 (116 unités de collecte).

Tableau VI

Modes de collecte pour chacun des groupes de rotation, ERG 2015 à 2021

Groupe de rotation	ERG 2015 (100 % de l'échantillon)	ERG 2016 (100 % de l'échantillon)	ERG 2017 (100 % de l'échantillon)	ERG 2018 (100 % de l'échantillon)	ERG 2019 (100 % de l'échantillon)	ERG 2020 (100 % de l'échantillon)	ERG 2021 (100 % de l'échantillon)
H (Bloc 2)	Allégée						
I (Bloc 3)	Allégée	Allégée					
J (Bloc 1)	Standard	Allégée	Allégée				
K (Bloc 2)		Standard	Allégée	Allégée			
L (Bloc 3)			Standard	Allégée	Allégée	Allégée	
M (Bloc 1)				Standard	Allégée	Allégée	Allégée
N (Bloc 2)					Standard	Allégée	Allégée
O (Bloc 3)							Standard

Collecte des données sur les avantages sociaux et imputation effectuée

La collecte relative aux avantages sociaux est faite lors de la première année du cycle de participation à l'enquête. Les renseignements ont donc été colligés, selon le groupe de rotation, lors de l'ERG 2018, 2019 ou 2021. Les coûts sont calculés à partir des fichiers de rémunération de 2021. Les données sur les coûts associés à tous les avantages sociaux couverts par l'ERG ont pu être recueillies auprès des groupes de rotation G, H et I (ERG 2012, 2013 et 2014). En ce qui concerne l'imputation de la non-réponse partielle, l'ISQ a utilisé une méthode basée sur les moyennes observées, dans le secteur privé ou le secteur public, selon le type d'entreprise. Ainsi, la valeur manquante est remplacée par la valeur moyenne d'un groupe de répondants possédant les mêmes caractéristiques que le non-répondant.

Pour le groupe de rotation O, tous les avantages sociaux ont fait l'objet d'une collecte d'information (sur la présence et sur les coûts) dans les administrations québécoise et fédérale ainsi que dans les principales entreprises du secteur « autre public ». Pour les entreprises restantes du groupe de rotation O et pour toutes les entreprises des groupes N et M, l'information sur la présence de tous les avantages sociaux a été recueillie, mais seuls les quatre avantages pour lesquels les coûts sont généralement les plus élevés ont fait l'objet d'une

collecte de données portant sur les débours, soit les congés annuels, les jours fériés et les congés mobiles, les régimes de retraite et les régimes étatiques.

De plus, pour certaines entreprises du groupe de rotation O, cinq avantages sociaux, qui depuis l'ERG 2015 faisaient l'objet d'une imputation réalisée à partir de données historiques, ont été réintroduits dans la collecte portant sur les débours. Il s'agit des congés de maladie utilisés, du remboursement des congés de maladie non utilisés ainsi que des assurances salaire, soins dentaires et soins optiques. Ces avantages ont été sélectionnés selon l'importance de leur contribution à la rémunération globale et en raison du fait que la non-réponse associée à ces avantages n'a pas été élevée dans le passé.

Pour tous les autres avantages sociaux, une imputation a été effectuée. Celle-ci est basée sur les données les plus récentes disponibles pour chacun des secteurs. Elle a été réalisée à partir des données historiques des ERG 2012, 2013 et 2014 (groupes de rotation G, H et I). Dans certains cas, l'unité de collecte a pu être directement liée à une entreprise présente dans le groupe de rotation G, H ou I. Les données historiques propres à l'entreprise ont alors été retenues. Pour les autres cas, les coûts moyens du secteur d'appartenance ont été utilisés.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2019, un travailleur au service de son employeur depuis au moins trois mois a droit à deux journées d'absence payées par année civile

s'il s'absente pour certains motifs prévus par la Loi sur les normes du travail²¹ (RLRQ, chapitre N-1.1, article 79.7). Ces jours d'absence payés sont pris en compte dans les résultats du rapport cette année. Par conséquent, toutes les entreprises échantillonnées pour l'ERG offrent à leurs employés un régime de congés de maladie correspondant à celui prévu par la Loi sur les normes du travail, ou plus avantageux que ce dernier.

L'ISQ ne diffuse pas d'information sur les coûts associés aux avantages sociaux et aux heures chômées payées ayant fait l'objet d'une imputation. Il procède donc de la même façon qu'en 2020, bien que des renseignements sur certains avantages sociaux réintroduits aient été recueillis dans le cadre de l'ERG 2021. Cette situation s'explique par le fait que seulement une portion des entreprises a participé à la collecte portant sur les coûts des cinq avantages réintroduits. Il faut noter que les coûts moyens des avantages sociaux et des heures chômées payées fluctuent peu d'une année à une autre. Pour cette raison, l'utilisation de données imputées dans le calcul de la rémunération globale est une approche avec laquelle l'ISQ est à l'aise et qui affecte peu les résultats de la comparaison.

Les autres périodes de référence

Pour tous les secteurs, l'information sur les salaires recueillie dans l'ERG 2021 est celle reflétant ce qui était en vigueur en 2021. La période de validité des taux de salaire doit inclure le 1^{er} avril 2021.

Dans l'administration québécoise, des données ont été recueillies sur tous les avantages sociaux lors de l'ERG 2021. Pour la fonction publique et le réseau de l'éducation, la période de référence s'étend du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019. Pour le réseau de la santé et des services sociaux, elle va du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019, sauf en ce qui concerne les régimes étatiques et les régimes de retraite. Pour les régimes étatiques, les taux de cotisation de l'employeur de 2020 ont été utilisés. Quant aux régimes de retraite, les débours correspondent au coût du service courant de

l'évaluation actuarielle réalisée aux fins de la préparation des états financiers des régimes de retraite. La dernière évaluation actuarielle, déposée en octobre 2019, a été produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2017. Cette évaluation établit les taux de cotisation pour les années 2020, 2021 et 2022. Pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le taux de cotisation de l'employeur est de 10,63 %. Il est applicable à la portion du salaire qui excède 25 % du maximum des gains admissibles.

Il est à noter que les débours relatifs aux régimes étatiques sont ajustés selon les dispositions en vigueur pour la période de référence retenue pour les avantages sociaux. Ainsi, dans l'ERG 2021 des ajustements aux régimes étatiques ont été effectués sur la base des dispositions en vigueur en 2020.

En ce qui concerne les heures normales hebdomadaires de travail pour chacun des emplois repères, les données de l'administration québécoise et des autres secteurs sont celles reflétant ce qui était en vigueur en 2021. Le calcul des heures de présence au travail est fait à partir des heures normales de travail de chacun des emplois repères.

Les données relatives à l'effectif sont celles reflétant ce qui était en vigueur en 2018, en 2019 ou en 2021 pour tous les secteurs. Dans l'administration québécoise, la période de référence s'étend du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.

Pour ce qui est des autres salariés québécois, les données concernent les employés permanents à temps plein. Quant aux administrations fédérale et québécoise, ce sont également les employés permanents à temps plein qui sont pris en compte, leur nombre étant toutefois mesuré sous forme d'équivalents à temps complet.

Les poids associés aux emplois repères²² sont basés sur l'effectif de l'administration québécoise le plus récent disponible, soit celui de la période de juillet 2019 à juin 2020. Cependant, le choix des emplois repères,

21. COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL, *Obligations parentales ou familiales*, [En ligne].
[\[www.cnesst.gouv.qc.ca/fr/conditions-travail/conges/lies-famille/obligations-parentales-familiales\]](http://www.cnesst.gouv.qc.ca/fr/conditions-travail/conges/lies-famille/obligations-parentales-familiales).

22. Voir la page 29 pour plus d'information à ce sujet.

pour la partie déterministe comme pour la partie probabiliste, repose sur l'effectif de 2003. Étant donné qu'une probabilité de sélection inversement proportionnelle à l'effectif a été attribuée aux emplois sélectionnés selon l'approche probabiliste, le poids est fonction de l'effectif de 2003.

Par ailleurs, en 2003, au moment de la sélection des emplois pour la partie probabiliste, la donnée sur l'effectif correspondant à chaque emploi repère était disponible. Or, en 2007, il y a eu des regroupements d'emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux. Du coup, l'effectif de certains emplois repères est maintenant dissous dans celui des regroupements. Compte tenu de cette situation, un ajustement a été fait aux poids. Les emplois échantillonnés dans les catégories des professionnels, des techniciens et des ouvriers ont subi des modifications mineures, alors que ceux échantillonnés dans les catégories des employés de bureau et de service ont été touchés par des changements importants.

Les particularités de l'administration québécoise

Les salaires et les échelles salariales

En ce qui concerne la catégorie des professionnels de l'administration québécoise, les données salariales couvrent les trois sous-secteurs pour les niveaux 1 et 2 de l'enquête. Quant au niveau 3, seules les données relatives à la fonction publique²³ sont mises à notre disposition. Les données utilisées pour les professionnels tiennent compte des primes versées pour les emplois de niveaux de complexité « expert » et « émérite »²⁴.

Par ailleurs, les maximums des échelles indiqués pour les emplois professionnels de niveau 1 de l'administration québécoise constituent uniquement des maximums d'appariement. Pour l'enquête, les emplois rémunérés selon les échelons 1 à 7 des échelles salariales sont appariés au niveau 1. L'échelon 7 de chacune des échelles fait donc office de maximum pour le

niveau 1 de la catégorie. Le 8^e échelon représente le minimum des échelles pour le niveau 2, et le salaire du 18^e échelon correspond au maximum. Le maximum du niveau 3 équivaut, pour l'administration québécoise, au maximum de l'échelle (18^e échelon) majoré de la prime de 10 % (« expert ») ou de 15 % (« émérite »).

Les événements susceptibles d'affecter la comparaison

L'état des conventions collectives dans l'administration québécoise

Dans l'administration québécoise, les conventions collectives sont arrivées à échéance le 31 mars 2020. De nouvelles ententes de principe prévoyant un contrat de trois ans ont été conclues dans l'administration québécoise entre les parties patronale et syndicales dans le secteur de l'éducation, dans le secteur de la santé et des services sociaux (FTQ, CSN, CSQ, FAE, FIQ, APTS), ainsi que dans la fonction publique (SPGQ et SFPQ). Certaines de ces ententes de principe ont été entérinées par les membres de différents syndicats en 2021, ce qui mènera à la signature de nouvelles conventions collectives. Ces ententes prévoient le versement de montants forfaitaires et des modifications aux structures salariales. Par contre, au moment de la production de ce rapport, aucun montant n'avait encore été versé et aucune modification aux structures salariales n'avait encore été apportée. Par conséquent, au 1^{er} avril 2021, il n'y a pas eu d'augmentation des structures salariales dans l'administration québécoise. Les résultats du rapport ne tiennent donc pas compte de ce qui a été obtenu après les négociations entre les parties syndicales et patronale dans l'administration québécoise.

Par ailleurs, les primes octroyées pour contrer les problèmes d'attraction et de rétention de personnel pour certains emplois d'ouvriers spécialisés (lesquelles étaient prévues dans les conventions collectives arrivées à échéance le 31 mars 2020) et les primes offertes au personnel de la santé dans le contexte de la pandémie de

23. Exceptionnellement, l'emploi repère « Analyste des procédés administratifs et informaticien » de niveau 3 comprend des corps d'emplois de la fonction publique et du réseau de la santé et des services sociaux. Aucune prime n'est versée pour certains de ces corps d'emplois, contrairement à ce qui est mentionné dans les lignes suivantes. L'échelle salariale associée à ces corps d'emplois tient déjà compte du niveau de complexité.

24. Voir la section *La classification des emplois de la fonction publique* concernant les emplois de complexité supérieure à la page suivante.

COVID-19 ne sont pas prises en compte pour la comparaison étant donné qu'elles sont versées sous la forme de montants forfaitaires.

De plus, le nouveau régime d'accumulation des congés de maladie, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019 pour les professionnels rattachés au SPGQ, est maintenant pris en compte pour la comparaison (voir *Les autres périodes de référence* à la page 33). Une diminution des débours pour les congés de maladie utilisés devrait alors être observée. En effet, ce nouveau régime prévoit un crédit de dix douzièmes (10/12) de jour de congé de maladie plutôt qu'un (1) jour de congé de maladie pour chaque mois civil pendant lequel l'employé a eu droit à son traitement.

La classification des emplois de la fonction publique

Le 31 juillet 2006, le Secrétariat du Conseil du trésor a adopté la Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois professionnels et la gestion des emplois de complexité supérieure, laquelle s'applique aux emplois de conseillers en gestion des ressources humaines ainsi qu'à ceux de la catégorie du personnel professionnel, à l'exclusion des ingénieurs, des avocats et notaires, des dentistes, des médecins, des médiateurs et des conciliateurs.

Depuis 2008, les données sur l'effectif fournies par le Secrétariat du Conseil du trésor incluent les primes des niveaux « expert » et « émérite », qui s'établissent respectivement à 10 % et 15 %. La directive prévoit qu'un employé désigné pour occuper un emploi de complexité « expert » doit posséder cinq années d'expérience, alors que la désignation à un emploi de complexité « émérite » exige au moins huit années d'expérience.

Pour les ingénieurs, la convention collective actuelle (2015-2020) prévoit une classe d'emplois composée de deux grades, soit le grade stagiaire (classe 4), qui compte 6 échelons, et le grade I (classe 0), qui compte 14 échelons. Les ingénieurs non stagiaires ont intégré le grade I sans perte de salaire. Quant à ceux qui appartenaient aux anciennes classes 91 et 96, ils ont été désignés pour occuper des emplois de complexité supérieure et reçoivent respectivement une majoration correspondant à 10 % ou 15 % de l'échelle du grade I.

La progression salariale dans l'échelle du grade stagiaire se fait tous les six mois pour les six échelons. Pour les emplois du grade I, les ingénieurs progressent dans leur échelle salariale tous les six mois jusqu'au quatrième échelon. Par la suite, pour les échelons 5 à 14, la progression du salaire est annuelle.

Afin de représenter les niveaux de complexité des emplois repères « Ingénieur 1 » et « Ingénieur 2 », l'ISQ a, d'une part, englobé les six échelons du grade de stagiaire dans le niveau d'entrée et d'apprentissage (niveau 1) et, d'autre part, coupé l'échelle du grade I entre le quatrième et le cinquième échelon. Les quatre premiers échelons représentent le niveau 1, alors que les échelons 5 à 14 correspondent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Selon la Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois d'ingénieurs et la gestion des emplois de complexité supérieure, l'échelle salariale de l'emploi repère « Ingénieur 3 » débute, sur l'échelle d'ingénieur de grade 1, au 8^e échelon, majoré de 10 %, pour les experts, et au 11^e échelon, majoré de 15 %, pour les émérites.

La convention collective actuelle (2010-2015) des avocats et notaires de l'État québécois intègre une échelle qui compte 18 échelons; elle en comptait 21 auparavant. Les avocats qui, au moment de l'intégration, se situaient aux échelons 17, 18, 19, 20 et 21 de l'ancienne échelle ont intégré le dernier échelon de la nouvelle échelle de traitement, soit l'échelon 18.

La progression salariale des avocats et notaires se fait de la même manière que celle de ceux occupant des emplois repères professionnels (voir plus haut). Ainsi, les juristes rattachés aux sept premiers échelons sont appariés au niveau de complexité 1 de l'emploi repère « Avocat et notaire », alors que ceux aux échelons 8 à 18, au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Par ailleurs, après deux ans à l'échelon 18, sous réserve d'un rendement satisfaisant, les employés atteignent le niveau de juriste expert et reçoivent 115 % du traitement de l'échelle correspondant à l'échelon 18. Nonostante ce qui précède, un juriste qui, au moment de l'intégration, est à l'échelon 21 de l'ancienne échelle accède au niveau d'expert sans délai. Celui qui était à

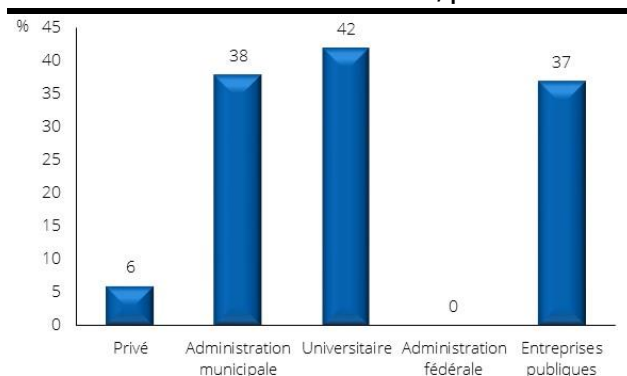
l'échelon 20 avant l'intégration devra, pour sa part, attendre un an avant d'atteindre le même niveau de complexité de tâches. L'ISQ associe tous les avocats et notaires recevant 115 % du salaire de l'échelon 18 au niveau de chef d'équipe ou d'expert (niveau 3) de l'emploi « Avocat et notaire ».

Les taux de salaire échus dans les principaux secteurs comparés

Les taux de salaire pris en compte dans l'ERG 2021 sont ceux qui étaient en vigueur au 1^{er} avril 2021. La figure II présente, pour les principaux secteurs comparés à l'administration québécoise, la proportion d'employés dont la convention collective est arrivée à échéance avant cette date. Dans ces cas, les taux de salaire pris en compte pour la comparaison sont ceux qui étaient en vigueur au moment de la collecte. La proportion d'employés dont la convention était échue en date du 1^{er} avril 2021 varie d'un secteur à un autre. Dans le secteur universitaire, elle est la plus élevée, soit 42 % des employés québécois occupant un emploi apparié à l'un des emplois repères. À l'opposé, dans l'administration fédérale, aucune convention des employés visés par la comparaison n'était échue.

Figure II

Proportion d'employés occupant un emploi apparié à un emploi repère et dont la convention collective était échue en date du 1^{er} avril 2021, par secteur



Au moment de la collecte pour l'ERG 2021, plus du tiers des employés de l'administration municipale rattachés aux emplois repères étaient encore en négociation. En tout, 38 % des employés de ce secteur étaient toujours régis par une convention collective qui était échue en

date du 1^{er} avril 2021 (voir figure II). Dans un tel cas, l'ISQ prend en compte les échelles salariales existantes dans la convention collective échue.

Par ailleurs, au cours des dernières années, des ententes ont été négociées en vertu de la réforme sur le financement des régimes de retraite (Loi 15). La cotisation de l'employeur des municipalités incluses dans la collecte 2021 (groupes O, N et M) tient compte de ces ententes.

L'environnement économique et le marché du travail

Dans le cadre de la révision du programme de comparaison de la rémunération globale, l'ISQ, avec l'accord des parties à la négociation, a pris la décision de retirer les principaux résultats sur l'économie et le marché du travail du rapport de comparaison. Par conséquent, les sections « environnement économique » et « marché du travail » ne font plus partie des *Faits saillants*. Cependant, ce type d'informations se trouve dans d'autres travaux de l'ISQ, notamment la publication [État du marché du travail au Québec](#) et le bulletin hebdomadaire [Stat-EXPRESS](#), qui porte sur les indicateurs économiques conjoncturels.

Les tendances salariales

Les sources de données

Les données relatives aux tendances salariales sont obtenues à partir d'une banque de conventions collectives pour ce qui est des salariés syndiqués et à partir d'enquêtes de planification salariale pour ce qui est des employés non syndiqués.

Dans le premier cas, les données proviennent des conventions collectives déposées dans la banque du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « Ministère »). Ces conventions couvrent les salariés syndiqués appartenant à des unités de négociation de 100 cols bleus et plus²⁵, à des unités de 50 cols blancs et plus ou à des unités qui comptent ces deux nombres à la fois, dans le cas de conventions collectives dites « mixtes ». Les conventions de compétence provinciale et fédérale sont prises en compte.

25. Depuis 2013, le nombre de cols bleus dans le secteur manufacturier a été réduit à 75 ou plus afin que l'échantillon soit plus représentatif de ce secteur, où la part de l'emploi a diminué au cours des dernières années.

Les conventions collectives analysées couvrent l'administration québécoise, le secteur privé et le secteur « autre public ». L'administration québécoise fait référence à la fonction publique ainsi qu'au réseau de l'éducation (centres de services scolaires, commissions scolaires anglophones et cégeps) et au réseau de la santé et des services sociaux²⁶. Le regroupement « autre public » comprend les secteurs municipal et fédéral ainsi que les entreprises publiques québécoises et les universités. Le secteur municipal inclut les municipalités et les entreprises locales. Pour sa part, le secteur fédéral comprend l'administration fédérale ainsi que les entreprises fédérales au Québec. Un autre regroupement couvre aussi l'ensemble des salariés québécois autres que ceux de l'administration québécoise, soit les « autres salariés québécois ».

Les enquêtes de planification salariale qui étaient à la disposition de l'ISQ au moment de la rédaction de ce rapport proviennent du Conference Board du Canada, de CGC-Talent de Normandin Beaudry, de PCI Rémunération-conseil, de Saucier conseil et de Solutions Mieux-être LifeWorks. Les résultats de ces enquêtes portent principalement sur les salariés québécois non syndiqués du secteur privé, et les répondants sont surtout des moyennes et grandes entreprises. Pour les besoins du rapport, les données ayant été utilisées ont trait aux augmentations versées et projetées des échelles pour l'ensemble des catégories d'emplois faisant l'objet des travaux de comparaison de l'ISQ.

Les mesures de croissance salariale utilisées

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur représente, pour une année précise, l'augmentation des taux de salaire pour les employés syndiqués²⁷. Cet indicateur mesure les taux d'augmentation attribués aux échelles salariales dans toutes les conventions collectives en vigueur, sans égard au moment où ces dernières ont été signées.

Pour l'année en cours, les résultats sont toujours préliminaires puisqu'ils couvrent les deux premiers trimestres

seulement. Ils se rapportent aux conventions collectives déposées au Ministère, enregistrées dans la banque de données et comportant une clause salariale en vigueur au 31 décembre. Toutefois, certaines conventions collectives, bien qu'ayant été signées, ne font pas partie de la banque, car elles n'ont pas encore été saisies. Par ailleurs, certaines conventions collectives ne font plus partie de la banque de données du Ministère, car elles ont expiré avant le 31 décembre²⁸. Dans certains cas, la durée de la clause salariale n'est pas équivalente à celle de la convention. C'est le cas notamment de certaines conventions pour lesquelles les augmentations salariales sont négociées chaque année (il n'y a pas de réouverture des clauses normatives, mais seulement des clauses pécuniaires). Pour éviter d'alourdir le texte, les termes « durée de la clause salariale » et « durée de la convention » sont utilisés en tant que synonymes et font référence à la durée de la clause salariale.

Les taux d'augmentation présentés à partir des données des firmes d'experts-conseils sont des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des échelles salariales et des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des salaires versés. Ils donnent une mesure des hausses octroyées aux salariés non syndiqués.

Le taux de croissance réelle est utilisé pour mesurer les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés, sur la base des augmentations aux structures salariales seulement. La croissance réelle est obtenue à l'aide de l'équation de Fisher.

Taux de croissance réelle	=	$\frac{\text{Taux de croissance nominale} + 1}{\text{Taux d'inflation} + 1} - 1$
---------------------------	---	--

Par exemple, si la croissance des échelles salariales est supérieure à celle de l'inflation, cela se traduit généralement par un taux réel de croissance positif reflétant le fait que le pouvoir d'achat des salariés québécois augmente. À l'opposé, si le taux réel de croissance des échelles salariales est négatif, les salariés peuvent s'attendre à voir une perte

26. Pour que le secteur « administration québécoise » soit conforme à la définition de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans le secteur public et parapublic (RLRQ, chapitre R-8.2), l'ISQ a dû ajuster certaines données du Ministère. Tous les organismes gouvernementaux qui ne font pas partie des régimes de négociation des trois sous-secteurs de l'administration québécoise ont été inclus dans le secteur « entreprises publiques québécoises ». À titre d'exemple, le Ministère considère l'organisme Héma-Québec comme faisant partie de l'administration québécoise, alors que l'ISQ l'inclut plutôt dans les entreprises publiques québécoises.

27. Il s'agit de la mesure qui permet de se rapprocher le plus des augmentations d'échelles que l'on retrouve dans les enquêtes de planification salariale.

28. Les conventions dont la date d'expiration précède le 31 décembre de l'année analysée ne sont pas prises en compte, même si, sur le plan légal, l'employeur doit maintenir les conditions de travail qui y sont prévues (Code du travail [RLRQ, chapitre C-27, article 59]).

de leur pouvoir d'achat et à s'appauvrir (s'ils ne bénéficient d'aucun autre ajustement salarial ou versement pécuniaire). En ce qui concerne l'année 2021, la croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) utilisée est celle calculée pour le Québec relativement aux six premiers mois de 2021 par rapport à la même période de l'année précédente. Les données sur l'IPC proviennent de Statistique Canada.

L'ISQ a recours à deux indicateurs pour évaluer les taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées : l'indicateur des taux et celui des gains. Ces indicateurs sont obtenus à partir des conventions collectives signées durant l'année, et un taux d'augmentation annuelle moyen est calculé pour la durée des conventions. Les indicateurs tiennent compte de la durée d'application des augmentations. En général, les clauses salariales des conventions collectives consentent des augmentations différentes pour chaque année d'application; c'est pourquoi deux méthodes de calcul sont utilisées.

L'indicateur des taux, en ne comparant que le salaire obtenu à la fin de la convention collective nouvellement signée avec celui obtenu à la fin de la convention collective précédente, reflète l'évolution des structures salariales. Par contre, l'indicateur des gains permet de prendre en considération le moment où les hausses salariales sont consenties dans le calcul des taux d'augmentation. Il est appelé « croissance des gains », parce qu'il se rapproche plus du gain réalisé par les salariés syndiqués que l'indicateur des taux. L'ISQ privilégie l'indicateur des gains pour faire ses constats. Les résultats relatifs à l'indicateur des taux sont présentés à l'annexe K.

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, celui des gains et celui des taux pour les conventions nouvellement signées sont calculés à partir de la classe modale, soit celle qui regroupe le plus grand nombre de salariés. Tous les trois tiennent compte des montants forfaitaires et des divers ajustements salariaux. Le calcul de ces trois indicateurs se fait à partir du maximum des échelles salariales, lorsqu'elles existent, ou du taux unique. Le calcul ne prend pas en compte les coûts de système, c'est-à-dire l'augmentation salariale résultant d'une progression dans l'échelle. Il est important

de souligner que, pour chacun des trois indicateurs, les résultats des années les plus récentes ne sont pas définitifs, puisque d'autres ententes peuvent s'ajouter au fichier du Ministère. Cela est particulièrement vrai pour l'année en cours.

Dans le calcul des moyennes des taux d'augmentation des conventions en vigueur, chaque convention se voit attribuer un poids en fonction du nombre de salariés couverts. Le poids accordé correspond au nombre de salariés régis par l'entente en vigueur pour l'année analysée. Les perspectives salariales sont établies en utilisant les taux de croissance salariale observés dans les conventions en vigueur pour chacun des secteurs analysés (données préliminaires). Les perspectives pour l'ensemble des salariés syndiqués sont calculées en pondérant le résultat pour chaque secteur par le poids de son effectif estimé. Le nombre de salariés utilisé dans le calcul du poids représente une moyenne du nombre enregistré durant les cinq années les plus récentes pour lesquelles les données sont suffisamment représentatives. Dans le cas des employés non syndiqués, l'ISQ utilise les taux d'augmentation prévus dans les enquêtes de planification pour toute l'année en cours et pour l'année suivante. En ce qui concerne l'ensemble des salariés québécois, le taux d'augmentation, lorsque les données disponibles permettent de l'estimer, est obtenu en pondérant les taux pour les syndiqués et les non-syndiqués par le poids de leur effectif respectif sur le marché du travail. Pour cette pondération, c'est le taux de couverture syndicale²⁹ le plus à jour pour l'ensemble des salariés québécois qui est utilisé, soit celui fourni par Statistique Canada, qui est de 40,3 % (six premiers mois de 2021).

Par ailleurs, les prévisions concernant la croissance de l'IPC pour les années 2021 et 2022 sont calculées à partir de données produites par cinq organismes : la Banque Nationale, le Conference Board du Canada, la Banque Royale du Canada, la Banque de Montréal Groupe financier et le Mouvement des caisses Desjardins du Québec. Le mois de référence selon l'organisme est août, septembre ou octobre 2021.

29. Ce taux tient compte des employés qui sont membres d'un syndicat et de ceux qui ne sont pas membres, mais qui sont couverts par une convention collective ou par un contrat de travail négocié par un syndicat.

L'analyse et la couverture des conventions

Le tableau VII donne un aperçu du nombre de conventions collectives ainsi que du nombre de salariés syndiqués couverts par la banque du Ministère à la fin du deuxième trimestre de 2021. Les conventions collectives et les salariés syndiqués de l'administration québécoise sont toutefois exclus. Il présente, tout d'abord, l'information sur les conventions en vigueur en 2020 et en 2021. Une convention est considérée comme étant en vigueur si elle n'est pas expirée le 31 décembre de l'année de référence. Le tableau fournit aussi l'information sur la représentativité des salariés sur lesquels sont basés les résultats. Cette donnée exprime en pourcentage le nombre moyen des salariés syndiqués des cinq

dernières années. Des renseignements sont également présentés quant aux ententes signées au cours de l'année 2020 et à celles signées au cours des six premiers mois de 2021.

Les conventions de l'administration québécoise sont arrivées à échéance le 31 mars 2020. De nouvelles ententes ont été conclues pour certains groupes d'employés, mais les conventions collectives n'étaient pas encore enregistrées au Ministère au moment de la production du rapport.

Tableau VII

Nombre de conventions en vigueur, de conventions nouvellement signées¹ et de salariés couverts², Québec, 2020 et 2021

	Élément	Unité	Privé	Entr. publ. québ.	Universitaire	Municipal	Fédéral	« Autre public »	Ensemble des autres salariés québécois
2020									
En vigueur	Conventions	n	813	25	15	97	15	152	965
	Salariés couverts	n	374 807	28 937	8 508	41 147	41 641	120 233	495 040
	Représentativité ³	%	95,4	73,7	59,6	78,1	92,2	79,4	91,0
Selon la date de signature	Conventions	n	122	6	..	17	..	23	145
	Salariés couverts	n	22 196	1 424	..	3 881	..	5 305	27 501
2021									
En vigueur	Conventions	n	691	23	12	89	13	137	828
	Salariés couverts	n	136 161	28 119	7 252	39 103	16 351	90 825	226 986
	Représentativité ³	%	34,7	71,6	50,8	74,2	36,2	60,0	41,7
Selon la date de signature	Conventions	n	96	6	3	9	..	18	114
	Salariés couverts	n	14 563	2 954	936	9 023	..	12 913	27 476

1. Les ententes signées pour une première fois sont exclues des données se rapportant aux conventions collectives selon la date de signature, puisqu'aucun taux de croissance salariale ne peut être calculé.
2. Nombre total de salariés couverts par des certificats d'accréditation, sans égard au statut d'emploi ni à la notion d'équivalent à temps complet.
3. Ce pourcentage représente le nombre de salariés couverts par les conventions en vigueur pour une année donnée, par rapport au nombre de salariés potentiellement couverts par la banque de conventions collectives du Ministère pour une période constituée des cinq années précédentes.

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Banque de données

Annexe A-1

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
			%	\$	%	\$	%	
Professionnels								
Professionnel communic. 1	76	85,6	54 853	61 518	-12,1 *	45 089	48 619	-7,8 *
Professionnel communic. 2	854	92,5	80 639	88 393	-9,6	56 456	68 300	-21,0
Professionnel communic. 3	125	97,9	93 431	110 404	-18,2	67 224	90 914	-35,2
Professionnel gest. fin. 1	61	92,5	54 656	57 536	-5,3 *	44 986	45 059	-0,2 *
Professionnel gest. fin. 2	423	91,0	76 840	90 405	-17,7	56 022	61 244	-9,3
Professionnel gest. fin. 3	21	92,2	93 600	111 404	-19,0	67 664	83 113	-22,8
Analyste proc. adm./inform. 1	502	96,8	54 902	74 671	-36,0	44 859	55 934	-24,7
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	81,5	83 284	91 474	-9,8	57 010	67 892	-19,1
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	93,7	92 384	111 199	-20,4	63 960	84 181	-31,6
Ingénieur 1	182	78,1	55 455	72 645	-31,0	48 397	56 901	-17,6
Ingénieur 2	768	88,6	95 085	99 494	-4,6	61 666	76 214	-23,6
Ingénieur 3	428	91,7	106 334	127 228	-19,6	78 817	100 183	-27,1
Professionnel sc. phys. 1	64	16,1	57 973	68 851	-18,8	46 895	54 225	-15,6
Professionnel sc. phys. 2	551	55,2	92 814	93 772	-1,0 *	64 666	75 268	-16,4
Professionnel sc. phys. 3	112	91,5	97 812	119 857	-22,5	71 540	101 008	-41,2
Avocat et notaire 1	98	100,0	72 333	93 512	-29,3	56 508	70 136	-24,1
Avocat et notaire 2	624	88,7	113 988	125 861	-10,4	75 515	87 479	-15,8
Biologiste 2	217	65,1	88 320	94 202	-6,7	59 209	70 660	-19,3
Biologiste 3	32	100,0	97 555	117 805	-20,8	70 885	94 286	-33,0
Moyenne	...	83,1	86 076	96 598	-12,2	59 826	72 689	-21,5
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	9 209	77,7	53 631	63 466	-18,3	39 545	50 473	-27,6
Technicien en administration 3	103	69,8	59 300	72 840	-22,8	41 804	55 487	-32,7
Techn. documentation 1-2	687	85,6	53 269	61 893	-16,2	40 207	45 632	-13,5
Techn. laboratoire 1-2	2 227	33,0	61 143	65 299	-6,8 *	42 110	49 277	-17,0
Techn. laboratoire 3	529	65,7	64 438	75 105	-16,6	42 992	57 284	-33,2
Technicien en droit 1-2	533	90,0	52 013	71 518	-37,5	36 654	58 098	-58,5
Technicien en droit 3	18	80,1	56 761	95 386	-68,0	40 014	72 519	-81,2
Technicien génie 1-2	1 607	78,1	56 267	79 287	-40,9	40 077	57 814	-44,3
Technicien génie 3	221	94,4	61 589	97 718	-58,7	43 419	72 413	-66,8
Techn. informatique 1-2	1 830	62,5	55 109	62 375	-13,2	40 261	46 230	-14,8
Techn. informatique 3	1 168	86,2	61 336	82 329	-34,2	42 215	62 777	-48,7
Technicien en loisir 1-2	508	68,2	53 054	65 804	-24,0	40 599	48 288	-18,9
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	60,5	61 382	80 527	-31,2	42 224	60 598	-43,5
Moyenne	...	71,4	55 867	67 615	-21,0	40 303	52 082	-29,2
Employés de bureau								
Magasinier 1	148	61,8	36 928	56 969	-54,3	36 033	38 161	-5,9 *
Magasinier 2	1 025	37,3	40 873	60 860	-48,9	37 488	45 941	-22,5
Magasinier 3	31	35,1	46 151	72 905	-58,0	38 864	55 955	-44,0
Op. duplicateur 1-2	54	75,7	39 357	55 825	-41,8	36 891	40 153	-8,8
Personnel soutien adm. 1	5 051	78,7	39 079	45 828	-17,3	36 780	34 669	5,7
Personnel soutien adm. 2	6 346	70,7	42 726	52 741	-23,4	38 113	41 536	-9,0
Personnel soutien adm. 3	2 677	92,8	45 760	59 560	-30,2	38 661	49 561	-28,2
Personnel secrétariat 1	1 398	89,4	40 438	52 476	-29,8	37 364	40 685	-8,9
Personnel secrétariat 2	8 343	83,1	44 114	55 878	-26,7	37 577	42 756	-13,8
Préposé aux renseign. 2	998	66,5	47 648	51 534	-8,2	35 978	39 168	-8,9
Préposé aux renseign. 3	35	85,2	52 013	66 174	-27,2	36 654	51 242	-39,8
Préposé télécomm. 1-2	212	26,2	48 765	57 922	-18,8	38 095	43 996	-15,5
Préposé télécomm. 3	48	80,4	52 471	80 940	-54,3	38 290	62 591	-63,5
Téléphoniste-récept. 2	133	48,8	36 928	44 311	-20,0	36 033	33 289	7,6
Acheteur 2	233	59,4	44 743	61 157	-36,7	38 462	47 120	-22,5
Moyenne	...	76,7	42 825	53 692	-25,4	37 599	41 636	-10,7

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
60,8 *	61,4 *	93,0 *	91,9 *	Professionnel communic. 1
73,0 *	71,6 *	91,9	93,6	Professionnel communic. 2
86,9 *	86,3 *	96,3 *	97,6 *	Professionnel communic. 3
57,3 *	51,1 *	92,5 *	89,4 *	Professionnel gest. fin. 1
74,9	65,0	93,2	88,7	Professionnel gest. fin. 2
61,6	85,2	89,4	96,2	Professionnel gest. fin. 3
58,5 *	63,3 *	92,4	90,8	Analyste proc. adm./inform. 1
68,9	82,2	90,2	95,4	Analyste proc. adm./inform. 2
90,3 *	86,5 *	97,0 *	96,7 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,1 *	59,9 *	95,4	91,3	Ingénieur 1
63,1	80,5	87,0	95,4	Ingénieur 2
91,1 *	91,8 *	97,7 *	98,3 *	Ingénieur 3
56,2 *	58,7 *	91,6 *	91,2 *	Professionnel sc. phys. 1
67,6	82,3	90,2	96,5	Professionnel sc. phys. 2
92,1 *	82,4 *	97,9 *	97,2 *	Professionnel sc. phys. 3
65,7	59,9	92,5	90,0	Avocat et notaire 1
58,1	71,7	85,9	91,4	Avocat et notaire 2
68,6 *	71,4 *	89,7	92,9	Biologiste 2
86,0 *	86,1 *	96,2 *	97,2 *	Biologiste 3
71,7	78,8	91,5	94,7	Moyenne
Techniciens				
81,7 *	78,9 *	95,2 *	95,7 *	Technicien en administration 1-2
97,3	82,7	99,2	95,9	Technicien en administration 3
80,6 *	80,7 *	95,2 *	94,9 *	Techn. documentation 1-2
85,5 *	96,9 *	95,5 *	99,3 *	Techn. laboratoire 1-2
93,8 *	83,4 *	98,0 *	96,1 *	Techn. laboratoire 3
73,5 *	71,5 *	92,2	94,7	Technicien en droit 1-2
102,7	71,7	100,8	93,2	Technicien en droit 3
69,8	82,4	91,3	95,2	Technicien génie 1-2
86,1	91,7	95,9	97,8	Technicien génie 3
80,1 *	76,4 *	94,6 *	93,9 *	Techn. informatique 1-2
91,5 *	84,6 *	97,3 *	96,4 *	Techn. informatique 3
83,4 *	85,4 *	96,1 *	96,1 *	Technicien en loisir 1-2
77,7 *	85,6 *	93,0	96,4	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,7 *	81,9 *	95,0	95,9	Moyenne
Employés de bureau				
34,3	86,6	98,4 *	95,6 *	Magasinier 1
80,3 *	86,5 *	98,4 *	96,7 *	Magasinier 2
105,5	74,7	100,9	94,1	Magasinier 3
85,1	94,4	99,1 *	98,4 *	Op. duplicateur 1-2
81,4 *	88,5 *	98,9 *	97,2 *	Personnel soutien adm. 1
86,2	81,5	98,5	96,0	Personnel soutien adm. 2
97,3	63,5	99,6	93,9	Personnel soutien adm. 3
85,0 *	89,5 *	98,9 *	97,6 *	Personnel secrétariat 1
92,3 *	98,5 *	98,9 *	99,6 *	Personnel secrétariat 2
77,4 *	75,7 *	94,5 *	94,2 *	Préposé aux renseign. 2
94,1	82,1	98,2	96,0	Préposé aux renseign. 3
79,9 *	73,1 *	95,6 *	93,5 *	Préposé télécomm. 1-2
98,1 *	92,3 *	99,5 *	98,3 *	Préposé télécomm. 3
72,9	88,5	99,3 *	97,1 *	Téléphoniste-récept. 2
100,3	68,8	100,0	92,8	Acheteur 2
87,7 *	86,2 *	98,7	97,1	Moyenne

Annexe A-2

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
					Écarts			Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	76	72,3	54 853	54 822	0,1 *	45 089	42 432	5,9 *
Professionnel communic. 2	854	82,0	80 639	86 395	-7,1	56 456	64 671	-14,6
Professionnel communic. 3	125	93,0	93 431	120 561	-29,0	67 224	91 784	-36,5
Professionnel gest. fin. 1	61	91,2	54 656	54 266	0,7 *	44 986	43 205	4,0 *
Professionnel gest. fin. 2	423	88,1	76 840	90 032	-17,2	56 022	60 894	-8,7
Professionnel gest. fin. 3	21	77,8	93 600	112 558	-20,3	67 664	85 467	-26,3
Analyste proc. adm./inform. 1	502	95,5	54 902	75 465	-37,5	44 859	55 713	-24,2
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75,2	83 284	90 465	-8,6	57 010	68 472	-20,1
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89,5	92 384	111 028	-20,2	63 960	85 277	-33,3
Ingénieur 1	182	77,2	55 455	72 219	-30,2	48 397	56 143	-16,0
Ingénieur 2	768	85,5	95 085	95 175	-0,1 *	61 666	72 838	-18,1
Ingénieur 3	428	89,4	106 334	126 235	-18,7	78 817	96 459	-22,4
Professionnel sc. phys. 1	64	13,7	57 973	67 680	-16,7	46 895	53 008	-13,0 *
Professionnel sc. phys. 2	551	29,5	92 814	84 683	8,8 *	64 666	65 618	-1,5 *
Professionnel sc. phys. 3	112	79,1	97 812	111 556	-14,1	71 540	85 728	-19,8
Avocat et notaire 1	98	100,0	72 333	97 323	-34,5	56 508	69 156	-22,4
Avocat et notaire 2	624	76,5	113 988	112 475	1,3 *	75 515	84 026	-11,3
Moyenne	...	74,5	86 076	93 617	-8,8	59 826	71 075	-18,8
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	9 209	62,7	53 631	61 828	-15,3	39 545	46 214	-16,9
Technicien en administration 3	103	60,3	59 300	73 124	-23,3	41 804	55 607	-33,0
Techn. documentation 1-2	687	72,3	53 269	67 431	-26,6	40 207	48 320	-20,2
Techn. laboratoire 1-2	2 227	25,3	61 143	64 799	-6,0 *	42 110	49 894	-18,5
Technicien en droit 1-2	533	68,9	52 013	70 959	-36,4	36 654	52 092	-42,1
Technicien en droit 3	18	74,3	56 761	101 169	-78,2	40 014	77 611	-94,0
Technicien génie 1-2	1 607	75,8	56 267	79 264	-40,9	40 077	57 979	-44,7
Technicien génie 3	221	85,8	61 589	101 599	-65,0	43 419	80 568	-85,6
Techn. informatique 1-2	1 830	58,4	55 109	61 536	-11,7	40 261	45 723	-13,6
Techn. informatique 3	1 168	83,1	61 336	84 473	-37,7	42 215	63 853	-51,3
Technicien en loisir 1-2	508	48,1	53 054	54 047	-1,9 *	40 599	41 816	-3,0 *
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	52,7	61 382	81 894	-33,4	42 224	62 823	-48,8
Moyenne	...	59,7	55 867	66 880	-19,7	40 303	50 133	-24,4
Employés de bureau								
Magasinier 1	148	60,0	36 928	55 287	-49,7	36 033	34 471	4,3 *
Magasinier 2	1 025	42,3	40 873	62 988	-54,1	37 488	46 831	-24,9
Magasinier 3	31	30,9	46 151	69 775	-51,2	38 864	52 709	-35,6
Personnel soutien adm. 1	5 051	69,9	39 079	44 264	-13,3	36 780	33 040	10,2
Personnel soutien adm. 2	6 346	56,7	42 726	51 731	-21,1	38 113	38 286	-0,5 *
Personnel soutien adm. 3	2 677	86,8	45 760	58 882	-28,7	38 661	44 701	-15,6
Personnel secrétariat 1	1 398	84,5	40 438	50 870	-25,8	37 364	39 127	-4,7 *
Personnel secrétariat 2	8 343	75,1	44 114	54 283	-23,1	37 577	41 654	-10,8
Préposé aux renseign. 2	998	59,3	47 648	50 868	-6,8 *	35 978	38 403	-6,7 *
Préposé aux renseign. 3	35	72,3	52 013	70 755	-36,0	36 654	53 364	-45,6
Préposé télécomm. 1-2	212	15,4	48 765	59 436	-21,9	38 095	44 545	-16,9
Téléphoniste-récept. 2	133	44,5	36 928	43 371	-17,4	36 033	32 214	10,6
Moyenne	...	67,5	42 825	52 576	-22,8	37 599	39 688	-5,6

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
60,8	88,5	93,0	97,4	Professionnel communic. 1
73,0	62,5	91,9 *	90,6 *	Professionnel communic. 2
86,9 *	95,9 *	96,3 *	99,0 *	Professionnel communic. 3
57,3 *	46,6 *	92,5 *	89,1 *	Professionnel gest. fin. 1
74,9	63,7	93,2	88,2	Professionnel gest. fin. 2
61,6	78,6	89,4	94,9	Professionnel gest. fin. 3
58,5	66,3	92,4 *	91,2 *	Analyste proc. adm./inform. 1
68,9	82,6	90,2	95,8	Analyste proc. adm./inform. 2
90,3 *	86,6 *	97,0 *	96,9 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,1 *	60,4 *	95,4	91,2	Ingénieur 1
63,1	80,9	87,0	95,5	Ingénieur 2
91,1 *	91,5 *	97,7 *	98,0 *	Ingénieur 3
56,2 *	60,1 *	91,6 *	91,3 *	Professionnel sc. phys. 1
67,6	94,3	90,2	98,7	Professionnel sc. phys. 2
92,1 *	79,7 *	97,9 *	95,3 *	Professionnel sc. phys. 3
65,7 *	55,7 *	92,5	87,2	Avocat et notaire 1
58,1 *	76,4 *	85,9	94,0	Avocat et notaire 2
71,7	77,3	91,5	94,6	Moyenne
Techniciens				
81,7 *	76,7 *	95,2 *	94,1 *	Technicien en administration 1-2
97,3	72,4	99,2	93,4	Technicien en administration 3
80,6 *	72,5 *	95,2 *	92,2 *	Techn. documentation 1-2
85,5 *	99,1 *	95,5 *	99,8 *	Techn. laboratoire 1-2
73,5 *	82,0 *	92,2 *	95,2 *	Technicien en droit 1-2
102,7	69,2	100,8	92,8	Technicien en droit 3
69,8	80,7	91,3	94,8	Technicien génie 1-2
86,1 *	89,6 *	95,9 *	97,8 *	Technicien génie 3
80,1 *	73,2 *	94,6 *	93,1 *	Techn. informatique 1-2
91,5 *	82,6 *	97,3 *	95,7 *	Techn. informatique 3
83,4 *	86,4 *	96,1 *	96,9 *	Technicien en loisir 1-2
77,7 *	89,8 *	93,0	97,6	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,7 *	80,0 *	95,0 *	94,9 *	Moyenne
Employés de bureau				
34,3	84,7	98,4 *	94,3 *	Magasinier 1
80,3 *	83,3 *	98,4 *	95,7 *	Magasinier 2
105,5	69,9	100,9	92,6	Magasinier 3
81,4 *	86,0 *	98,9 *	96,5 *	Personnel soutien adm. 1
86,2	77,0	98,5	94,0	Personnel soutien adm. 2
97,3	50,2	99,6	88,0	Personnel soutien adm. 3
85,0 *	98,9 *	98,9 *	99,7 *	Personnel secrétariat 1
92,3	108,7	98,9	102,0	Personnel secrétariat 2
77,4 *	75,8 *	94,5 *	94,1 *	Préposé aux renseign. 2
94,1 *	78,8 *	98,2 *	94,8 *	Préposé aux renseign. 3
79,9	x	95,6	x	Préposé télécomm. 1-2
72,9	86,8	99,3 *	96,6 *	Téléphoniste-récept. 2
87,7 *	86,1 *	98,7	96,5	Moyenne

Annexe A-3

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	76	100,0	54 853	66 783	-21,8	45 089	53 486	-18,6
Professionnel communic. 2	854	99,2	80 639	89 450	-10,9	56 456	70 218	-24,4
Professionnel communic. 3	125	100,0	93 431	106 438	-13,9	67 224	90 574	-34,7
Professionnel gest. fin. 2	423	99,8	76 840	91 397	-18,9	56 022	62 174	-11,0
Professionnel gest. fin. 3	21	100,0	93 600	110 914	-18,5	67 664	82 115	-21,4
Analyste proc. adm./inform. 1	502	100,0	54 902	72 763	-32,5	44 859	56 465	-25,9
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	99,8	83 284	93 713	-12,5	57 010	66 605	-16,8
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	99,8	92 384	111 419	-20,6	63 960	82 768	-29,4
Ingénieur 1	182	100,0	55 455	79 868	-44,0	48 397	69 727	-44,1
Ingénieur 2	768	99,7	95 085	112 878	-18,7	61 666	86 672	-40,6
Ingénieur 3	428	100,0	106 334	130 416	-22,6	78 817	112 133	-42,3
Professionnel sc. phys. 2	551	100,0	92 814	98 451	-6,1	64 666	80 236	-24,1
Avocat et notaire 1	98	100,0	72 333	92 900	-28,4	56 508	70 294	-24,4
Avocat et notaire 2	624	96,0	113 988	132 196	-16,0	75 515	89 112	-18,0
Moyenne	...	98,3	86 076	99 434	-15,5	59 826	74 006	-23,7
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	9 209	97,8	53 631	64 873	-21,0	39 545	54 131	-36,9
Technicien en administration 3	103	90,3	59 300	72 427	-22,1	41 804	55 313	-32,3
Techn. documentation 1-2	687	92,4	53 269	59 671	-12,0	40 207	44 553	-10,8
Techn. laboratoire 1-2	2 227	99,1	61 143	66 386	-8,6	42 110	47 934	-13,8
Techn. laboratoire 3	529	100,0	64 438	71 236	-10,5	42 992	54 837	-27,6
Technicien en droit 1-2	533	98,4	52 013	71 673	-37,8	36 654	59 772	-63,1
Technicien en droit 3	18	100,0	56 761	80 696	-42,2	40 014	59 585	-48,9
Technicien génie 1-2	1 607	86,6	56 267	79 364	-41,0	40 077	57 274	-42,9
Techn. informatique 1-2	1 830	93,1	55 109	66 395	-20,5	40 261	48 657	-20,9
Techn. informatique 3	1 168	100,0	61 336	74 170	-20,9	42 215	58 679	-39,0
Technicien en loisir 1-2	508	86,7	53 054	71 791	-35,3	40 599	51 585	-27,1
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	100,0	61 382	76 852	-25,2	42 224	54 616	-29,3
Moyenne	...	96,3	55 867	68 183	-22,0	40 303	53 412	-32,5
Employés de bureau								
Magasinier 1	148	67,2	36 928	61 293	-66,0	36 033	47 650	-32,2
Magasinier 2	1 025	27,9	40 873	54 891	-34,3	37 488	43 445	-15,9
Magasinier 3	31	44,6	46 151	77 802	-68,6	38 864	61 032	-57,0
Op. duplicateur 1-2	54	80,2	39 357	62 070	-57,7	36 891	48 839	-32,4
Personnel soutien adm. 1	5 051	93,1	39 079	47 756	-22,2	36 780	36 677	0,3 *
Personnel soutien adm. 2	6 346	96,7	42 726	53 840	-26,0	38 113	45 082	-18,3
Personnel soutien adm. 3	2 677	97,8	45 760	60 063	-31,3	38 661	53 163	-37,5
Personnel secrétariat 1	1 398	93,9	40 438	53 824	-33,1	37 364	41 993	-12,4
Personnel secrétariat 2	8 343	92,3	44 114	57 377	-30,1	37 577	43 790	-16,5
Préposé aux renseign. 2	998	96,3	47 648	53 209	-11,7	35 978	41 093	-14,2
Préposé aux renseign. 3	35	100,0	52 013	62 397	-20,0	36 654	49 493	-35,0
Préposé télécomm. 1-2	212	82,7	48 765	56 457	-15,8	38 095	43 465	-14,1
Téléphoniste-récept. 2	133	93,6	36 928	48 974	-32,6	36 033	38 616	-7,2
Acheteur 2	233	100,0	44 743	61 904	-38,4	38 462	47 387	-23,2
Moyenne	...	91,8	42 825	54 777	-27,9	37 599	43 636	-16,1

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
60,8	41,5	93,0 *	88,3 *	Professionnels
73,0 *	77,1 *	91,9	95,1	Professionnel communic. 1
86,9 *	79,6 *	96,3 *	97,0 *	Professionnel communic. 2
74,9	68,4	93,2	89,9	Professionnel communic. 3
61,6	87,8	89,4	96,8	Professionnel gest. fin. 2
58,5	54,4	92,4	89,8	Professionnel gest. fin. 3
68,9	81,7	90,2	94,7	Analyste proc. adm./inform. 1
90,3	86,4	97,0 *	96,5 *	Analyste proc. adm./inform. 2
64,1	46,5	95,4	93,2	Analyste proc. adm./inform. 3
63,1	79,6	87,0	95,3	Ingénieur 1
91,1	93,5	97,7	99,1	Ingénieur 2
67,6	75,9	90,2	95,5	Ingénieur 3
65,7	60,7	92,5	90,4	Professionnel sc. phys. 2
58,1	70,2	85,9	90,3	Avocat et notaire 1
				Avocat et notaire 2
71,7	77,7	91,5	94,4	Moyenne
Techniciens				
81,7 *	81,5 *	95,2	96,9	Technicien en administration 1-2
97,3 *	98,2 *	99,2	99,6	Technicien en administration 3
80,6 *	84,8 *	95,2 *	96,1 *	Techn. documentation 1-2
85,5	93,1	95,5	98,1	Techn. laboratoire 1-2
93,8	98,6	98,0	99,7	Techn. laboratoire 3
73,5	66,9	92,2	94,5	Technicien en droit 1-2
102,7	78,7	100,8	94,4	Technicien en droit 3
69,8	87,9	91,3	96,6	Technicien génie 1-2
80,1	90,0	94,6	97,3	Techn. informatique 1-2
91,5 *	95,2 *	97,3	99,0	Techn. informatique 3
83,4 *	85,1 *	96,1 *	95,8 *	Technicien en loisir 1-2
77,7 *	75,9 *	93,0 *	93,0 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,7	85,2	95,0	97,0	Moyenne
Employés de bureau				
34,3	93,9	98,4 *	98,6 *	Magasinier 1
80,3	99,2	98,4	99,8	Magasinier 2
105,5	82,3	100,9	96,2	Magasinier 3
85,1	100,0	99,1	100,0	Op. duplicateur 1-2
81,4	91,5	98,9	98,0	Personnel soutien adm. 1
86,2	89,0	98,5	98,2	Personnel soutien adm. 2
97,3	83,8	99,6	98,1	Personnel soutien adm. 3
85,0	81,7	98,9	96,0	Personnel secrétariat 1
92,3	89,6	98,9	97,5	Personnel secrétariat 2
77,4 *	75,5 *	94,5 *	94,4 *	Préposé aux renseign. 2
94,1	85,8	98,2	97,1	Préposé aux renseign. 3
79,9 *	83,3 *	95,6 *	96,2 *	Préposé télécomm. 1-2
72,9	97,7	99,3 *	99,5 *	Téléphoniste-récept. 2
100,3	78,0	100,0	94,8	Acheteur 2
87,7	88,4	98,7	97,7	Moyenne

Annexe A-4

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 2	854	95,9	80 639	92 443	-14,6	56 456	64 952	-15,0
Professionnel communic. 3	125	100,0	93 431	98 340	-5,3 *	67 224	72 389	-7,7 *
Professionnel gest. fin. 2	423	98,1	76 840	100 274	-30,5	56 022	67 769	-21,0
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	99,2	83 284	100 582	-20,8	57 010	64 377	-12,9
Ingénieur 2	768	99,9	95 085	103 811	-9,2	61 666	67 683	-9,8
Ingénieur 3	428	100,0	106 334	113 150	-6,4	78 817	87 023	-10,4
Professionnel sc. phys. 2	551	100,0	92 814	104 467	-12,6	64 666	63 788	1,4
Avocat et notaire 2	624	86,2	113 988	116 597	-2,3	75 515	74 061	1,9
Moyenne	...	97,9	86 126	101 492	-17,8	59 722	69 792	-16,9
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	9 209	90,9	53 631	67 154	-25,2	39 545	49 910	-26,2
Technicien en administration 3	103	100,0	59 300	85 454	-44,1	41 804	63 377	-51,6
Techn. documentation 1-2	687	81,1	53 269	60 200	-13,0	40 207	45 481	-13,1
Techn. laboratoire 1-2	2 227	92,6	61 143	62 958	-3,0	42 110	47 000	-11,6
Technicien en droit 1-2	533	92,9	52 013	66 404	-27,7	36 654	49 680	-35,5
Technicien génie 1-2	1 607	77,7	56 267	76 801	-36,5	40 077	56 623	-41,3
Technicien génie 3	221	76,8	61 589	92 978	-51,0	43 419	65 563	-51,0
Techn. informatique 1-2	1 830	87,7	55 109	71 019	-28,9	40 261	51 894	-28,9
Techn. informatique 3	1 168	100,0	61 336	73 963	-20,6	42 215	55 265	-30,9
Technicien en loisir 1-2	508	86,1	53 054	72 291	-36,3	40 599	51 690	-27,3
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	100,0	61 382	82 421	-34,3	42 224	56 055	-32,8
Moyenne	...	90,0	55 629	69 079	-24,2	40 229	51 014	-26,8
Employés de bureau								
Magasinier 1	148	93,1	36 928	59 821	-62,0	36 033	44 884	-24,6
Magasinier 2	1 025	73,7	40 873	61 586	-50,7	37 488	46 040	-22,8
Personnel soutien adm. 1	5 051	90,5	39 079	48 412	-23,9	36 780	35 948	2,3
Personnel soutien adm. 2	6 346	89,9	42 726	57 998	-35,7	38 113	41 913	-10,0
Personnel soutien adm. 3	2 677	93,1	45 760	66 101	-44,5	38 661	48 166	-24,6
Personnel secrétariat 1	1 398	77,2	40 438	55 458	-37,1	37 364	41 871	-12,1
Personnel secrétariat 2	8 343	84,0	44 114	58 608	-32,9	37 577	43 490	-15,7
Préposé aux renseign. 2	998	93,5	47 648	59 861	-25,6	35 978	43 969	-22,2
Préposé aux renseign. 3	35	100,0	52 013	66 213	-27,3	36 654	46 928	-28,0
Préposé télécomm. 1-2	212	100,0	48 765	61 942	-27,0	38 095	46 106	-21,0
Téléphoniste-récept. 2	133	90,0	36 928	50 938	-37,9	36 033	37 678	-4,6
Acheteur 2	233	100,0	44 743	63 634	-42,2	38 462	49 254	-28,1
Moyenne	...	87,9	42 825	57 539	-34,4	37 599	42 450	-12,9

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
73,0	82,9	91,9	94,9	Professionnel communic. 2
86,9 *	88,8 *	96,3 *	97,0 *	Professionnel communic. 3
74,9	86,2	93,2	95,5	Professionnel gest. fin. 2
68,9	88,7	90,2	95,9	Analyste proc. adm./inform. 2
63,1	84,3	87,0	94,5	Ingénieur 2
91,1	92,6	97,7	98,3	Ingénieur 3
67,6	80,9	90,2	92,6	Professionnel sc. phys. 2
58,1	77,2	85,9	91,7	Avocat et notaire 2
71,5	86,4	91,4	95,7	Moyenne
Techniciens				
81,7	90,5	95,2	97,6	Technicien en administration 1-2
97,3	98,3	99,2	99,6	Technicien en administration 3
80,6 *	85,3 *	95,2 *	96,4 *	Techn. documentation 1-2
85,5	97,7	95,5	99,4	Techn. laboratoire 1-2
73,5	85,7	92,2	96,4	Technicien en droit 1-2
69,8	88,6	91,3	97,0	Technicien génie 1-2
86,1	98,9	95,9	99,7	Technicien génie 3
80,1	95,2	94,6	98,7	Techn. informatique 1-2
91,5	94,1	97,3	98,5	Techn. informatique 3
83,4 *	85,1 *	96,1 *	95,7 *	Technicien en loisir 1-2
77,7	93,1	93,0	97,8	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,4	91,5	94,9	97,8	Moyenne
Employés de bureau				
34,3	82,9	98,4	95,7	Magasinier 1
80,3	97,2	98,4	99,3	Magasinier 2
81,4	90,7	98,9	97,6	Personnel soutien adm. 1
86,2	89,9	98,5	97,2	Personnel soutien adm. 2
97,3	94,4	99,6	98,5	Personnel soutien adm. 3
85,0	95,3	98,9 *	98,9 *	Personnel secrétariat 1
92,3	91,0	98,9	97,7	Personnel secrétariat 2
77,4	86,4	94,5 *	96,4 *	Préposé aux renseign. 2
94,1 *	94,7 *	98,2 *	98,5 *	Préposé aux renseign. 3
79,9	93,6	95,6	98,4	Préposé télécomm. 1-2
72,9	98,3	99,3	99,6	Téléphoniste-récept. 2
100,3	92,8	100,0	98,4	Acheteur 2
87,7	91,4	98,7	97,7	Moyenne

Annexe A-5

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
					Écarts			Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	76	100,0	54 853	61 842	-12,7	45 089	50 266	-11,5
Professionnel communic. 2	854	100,0	80 639	91 590	-13,6	56 456	63 675	-12,8
Professionnel communic. 3	125	100,0	93 431	116 257	-24,4	67 224	82 501	-22,7
Professionnel gest. fin. 2	423	100,0	76 840	88 270	-14,9	56 022	58 182	-3,9
Analyste proc. adm./inform. 1	502	100,0	54 902	59 285	-8,0	44 859	47 241	-5,3
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	99,8	83 284	93 383	-12,1	57 010	64 414	-13,0
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	99,6	92 384	110 971	-20,1	63 960	77 169	-20,7
Ingénieur 2	768	99,4	95 085	115 334	-21,3	61 666	88 904	-44,2
Professionnel sc. phys. 2	551	100,0	92 814	107 889	-16,2	64 666	82 774	-28,0
Avocat et notaire 1	98	100,0	72 333	79 890	-10,4	56 508	63 579	-12,5
Avocat et notaire 2	624	98,7	113 988	120 350	-5,6	75 515	76 449	-1,2
Moyenne	...	98,0	86 361	97 852	-13,3	59 955	69 185	-15,4
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	9 209	95,8	53 631	66 213	-23,5	39 545	49 547	-25,3
Technicien en administration 3	103	85,2	59 300	67 754	-14,3	41 804	51 690	-23,6
Techn. documentation 1-2	687	99,2	53 269	54 411	-2,1 *	40 207	37 491	6,8
Techn. laboratoire 1-2	2 227	100,0	61 143	66 156	-8,2	42 110	43 627	-3,6
Techn. laboratoire 3	529	100,0	64 438	71 809	-11,4	42 992	55 843	-29,9
Technicien en droit 1-2	533	100,0	52 013	60 424	-16,2	36 654	43 895	-19,8
Technicien génie 1-2	1 607	86,2	56 267	84 001	-49,3	40 077	54 601	-36,2
Techn. informatique 1-2	1 830	99,0	55 109	63 085	-14,5	40 261	45 950	-14,1
Techn. informatique 3	1 168	100,0	61 336	76 385	-24,5	42 215	58 914	-39,6
Moyenne	...	96,6	55 974	69 396	-24,0	40 292	50 478	-25,3
Employés de bureau								
Magasinier 2	1 025	30,7	40 873	51 090	-25,0	37 488	42 279	-12,8
Magasinier 3	31	27,9	46 151	82 696	-79,2	38 864	61 332	-57,8
Personnel soutien adm. 1	5 051	98,0	39 079	46 742	-19,6	36 780	37 881	-3,0 *
Personnel soutien adm. 2	6 346	95,4	42 726	51 897	-21,5	38 113	42 123	-10,5
Personnel soutien adm. 3	2 677	82,3	45 760	51 650	-12,9	38 661	44 700	-15,6
Personnel secrétariat 1	1 398	100,0	40 438	55 445	-37,1	37 364	43 777	-17,2
Personnel secrétariat 2	8 343	93,8	44 114	56 032	-27,0	37 577	43 001	-14,4
Préposé aux renseign. 2	998	97,4	47 648	50 222	-5,4 *	35 978	39 558	-10,0
Préposé aux renseign. 3	35	100,0	52 013	62 417	-20,0	36 654	50 164	-36,9
Téléphoniste-récept. 2	133	90,3	36 928	43 475	-17,7	36 033	33 991	5,7 *
Moyenne	...	91,5	42 815	52 770	-23,3	37 600	42 093	-12,0

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
60,8 *	69,8 *	93,0 *	94,4 *	Professionnels
73,0	85,4	91,9	95,5	Professionnel communic. 1
86,9	94,3	96,3	98,4	Professionnel communic. 2
74,9	65,0	93,2	88,1	Professionnel communic. 3
58,5	59,4	92,4	91,8	Professionnel gest. fin. 2
68,9	83,7	90,2	94,9	Analyste proc. adm./inform. 1
90,3	97,9	97,0	99,4	Analyste proc. adm./inform. 2
63,1	78,5	87,0	95,1	Analyste proc. adm./inform. 3
67,6	95,5	90,2	98,9	Ingénieur 2
65,7	x	92,5	x	Professionnel sc. phys. 2
58,1	60,9	85,9 *	85,7 *	Avocat et notaire 1
				Avocat et notaire 2
71,8	83,7	91,5	95,0	Moyenne
81,7	88,7	95,2	97,2	Techniciens
97,3 *	95,8 *	99,2 *	99,0 *	Technicien en administration 1-2
80,6	88,4	95,2	96,4	Technicien en administration 3
85,5	98,6	95,5	99,5	Techn. documentation 1-2
93,8	98,3	98,0	99,6	Techn. laboratoire 1-2
73,5 *	82,8 *	92,2	95,3	Techn. laboratoire 3
69,8	88,3	91,3	95,9	Technicien en droit 1-2
80,1	86,7	94,6	96,4	Technicien génie 1-2
91,5 *	87,3 *	97,3 *	97,1 *	Techn. informatique 1-2
				Techn. informatique 3
81,6	88,9	94,9	97,1	Moyenne
80,3	101,8	98,4	100,3	Employés de bureau
105,5	82,5	100,9	95,5	Magasinier 2
81,4	94,2	98,9 *	98,9 *	Magasinier 3
86,2	94,4	98,5	99,0	Personnel soutien adm. 1
97,3 *	93,2 *	99,6 *	99,1 *	Personnel soutien adm. 2
85,0 *	87,6 *	98,9 *	97,4 *	Personnel soutien adm. 3
92,3 *	92,4 *	98,9	98,2	Personnel secrétariat 1
77,4	65,3	94,5 *	92,6 *	Personnel secrétariat 2
94,1	83,2	98,2	96,7	Préposé aux renseign. 2
72,9	102,5	99,3 *	100,6 *	Préposé aux renseign. 3
				Téléphoniste-récept. 2
87,7	92,0	98,7	98,3	Moyenne

Annexe A-6

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 2	854	100,0	80 639	88 907	-10,3	56 456	59 878	-6,1
Professionnel communic. 3	125	100,0	93 431	113 272	-21,2	67 224	78 186	-16,3
Professionnel gest. fin. 2	423	100,0	76 840	90 872	-18,3	56 022	61 120	-9,1
Professionnel gest. fin. 3	21	100,0	93 600	109 309	-16,8	67 664	72 205	-6,7 *
Analyste proc. adm./inform. 1	502	100,0	54 902	76 518	-39,4	44 859	53 419	-19,1
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	100,0	83 284	92 179	-10,7	57 010	61 849	-8,5
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	100,0	92 384	124 010	-34,2	63 960	84 209	-31,7
Ingénieur 2	768	100,0	95 085	93 429	1,7 *	61 666	65 312	-5,9
Professionnel sc. phys. 2	551	100,0	92 814	88 638	4,5	64 666	63 421	1,9
Avocat et notaire 2	624	100,0	113 988	119 465	-4,8	75 515	79 858	-5,8
Moyenne	...	100,0	86 397	95 234	-10,2	59 807	65 387	-9,3
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	9 209	99,7	53 631	63 469	-18,3	39 545	46 442	-17,4
Technicien en administration 3	103	93,8	59 300	69 635	-17,4	41 804	55 235	-32,1
Techn. documentation 1-2	687	100,0	53 269	61 687	-15,8	40 207	46 162	-14,8
Techn. laboratoire 1-2	2 227	100,0	61 143	66 113	-8,1	42 110	49 014	-16,4
Techn. laboratoire 3	529	100,0	64 438	70 762	-9,8	42 992	54 005	-25,6
Technicien génie 1-2	1 607	98,1	56 267	66 141	-17,5	40 077	51 726	-29,1
Technicien génie 3	221	100,0	61 589	72 556	-17,8	43 419	57 816	-33,2
Techn. informatique 1-2	1 830	92,4	55 109	65 838	-19,5	40 261	48 658	-20,9
Techn. informatique 3	1 168	100,0	61 336	71 050	-15,8	42 215	58 812	-39,3
Moyenne	...	98,9	55 865	64 841	-16,1	40 304	48 515	-20,4
Employés de bureau								
Magasinier 2	1 025	77,6	40 873	49 691	-21,6	37 488	40 813	-8,9
Personnel soutien adm. 1	5 051	100,0	39 079	45 551	-16,6	36 780	38 819	-5,5
Personnel soutien adm. 2	6 346	99,6	42 726	52 432	-22,7	38 113	42 179	-10,7
Personnel soutien adm. 3	2 677	100,0	45 760	58 013	-26,8	38 661	44 724	-15,7
Personnel secrétariat 1	1 398	100,0	40 438	53 078	-31,3	37 364	41 764	-11,8
Personnel secrétariat 2	8 343	100,0	44 114	57 355	-30,0	37 577	44 731	-19,0
Préposé aux renseign. 2	998	100,0	47 648	48 690	-2,2 *	35 978	40 920	-13,7
Téléphoniste-récept. 2	133	100,0	36 928	49 922	-35,2	36 033	42 248	-17,2
Moyenne	...	99,0	42 808	53 400	-24,7	37 598	42 833	-13,9

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
73,0 *	65,0 *	91,9 *	88,6 *	Professionnels
86,9	40,2	96,3	81,5	Professionnel communic. 2
74,9	65,8	93,2	88,8	Professionnel communic. 3
61,6 *	70,4 *	89,4 *	89,9 *	Professionnel gest. fin. 2
58,5 *	54,1 *	92,4	86,2	Professionnel gest. fin. 3
68,9	79,7	90,2	93,3	Analyste proc. adm./inform. 1
90,3	49,0	97,0	83,6	Analyste proc. adm./inform. 2
63,1	94,1	87,0	98,2	Analyste proc. adm./inform. 3
67,6	x	90,2	x	Ingénieur 2
58,1	77,3	85,9	92,5	Professionnel sc. phys. 2
				Avocat et notaire 2
71,5 *	74,3 *	91,3 *	91,8 *	Moyenne
				Techniciens
81,7	70,5	95,2	92,1	Technicien en administration 1-2
97,3	104,0	99,2	100,8	Technicien en administration 3
80,6 *	82,3 *	95,2 *	95,6 *	Techn. documentation 1-2
85,5	87,0	95,5	96,6	Techn. laboratoire 1-2
93,8	98,8	98,0	99,7	Techn. laboratoire 3
69,8	95,3	91,3	99,0	Technicien génie 1-2
86,1	105,6	95,9	101,1	Technicien génie 3
80,1	88,6	94,6	97,0	Techn. informatique 1-2
91,5	111,3	97,3	101,9	Techn. informatique 3
81,7 *	80,4 *	95,0 *	94,7 *	Moyenne
				Employés de bureau
80,3	101,0	98,4	100,2	Magasinier 2
81,4	91,3	98,9	98,7	Personnel soutien adm. 1
86,2	81,4	98,5	96,4	Personnel soutien adm. 2
97,3	72,8	99,6	93,8	Personnel soutien adm. 3
85,0	75,6	98,9	94,8	Personnel secrétariat 1
92,3	85,6	98,9	96,8	Personnel secrétariat 2
77,4	90,8	94,5	98,5	Préposé aux renseign. 2
72,9	93,2	99,3 *	99,0 *	Téléphoniste-récept. 2
87,7	85,1	98,7	97,0	Moyenne

Annexe A-7

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2021
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ²	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	76	100,0	54 853	65 775	-19,9	45 089	60 998	-35,3
Professionnel communic. 2	854	100,0	80 639	87 268	-8,2	56 456	80 723	-43,0
Professionnel communic. 3	125	100,0	93 431	102 710	-9,9	67 224	95 215	-41,6
Professionnel gest. fin. 1	61	100,0	54 656	81 822	-49,7	44 986	58 338	-29,7
Professionnel gest. fin. 2	423	100,0	76 840	96 335	-25,4	56 022	71 077	-26,9
Professionnel gest. fin. 3	21	100,0	93 600	116 987	-25,0	67 664	90 872	-34,3
Analyste proc. adm./inform. 1	502	100,0	54 902	78 169	-42,4	44 859	60 698	-35,3
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	100,0	83 284	91 887	-10,3	57 010	75 086	-31,7
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	100,0	92 384	110 185	-19,3	63 960	88 680	-38,6
Ingénieur 1	182	100,0	55 455	81 034	-46,1	48 397	70 840	-46,4
Ingénieur 2	768	100,0	95 085	116 966	-23,0	61 666	99 538	-61,4
Ingénieur 3	428	100,0	106 334	137 383	-29,2	78 817	117 522	-49,1
Professionnel sc. phys. 1	64	100,0	57 973	74 983	-29,3	46 895	61 735	-31,6
Professionnel sc. phys. 2	551	100,0	92 814	97 314	-4,8	64 666	80 859	-25,0
Professionnel sc. phys. 3	112	100,0	97 812	120 497	-23,2	71 540	102 520	-43,3
Avocat et notaire 1	98	100,0	72 333	112 004	-54,8	56 508	81 205	-43,7
Avocat et notaire 2	624	100,0	113 988	156 110	-37,0	75 515	113 178	-49,9
Biologiste 2	217	100,0	88 320	97 584	-10,5	59 209	74 193	-25,3
Biologiste 3	32	100,0	97 555	119 910	-22,9	70 885	100 929	-42,4
Moyenne	...	100,0	86 076	100 584	-16,9	59 826	81 866	-36,8
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	9 209	100,0	53 631	64 191	-19,7	39 545	58 793	-48,7
Techn. documentation 1-2	687	100,0	53 269	63 634	-19,5	40 207	54 750	-36,2
Techn. laboratoire 1-2	2 227	100,0	61 143	68 878	-12,6	42 110	56 604	-34,4
Technicien en droit 1-2	533	100,0	52 013	76 548	-47,2	36 654	67 645	-84,6
Technicien génie 1-2	1 607	100,0	56 267	81 417	-44,7	40 077	66 812	-66,7
Technicien génie 3	221	100,0	61 589	93 526	-51,9	43 419	76 563	-76,3
Moyenne	...	100,0	55 096	67 776	-23,0	39 953	59 820	-49,7
Employés de bureau								
Personnel soutien adm. 2	6 346	100,0	42 726	53 870	-26,1	38 113	49 914	-31,0
Personnel soutien adm. 3	2 677	100,0	45 760	60 140	-31,4	38 661	55 561	-43,7
Acheteur 2	233	100,0	44 743	61 148	-36,7	38 462	46 708	-21,4
Moyenne	...	92,9	42 009	51 821	-23,4	37 746	47 579	-26,1

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
60,8	75,4	93,0	98,2	Professionnels
73,0	72,5	91,9	97,9	Professionnel communic. 1
86,9	81,0	96,3	98,6	Professionnel communic. 2
57,3	63,5	92,5	89,5	Professionnel communic. 3
74,9	70,2	93,2	92,2	Professionnel gest. fin. 1
61,6	78,7	89,4	95,2	Professionnel gest. fin. 2
58,5	52,9	92,4	89,5	Professionnel gest. fin. 3
68,9	68,6	90,2	94,3	Analyste proc. adm./inform. 1
90,3	71,3	97,0	94,4	Analyste proc. adm./inform. 2
64,1	44,6	95,4	93,0	Analyste proc. adm./inform. 3
63,1	73,0	87,0	96,0	Ingénieur 1
91,1	85,3	97,7	97,9	Ingénieur 2
56,2	42,7	91,6	89,9	Ingénieur 3
67,6	71,0	90,2	95,1	Professionnel sc. phys. 1
92,1	75,9	97,9	96,4	Professionnel sc. phys. 2
65,7	46,5	92,5	85,3	Professionnel sc. phys. 3
58,1	74,9	85,9	93,1	Avocat et notaire 1
68,6	72,0	89,7	93,3	Avocat et notaire 2
86,0	68,0	96,2	94,9	Biologiste 2
				Biologiste 3
71,7	69,2	91,5	94,3	Moyenne
				Techniciens
81,7	75,6	95,2	97,9	Technicien en administration 1-2
80,6	80,7	95,2	97,3	Techn. documentation 1-2
85,5	76,6	95,5	95,8	Techn. laboratoire 1-2
73,5	46,7	92,2	93,8	Technicien en droit 1-2
69,8	80,1	91,3	96,4	Technicien génie 1-2
86,1	89,0	95,9	98,0	Technicien génie 3
80,6	75,4	94,7	97,2	Moyenne
				Employés de bureau
86,2	86,7	98,5	99,0	Personnel soutien adm. 2
97,3	79,7	99,6	98,5	Personnel soutien adm. 3
100,3	75,2	100,0	94,1	Acheteur 2
87,2	148,3	98,9	102,8	Moyenne

Annexe A-8

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
			%	\$	%		\$	%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	76	100,0	54 853	65 828	-20,0	45 089	59 860	-32,8
Professionnel communic. 2	854	98,8	80 639	88 924	-10,3	56 456	70 799	-25,4
Professionnel communic. 3	125	100,0	93 431	104 909	-12,3	67 224	92 075	-37,0
Professionnel gest. fin. 2	423	99,8	76 840	90 500	-17,8	56 022	61 547	-9,9
Professionnel gest. fin. 3	21	100,0	93 600	110 809	-18,4	67 664	82 232	-21,5
Analyste proc. adm./inform. 1	502	100,0	54 902	72 951	-32,9	44 859	56 772	-26,6
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	99,8	83 284	92 754	-11,4	57 010	66 236	-16,2
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	99,8	92 384	110 483	-19,6	63 960	82 426	-28,9
Ingénieur 1	182	100,0	55 455	79 849	-44,0	48 397	69 761	-44,1
Ingénieur 2	768	99,7	95 085	113 483	-19,3	61 666	87 132	-41,3
Ingénieur 3	428	100,0	106 334	130 529	-22,8	78 817	112 399	-42,6
Professionnel sc. phys. 1	64	100,0	57 973	74 983	-29,3	46 895	61 735	-31,6
Professionnel sc. phys. 2	551	72,9	92 814	98 642	-6,3	64 666	80 568	-24,6
Avocat et notaire 1	98	100,0	72 333	93 613	-29,4	56 508	70 761	-25,2
Avocat et notaire 2	624	96,4	113 988	133 703	-17,3	75 515	90 456	-19,8
Moyenne	...	96,6	86 076	99 001	-15,0	59 826	74 066	-23,8
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	9 209	94,4	53 631	64 172	-19,7	39 545	53 997	-36,5
Technicien en administration 3	103	86,4	59 300	69 692	-17,5	41 804	52 776	-26,2
Techn. documentation 1-2	687	93,1	53 269	60 787	-14,1	40 207	44 718	-11,2
Techn. laboratoire 1-2	2 227	28,3	61 143	68 418	-11,9	42 110	50 730	-20,5
Techn. laboratoire 3	529	95,3	64 438	71 100	-10,3	42 992	54 754	-27,4
Technicien en droit 1-2	533	98,4	52 013	71 949	-38,3	36 654	60 300	-64,5
Technicien génie 1-2	1 607	67,1	56 267	81 243	-44,4	40 077	54 799	-36,7
Techn. informatique 1-2	1 830	93,2	55 109	67 647	-22,8	40 261	49 028	-21,8
Techn. informatique 3	1 168	100,0	61 336	71 978	-17,4	42 215	56 736	-34,4
Technicien en loisir 1-2	508	79,9	53 054	66 673	-25,7	40 599	48 582	-19,7
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	64,1	61 382	81 386	-32,6	42 224	61 424	-45,5
Moyenne	...	83,5	55 867	68 202	-22,1	40 303	53 492	-32,7
Employés de bureau								
Magasinier 1	148	62,8	36 928	61 273	-65,9	36 033	42 442	-17,8
Magasinier 2	1 025	35,3	40 873	63 671	-55,8	37 488	49 315	-31,5
Magasinier 3	31	13,5	46 151	59 413	-28,7	38 864	46 531	-19,7
Op. duplicateur 1-2	54	92,8	39 357	52 010	-32,1	36 891	43 810	-18,8
Personnel soutien adm. 1	5 051	88,0	39 079	47 942	-22,7	36 780	36 747	0,1 *
Personnel soutien adm. 2	6 346	90,2	42 726	54 390	-27,3	38 113	44 491	-16,7
Personnel soutien adm. 3	2 677	96,8	45 760	60 224	-31,6	38 661	53 248	-37,7
Personnel secrétariat 1	1 398	94,3	40 438	54 190	-34,0	37 364	42 836	-14,6
Personnel secrétariat 2	8 343	92,3	44 114	55 818	-26,5	37 577	43 314	-15,3
Préposé aux renseign. 2	998	93,6	47 648	55 547	-16,6	35 978	42 199	-17,3
Préposé aux renseign. 3	35	100,0	52 013	66 718	-28,3	36 654	51 724	-41,1
Préposé télécomm. 1-2	212	67,7	48 765	56 457	-15,8	38 095	43 465	-14,1
Téléphoniste-récept. 2	133	48,2	36 928	49 095	-32,9	36 033	39 463	-9,5
Acheteur 2	233	100,0	44 743	63 168	-41,2	38 462	48 780	-26,8
Moyenne	...	88,9	42 825	54 919	-28,2	37 599	43 678	-16,2

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
60,8	71,4	93,0	97,4	Professionnel communic. 1
73,0	83,1	91,9	96,5	Professionnel communic. 2
86,9 *	89,0 *	96,3	98,7	Professionnel communic. 3
74,9	67,9	93,2	89,7	Professionnel gest. fin. 2
61,6	88,2	89,4	97,0	Professionnel gest. fin. 3
58,5	54,9	92,4	90,0	Analyste proc. adm./inform. 1
68,9	81,7	90,2	94,8	Analyste proc. adm./inform. 2
90,3	88,2	97,0 *	97,0 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,1	x	95,4	x	Ingénieur 1
63,1	79,8	87,0	95,3	Ingénieur 2
91,1	93,3	97,7	99,1	Ingénieur 3
56,2	42,7	91,6	89,9	Professionnel sc. phys. 1
67,6	75,6	90,2	95,5	Professionnel sc. phys. 2
65,7	60,6	92,5	90,4	Avocat et notaire 1
58,1	69,9	85,9	90,3	Avocat et notaire 2
71,7	78,5	91,5	94,6	Moyenne
Techniciens				
81,7	86,6	95,2	97,9	Technicien en administration 1-2
97,3	99,2	99,2	99,8	Technicien en administration 3
80,6 *	86,0 *	95,2 *	96,3 *	Techn. documentation 1-2
85,5	93,0	95,5	98,2	Techn. laboratoire 1-2
93,8	99,5	98,0	99,9	Techn. laboratoire 3
73,5	66,3	92,2	94,5	Technicien en droit 1-2
69,8	92,5	91,3	97,6	Technicien génie 1-2
80,1	89,2	94,6	97,0	Techn. informatique 1-2
91,5	95,4	97,3	99,0	Techn. informatique 3
83,4 *	81,2 *	96,1 *	94,9 *	Technicien en loisir 1-2
77,7 *	79,5 *	93,0 *	95,0 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,7	87,9	95,0	97,6	Moyenne
Employés de bureau				
34,3	97,1	98,4	99,1	Magasinier 1
80,3 *	91,2 *	98,4 *	98,0 *	Magasinier 2
105,5 *	112,0 *	100,9	102,6	Magasinier 3
85,1	98,9	99,1	99,8	Op. duplicateur 1-2
81,4	91,8	98,9	98,1	Personnel soutien adm. 1
86,2	88,1	98,5	97,8	Personnel soutien adm. 2
97,3	84,0	99,6	98,1	Personnel soutien adm. 3
85,0	82,6	98,9	96,4	Personnel secrétariat 1
92,3 *	92,7 *	98,9 *	98,4 *	Personnel secrétariat 2
77,4	72,0	94,5 *	93,3 *	Préposé aux renseign. 2
94,1 *	91,8 *	98,2 *	98,2 *	Préposé aux renseign. 3
79,9 *	83,3 *	95,6 *	96,2 *	Préposé télécomm. 1-2
72,9 *	82,8 *	99,3 *	96,6 *	Téléphoniste-récept. 2
100,3	78,0	100,0	95,0	Acheteur 2
87,7	88,7	98,7	97,7	Moyenne

Annexe A-9

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	76	80,5	54 853	59 646	-8,7 *	45 089	43 739	3,0 *
Professionnel communic. 2	854	85,6	80 639	87 719	-8,8	56 456	65 126	-15,4
Professionnel communic. 3	125	94,8	93 431	119 232	-27,6	67 224	89 048	-32,5
Professionnel gest. fin. 1	61	91,2	54 656	54 286	0,7 *	44 986	43 195	4,0 *
Professionnel gest. fin. 2	423	88,5	76 840	90 375	-17,6	56 022	61 146	-9,1
Professionnel gest. fin. 3	21	79,6	93 600	112 607	-20,3	67 664	84 897	-25,5
Analyste proc. adm./inform. 1	502	95,5	54 902	75 357	-37,3	44 859	55 600	-23,9
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75,5	83 284	90 920	-9,2	57 010	68 609	-20,3
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89,9	92 384	111 691	-20,9	63 960	85 388	-33,5
Ingénieur 1	182	77,2	55 455	72 228	-30,2	48 397	56 157	-16,0
Ingénieur 2	768	85,7	95 085	95 242	-0,2 *	61 666	72 895	-18,2
Ingénieur 3	428	89,5	106 334	126 221	-18,7	78 817	96 458	-22,4
Professionnel sc. phys. 1	64	14,0	57 973	67 784	-16,9	46 895	52 919	-12,8
Professionnel sc. phys. 2	551	38,2	92 814	84 801	8,6 *	64 666	65 504	-1,3 *
Professionnel sc. phys. 3	112	84,6	97 812	111 370	-13,9	71 540	85 574	-19,6
Avocat et notaire 1	98	100,0	72 333	93 016	-28,6	56 508	67 062	-18,7
Avocat et notaire 2	624	78,8	113 988	113 488	0,4 *	75 515	82 780	-9,6
Biologiste 2	217	17,4	88 320	79 840	9,6	59 209	61 846	-4,5
Moyenne	...	75,7	86 076	94 032	-9,2	59 826	70 944	-18,6
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	9 209	64,3	53 631	62 627	-16,8	39 545	46 287	-17,0
Technicien en administration 3	103	65,0	59 300	74 045	-24,9	41 804	56 525	-35,2
Techn. documentation 1-2	687	64,0	53 269	66 525	-24,9	40 207	49 456	-23,0
Techn. laboratoire 1-2	2 227	36,4	61 143	63 526	-3,9 *	42 110	48 451	-15,1 *
Technicien en droit 1-2	533	69,7	52 013	70 048	-34,7	36 654	50 590	-38,0
Technicien en droit 3	18	76,0	56 761	101 155	-78,2	40 014	76 709	-91,7
Technicien génie 1-2	1 607	87,7	56 267	77 976	-38,6	40 077	59 836	-49,3
Technicien génie 3	221	86,9	61 589	101 713	-65,1	43 419	80 589	-85,6
Techn. informatique 1-2	1 830	54,3	55 109	59 963	-8,8 *	40 261	44 950	-11,6 *
Techn. informatique 3	1 168	83,0	61 336	85 192	-38,9	42 215	64 447	-52,7
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	59,1	61 382	80 152	-30,6	42 224	60 237	-42,7
Moyenne	...	61,5	55 867	66 892	-19,7	40 303	50 157	-24,4
Employés de bureau								
Magasinier 1	148	60,2	36 928	49 375	-33,7	36 033	30 608	15,1
Magasinier 2	1 025	42,2	40 873	54 854	-34,2	37 488	38 731	-3,3 *
Magasinier 3	31	61,2	46 151	76 490	-65,7	38 864	58 459	-50,4
Personnel soutien adm. 1	5 051	71,2	39 079	43 711	-11,9	36 780	32 586	11,4
Personnel soutien adm. 2	6 346	55,1	42 726	50 587	-18,4	38 113	37 660	1,2 *
Personnel soutien adm. 3	2 677	87,8	45 760	58 641	-28,1	38 661	44 459	-15,0
Personnel secrétariat 1	1 398	83,5	40 438	50 136	-24,0	37 364	37 747	-1,0 *
Personnel secrétariat 2	8 343	74,5	44 114	55 947	-26,8	37 577	42 119	-12,1
Préposé aux renseign. 2	998	54,8	47 648	48 559	-1,9 *	35 978	36 921	-2,6 *
Préposé aux renseign. 3	35	59,0	52 013	64 538	-24,1	36 654	49 794	-35,9
Préposé télécomm. 1-2	212	16,1	48 765	59 436	-21,9	38 095	44 545	-16,9
Téléphoniste-récept. 2	133	49,0	36 928	42 504	-15,1	36 033	30 956	14,1
Moyenne	...	66,9	42 825	52 075	-21,6	37 599	38 968	-3,6

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
60,8 *	59,7 *	93,0 *	89,3 *	Professionnel communic. 1
73,0	60,0	91,9 *	89,7 *	Professionnel communic. 2
86,9 *	84,5 *	96,3 *	96,1 *	Professionnel communic. 3
57,3 *	47,0 *	92,5 *	89,2 *	Professionnel gest. fin. 1
74,9	64,0	93,2	88,4	Professionnel gest. fin. 2
61,6	78,9	89,4	94,8	Professionnel gest. fin. 3
58,5	66,0	92,4 *	91,1 *	Analyste proc. adm./inform. 1
68,9	82,5	90,2	95,7	Analyste proc. adm./inform. 2
90,3 *	85,3 *	97,0 *	96,5 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,1 *	60,4 *	95,4	91,2	Ingénieur 1
63,1	80,8	87,0	95,5	Ingénieur 2
91,1 *	91,5 *	97,7 *	98,0 *	Ingénieur 3
56,2 *	61,2 *	91,6 *	91,5 *	Professionnel sc. phys. 1
67,6	93,9	90,2	98,6	Professionnel sc. phys. 2
92,1 *	80,1 *	97,9 *	95,4 *	Professionnel sc. phys. 3
65,7 *	57,0 *	92,5	88,0	Avocat et notaire 1
58,1	75,6	85,9	93,4	Avocat et notaire 2
68,6	42,5	89,7 *	87,0 *	Biologiste 2
71,7	77,2	91,5	94,4	Moyenne
Techniciens				
81,7	73,1	95,2	93,0	Technicien en administration 1-2
97,3	76,7	99,2	94,5	Technicien en administration 3
80,6 *	59,7 *	95,2	89,7	Techn. documentation 1-2
85,5 *	99,6 *	95,5 *	99,9 *	Techn. laboratoire 1-2
73,5 *	82,1 *	92,2 *	95,0 *	Technicien en droit 1-2
102,7	67,9	100,8	92,2	Technicien en droit 3
69,8 *	72,6 *	91,3 *	93,6 *	Technicien génie 1-2
86,1 *	89,4 *	95,9 *	97,8 *	Technicien génie 3
80,1	69,1	94,6	92,3	Techn. informatique 1-2
91,5 *	82,5 *	97,3 *	95,7 *	Techn. informatique 3
77,7 *	88,2 *	93,0 *	97,1 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,7 *	79,3 *	95,0 *	94,6 *	Moyenne
Employés de bureau				
34,3	68,0	98,4	87,9	Magasinier 1
80,3 *	77,6 *	98,4	93,4	Magasinier 2
105,5	67,6	100,9	92,4	Magasinier 3
81,4 *	85,1 *	98,9 *	96,2 *	Personnel soutien adm. 1
86,2	74,8	98,5	93,6	Personnel soutien adm. 2
97,3	49,6	99,6	87,8	Personnel soutien adm. 3
85,0 *	98,1 *	98,9 *	99,5 *	Personnel secrétariat 1
92,3	104,5	98,9 *	101,1 *	Personnel secrétariat 2
77,4 *	78,9 *	94,5 *	94,9 *	Préposé aux renseign. 2
94,1	52,4	98,2	89,1	Préposé aux renseign. 3
79,9	x	95,6	x	Préposé télécomm. 1-2
72,9	90,3	99,3 *	97,4 *	Téléphoniste-récept. 2
87,7 *	83,5 *	98,7	95,8	Moyenne

Annexe A-10

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.
			%	\$	%	\$	%	%
Professionnels								
Professionnel communic. 2	854	95,7	80 639	84 215	-4,4 *	56 456	56 673	-0,4 *
Professionnel gest. fin. 2	423	100,0	76 840	91 543	-19,1	56 022	67 665	-20,8
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	99,4	83 284	85 419	-2,6	57 010	62 843	-10,2
Moyenne	...	92,5	86 182	89 291	-3,6 *	59 669	65 723	-10,1
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	9 209	75,3	53 631	60 790	-13,3	39 545	45 988	-16,3
Techn. documentation 1-2	687	98,9	53 269	67 821	-27,3	40 207	45 834	-14,0
Techn. laboratoire 1-2	2 227	5,0	61 143	81 846	-33,9	42 110	69 200	-64,3
Technicien génie 1-2	1 607	52,1	56 267	83 358	-48,1	40 077	51 559	-28,6
Techn. informatique 1-2	1 830	93,9	55 109	68 750	-24,8	40 261	49 279	-22,4
Moyenne	...	66,4	55 607	68 126	-22,5	40 221	51 276	-27,5
Employés de bureau								
Magasinier 1	148	59,7	36 928	61 258	-65,9	36 033	38 372	-6,5 *
Magasinier 2	1 025	43,5	40 873	68 505	-67,6	37 488	52 522	-40,1
Personnel soutien adm. 1	5 051	63,0	39 079	49 653	-27,1	36 780	37 202	-1,1 *
Personnel soutien adm. 2	6 346	69,2	42 726	56 938	-33,3	38 113	41 541	-9,0 *
Personnel soutien adm. 3	2 677	72,3	45 760	69 938	-52,8	38 661	57 497	-48,7
Personnel secrétariat 1	1 398	100,0	40 438	58 748	-45,3	37 364	51 328	-37,4
Personnel secrétariat 2	8 343	98,5	44 114	52 214	-18,4	37 577	42 326	-12,6
Préposé aux renseign. 2	998	89,6	47 648	58 886	-23,6	35 978	43 779	-21,7
Téléphoniste-récept. 2	133	28,7	36 928	48 558	-31,5	36 033	39 906	-10,7
Moyenne	...	78,7	42 757	56 503	-32,1	37 593	44 078	-17,3

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
73,0 *	77,6 *	91,9 *	92,7 *	Professionnels
74,9 *	81,5 *	93,2 *	95,2 *	Professionnel communic. 2
68,9	81,2	90,2	95,0	Professionnel gest. fin. 2
				Analyste proc. adm./inform. 2
72,1	84,9	91,5	95,9	Moyenne
				Techniciens
81,7	93,5	95,2	98,4	Technicien en administration 1-2
80,6	94,2	95,2 *	98,1 *	Techn. documentation 1-2
85,5	91,9	95,5	98,7	Techn. laboratoire 1-2
69,8	97,0	91,3	98,8	Technicien génie 1-2
80,1	88,4	94,6	96,7	Techn. informatique 1-2
81,3	91,5	94,9	98,0	Moyenne
				Employés de bureau
34,3	98,6	98,4	99,5	Magasinier 1
80,3 *	88,4 *	98,4 *	97,3 *	Magasinier 2
81,4	91,4	98,9 *	97,8 *	Personnel soutien adm. 1
86,2 *	86,3 *	98,5	96,2	Personnel soutien adm. 2
97,3	88,9	99,6	98,0	Personnel soutien adm. 3
85,0	98,6	98,9	99,8	Personnel secrétariat 1
92,3 *	100,7 *	98,9 *	100,1 *	Personnel secrétariat 2
77,4	68,2	94,5 *	91,8 *	Préposé aux renseignements 2
72,9 *	60,3 *	99,3 *	92,9 *	Téléphoniste-récept. 2
87,7 *	91,7 *	98,7 *	98,0 *	Moyenne

Annexe A-11

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	76	72,1	54 853	54 628	0,4 *	45 089	42 309	6,2 *	
Professionnel communic. 2	854	80,6	80 639	86 654	-7,5	56 456	65 625	-16,2	
Professionnel communic. 3	125	92,6	93 431	120 365	-28,8	67 224	91 785	-36,5	
Professionnel gest. fin. 1	61	91,2	54 656	54 176	0,9 *	44 986	43 152	4,1 *	
Professionnel gest. fin. 2	423	87,9	76 840	90 009	-17,1	56 022	60 790	-8,5	
Professionnel gest. fin. 3	21	77,4	93 600	111 406	-19,0	67 664	84 672	-25,1	
Analyste proc. adm./inform. 1	502	95,4	54 902	75 453	-37,4	44 859	55 703	-24,2	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	74,3	83 284	90 742	-9,0	57 010	68 782	-20,6	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89,4	92 384	111 130	-20,3	63 960	85 384	-33,5	
Ingénieur 2	768	85,5	95 085	95 190	-0,1 *	61 666	72 856	-18,1	
Ingénieur 3	428	89,4	106 334	126 276	-18,8	78 817	96 490	-22,4	
Avocat et notaire 2	624	74,6	113 988	113 855	0,1 *	75 515	84 882	-12,4	
Moyenne	...	74,3	86 076	93 822	-9,0	59 826	71 315	-19,2	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	9 209	61,1	53 631	61 994	-15,6	39 545	46 250	-17,0	
Techn. documentation 1-2	687	61,6	53 269	67 178	-26,1	40 207	49 932	-24,2	
Techn. laboratoire 1-2	2 227	36,4	61 143	63 526	-3,9 *	42 110	48 451	-15,1 *	
Technicien en droit 1-2	533	67,2	52 013	69 993	-34,6	36 654	50 837	-38,7	
Technicien génie 1-2	1 607	87,6	56 267	78 058	-38,7	40 077	59 871	-49,4	
Technicien génie 3	221	86,8	61 589	101 839	-65,4	43 419	80 694	-85,9	
Techn. informatique 1-2	1 830	53,7	55 109	59 837	-8,6 *	40 261	44 885	-11,5 *	
Techn. informatique 3	1 168	82,7	61 336	85 130	-38,8	42 215	64 464	-52,7	
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	57,4	61 382	80 802	-31,6	42 224	60 908	-44,2	
Moyenne	...	59,7	55 867	66 625	-19,3	40 303	50 182	-24,5	
Employés de bureau									
Magasinier 1	148	60,2	36 928	49 375	-33,7	36 033	30 608	15,1	
Magasinier 2	1 025	40,7	40 873	54 968	-34,5	37 488	38 556	-2,9 *	
Personnel soutien adm. 1	5 051	70,9	39 079	43 611	-11,6	36 780	32 536	11,5	
Personnel soutien adm. 2	6 346	54,3	42 726	50 476	-18,1	38 113	37 485	1,6 *	
Personnel soutien adm. 3	2 677	87,5	45 760	58 432	-27,7	38 661	44 180	-14,3	
Personnel secrétariat 1	1 398	83,1	40 438	49 979	-23,6	37 364	37 747	-1,0 *	
Personnel secrétariat 2	8 343	71,5	44 114	54 713	-24,0	37 577	41 514	-10,5	
Préposé aux renseign. 2	998	54,2	47 648	48 649	-2,1 *	35 978	36 914	-2,6 *	
Préposé aux renseign. 3	35	56,5	52 013	64 097	-23,2	36 654	49 974	-36,3	
Téléphoniste-récept. 2	133	48,7	36 928	42 548	-15,2	36 033	30 994	14,0	
Moyenne	...	65,6	42 825	51 600	-20,5	37 599	38 687	-2,9	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
60,8	88,5	93,0	97,4	Professionnels
73,0	60,1	91,9 *	90,3 *	Professionnel communic. 1
86,9 *	96,2 *	96,3 *	99,1 *	Professionnel communic. 2
57,3 *	46,7 *	92,5 *	89,1 *	Professionnel communic. 3
74,9	63,5	93,2	88,1	Professionnel gest. fin. 1
61,6	78,0	89,4	94,7	Professionnel gest. fin. 2
58,5	66,2	92,4 *	91,1 *	Professionnel gest. fin. 3
68,9	82,7	90,2	95,8	Analyste proc. adm./inform. 1
90,3 *	86,5 *	97,0 *	96,9 *	Analyste proc. adm./inform. 2
63,1	80,9	87,0	95,5	Analyste proc. adm./inform. 3
91,1 *	91,5 *	97,7 *	98,0 *	Ingénieur 2
58,1 *	74,8 *	85,9	93,6	Ingénieur 3
71,7	77,0	91,5	94,5	Avocat et notaire 2
				Moyenne
81,7 *	74,2 *	95,2 *	93,4 *	Techniciens
80,6	54,6	95,2	88,4	Technicien en administration 1-2
85,5 *	99,6 *	95,5 *	99,9 *	Techn. documentation 1-2
73,5 *	83,4 *	92,2 *	95,5 *	Techn. laboratoire 1-2
69,8 *	72,4 *	91,3 *	93,6 *	Technicien en droit 1-2
86,1 *	89,2 *	95,9 *	97,8 *	Technicien génie 1-2
80,1	68,5	94,6	92,1	Technicien génie 3
91,5 *	82,0 *	97,3 *	95,6 *	Techn. informatique 1-2
77,7 *	89,4 *	93,0	97,4	Techn. informatique 3
81,7 *	79,6 *	95,0 *	94,8 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
34,3	68,0	98,4	87,9	Employés de bureau
80,3 *	76,2 *	98,4	92,9	Magasinier 1
81,4 *	85,3 *	98,9 *	96,3 *	Magasinier 2
86,2	74,3	98,5	93,4	Personnel soutien adm. 1
97,3	48,9	99,6	87,5	Personnel soutien adm. 2
85,0 *	98,9 *	98,9 *	99,7 *	Personnel soutien adm. 3
92,3	109,9	98,9	102,4	Personnel secrétariat 1
77,4 *	78,5 *	94,5 *	94,8 *	Personnel secrétariat 2
94,1	48,3	98,2	88,6	Préposé aux renseign. 2
72,9	89,9	99,3 *	97,3 *	Préposé aux renseign. 3
87,7 *	84,7 *	98,7	96,1	Téléphoniste-récept. 2
				Moyenne

Annexe B-1

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78 *	8,21 *	7,71 *	7,92 *	7,70	8,42	7,70	4,78	7,70	9,25	7,72 *	7,73 *
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,64	0,58	0,69	0,68	0,69	0,69	0,69 *	0,69 *	0,69	0,67	0,68	0,67
Régime de rentes du Québec	3,99	3,50	5,27	4,69	5,23	5,14	5,21	5,09	5,29	4,58	5,03	4,70
Assurance emploi	0,89	0,83	1,25	1,16	1,28	1,31	1,28	1,52	1,28	1,14	1,21 *	1,22 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,98	0,66	1,52	1,09	1,65	1,25	2,19 *	2,24 *	1,58	2,03	1,58	1,31
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,46	22,86	26,36	25,19	27,95	26,51	29,92	22,26	26,82	28,30	26,67	24,98
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,11	7,58	8,37	7,51	8,31	7,65	8,74	7,42	8,31 *	8,28 *	8,36	7,60
Jours fériés et congés mobiles	4,71	5,05	4,47	4,95	4,34	5,09	4,17	4,47	4,50	5,03	4,42	4,95
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,85	14,71	15,76	14,62	15,11	14,82	15,36	13,43	15,80 *	15,39 *	15,65	14,56
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,30	37,56	42,12	39,80	43,05	41,34	45,29	35,69	42,62 *	43,69 *	42,32	39,54

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation réalisée à partir de données historiques. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-2

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé, en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	6,93	7,71	5,84	7,70	5,67	7,70	3,44	7,70	6,44	7,72	5,62
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,64	0,59	0,69	0,67	0,69	0,69	0,69 *	0,69 *	0,69	0,66	0,68	0,67
Régime de rentes du Québec	3,99	3,59	5,27	4,69	5,23	5,10	5,21	5,05	5,29	4,49	5,03	4,69
Assurance emploi	0,89	0,85	1,25	1,18	1,28	1,33	1,28	1,54	1,28	1,14	1,21	1,23
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,98	0,65	1,52	1,23	1,65	1,34	2,19	2,42	1,64	2,41	1,58	1,42
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,46 *	21,85 *	26,36	22,96	27,95	23,48	29,92	20,48	27,06	25,40	26,68	22,68
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,11	7,20	8,37	7,23	8,31	7,25	8,74	7,27	8,37 *	8,43 *	8,36	7,30
Jours fériés et congés mobiles	4,71	4,92	4,47	4,72	4,34	4,73	4,17 *	4,29 *	4,46	4,84	4,41	4,70
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,85	13,31	15,76	13,17	15,11	13,17	15,36	12,85	15,64	14,53	15,64	13,21
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,30	35,17	42,12	36,12	43,05	36,64	45,29	33,33	42,70	39,93	42,33	35,89

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation réalisée à partir de données historiques. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-3

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « autre public », en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	10,67	7,71	11,78	7,70	12,37	7,70	12,20	7,70	13,35	7,72	11,95
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,64	0,57	0,69	0,68	0,69	0,69	0,69 *	0,69 *	0,69	0,69	0,68	0,67
Régime de rentes du Québec	3,99	3,38	5,27	4,70	5,23	5,20	5,21	5,25	5,29	4,57	5,03	4,73
Assurance emploi	0,89	0,81	1,25	1,13	1,28	1,29	1,28	1,36	1,28	1,06	1,21	1,16
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,98	0,70	1,52	0,95	1,65	1,09	2,19	1,18	1,58 *	1,53 *	1,58	1,03
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,46	24,86	26,36	29,21	27,95	30,79	29,92	32,98	26,82	32,31	26,67	29,80
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,11	8,14	8,37	8,07	8,31	8,25	8,74	8,58	8,31	8,09	8,36	8,23
Jours fériés et congés mobiles	4,71	5,27	4,47	5,34	4,34	5,62	4,17	5,38	4,50	5,10	4,42	5,42
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,85	16,94	15,76	17,07	15,11	17,14	15,36	17,05	15,80	17,06	15,65	17,07
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,30	41,80	42,12	46,28	43,05	47,93	45,29	50,03	42,62	49,37	42,32	46,86

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation réalisée à partir de données historiques. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-4

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration municipale, en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	12,31	7,71	16,34	7,70	16,01	7,70	16,71	7,70	16,68	7,72	15,55
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,64	0,55	0,69	0,68	0,69	0,69	0,69 *	0,69 *	0,69	0,69	0,68	0,66
Régime de rentes du Québec	3,99	3,27	5,28	4,63	5,23	5,14	5,21	5,25	5,29	4,64	5,02	4,65
Assurance emploi	0,89	0,74	1,25	1,07	1,28	1,23	1,28	1,31	1,28	1,08	1,20	1,10
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,99	1,37	1,50	1,69	1,65	1,72	2,04	1,79	1,58	1,73	1,53	1,66
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,48	29,05	26,32	35,35	27,95	35,85	29,67	39,34	26,82	37,54	26,47	34,98
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,11	7,71	8,36 *	8,29 *	8,31	8,63	8,67 *	8,85 *	8,31 *	8,17 *	8,33 *	8,37 *
Jours fériés et congés mobiles	4,70	7,20	4,48	6,21	4,34	6,27	4,23	5,62	4,50	5,53	4,44	6,31
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,83	16,12	15,79	16,44	15,11	16,85	15,29	16,65	15,80 *	15,81 *	15,66	16,52
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,31	45,16	42,10	51,79	43,05	52,70	44,96	55,99	42,62	53,35	42,13	51,50

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation réalisée à partir de données historiques. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-5

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	11,03	7,71	11,24	7,70	10,37	7,70	8,43	7,70	10,82	7,72	10,43
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,64	0,57	0,69	0,67	0,69	0,69	0,69 *	0,69 *	0,69	0,69	0,68	0,66
Régime de rentes du Québec	3,98	3,43	5,27	4,61	5,23	5,10	5,22 *	5,22 *	5,29	4,36	5,02	4,67
Assurance emploi	0,89	0,78	1,25	1,06	1,28	1,22	1,28 *	1,28 *	1,28	0,98	1,20	1,10
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,98	0,80	1,53	1,08	1,65	1,09	2,17	1,63	1,64 *	1,58 *	1,58	1,14
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,43	23,91	26,34	28,30	27,95 *	27,90 *	29,88	27,57	27,06	28,46	26,66	27,28
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,11 *	8,13 *	8,37	8,17	8,31	8,12	8,73	9,45	8,37	8,00	8,36 *	8,33 *
Jours fériés et congés mobiles	4,71	5,08	4,46	5,15	4,34	5,19	4,17	4,99	4,46	4,64	4,42	5,10
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,85	16,11	15,79	17,12	15,11	17,19	15,36	17,36	15,64	17,86	15,65	17,04
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,28	40,02	42,13	45,42	43,06	45,10	45,24 *	44,93 *	42,70	46,32	42,31	44,33

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation réalisée à partir de données historiques. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-6

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur universitaire, en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	9,82	7,71	11,05	7,70	11,66	7,70	10,76	7,70	15,18	7,72	11,20
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,64	0,60	0,69	0,69	0,69 *	0,69 *	0,69 *	0,69 *	0,69	0,69	0,68	0,68
Régime de rentes du Québec	3,98	3,63	5,27	4,94	5,23	5,26	5,22	5,27	5,28	5,16	5,02	4,89
Assurance emploi	0,89	0,90	1,25	1,21	1,28	1,34	1,28	1,47	1,28	1,23	1,21	1,25
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,99	0,46	1,52	0,54	1,65	0,53	2,16	0,55	1,67	0,53	1,58	0,52
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,50	23,26	26,36	26,87	27,95 *	28,14 *	29,85	29,24	27,19	31,30	26,67	27,26
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,11	8,87	8,37	8,58	8,31	8,50	8,73	8,89	8,39	8,46	8,36	8,64
Jours fériés et congés mobiles	4,70	5,31	4,47	5,51	4,34	5,53	4,18	5,50	4,45	5,77	4,41	5,49
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,81	16,66	15,76	17,30	15,10	17,37	15,36	16,97	15,61	19,01	15,63	17,24
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,31	39,92	42,12	44,17	43,06	45,51	45,21	46,21	42,80	50,31	42,31	44,50

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation réalisée à partir de données historiques. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-7

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,59	0,00	1,29	0,00	1,29	0,00	1,55	0,00	1,05	0,00	1,13	0,00
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	7,78	9,95	7,71	9,37	7,70	9,20	7,71	9,04	7,70	9,04	7,73	9,42
Assurance vie	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00
Assurance maladie	0,07	1,43	0,17	1,80	0,31	1,89	0,38	2,16	0,28	2,16	0,22	1,78
Assurance soins dentaires	0,00	1,59	0,00	1,59	0,00	1,59	0,00	1,59	0,00	1,59	0,00	1,59
Assurance soins optiques	0,00	0,04	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,05
Assurance salaire	1,91	0,00	3,72	0,00	5,35	0,00	6,36	0,00	4,22	0,00	4,06	0,00
Assurance invalidité de longue durée	0,02	1,97	0,09	1,97	0,31	1,97	0,36	1,97	0,25	1,97	0,18	1,97
Total des assurances ²	2,03	5,02	4,02	5,41	6,01	5,50	7,14	5,78	4,78	5,78	4,49	5,39
Compensation pour congés parentaux	0,30	0,77	0,28	1,21	0,21	1,17	0,09	3,01	0,09	0,10	0,24	1,19
Assurance parentale du Québec	0,64	0,57	0,69	0,69	0,69	0,69	0,69	0,69	0,69	0,69	0,68	0,66
Régime de rentes du Québec	3,99	3,37	5,29	4,79	5,22	5,29	5,22	5,23	5,29	4,69	4,93	4,63
Assurance emploi	0,89	0,85	1,26	1,21	1,28	1,42	1,28	1,40	1,28	1,20	1,18	1,21
Assurance maladie du Québec	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26
SST	0,98	0,55	1,49	0,55	1,77	0,55	2,45	0,55	1,52	0,55	1,54	0,55
Total des régimes étatiques ²	10,76	9,59	12,99	11,50	13,22	12,22	13,91	12,13	13,05	11,39	12,59	11,31
Total rémunération indirecte ²	20,87	25,34	25,00	27,48	27,15	28,09	28,84	29,95	25,62	26,31	25,03	27,31
Total des avantages sociaux²	21,46	25,34	26,29	27,48	28,44	28,09	30,39	29,95	26,67	26,31	26,16	27,31
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,11	8,08	8,35	7,49	8,37	7,46	8,87	7,23	8,27	7,23	8,34	7,59
Jours fériés et congés mobiles	4,71	4,98	4,49	4,98	4,27	4,98	4,06	4,98	4,53	4,98	4,43	4,98
Congés de maladie utilisés	3,81	3,49	2,71	3,50	1,96	3,50	2,03	3,50	2,73	3,50	2,68	3,50
Congés parentaux	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02
Congés sociaux	0,22	1,44	0,37	1,44	0,36	1,44	0,53	1,44	0,37	1,44	0,34	1,44
Total des heures chômées payées²	16,85	18,01	15,92	17,43	14,96	17,40	15,49	17,17	15,90	17,17	15,79	17,53
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées²	38,30	43,35	42,20	44,91	43,40	45,49	45,88	47,12	42,57	43,47	41,95	44,84

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

Annexe B-8

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	10,56	7,71	11,03	7,70	11,66	7,70	6,13	7,70	10,06	7,72	10,35
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,64	0,57	0,69	0,68	0,69	0,69	0,69 *	0,69 *	0,69	0,67	0,68	0,67
Régime de rentes du Québec	3,99	3,41	5,27	4,67	5,23	5,16	5,21	5,11	5,29	4,51	5,03	4,69
Assurance emploi	0,89	0,81	1,25	1,13	1,28 *	1,28 *	1,28	1,49	1,28	1,10	1,21	1,19
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,98	0,68	1,52	1,08	1,65	1,16	2,19 *	2,29 *	1,58	2,03	1,58	1,28
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,46	24,86	26,36	28,94	27,95	30,27	29,92	24,36	26,82	29,31	26,67	28,02
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,11 *	8,13 *	8,37	8,00	8,31	8,19	8,74	8,14	8,31 *	8,32 *	8,36	8,13
Jours fériés et congés mobiles	4,71	5,29	4,47	5,25	4,34	5,51	4,17	4,80	4,50	5,03	4,42	5,27
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,85 *	16,93 *	15,76	16,51	15,11	16,71	15,36	14,90	15,80 *	15,62 *	15,65	16,35
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,30	41,80	42,12	45,45	43,05	46,98	45,29	39,26	42,62	44,92	42,32	44,37

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation réalisée à partir de données historiques. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-9

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	7,00	7,71	5,35	7,70	5,32	7,70	2,11	7,70	3,63	7,72	5,05
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,64	0,59	0,69	0,68	0,69	0,69	0,69 *	0,69 *	0,69	0,69	0,68	0,67
Régime de rentes du Québec	3,99	3,58	5,27	4,73	5,23	5,12	5,22	5,13	5,29	4,91	5,02	4,74
Assurance emploi	0,89	0,85	1,25	1,20	1,28	1,34	1,28	1,57	1,28 *	1,34 *	1,21	1,25
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,98	0,67	1,52	1,14	1,65	1,35	2,17 *	2,30 *	1,66	2,07	1,58	1,36
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,46 *	21,82 *	26,36	22,06	27,95	22,83	29,88	18,86	27,10	21,49	26,65	21,78
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,11	7,23	8,37	7,12	8,31	7,11	8,73	6,08	8,38	7,40	8,36	6,99
Jours fériés et congés mobiles	4,71	4,92	4,47	4,69	4,34	4,71	4,18	3,93	4,46 *	4,70 *	4,42	4,62
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,85	13,40	15,76	13,00	15,11	12,94	15,36	10,99	15,62	12,94	15,64	12,74
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,30	35,22	42,12	35,06	43,05	35,77	45,24	29,85	42,72	34,44	42,30	34,52

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation réalisée à partir de données historiques. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-10

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78 *	8,88 *	7,71	9,15	7,70 *	8,43 *	7,70	4,36	7,70 *	7,25 *	7,72 *	7,97 *
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,64 *	0,62 *	0,69	0,68	0,69	0,69	0,69 *	0,69 *	0,69	0,66	0,68	0,67
Régime de rentes du Québec	3,96	3,71	5,27	4,62	5,23	4,97	5,21	5,05	5,29	4,40	5,04	4,66
Assurance emploi	0,88 *	0,90 *	1,25	1,13	1,28 *	1,26 *	1,28	1,52	1,28	1,08	1,21 *	1,20 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	1,01	0,48	1,53 *	1,69 *	1,65 *	1,29 *	2,19	2,60	1,64	2,58	1,60 *	1,54 *
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,52	24,76	26,38	28,10	27,95 *	27,57 *	29,92	21,94	27,06 *	26,57 *	26,79 *	26,30 *
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	8,43	8,37	8,07	8,31 *	8,01 *	8,74	8,07	8,37 *	8,52 *	8,37 *	8,13 *
Jours fériés et congés mobiles	4,69	5,12	4,46	4,99	4,34	4,97	4,17	4,61	4,46	4,80	4,40	4,93
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,77	14,99	15,75	14,70	15,10 *	14,82 *	15,36	14,31	15,64	14,70	15,61	14,73
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,29 *	39,75 *	42,13 *	42,81 *	43,06 *	42,39 *	45,29	36,26	42,70	41,27	42,40	41,03

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation réalisée à partir de données historiques. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-11

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2021

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Régime de retraite Assurances ^{1,2}	7,78	6,85	7,71	5,15	7,70	5,12	7,70	2,07	7,70	3,41	7,72	4,88
Assurance parentale du Québec	0,64	0,59	0,69	0,67	0,69	0,69	0,69 *	0,69 *	0,69	0,69	0,68	0,67
Régime de rentes du Québec	3,99	3,59	5,27	4,73	5,23	5,12	5,22	5,13	5,29	4,91	5,02	4,74
Assurance emploi	0,89	0,85	1,25	1,20	1,28	1,35	1,28	1,58	1,28 *	1,35 *	1,21	1,26
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,98	0,65	1,52	1,16	1,65	1,35	2,17 *	2,31 *	1,64	2,14	1,58	1,36
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,46 *	21,71 *	26,36	21,87	27,95	22,63	29,88	18,82	27,04	21,31	26,65	21,63
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,11	7,16	8,37	7,06	8,31	7,05	8,73	6,07	8,37	7,33	8,36	6,94
Jours fériés et congés mobiles	4,71	4,90	4,47	4,65	4,34	4,67	4,18	3,92	4,46 *	4,64 *	4,42	4,59
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,85	13,24	15,76	12,83	15,11	12,80	15,36	10,95	15,63	12,71	15,64	12,60
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,30	34,95	42,12	34,70	43,05	35,43	45,24	29,77	42,67	34,02	42,30	34,23

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation réalisée à partir de données historiques. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	76	51 024	54 909	-7,6	295	69	51 319	54 979	-7,1	11 816	17 889
Professionnel communic. 2	854	74 110	80 999	-9,3	583	260	74 692	81 259	-8,8	16 158	20 104
Professionnel communic. 3	125	89 992	107 332	-19,3	117	137	90 109	107 470	-19,3	17 370	26 906
Professionnel gest. fin. 1	61	50 530	51 070	-1,1 *	495	18	51 026	51 088	-0,1 *	12 236	10 928
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	79 828	-11,5	1 076	82	72 694	79 910	-9,9	16 865	16 641
Professionnel gest. fin. 3	21	83 640	107 573	-28,6	109	150	83 748	107 723	-28,6	16 445	25 420
Analyste proc. adm./inform. 1	502	50 733	67 359	-32,8	321	20	51 054	67 379	-32,0	11 799	15 326
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	86 995	-15,8	455	117	75 574	87 112	-15,3	15 910	19 217
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89 619	107 406	-19,8	439	75	90 058	107 481	-19,3	17 805	24 955
Ingénieur 1	182	52 918	65 520	-23,8	74	11	52 992	65 530	-23,7	11 473	14 329
Ingénieur 2	768	82 752	94 633	-14,4	128	154	82 879	94 787	-14,4	16 311	22 000
Ingénieur 3	428	103 895	124 031	-19,4	135	68	104 030	124 100	-19,3	19 260	26 843
Professionnel sc. phys. 1	64	53 119	52 751	0,7 *	654	143	53 773	52 894	1,6 *	13 127	11 066
Professionnel sc. phys. 2	551	83 707	81 685	2,4 *	1 206	224	84 913	81 909	3,5 *	18 266	18 533
Professionnel sc. phys. 3	112	95 742	113 960	-19,0	124	221	95 866	114 180	-19,1	18 154	25 910
Avocat et notaire 1	98	66 902	84 140	-25,8	670	158	67 572	84 299	-24,8	15 278	20 731
Avocat et notaire 2	624	97 880	114 350	-16,8	855	459	98 735	114 809	-16,3	19 621	26 929
Avocat et notaire 3	323	131 496	142 357	-8,3	171	106	131 667	142 463	-8,2	23 340	31 670
Biologiste 2	217	79 185	83 625	-5,6 *	103	118	79 288	83 742	-5,6 *	15 771	19 330
Biologiste 3	32	93 808	114 533	-22,1	122	14	93 930	114 547	-21,9	17 839	25 453
Moyenne	...	80 010	91 696	-14,6	461	137	80 471	91 833	-14,1	16 549	20 820
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	59 708	-16,9	646	171	51 704	59 879	-15,8	12 776	15 093
Technicien en administration 3	103	58 819	70 322	-19,6	500	269	59 319	70 591	-19,0	13 397	15 900
Techn. documentation 1-2	687	50 730	58 371	-15,1	387	524	51 117	58 894	-15,2	12 438	16 090
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	60 393	-3,4 *	1 109	339	59 496	60 732	-2,1 *	15 486	13 982
Techn. laboratoire 3	529	63 118	67 802	-7,4	1 213	282	64 331	68 084	-5,8 *	16 382	16 422
Technicien en droit 1-2	533	47 938	68 757	-43,4	407	216	48 346	68 974	-42,7	10 963	18 064
Technicien en droit 3	18	57 212	88 949	-55,5	486	430	57 698	89 379	-54,9	13 079	29 158
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	75 615	-47,2	534	181	51 905	75 796	-46,0	12 407	20 104
Technicien génie 3	221	59 068	95 348	-61,4	502	38	59 570	95 386	-60,1	13 406	23 062
Techn. informatique 1-2	1 830	52 157	57 202	-9,7	526	108	52 682	57 309	-8,8	12 799	12 374
Techn. informatique 3	1 168	59 705	78 717	-31,8	851	68	60 556	78 785	-30,1	15 050	16 966
Technicien en loisir 1-2	508	50 982	57 403	-12,6	572	651	51 555	58 054	-12,6	13 066	16 258
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	57 112	78 309	-37,1	1 114	132	58 226	78 441	-34,7	15 310	21 849
Moyenne	...	53 068	63 453	-19,6	698	212	53 765	63 665	-18,4	13 316	15 771
Employés de bureau											
Magasinier 1	190	37 349	55 874	-49,6	451	193	37 800	56 066	-48,3	10 049	14 030
Magasinier 2	1 025	40 208	57 769	-43,7	560	343	40 768	58 111	-42,5	11 071	15 621
Magasinier 3	31	46 552	67 530	-45,1	214	449	46 766	67 979	-45,4	11 710	17 254
Op. duplicateur 1-2	54	38 990	52 745	-35,3	288	79	39 277	52 824	-34,5	10 261	10 365
Personnel soutien adm. 1	5 064	38 639	43 684	-13,1	638	354	39 277	44 039	-12,1	11 027	11 887
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	49 684	-18,0	462	135	42 552	49 820	-17,1	11 072	12 555
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	56 102	-23,1	581	111	46 152	56 213	-21,8	12 141	14 957
Personnel secrétariat 1	1 398	39 977	50 739	-26,9	315	153	40 292	50 892	-26,3	10 640	14 423
Personnel secrétariat 2	8 343	43 608	55 183	-26,5	459	281	44 067	55 464	-25,9	11 460	14 315
Préposé aux renseign. 2	998	45 013	44 350	1,5 *	284	221	45 296	44 571	1,6 *	10 868	10 651
Préposé aux renseign. 3	35	51 099	64 257	-25,7	322	363	51 421	64 619	-25,7	12 360	17 730
Préposé télécomm. 1-2	212	46 619	53 728	-15,2	331	122	46 950	53 851	-14,7	11 121	11 560
Préposé télécomm. 3	48	52 205	75 455	-44,5	371	984	52 576	76 439	-45,4	12 464	21 422
Téléphoniste-récept. 2	133	36 686	40 406	-10,1	642	113	37 328	40 520	-8,6	10 701	9 565
Acheteur 2	233	44 763	58 497	-30,7	626	95	45 390	58 593	-29,1	12 203	13 979
Moyenne	...	42 254	51 402	-21,7	500	230	42 753	51 632	-20,8	11 285	13 386

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
63 134	72 868	-15,4	1 517,8	1 635,3	-7,7	41,59	44,56	-7,1	Professionnel communic. 1
90 850	101 363	-11,6	1 528,4	1 598,6	-4,6	59,44	63,41	-6,7	Professionnel communic. 2
107 479	134 375	-25,0	1 502,1	1 618,0	-7,7	71,55	83,05	-16,1	Professionnel communic. 3
63 262	62 016	2,0 *	1 530,2	1 731,1	-13,1	41,34	35,83	13,3 *	Professionnel gest. fin. 1
89 559	96 551	-7,8	1 553,3	1 700,3	-9,5	57,66	56,78	1,5 *	Professionnel gest. fin. 2
100 193	133 143	-32,9	1 502,1	1 619,2	-7,8	66,70	82,23	-23,3	Professionnel gest. fin. 3
62 853	82 705	-31,6	1 520,2	1 628,5	-7,1	41,34	50,78	-22,8	Analyste proc. adm./inform. 1
91 485	106 330	-16,2	1 520,2	1 660,9	-9,3	60,18	64,02	-6,4	Analyste proc. adm./inform. 2
107 863	132 435	-22,8	1 514,5	1 642,1	-8,4	71,22	80,65	-13,2	Analyste proc. adm./inform. 3
64 466	79 860	-23,9	1 503,5	1 767,8	-17,6	42,88	45,18	-5,4	Ingénieur 1
99 190	116 787	-17,7	1 505,7	1 725,7	-14,6	65,88	67,68	-2,7 *	Ingénieur 2
123 289	150 943	-22,4	1 502,1	1 703,9	-13,4	82,08	88,59	-7,9	Ingénieur 3
66 900	63 960	4,4 *	1 536,7	1 708,1	-11,2	43,54	37,45	14,0	Professionnel sc. phys. 1
103 179	100 442	2,7 *	1 542,0	1 664,7	-8,0	66,91	60,34	9,8	Professionnel sc. phys. 2
114 020	140 090	-22,9	1 502,1	1 623,9	-8,1	75,91	86,27	-13,7	Professionnel sc. phys. 3
82 850	105 029	-26,8	1 530,7	1 617,9	-5,7	54,12	64,92	-19,9	Avocat et notaire 1
118 356	141 738	-19,8	1 525,3	1 608,9	-5,5	77,60	88,10	-13,5	Avocat et notaire 2
155 007	174 133	-12,3	1 502,1	1 625,5	-8,2	103,19	107,13	-3,8	Avocat et notaire 3
95 059	103 072	-8,4 *	1 502,1	1 651,1	-9,9	63,28	62,43	1,4 *	Biologiste 2
111 769	139 999	-25,3	1 502,1	1 624,5	-8,1	74,41	86,18	-15,8	Biologiste 3
97 019	112 653	-16,1	1 518,8	1 656,7	-9,1	63,90	68,08	-6,5	Moyenne
Techniciens									
64 479	74 972	-16,3	1 534,1	1 657,7	-8,1	42,03	45,23	-7,6	Technicien en administration 1-2
72 716	86 492	-18,9	1 510,7	1 669,5	-10,5	48,13	51,81	-7,6	Technicien en administration 3
63 555	74 984	-18,0	1 544,1	1 582,1	-2,5	41,16	47,39	-15,1	Techn. documentation 1-2
74 981	74 714	0,4 *	1 553,1	1 709,4	-10,1	48,28	43,71	9,5	Techn. laboratoire 1-2
80 713	84 506	-4,7 *	1 554,3	1 633,4	-5,1	51,93	51,74	0,4 *	Techn. laboratoire 3
59 308	87 038	-46,8	1 510,7	1 610,3	-6,6	39,26	54,05	-37,7	Technicien en droit 1-2
70 777	118 537	-67,5	1 510,7	1 607,5	-6,4	46,85	73,74	-57,4	Technicien en droit 3
64 313	95 900	-49,1	1 544,1	1 731,6	-12,1	41,65	55,38	-33,0	Technicien génie 1-2
72 977	118 449	-62,3	1 510,7	1 616,6	-7,0	48,31	73,27	-51,7	Technicien génie 3
65 482	69 683	-6,4 *	1 538,4	1 718,3	-11,7	42,56	40,55	4,7 *	Techn. informatique 1-2
75 606	95 751	-26,6	1 552,1	1 706,1	-9,9	48,71	56,12	-15,2	Techn. informatique 3
64 621	74 312	-15,0	1 552,1	1 617,3	-4,2	41,64	45,95	-10,4	Technicien en loisir 1-2
73 535	100 290	-36,4	1 555,5	1 722,4	-10,7	47,28	58,23	-23,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
67 082	79 435	-18,4	1 539,6	1 673,4	-8,7	43,56	47,46	-9,0	Moyenne
Employés de bureau									
47 849	70 096	-46,5	1 583,2	1 741,5	-10,0	30,22	40,25	-33,2	Magasinier 1
51 839	73 732	-42,2	1 556,7	1 733,3	-11,3	33,30	42,54	-27,7	Magasinier 2
58 477	85 233	-45,8	1 559,5	1 783,1	-14,3	37,50	47,80	-27,5	Magasinier 3
49 538	63 188	-27,6	1 549,0	1 710,5	-10,4	31,98	36,94	-15,5	Op. duplicateur 1-2
50 304	55 926	-11,2	1 556,2	1 665,8	-7,0	32,33	33,57	-3,9 *	Personnel soutien adm. 1
53 623	62 374	-16,3	1 547,7	1 666,5	-7,7	34,65	37,43	-8,0	Personnel soutien adm. 2
58 293	71 169	-22,1	1 555,3	1 641,1	-5,5	37,48	43,37	-15,7	Personnel soutien adm. 3
50 933	65 315	-28,2	1 558,8	1 557,0	0,1 *	32,67	41,95	-28,4	Personnel secrétariat 1
55 527	69 779	-25,7	1 549,2	1 598,1	-3,2	35,84	43,66	-21,8	Personnel secrétariat 2
56 164	55 222	1,7 *	1 522,2	1 748,1	-14,8	36,90	31,59	14,4	Préposé aux renseign. 2
63 781	82 349	-29,1	1 522,2	1 618,0	-6,3	41,90	50,90	-21,5	Préposé aux renseign. 3
58 071	65 410	-12,6	1 624,8	1 861,4	-14,6	35,74	35,14	1,7 *	Préposé télécomm. 1-2
65 039	97 861	-50,5	1 602,8	1 715,0	-7,0	40,58	57,06	-40,6	Préposé télécomm. 3
48 029	50 085	-4,3 *	1 556,9	1 717,6	-10,3	30,85	29,16	5,5 *	Téléphoniste-récept. 2
57 592	72 572	-26,0	1 557,6	1 674,0	-7,5	36,98	43,35	-17,2	Acheteur 2
54 039	65 018	-20,3	1 551,7	1 646,0	-6,1	34,83	39,58	-13,6	Moyenne

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	552	40 155	43 647	-8,7 *	634	152	40 790	43 799	-7,4 *	11 737	8 880
Concierge 2	2 213	42 371	54 782	-29,3	238	163	42 609	54 945	-29,0	11 211	13 959
Cuisinier 1	13	44 888	40 991	8,7 *	251	79	45 139	41 071	9,0 *	11 733	7 577
Cuisinier 2	851	49 730	49 585	0,3 *	755	230	50 485	49 815	1,3 *	13 716	10 914
Cuisinier 3	17	51 532	60 886	-18,2	389	138	51 920	61 024	-17,5	12 764	12 469
Gardien 2	248	41 208	39 450	4,3	543	138	41 752	39 589	5,2	11 510	6 660
Journalier/préposé terr. 2	140	40 476	52 697	-30,2	640	226	41 116	52 923	-28,7	11 805	15 115
Préposé cuisine/café. 2	2 450	39 912	31 596	20,8	624	70	40 536	31 666	21,9	11 636	5 980
Préposé entretien lourd 2	4 543	39 822	39 446	0,9 *	629	212	40 451	39 658	2,0 *	11 661	8 629
Ouvrier entret. mainten. 2	308	43 367	51 619	-19,0	685	265	44 052	51 884	-17,8	12 458	11 995
Préposé entretien léger 2	428	39 631	39 880	-0,6 *	612	203	40 243	40 083	0,4 *	11 580	7 988
Moyenne	...	41 253	42 391	-2,8 *	565	173	41 818	42 564	-1,8 *	11 760	9 428
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	112	42 578	56 487	-32,7	559	190	43 137	56 678	-31,4	11 936	18 314
Conducteur véh. lourds 2	119	43 351	51 553	-18,9	418	110	43 769	51 662	-18,0	11 820	12 176
Électricien entretien 2	379	50 933	70 596	-38,6	434	212	51 367	70 808	-37,8	13 035	21 856
Électricien entretien 3	63	54 254	77 391	-42,6	839	44	55 092	77 435	-40,6	14 794	20 616
Mécanicien véh. motor. 1	40	49 178	53 662	-9,1 *	420	140	49 597	53 802	-8,5 *	11 918	13 037
Mécanicien véh. motor. 2	219	52 492	69 660	-32,7	499	415	52 991	70 075	-32,2	12 571	19 131
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 576	70 472	-39,3	787	148	51 363	70 619	-37,5	14 017	18 632
Menuisier entretien 2	267	48 517	58 284	-20,1	608	246	49 125	58 530	-19,1	13 148	16 659
Ouvrier de voirie 2	187	40 379	57 359	-42,1	420	676	40 799	58 035	-42,2	9 581	21 847
Ouvrier de voirie 3	275	50 711	61 438	-21,2	527	675	51 238	62 113	-21,2	12 082	16 241
Ouvrier cert. entretien 2	1 098	48 254	72 451	-50,1	445	188	48 699	72 639	-49,2	12 634	18 759
Peintre entretien 2	118	43 738	63 882	-46,1	562	443	44 300	64 325	-45,2	12 155	20 739
Machiniste 2	56	52 106	64 525	-23,8	562	124	52 668	64 649	-22,7	13 785	17 455
Conducteur d'équip. lourds 2	420	45 025	62 133	-38,0	468	338	45 493	62 471	-37,3	10 706	17 588
Moyenne	...	48 665	66 393	-36,4	518	274	49 184	66 667	-35,5	12 538	18 453
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 719	60 841	-17,6	555	203	52 274	61 044	-16,8	12 855	14 937

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
Employés de service									
52 527	52 679	-0,3 *	1 709,4	1 584,3	7,3 *	30,73	33,25	-8,2 *	Préposé buanderie 2
53 820	68 904	-28,0	1 721,0	1 835,8	-6,7 *	31,27	37,53	-20,0	Concierge 2
56 873	48 648	14,5	1 721,1	1 784,9	-3,7	33,04	27,26	17,5	Cuisinier 1
64 202	60 729	5,4 *	1 707,2	1 730,2	-1,3 *	37,61	35,10	6,7	Cuisinier 2
64 684	73 493	-13,6	1 702,3	1 787,4	-5,0	38,00	41,12	-8,2 *	Cuisinier 3
53 262	46 249	13,2	1 711,2	1 743,4	-1,9	31,13	26,53	14,8	Gardien 2
52 921	68 038	-28,6	1 690,5	1 749,7	-3,5	31,31	38,88	-24,2	Journalier/préposé terr. 2
52 172	37 646	27,8	1 708,8	1 744,5	-2,1	30,53	21,58	29,3	Préposé cuisine/café. 2
52 112	48 287	7,3 *	1 709,4	1 703,7	0,3 *	30,49	28,34	7,0 *	Préposé entretien lourd 2
56 511	63 879	-13,0	1 709,4	1 726,0	-1,0 *	33,06	37,01	-11,9	Ouvrier entret. mainten. 2
51 823	48 071	7,2 *	1 709,8	1 655,6	3,2	30,31	29,04	4,2 *	Préposé entretien léger 2
53 578	51 992	3,0 *	1 711,1	1 733,6	-1,3 *	31,31	29,92	4,4 *	Moyenne
Ouvriers									
55 073	74 991	-36,2	1 711,6	1 751,3	-2,3	32,18	42,82	-33,1	Conducteur véh. légers 2
55 589	63 839	-14,8	1 716,4	1 891,7	-10,2	32,39	33,75	-4,2 *	Conducteur véh. lourds 2
64 402	92 664	-43,9	1 713,8	1 715,7	-0,1 *	37,58	54,01	-43,7	Électricien entretien 2
69 887	98 051	-40,3	1 707,2	1 653,5	3,1 *	40,94	59,30	-44,9	Électricien entretien 3
61 515	66 839	-8,7 *	1 690,5	1 839,7	-8,8	36,39	36,33	0,2 *	Mécanicien véh. motor. 1
65 562	89 206	-36,1	1 681,7	1 756,8	-4,5	38,99	50,78	-30,3	Mécanicien véh. motor. 2
65 379	89 252	-36,5	1 709,4	1 778,5	-4,0	38,25	50,18	-31,2	Mécanicien entret. Millwright 2
62 273	75 190	-20,7	1 712,3	1 755,5	-2,5 *	36,37	42,83	-17,8 *	Menuisier entretien 2
50 380	79 881	-58,6	1 675,4	1 664,1	0,7	30,07	48,00	-59,6	Ouvrier de voirie 2
63 320	78 354	-23,7	1 675,4	1 771,6	-5,7	37,79	44,23	-17,0	Ouvrier de voirie 3
61 333	91 397	-49,0	1 715,7	1 705,9	0,6 *	35,75	53,58	-49,9	Ouvrier cert. entretien 2
56 455	85 063	-50,7	1 712,2	1 695,9	1,0 *	32,97	50,16	-52,1	Peintre entretien 2
66 454	82 104	-23,6	1 714,9	1 758,4	-2,5	38,75	46,69	-20,5	Machiniste 2
56 199	80 059	-42,5	1 675,4	1 734,0	-3,5	33,54	46,17	-37,6	Conducteur d'équip. lourds 2
61 722	85 120	-37,9	1 702,5	1 738,7	-2,1	36,25	49,05	-35,3	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
65 129	75 981	-16,7	1 576,5	1 673,8	-6,2	41,59	45,51	-9,4	Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	76	51 024	51 149	-0,2 *	295	0	51 319	51 149	0,3 *	11 816	19 828
Professionnel communic. 2	854	74 110	74 909	-1,1 *	583	42	74 692	74 951	-0,3 *	16 158	17 924
Professionnel communic. 3	125	89 992	117 173	-30,2	117	344	90 109	117 517	-30,4	17 370	30 158
Professionnel gest. fin. 1	61	50 530	48 154	4,7 *	495	9	51 026	48 163	5,6 *	12 236	9 749
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	79 060	-10,4	1 076	24	72 694	79 084	-8,8	16 865	15 635
Professionnel gest. fin. 3	21	83 640	107 871	-29,0	109	82	83 748	107 953	-28,9	16 445	25 366
Analyste proc. adm./inform. 1	502	50 733	68 163	-34,4	321	14	51 054	68 177	-33,5	11 799	14 682
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	86 408	-15,0	455	38	75 574	86 446	-14,4	15 910	18 407
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89 619	107 349	-19,8	439	35	90 058	107 385	-19,2	17 805	24 289
Ingénieur 1	182	52 918	65 113	-23,0	74	10	52 992	65 123	-22,9	11 473	14 080
Ingénieur 2	768	82 752	91 065	-10,0	128	34	82 879	91 098	-9,9	16 311	20 573
Ingénieur 3	428	103 895	122 584	-18,0	135	21	104 030	122 606	-17,9	19 260	25 509
Professionnel sc. phys. 1	64	53 119	52 329	1,5 *	654	147	53 773	52 476	2,4 *	13 127	10 868
Professionnel sc. phys. 2	551	83 707	74 584	10,9	1 206	302	84 913	74 886	11,8	18 266	15 546
Professionnel sc. phys. 3	112	95 742	102 087	-6,6	124	435	95 866	102 522	-6,9	18 154	20 880
Avocat et notaire 1	98	66 902	84 858	-26,8	670	66	67 572	84 924	-25,7	15 278	23 465
Avocat et notaire 2	624	97 880	106 438	-8,7	855	55	98 735	106 493	-7,9	19 621	25 747
Avocat et notaire 3	323	131 496	146 063	-11,1	171	155	131 667	146 219	-11,1	23 340	34 788
Moyenne	...	80 010	89 559	-11,9	461	57	80 471	89 616	-11,4	16 549	19 560
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	57 304	-12,2	646	85	51 704	57 389	-11,0	12 776	12 961
Technicien en administration 3	103	58 819	69 521	-18,2	500	130	59 319	69 652	-17,4	13 397	14 236
Techn. documentation 1-2	687	50 730	60 146	-18,6	387	398	51 117	60 545	-18,4	12 438	14 692
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	59 841	-2,5 *	1 109	323	59 496	60 164	-1,1 *	15 486	13 391
Techn. laboratoire 3	529	63 118	65 330	-3,5 *	1 213	262	64 331	65 592	-2,0 *	16 382	14 758
Technicien en droit 1-2	533	47 938	71 668	-49,5	407	120	48 346	71 788	-48,5	10 963	16 183
Technicien en droit 3	18	57 212	92 676	-62,0	486	151	57 698	92 826	-60,9	13 079	30 047
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	75 472	-46,9	534	81	51 905	75 553	-45,6	12 407	19 532
Technicien génie 3	221	59 068	98 346	-66,5	502	76	59 570	98 423	-65,2	13 406	20 754
Techn. informatique 1-2	1 830	52 157	56 218	-7,8	526	41	52 682	56 259	-6,8 *	12 799	11 498
Techn. informatique 3	1 168	59 705	79 873	-33,8	851	41	60 556	79 914	-32,0	15 050	16 701
Technicien en loisir 1-2	508	50 982	45 743	10,3	572	286	51 555	46 029	10,7	13 066	10 182
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	57 112	79 648	-39,5	1 114	20	58 226	79 668	-36,8	15 310	21 968
Moyenne	...	53 068	61 966	-16,8	698	128	53 765	62 094	-15,5	13 316	14 146
Employés de bureau											
Magasinier 1	190	37 349	54 999	-47,3	451	119	37 800	55 118	-45,8	10 049	12 858
Magasinier 2	1 025	40 208	57 025	-41,8	560	295	40 768	57 320	-40,6	11 071	14 619
Magasinier 3	31	46 552	65 622	-41,0	214	294	46 766	65 916	-40,9	11 710	15 842
Op. duplicateur 1-2	54	38 990	52 111	-33,7	288	71	39 277	52 182	-32,9	10 261	9 569
Personnel soutien adm. 1	5 064	38 639	41 702	-7,9	638	72	39 277	41 774	-6,4	11 027	9 607
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	47 899	-13,8	462	70	42 552	47 969	-12,7	11 072	10 960
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	52 524	-15,3	581	22	46 152	52 546	-13,9	12 141	12 598
Personnel secrétariat 1	1 398	39 977	49 717	-24,4	315	122	40 292	49 838	-23,7	10 640	12 647
Personnel secrétariat 2	8 343	43 608	54 452	-24,9	459	81	44 067	54 534	-23,8	11 460	12 779
Préposé aux renseign. 2	998	45 013	42 895	4,7 *	284	111	45 296	43 006	5,1 *	10 868	9 469
Préposé aux renseign. 3	35	51 099	67 492	-32,1	322	151	51 421	67 643	-31,5	12 360	17 050
Préposé télécomm. 1-2	212	46 619	53 646	-15,1	331	64	46 950	53 711	-14,4	11 121	10 622
Téléphoniste-récept. 2	133	36 686	39 630	-8,0	642	91	37 328	39 721	-6,4	10 701	9 159
Acheteur 2	233	44 763	58 354	-30,4	626	58	45 390	58 412	-28,7	12 203	12 338
Moyenne	...	42 254	49 922	-18,1	500	82	42 753	50 004	-17,0	11 285	11 650

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
63 134	70 977	-12,4 *	1 517,8	1 707,6	-12,5	41,59	41,56	0,1 *	Professionnel communic. 1
90 850	92 875	-2,2 *	1 528,4	1 651,1	-8,0	59,44	56,25	5,4 *	Professionnel communic. 2
107 479	147 676	-37,4	1 502,1	1 685,7	-12,2	71,55	87,61	-22,4	Professionnel communic. 3
63 262	57 912	8,5 *	1 530,2	1 759,1	-15,0	41,34	32,92	20,4	Professionnel gest. fin. 1
89 559	94 719	-5,8 *	1 553,3	1 748,1	-12,5	57,66	54,18	6,0 *	Professionnel gest. fin. 2
100 193	133 319	-33,1	1 502,1	1 720,1	-14,5	66,70	77,51	-16,2	Professionnel gest. fin. 3
62 853	82 858	-31,8	1 520,2	1 646,9	-8,3	41,34	50,31	-21,7	Analyste proc. adm./inform. 1
91 485	104 853	-14,6	1 520,2	1 698,4	-11,7	60,18	61,73	-2,6 *	Analyste proc. adm./inform. 2
107 863	131 674	-22,1	1 514,5	1 698,8	-12,2	71,22	77,51	-8,8	Analyste proc. adm./inform. 3
64 466	79 203	-22,9	1 503,5	1 774,9	-18,1	42,88	44,62	-4,1	Ingénieur 1
99 190	111 672	-12,6	1 505,7	1 773,3	-17,8	65,88	62,97	4,4	Ingénieur 2
123 289	148 115	-20,1	1 502,1	1 744,3	-16,1	82,08	84,91	-3,5 *	Ingénieur 3
66 900	63 344	5,3 *	1 536,7	1 711,1	-11,4	43,54	37,02	15,0	Professionnel sc. phys. 1
103 179	90 432	12,4	1 542,0	1 705,4	-10,6	66,91	53,03	20,8	Professionnel sc. phys. 2
114 020	123 402	-8,2	1 502,1	1 708,8	-13,8	75,91	72,22	4,9 *	Professionnel sc. phys. 3
82 850	108 389	-30,8	1 530,7	1 663,1	-8,6	54,12	65,17	-20,4	Avocat et notaire 1
118 356	132 240	-11,7	1 525,3	1 662,1	-9,0	77,60	79,56	-2,5 *	Avocat et notaire 2
155 007	181 007	-16,8	1 502,1	1 681,7	-12,0	103,19	107,63	-4,3 *	Avocat et notaire 3
97 019	109 176	-12,5	1 518,8	1 703,1	-12,1	63,90	64,13	-0,4 *	Moyenne
Techniciens									
64 479	70 350	-9,1	1 534,1	1 724,0	-12,4	42,03	40,81	2,9	Technicien en administration 1-2
72 716	83 888	-15,4	1 510,7	1 742,1	-15,3	48,13	48,15	0,0 *	Technicien en administration 3
63 555	75 237	-18,4	1 544,1	1 727,6	-11,9	41,16	43,55	-5,8 *	Techn. documentation 1-2
74 981	73 555	1,9 *	1 553,1	1 728,5	-11,3	48,28	42,55	11,9	Techn. laboratoire 1-2
80 713	80 350	0,5 *	1 554,3	1 712,1	-10,2	51,93	46,93	9,6 *	Techn. laboratoire 3
59 308	87 971	-48,3	1 510,7	1 698,4	-12,4	39,26	51,80	-31,9	Technicien en droit 1-2
70 777	122 873	-73,6	1 510,7	1 627,2	-7,7	46,85	75,51	-61,2	Technicien en droit 3
64 313	95 085	-47,8	1 544,1	1 773,3	-14,8	41,65	53,62	-28,7	Technicien génie 1-2
72 977	119 177	-63,3	1 510,7	1 741,2	-15,3	48,31	68,44	-41,7	Technicien génie 3
65 482	67 758	-3,5 *	1 538,4	1 743,4	-13,3	42,56	38,87	8,7 *	Techn. informatique 1-2
75 606	96 615	-27,8	1 552,1	1 743,5	-12,3	48,71	55,41	-13,8	Techn. informatique 3
64 621	56 211	13,0	1 552,1	1 714,1	-10,4	41,64	32,79	21,2	Technicien en loisir 1-2
73 535	101 636	-38,2	1 555,5	1 762,4	-13,3	47,28	57,67	-22,0	Techn. hygiène du trav. 1-2
67 082	76 240	-13,7	1 539,6	1 731,5	-12,5	43,56	44,00	-1,0 *	Moyenne
Employés de bureau									
47 849	67 977	-42,1	1 583,2	1 804,2	-14,0	30,22	37,68	-24,7	Magasinier 1
51 839	71 938	-38,8	1 556,7	1 772,4	-13,9	33,30	40,59	-21,9	Magasinier 2
58 477	81 758	-39,8	1 559,5	1 834,9	-17,7	37,50	44,56	-18,8	Magasinier 3
49 538	61 751	-24,7	1 549,0	1 721,8	-11,2	31,98	35,86	-12,1	Op. duplicateur 1-2
50 304	51 381	-2,1 *	1 556,2	1 762,7	-13,3	32,33	29,15	9,8	Personnel soutien adm. 1
53 623	58 929	-9,9	1 547,7	1 732,7	-12,0	34,65	34,01	1,8 *	Personnel soutien adm. 2
58 293	65 143	-11,8	1 555,3	1 701,8	-9,4	37,48	38,28	-2,1 *	Personnel soutien adm. 3
50 933	62 486	-22,7	1 558,8	1 647,8	-5,7	32,67	37,92	-16,1	Personnel secrétariat 1
55 527	67 313	-21,2	1 549,2	1 675,9	-8,2	35,84	40,17	-12,1	Personnel secrétariat 2
56 164	52 475	6,6 *	1 522,2	1 799,7	-18,2	36,90	29,16	21,0	Préposé aux renseign. 2
63 781	84 693	-32,8	1 522,2	1 727,6	-13,5	41,90	49,02	-17,0	Préposé aux renseign. 3
58 071	64 333	-10,8 *	1 624,8	1 907,8	-17,4	35,74	33,72	5,6 *	Préposé télécomm. 1-2
48 029	48 880	-1,8 *	1 556,9	1 735,9	-11,5	30,85	28,16	8,7	Téléphoniste-récept. 2
57 592	70 750	-22,8	1 557,6	1 722,2	-10,6	36,98	41,08	-11,1 *	Acheteur 2
54 039	61 654	-14,1	1 551,7	1 719,4	-10,8	34,83	35,94	-3,2	Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	552	40 155	43 007	-7,1 *	634	158	40 790	43 165	-5,8 *	11 737	8 523
Concierge 2	2 213	42 371	56 043	-32,3	238	100	42 609	56 143	-31,8	11 211	13 050
Cuisinier 1	13	44 888	39 858	11,2 *	251	84	45 139	39 942	11,5 *	11 733	7 013
Cuisinier 2	851	49 730	49 300	0,9 *	755	190	50 485	49 491	2,0 *	13 716	10 018
Cuisinier 3	17	51 532	61 329	-19,0	389	93	51 920	61 422	-18,3	12 764	11 406
Gardien 2	248	41 208	38 468	6,7	543	124	41 752	38 592	7,6	11 510	6 065
Journalier/préposé terr. 2	140	40 476	50 511	-24,8	640	7	41 116	50 518	-22,9	11 805	13 997
Préposé cuisine/café. 2	2 450	39 912	30 980	22,4	624	67	40 536	31 047	23,4	11 636	5 686
Préposé entretien lourd 2	4 543	39 822	38 165	4,2 *	629	180	40 451	38 345	5,2 *	11 661	7 436
Ouvrier entret. mainten. 2	308	43 367	50 456	-16,3	685	195	44 052	50 651	-15,0	12 458	10 731
Préposé entretien léger 2	428	39 631	39 573	0,1 *	612	189	40 243	39 761	1,2 *	11 580	7 738
Moyenne	...	41 253	41 849	-1,4 *	565	140	41 818	41 989	-0,4 *	11 760	8 573
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	112	42 578	56 457	-32,6	559	180	43 137	56 637	-31,3	11 936	18 311
Conducteur véh. lourds 2	119	43 351	51 113	-17,9	418	96	43 769	51 209	-17,0	11 820	11 942
Électricien entretien 2	379	50 933	70 060	-37,6	434	77	51 367	70 137	-36,5	13 035	20 848
Électricien entretien 3	63	54 254	76 736	-41,4	839	12	55 092	76 747	-39,3	14 794	20 391
Mécanicien véh. motor. 2	219	52 492	68 140	-29,8	499	229	52 991	68 369	-29,0	12 571	16 835
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 576	70 320	-39,0	787	129	51 363	70 449	-37,2	14 017	18 482
Menuisier entretien 2	267	48 517	53 807	-10,9 *	608	20	49 125	53 826	-9,6 *	13 148	13 610
Ouvrier cert. entretien 2	1 098	48 254	73 442	-52,2	445	122	48 699	73 564	-51,1	12 634	17 458
Peintre entretien 2	118	43 738	63 080	-44,2	562	192	44 300	63 272	-42,8	12 155	16 463
Machiniste 2	56	52 106	64 130	-23,1	562	117	52 668	64 247	-22,0	13 785	17 305
Conducteur d'équip. lourds 2	420	45 025	61 771	-37,2	468	78	45 493	61 850	-36,0	10 706	13 414
Moyenne	...	48 922	66 672	-36,3	523	118	49 445	66 791	-35,1	12 715	16 826
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 750	59 449	-14,9	555	100	52 306	59 550	-13,8	12 866	13 435

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
52 527	51 688	1,6 *	1 709,4	1 578,9	7,6 *	30,73	32,74	-6,5 *	Employés de service
53 820	69 193	-28,6	1 721,0	1 912,2	-11,1 *	31,27	36,19	-15,7 *	Préposé buanderie 2
56 873	46 955	17,4	1 721,1	1 788,6	-3,9	33,04	26,25	20,6	Concierge 2
64 202	59 508	7,3 *	1 707,2	1 769,0	-3,6	37,61	33,64	10,6	Cuisinier 1
64 684	72 828	-12,6 *	1 702,3	1 847,0	-8,5	38,00	39,43	-3,8 *	Cuisinier 2
53 262	44 657	16,2	1 711,2	1 749,7	-2,3	31,13	25,52	18,0	Cuisinier 3
52 921	64 515	-21,9	1 690,5	1 787,7	-5,8	31,31	36,09	-15,3	Gardien 2
52 172	36 733	29,6	1 708,8	1 745,8	-2,2	30,53	21,04	31,1	Journalier/préposé terr. 2
52 112	45 781	12,1	1 709,4	1 712,8	-0,2 *	30,49	26,73	12,3	Préposé cuisine/café. 2
56 511	61 382	-8,6	1 709,4	1 750,2	-2,4	33,06	35,07	-6,1 *	Préposé entretien lourd 2
51 823	47 500	8,3 *	1 709,8	1 661,0	2,9	30,31	28,60	5,6 *	Ouvrier entret. mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
53 578	50 562	5,6 *	1 711,1	1 755,9	-2,6 *	31,31	28,66	8,5	Moyenne
									Ouvriers
55 073	74 948	-36,1	1 711,6	1 815,5	-6,1	32,18	41,28	-28,3	Conducteur véh. légers 2
55 589	63 151	-13,6	1 716,4	1 897,4	-10,5	32,39	33,28	-2,8 *	Conducteur véh. lourds 2
64 402	90 985	-41,3	1 713,8	1 750,3	-2,1 *	37,58	51,98	-38,3	Électricien entretien 2
69 887	97 139	-39,0	1 707,2	1 614,8	5,4 *	40,94	60,15	-46,9	Électricien entretien 3
65 562	85 204	-30,0	1 681,7	1 818,4	-8,1	38,99	46,86	-20,2	Mécanicien véh. motor. 2
65 379	88 931	-36,0	1 709,4	1 781,6	-4,2	38,25	49,92	-30,5	Mécanicien entret. Millwright 2
62 273	67 437	-8,3 *	1 712,3	1 802,5	-5,3	36,37	37,41	-2,9 *	Menuisier entretien 2
61 333	91 022	-48,4	1 715,7	1 751,3	-2,1	35,75	51,97	-45,4	Ouvrier cert. entretien 2
56 455	79 736	-41,2	1 712,2	1 772,1	-3,5	32,97	44,99	-36,5	Peintre entretien 2
66 454	81 552	-22,7	1 714,9	1 759,9	-2,6	38,75	46,34	-19,6 *	Machiniste 2
56 199	75 264	-33,9	1 675,4	1 808,3	-7,9	33,54	41,62	-24,1 *	Conducteur d'équip. lourds 2
62 159	83 616	-34,5	1 705,8	1 779,1	-4,3	36,44	47,12	-29,3	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
65 172	72 985	-12,0	1 575,9	1 728,5	-9,7	41,63	42,30	-1,6 *	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	76	51 024	58 999	-15,6	295	145	51 319	59 144	-15,2	11 816	15 781
Professionnel communic. 2	854	74 110	84 893	-14,6	583	400	74 692	85 294	-14,2	16 158	21 498
Professionnel communic. 3	125	89 992	103 200	-14,7	117	50	90 109	103 250	-14,6	17 370	25 540
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	82 138	-14,7	1 076	254	72 694	82 392	-13,3	16 865	19 666
Professionnel gest. fin. 3	21	83 640	107 410	-28,4	109	187	83 748	107 597	-28,5	16 445	25 449
Analyste proc. adm./inform. 1	502	50 733	65 337	-28,8	321	34	51 054	65 370	-28,0	11 799	16 949
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	88 722	-18,1	455	350	75 574	89 073	-17,9	15 910	21 605
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89 619	107 487	-19,9	439	131	90 058	107 618	-19,5	17 805	25 911
Ingénieur 1	182	52 918	74 438	-40,7	74	23	52 992	74 461	-40,5	11 473	19 802
Ingénieur 2	768	82 752	107 514	-29,9	128	588	82 879	108 102	-30,4	16 311	27 151
Ingénieur 3	428	103 895	129 223	-24,4	135	237	104 030	129 459	-24,4	19 260	31 631
Professionnel sc. phys. 2	551	83 707	94 064	-12,4	1 206	88	84 913	94 152	-10,9	18 266	23 741
Avocat et notaire 1	98	66 902	84 025	-25,6	670	173	67 572	84 198	-24,6	15 278	20 291
Avocat et notaire 2	624	97 880	119 046	-21,6	855	700	98 735	119 746	-21,3	19 621	27 631
Avocat et notaire 3	323	131 496	139 600	-6,2	171	69	131 667	139 669	-6,1	23 340	29 351
Moyenne	...	80 010	95 056	-18,8	461	288	80 471	95 344	-18,5	16 549	23 247
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	62 927	-23,2	646	286	51 704	63 213	-22,3	12 776	17 949
Technicien en administration 3	103	58 819	72 069	-22,5	500	573	59 319	72 642	-22,5	13 397	19 532
Techn. documentation 1-2	687	50 730	57 460	-13,3	387	588	51 117	58 048	-13,6	12 438	16 806
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	65 108	-11,5	1 109	476	59 496	65 583	-10,2	15 486	19 027
Techn. laboratoire 3	529	63 118	70 999	-12,5	1 213	307	64 331	71 306	-10,8	16 382	18 576
Technicien en droit 1-2	533	47 938	67 598	-41,0	407	255	48 346	67 853	-40,3	10 963	18 814
Technicien en droit 3	18	57 212	76 205	-33,2	486	1 386	57 698	77 591	-34,5	13 079	26 118
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	76 149	-48,2	534	556	51 905	76 705	-47,8	12 407	22 247
Techn. informatique 1-2	1 830	52 157	64 701	-24,1	526	616	52 682	65 318	-24,0	12 799	19 050
Techn. informatique 3	1 168	59 705	73 422	-23,0	851	192	60 556	73 613	-21,6	15 050	18 177
Technicien en loisir 1-2	508	50 982	68 102	-33,6	572	986	51 555	69 087	-34,0	13 066	21 832
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	57 112	71 488	-25,2	1 114	700	58 226	72 188	-24,0	15 310	21 244
Moyenne	...	53 068	66 101	-24,6	698	404	53 765	66 505	-23,7	13 316	18 882
Employés de bureau											
Magasinier 1	190	37 349	58 394	-56,3	451	404	37 800	58 798	-55,5	10 049	17 407
Magasinier 2	1 025	40 208	59 145	-47,1	560	431	40 768	59 577	-46,1	11 071	17 476
Magasinier 3	31	46 552	71 840	-54,3	214	800	46 766	72 639	-55,3	11 710	20 442
Op. duplicateur 1-2	54	38 990	58 742	-50,7	288	150	39 277	58 892	-49,9	10 261	17 891
Personnel soutien adm. 1	5 064	38 639	46 936	-21,5	638	818	39 277	47 754	-21,6	11 027	15 629
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	53 007	-25,9	462	256	42 552	53 263	-25,2	11 072	15 523
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	59 091	-29,7	581	185	46 152	59 276	-28,4	12 141	16 927
Personnel secrétariat 1	1 398	39 977	51 693	-29,3	315	182	40 292	51 875	-28,7	10 640	16 081
Personnel secrétariat 2	8 343	43 608	56 025	-28,5	459	512	44 067	56 537	-28,3	11 460	16 088
Préposé aux renseign. 2	998	45 013	50 294	-11,7	284	674	45 296	50 968	-12,5	10 868	15 483
Préposé aux renseign. 3	35	51 099	60 568	-18,5	322	604	51 421	61 172	-19,0	12 360	18 505
Préposé télécomm. 1-2	212	46 619	54 156	-16,2	331	423	46 950	54 579	-16,2	11 121	16 436
Préposé télécomm. 3	48	52 205	68 156	-30,6	371	1 819	52 576	69 975	-33,1	12 464	25 259
Téléphoniste-récept. 2	133	36 686	48 509	-32,2	642	344	37 328	48 853	-30,9	10 701	13 803
Acheteur 2	233	44 763	58 712	-31,2	626	152	45 390	58 864	-29,7	12 203	16 449
Moyenne	...	42 254	53 720	-27,1	500	451	42 753	54 172	-26,7	11 285	16 016

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
Professionnels									
63 134	74 925	-18,7	1 517,8	1 556,8	-2,6	41,59	48,13	-15,7	Professionnel communic. 1
90 850	106 792	-17,5	1 528,4	1 565,0	-2,4	59,44	68,24	-14,8	Professionnel communic. 2
107 479	128 790	-19,8	1 502,1	1 589,6	-5,8	71,55	81,02	-13,2	Professionnel communic. 3
89 559	102 058	-14,0	1 553,3	1 556,6	-0,2 *	57,66	65,56	-13,7	Professionnel gest. fin. 2
100 193	133 046	-32,8	1 502,1	1 564,3	-4,1	66,70	85,05	-27,5	Professionnel gest. fin. 3
62 853	82 319	-31,0	1 520,2	1 582,4	-4,1	41,34	52,02	-25,8	Analyste proc. adm./inform. 1
91 485	110 678	-21,0	1 520,2	1 550,2	-2,0	60,18	71,40	-18,6	Analyste proc. adm./inform. 2
107 863	133 529	-23,8	1 514,5	1 560,5	-3,0	71,22	85,57	-20,1	Analyste proc. adm./inform. 3
64 466	94 263	-46,2	1 503,5	1 611,2	-7,2	42,88	58,50	-36,4	Ingénieur 1
99 190	135 253	-36,4	1 505,7	1 553,7	-3,2	65,88	87,05	-32,1	Ingénieur 2
123 289	161 091	-30,7	1 502,1	1 559,2	-3,8	82,08	103,32	-25,9	Ingénieur 3
103 179	117 894	-14,3	1 542,0	1 593,7	-3,3	66,91	73,98	-10,6	Professionnel sc. phys. 2
82 850	104 490	-26,1	1 530,7	1 610,6	-5,2	54,12	64,88	-19,9	Avocat et notaire 1
118 356	147 377	-24,5	1 525,3	1 577,2	-3,4	77,60	93,44	-20,4	Avocat et notaire 2
155 007	169 020	-9,0	1 502,1	1 583,7	-5,4	103,19	106,73	-3,4	Avocat et notaire 3
97 019	118 591	-22,2	1 518,8	1 564,1	-3,0	63,90	75,83	-18,7	Moyenne
Techniciens									
64 479	81 162	-25,9	1 534,1	1 569,0	-2,3	42,03	51,73	-23,1	Technicien en administration 1-2
72 716	92 174	-26,8	1 510,7	1 511,0	0,0 *	48,13	61,00	-26,7	Technicien en administration 3
63 555	74 855	-17,8	1 544,1	1 507,5	2,4	41,16	49,65	-20,6	Techn. documentation 1-2
74 981	84 610	-12,8	1 553,1	1 546,1	0,5	48,28	54,72	-13,4	Techn. laboratoire 1-2
80 713	89 882	-11,4	1 554,3	1 531,6	1,5	51,93	58,69	-13,0	Techn. laboratoire 3
59 308	86 666	-46,1	1 510,7	1 575,2	-4,3	39,26	55,02	-40,1	Technicien en droit 1-2
70 777	103 709	-46,5	1 510,7	1 540,0	-1,9	46,85	67,34	-43,7	Technicien en droit 3
64 313	98 951	-53,9	1 544,1	1 575,5	-2,0	41,65	62,81	-50,8	Technicien génie 1-2
65 482	84 368	-28,8	1 538,4	1 527,0	0,7	42,56	55,25	-29,8	Techn. informatique 1-2
75 606	91 791	-21,4	1 552,1	1 534,6	1,1	48,71	59,81	-22,8	Techn. informatique 3
64 621	90 920	-40,7	1 552,1	1 528,4	1,5	41,64	59,49	-42,9	Technicien en loisir 1-2
73 535	93 432	-27,1	1 555,5	1 518,6	2,4	47,28	61,53	-30,1	Techn. hygiène du trav. 1-2
67 082	85 387	-27,3	1 539,6	1 554,3	-1,0	43,56	54,95	-26,2	Moyenne
Employés de bureau									
47 849	76 205	-59,3	1 583,2	1 560,6	1,4	30,22	48,83	-61,6	Magasinier 1
51 839	77 052	-48,6	1 556,7	1 661,0	-6,7	33,30	46,39	-39,3	Magasinier 2
58 477	93 082	-59,2	1 559,5	1 665,9	-6,8	37,50	55,87	-49,0	Magasinier 3
49 538	76 784	-55,0	1 549,0	1 604,2	-3,6	31,98	47,87	-49,7	Op. duplicateur 1-2
50 304	63 382	-26,0	1 556,2	1 506,8	3,2	32,33	42,06	-30,1	Personnel soutien adm. 1
53 623	68 786	-28,3	1 547,7	1 543,3	0,3	34,65	44,57	-28,6	Personnel soutien adm. 2
58 293	76 203	-30,7	1 555,3	1 590,5	-2,3	37,48	47,91	-27,8	Personnel soutien adm. 3
50 933	67 956	-33,4	1 558,8	1 472,2	5,6	32,67	46,16	-41,3	Personnel secrétariat 1
55 527	72 625	-30,8	1 549,2	1 508,3	2,6	35,84	48,15	-34,3	Personnel secrétariat 2
56 164	66 450	-18,3	1 522,2	1 537,2	-1,0 *	36,90	43,23	-17,2	Préposé aux renseign. 2
63 781	79 677	-24,9	1 522,2	1 492,9	1,9 *	41,90	53,37	-27,4	Préposé aux renseign. 3
58 071	71 015	-22,3	1 624,8	1 620,1	0,3 *	35,74	43,83	-22,6	Préposé télécomm. 1-2
65 039	95 234	-46,4	1 602,8	1 587,9	0,9	40,58	59,97	-47,8	Préposé télécomm. 3
48 029	62 656	-30,5	1 556,9	1 526,4	2,0	30,85	41,05	-33,1	Téléphoniste-récept. 2
57 592	75 313	-30,8	1 557,6	1 601,4	-2,8	36,98	47,03	-27,2	Acheteur 2
54 039	70 188	-29,9	1 551,7	1 533,8	1,2	34,83	45,75	-31,4	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	552	40 155	60 962	-51,8	634	0	40 790	60 962	-49,5	11 737	18 551
Concierge 2	2 213	42 371	52 004	-22,7	238	301	42 609	52 305	-22,8	11 211	15 963
Cuisinier 2	851	49 730	50 324	-1,2 *	755	333	50 485	50 657	-0,3 *	13 716	13 237
Gardien 2	248	41 208	56 294	-36,6	543	382	41 752	56 676	-35,7	11 510	16 865
Journalier/préposé terr. 2	140	40 476	55 326	-36,7	640	489	41 116	55 815	-35,7	11 805	16 460
Préposé cuisine/cafét. 2	2 450	39 912	48 858	-22,4	624	133	40 536	48 992	-20,9	11 636	14 225
Préposé entretien lourd 2	4 543	39 822	50 291	-26,3	629	477	40 451	50 767	-25,5	11 661	18 722
Ouvrier entret. mainten. 2	308	43 367	55 934	-29,0	685	521	44 052	56 455	-28,2	12 458	16 683
Moyenne	...	41 253	51 106	-23,9	565	341	41 818	51 447	-23,0	11 760	16 502
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	119	43 351	62 614	-44,4	418	447	43 769	63 061	-44,1	11 820	18 063
Électricien entretien 2	379	50 933	71 765	-40,9	434	504	51 367	72 269	-40,7	13 035	24 053
Électricien entretien 3	63	54 254	77 912	-43,6	839	70	55 092	77 982	-41,5	14 794	20 794
Mécanicien véh. motor. 1	40	49 178	65 069	-32,3	420	183	49 597	65 252	-31,6	11 918	19 114
Mécanicien véh. motor. 2	219	52 492	71 436	-36,1	499	633	52 991	72 069	-36,0	12 571	21 814
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 576	74 387	-47,1	787	630	51 363	75 017	-46,1	14 017	22 522
Menuisier entretien 2	267	48 517	65 646	-35,3	608	618	49 125	66 264	-34,9	13 148	21 672
Ouvrier de voirie 2	187	40 379	57 359	-42,1	420	676	40 799	58 035	-42,2	9 581	21 847
Ouvrier de voirie 3	275	50 711	61 438	-21,2	527	675	51 238	62 113	-21,2	12 082	16 241
Ouvrier cert. entretien 2	1 098	48 254	70 281	-45,6	445	331	48 699	70 613	-45,0	12 634	21 606
Peintre entretien 2	118	43 738	64 148	-46,7	562	525	44 300	64 673	-46,0	12 155	22 154
Conducteur d'équip. lourds 2	420	45 025	62 650	-39,1	468	709	45 493	63 358	-39,3	10 706	23 548
Moyenne	...	48 665	68 419	-40,6	518	488	49 184	68 906	-40,1	12 538	21 532
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 719	64 413	-24,5	555	396	52 274	64 809	-24,0	12 855	18 379

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
52 527	79 513	-51,4	1 709,4	1 728,9	-1,1	30,73	45,99	-49,7	Employés de service
53 820	68 268	-26,8	1 721,0	1 667,5	3,1	31,27	40,94	-30,9	Préposé buanderie 2
64 202	63 893	0,5 *	1 707,2	1 629,5	4,6	37,61	39,21	-4,3	Concierge 2
53 262	73 542	-38,1	1 711,2	1 634,1	4,5	31,13	45,00	-44,6	Cuisinier 2
52 921	72 275	-36,6	1 690,5	1 704,1	-0,8 *	31,31	42,41	-35,5	Gardien 2
52 172	63 217	-21,2	1 708,8	1 707,5	0,1 *	30,53	37,02	-21,3	Journalier/préposé terr. 2
52 112	69 489	-33,3	1 709,4	1 627,3	4,8	30,49	42,70	-40,1	Préposé cuisine/café. 2
56 511	73 139	-29,4	1 709,4	1 636,3	4,3	33,06	44,70	-35,2	Préposé entretien lourd 2
53 578	67 949	-26,8	1 711,1	1 655,1	3,3	31,31	41,07	-31,2	Ouvrier entret. mainten. 2
55 589	81 125	-45,9	1 716,4	1 750,3	-2,0	32,39	46,35	-43,1	Moyenne
64 402	96 322	-49,6	1 713,8	1 640,1	4,3	37,58	58,73	-56,3	Ouvriers
69 887	98 776	-41,3	1 707,2	1 684,2	1,3	40,94	58,65	-43,3	Conducteur véh. lourds 2
61 515	84 366	-37,1	1 690,5	1 781,3	-5,4	36,39	47,36	-30,2	Électricien entretien 2
65 562	93 883	-43,2	1 681,7	1 684,7	-0,2 *	38,99	55,73	-42,9	Électricien entretien 3
65 379	97 539	-49,2	1 709,4	1 698,4	0,6	38,25	57,43	-50,2	Mécanicien véh. motor. 1
62 273	87 936	-41,2	1 712,3	1 678,3	2,0	36,37	52,40	-44,1	Mécanicien véh. motor. 2
50 380	79 881	-58,6	1 675,4	1 664,1	0,7	30,07	48,00	-59,6	Mécanicien entret. Millwright 2
63 320	78 354	-23,7	1 675,4	1 771,6	-5,7	37,79	44,23	-17,0	Menuisier entretien 2
61 333	92 219	-50,4	1 715,7	1 606,4	6,4	35,75	57,41	-60,6	Ouvrier de voirie 2
56 455	86 828	-53,8	1 712,2	1 670,6	2,4	32,97	51,97	-57,6	Ouvrier de voirie 3
56 199	86 907	-54,6	1 675,4	1 627,8	2,8	33,54	53,39	-59,2	Ouvrier cert. entretien 2
61 722	90 439	-46,5	1 702,5	1 666,8	2,1	36,25	54,34	-49,9	Peintre entretien 2
65 129	83 188	-27,7	1 576,5	1 570,8	0,4	41,59	53,02	-27,5	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 2	854	74 110	86 793	-17,1	583	1 665	74 692	88 458	-18,4	16 158	23 325
Professionnel communic. 3	125	89 992	95 432	-6,0 *	117	1 282	90 109	96 713	-7,3 *	17 370	29 887
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	95 368	-33,2	1 076	1 742	72 694	97 110	-33,6	16 865	26 352
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	96 415	-28,3	455	2 173	75 574	98 588	-30,5	15 910	25 565
Ingénieur 2	768	82 752	98 201	-18,7	128	2 541	82 879	100 742	-21,6	16 311	25 869
Ingénieur 3	428	103 895	111 221	-7,1	135	2 437	104 030	113 658	-9,3	19 260	30 279
Professionnel sc. phys. 2	551	83 707	96 692	-15,5	1 206	2 635	84 913	99 327	-17,0	18 266	24 991
Avocat et notaire 2	624	97 880	108 028	-10,4	855	2 355	98 735	110 382	-11,8	19 621	28 519
Avocat et notaire 3	323	131 496	120 809	8,1	171	2 114	131 667	122 923	6,6	23 340	39 079
Moyenne	...	79 983	97 712	-22,2	468	2 329	80 450	100 041	-24,4	16 560	25 975
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	65 237	-27,8	646	1 287	51 704	66 524	-28,7	12 776	21 858
Technicien en administration 3	103	58 819	85 073	-44,6	500	1 204	59 319	86 277	-45,4	13 397	26 361
Techn. documentation 1-2	687	50 730	58 154	-14,6	387	1 105	51 117	59 259	-15,9	12 438	19 037
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	62 744	-7,5	1 109	1 615	59 496	64 360	-8,2	15 486	23 192
Technicien en droit 1-2	533	47 938	63 681	-32,8	407	1 094	48 346	64 775	-34,0	10 963	20 940
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	74 143	-44,3	534	1 300	51 905	75 443	-45,3	12 407	25 023
Technicien génie 3	221	59 068	89 045	-50,7	502	301	59 570	89 346	-50,0	13 406	26 858
Techn. informatique 1-2	1 830	52 157	70 200	-34,6	526	1 284	52 682	71 485	-35,7	12 799	23 252
Techn. informatique 3	1 168	59 705	72 862	-22,0	851	1 250	60 556	74 113	-22,4	15 050	20 817
Technicien en loisir 1-2	508	50 982	68 447	-34,3	572	1 023	51 555	69 470	-34,7	13 066	22 082
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	57 112	80 604	-41,1	1 114	1 459	58 226	82 064	-40,9	15 310	26 147
Moyenne	...	52 789	67 337	-27,6	684	1 295	53 472	68 632	-28,4	13 231	22 451
Employés de bureau											
Magasinier 1	190	37 349	57 332	-53,5	451	1 212	37 800	58 543	-54,9	10 049	20 324
Magasinier 2	1 025	40 208	60 003	-49,2	560	1 328	40 768	61 331	-50,4	11 071	23 046
Personnel soutien adm. 1	5 064	38 639	47 433	-22,8	638	1 066	39 277	48 498	-23,5	11 027	16 896
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	56 341	-33,9	462	907	42 552	57 248	-34,5	11 072	19 060
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	65 050	-42,7	581	1 272	46 152	66 321	-43,7	12 141	22 783
Personnel secrétariat 1	1 398	39 977	54 243	-35,7	315	564	40 292	54 808	-36,0	10 640	16 850
Personnel secrétariat 2	8 343	43 608	57 494	-31,8	459	1 045	44 067	58 539	-32,8	11 460	19 100
Préposé aux renseign. 2	998	45 013	57 157	-27,0	284	1 298	45 296	58 454	-29,0	10 868	20 092
Préposé aux renseign. 3	35	51 099	65 199	-27,6	322	596	51 421	65 795	-28,0	12 360	18 817
Préposé télécomm. 1-2	212	46 619	60 933	-30,7	331	791	46 950	61 724	-31,5	11 121	21 302
Téléphoniste-récept. 2	133	36 686	50 448	-37,5	642	537	37 328	50 984	-36,6	10 701	15 418
Acheteur 2	233	44 763	62 603	-39,9	626	1 332	45 390	63 934	-40,9	12 203	17 944
Moyenne	...	42 254	56 248	-33,1	500	1 040	42 753	57 288	-34,0	11 285	19 099

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Professionnels
90 850	111 783	-23,0	1 528,4	1 526,3	0,1 *	59,44	73,24	-23,2	Professionnel communic. 2
107 479	126 601	-17,8 *	1 502,1	1 545,7	-2,9	71,55	81,90	-14,5 *	Professionnel communic. 3
89 559	123 462	-37,9	1 553,3	1 498,9	3,5	57,66	82,37	-42,9	Professionnel gest. fin. 2
91 485	124 153	-35,7	1 520,2	1 512,7	0,5	60,18	82,07	-36,4	Analyste proc. adm./inform. 2
99 190	126 611	-27,6	1 505,7	1 554,8	-3,3	65,88	81,43	-23,6	Ingénieur 2
123 289	143 937	-16,7	1 502,1	1 566,2	-4,3	82,08	91,90	-12,0	Ingénieur 3
103 179	124 318	-20,5	1 542,0	1 534,3	0,5	66,91	81,03	-21,1	Professionnel sc. phys. 2
118 356	138 901	-17,4	1 525,3	1 526,8	-0,1 *	77,60	90,97	-17,2	Avocat et notaire 2
155 007	162 002	-4,5	1 502,1	1 561,0	-3,9	103,19	103,78	-0,6	Avocat et notaire 3
97 011	126 016	-29,9	1 519,1	1 529,3	-0,7	63,88	82,45	-29,1	Moyenne
									Techniciens
64 479	88 381	-37,1	1 534,1	1 506,1	1,8	42,03	58,68	-39,6	Technicien en administration 1-2
72 716	112 638	-54,9	1 510,7	1 528,0	-1,1	48,13	73,71	-53,1	Technicien en administration 3
63 555	78 296	-23,2	1 544,1	1 491,6	3,4	41,16	52,49	-27,5	Techn. documentation 1-2
74 981	87 551	-16,8	1 553,1	1 549,9	0,2 *	48,28	56,49	-17,0	Techn. laboratoire 1-2
59 308	85 715	-44,5	1 510,7	1 537,7	-1,8	39,26	55,74	-42,0	Technicien en droit 1-2
64 313	100 466	-56,2	1 544,1	1 582,2	-2,5	41,65	63,50	-52,5	Technicien génie 1-2
72 977	116 204	-59,2	1 510,7	1 595,3	-5,6	48,31	72,84	-50,8	Technicien génie 3
65 482	94 736	-44,7	1 538,4	1 506,8	2,1	42,56	62,87	-47,7	Techn. informatique 1-2
75 606	94 929	-25,6	1 552,1	1 512,5	2,6	48,71	62,76	-28,8	Techn. informatique 3
64 621	91 552	-41,7	1 552,1	1 528,9	1,5	41,64	59,88	-43,8	Technicien en loisir 1-2
73 535	108 211	-47,2	1 555,5	1 492,0	4,1	47,28	72,53	-53,4	Techn. hygiène du trav. 1-2
66 704	91 083	-36,5	1 539,2	1 520,2	1,2	43,33	59,90	-38,3	Moyenne
									Employés de bureau
47 849	78 867	-64,8	1 583,2	1 645,2	-3,9	30,22	47,94	-58,6	Magasinier 1
51 839	84 376	-62,8	1 556,7	1 570,4	-0,9	33,30	53,73	-61,3	Magasinier 2
50 304	65 395	-30,0	1 556,2	1 505,8	3,2	32,33	43,43	-34,3	Personnel soutien adm. 1
53 623	76 307	-42,3	1 547,7	1 493,8	3,5	34,65	51,08	-47,4	Personnel soutien adm. 2
58 293	89 104	-52,9	1 555,3	1 502,6	3,4	37,48	59,30	-58,2	Personnel soutien adm. 3
50 933	71 657	-40,7	1 558,8	1 490,4	4,4	32,67	48,08	-47,2	Personnel secrétariat 1
55 527	77 640	-39,8	1 549,2	1 504,3	2,9	35,84	51,61	-44,0	Personnel secrétariat 2
56 164	78 547	-39,9	1 522,2	1 550,7	-1,9	36,90	50,65	-37,3	Préposé aux renseign. 2
63 781	84 612	-32,7	1 522,2	1 520,6	0,1 *	41,90	55,65	-32,8	Préposé aux renseign. 3
58 071	83 026	-43,0	1 624,8	1 673,2	-3,0	35,74	49,62	-38,8	Préposé télécomm. 1-2
48 029	66 402	-38,3	1 556,9	1 490,9	4,2	30,85	44,54	-44,4	Téléphoniste-récept. 2
57 592	81 879	-42,2	1 557,6	1 605,6	-3,1 *	36,98	51,00	-37,9	Acheteur 2
54 039	76 387	-41,4	1 551,7	1 511,1	2,6	34,83	50,54	-45,1	Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
\$		%	\$		\$		%	\$			
Employés de service											
Concierge 2	2 213	42 371	56 510	-33,4	238	488	42 609	56 997	-33,8	11 211	17 276
Journalier/préposé terr. 2	140	40 476	57 710	-42,6	640	616	41 116	58 325	-41,9	11 805	17 973
Préposé entretien lourd 2	4 543	39 822	53 883	-35,3	629	631	40 451	54 514	-34,8	11 661	22 932
Ouvrier entret. mainten. 2	308	43 367	60 958	-40,6	685	713	44 052	61 671	-40,0	12 458	19 959
Moyenne	...	40 885	55 246	-35,1	519	597	41 404	55 843	-34,9	11 593	21 041
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	119	43 351	60 770	-40,2	418	657	43 769	61 427	-40,3	11 820	18 819
Électricien entretien 2	379	50 933	72 477	-42,3	434	884	51 367	73 361	-42,8	13 035	28 802
Mécanicien véh. motor. 2	219	52 492	69 252	-31,9	499	767	52 991	70 019	-32,1	12 571	24 998
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 576	74 018	-46,4	787	925	51 363	74 943	-45,9	14 017	28 917
Menuisier entretien 2	267	48 517	67 839	-39,8	608	794	49 125	68 634	-39,7	13 148	24 200
Ouvrier de voirie 2	187	40 379	57 381	-42,1	420	677	40 799	58 058	-42,3	9 581	21 854
Ouvrier de voirie 3	275	50 711	61 438	-21,2	527	675	51 238	62 113	-21,2	12 082	16 241
Ouvrier cert. entretien 2	1 098	48 254	68 974	-42,9	445	825	48 699	69 799	-43,3	12 634	25 308
Peintre entretien 2	118	43 738	64 206	-46,8	562	639	44 300	64 844	-46,4	12 155	25 521
Machiniste 2	56	52 106	72 792	-39,7	562	494	52 668	73 286	-39,1	13 785	25 929
Conducteur d'équip. lourds 2	420	45 025	62 372	-38,5	468	732	45 493	63 104	-38,7	10 706	23 758
Moyenne	...	48 665	67 742	-39,2	518	746	49 184	68 488	-39,2	12 538	24 718
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	52 068	67 226	-29,1	546	1 273	52 614	68 499	-30,2	12 859	21 776

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 820	74 273	-38,0	1 721,0	1 678,4	2,5	31,27	44,25	-41,5	Employés de service
52 921	76 298	-44,2	1 690,5	1 700,0	-0,6 *	31,31	44,88	-43,4	Concierge 2
52 112	77 446	-48,6	1 709,4	1 625,7	4,9	30,49	47,64	-56,3	Journalier/préposé terr. 2
56 511	81 630	-44,5	1 709,4	1 633,8	4,4	33,06	49,96	-51,1	Préposé entretien lourd 2
									Ouvrier entret. mainten. 2
52 998	76 884	-45,1	1 712,4	1 640,9	4,2	30,95	46,88	-51,5	Moyenne
									Ouvriers
55 589	80 246	-44,4	1 716,4	1 708,6	0,5 *	32,39	46,97	-45,0	Conducteur véh. lourds 2
64 402	102 163	-58,6	1 713,8	1 632,0	4,8	37,58	62,60	-66,6	Électricien entretien 2
65 562	95 017	-44,9	1 681,7	1 677,0	0,3 *	38,99	56,66	-45,3	Mécanicien véh. motor. 2
65 379	103 861	-58,9	1 709,4	1 665,7	2,6	38,25	62,35	-63,0	Mécanicien entret. Millwright 2
62 273	92 833	-49,1	1 712,3	1 659,6	3,1	36,37	55,94	-53,8	Menuisier entretien 2
50 380	79 911	-58,6	1 675,4	1 664,3	0,7	30,07	48,02	-59,7	Ouvrier de voirie 2
63 320	78 354	-23,7	1 675,4	1 771,6	-5,7	37,79	44,23	-17,0	Ouvrier de voirie 3
61 333	95 107	-55,1	1 715,7	1 652,0	3,7	35,75	57,57	-61,0	Ouvrier cert. entretien 2
56 455	90 365	-60,1	1 712,2	1 642,8	4,1	32,97	55,01	-66,8	Peintre entretien 2
66 454	99 215	-49,3	1 714,9	1 682,8	1,9	38,75	58,96	-52,2	Machiniste 2
56 199	86 862	-54,6	1 675,4	1 625,1	3,0	33,54	53,45	-59,3	Conducteur d'équip. lourds 2
61 722	93 206	-51,0	1 702,5	1 664,7	2,2	36,25	56,06	-54,6	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
65 474	90 275	-37,9	1 569,1	1 540,1	1,8	41,97	58,70	-39,9	Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	76	51 024	58 349	-14,4	295	68	51 319	58 417	-13,8	11 816	20 700
Professionnel communic. 2	854	74 110	87 509	-18,1	583	413	74 692	87 922	-17,7	16 158	21 563
Professionnel communic. 3	125	89 992	114 342	-27,1	117	117	90 109	114 459	-27,0	17 370	27 788
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	77 754	-8,6	1 076	134	72 694	77 887	-7,1	16 865	17 425
Analyste proc. adm./inform. 1	502	50 733	54 395	-7,2	321	97	51 054	54 492	-6,7	11 799	12 873
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	88 618	-18,0	455	179	75 574	88 797	-17,5	15 910	20 895
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89 619	110 189	-23,0	439	66	90 058	110 255	-22,4	17 805	26 105
Ingénieur 2	768	82 752	109 598	-32,4	128	86	82 879	109 684	-32,3	16 311	27 780
Professionnel sc. phys. 2	551	83 707	106 748	-27,5	1 206	260	84 913	107 009	-26,0	18 266	25 448
Avocat et notaire 1	98	66 902	76 847	-14,9	670	10	67 572	76 856	-13,7	15 278	16 543
Avocat et notaire 2	624	97 880	102 990	-5,2	855	248	98 735	103 238	-4,6	19 621	21 212
Avocat et notaire 3	323	131 496	132 287	-0,6	171	62	131 667	132 349	-0,5	23 340	26 773
Moyenne	...	80 276	94 122	-17,2	461	198	80 737	94 320	-16,8	16 589	22 243
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	64 471	-26,3	646	477	51 704	64 948	-25,6	12 776	18 335
Technicien en administration 3	103	58 819	67 902	-15,4	500	499	59 319	68 401	-15,3	13 397	17 226
Techn. documentation 1-2	687	50 730	52 456	-3,4 *	387	621	51 117	53 077	-3,8 *	12 438	13 685
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	65 847	-12,8	1 109	566	59 496	66 413	-11,6	15 486	19 384
Techn. laboratoire 3	529	63 118	71 533	-13,3	1 213	625	64 331	72 158	-12,2	16 382	17 112
Technicien en droit 1-2	533	47 938	57 586	-20,1	407	79	48 346	57 666	-19,3	10 963	14 697
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	79 492	-54,7	534	231	51 905	79 724	-53,6	12 407	21 338
Techn. informatique 1-2	1 830	52 157	60 832	-16,6	526	569	52 682	61 401	-16,6	12 799	16 045
Techn. informatique 3	1 168	59 705	74 173	-24,2	851	142	60 556	74 315	-22,7	15 050	17 734
Moyenne	...	53 147	67 290	-26,6	703	438	53 850	67 728	-25,8	13 326	18 591
Employés de bureau											
Magasinier 1	190	37 349	59 374	-59,0	451	192	37 800	59 566	-57,6	10 049	16 825
Magasinier 2	1 025	40 208	62 682	-55,9	560	633	40 768	63 315	-55,3	11 071	17 574
Magasinier 3	31	46 552	74 658	-60,4	214	316	46 766	74 973	-60,3	11 710	20 328
Personnel soutien adm. 1	5 064	38 639	46 120	-19,4	638	359	39 277	46 478	-18,3	11 027	12 905
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	51 692	-22,8	462	270	42 552	51 962	-22,1	11 072	14 211
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	53 887	-18,2	581	467	46 152	54 354	-17,8	12 141	13 380
Personnel secrétariat 1	1 398	39 977	54 000	-35,1	315	258	40 292	54 258	-34,7	10 640	15 906
Personnel secrétariat 2	8 343	43 608	54 742	-25,5	459	351	44 067	55 093	-25,0	11 460	14 623
Préposé aux renseign. 2	998	45 013	46 727	-3,8 *	284	396	45 296	47 123	-4,0 *	10 868	12 986
Préposé aux renseign. 3	35	51 099	60 358	-18,1	322	634	51 421	60 992	-18,6	12 360	18 414
Préposé télécomm. 1-2	212	46 619	50 517	-8,4	331	242	46 950	50 759	-8,1	11 121	12 671
Téléphoniste-récept. 2	133	36 686	43 299	-18,0	642	469	37 328	43 768	-17,3	10 701	10 908
Moyenne	...	42 260	52 560	-24,4	500	346	42 760	52 906	-23,7	11 287	14 315

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
									Professionnels
63 134	79 117	-25,3	1 517,8	1 622,1	-6,9	41,59	48,77	-17,3	Professionnel communic. 1
90 850	109 485	-20,5	1 528,4	1 554,2	-1,7	59,44	70,45	-18,5	Professionnel communic. 2
107 479	142 246	-32,3	1 502,1	1 553,5	-3,4	71,55	91,57	-28,0	Professionnel communic. 3
89 559	95 313	-6,4	1 553,3	1 553,2	0,0 *	57,66	61,36	-6,4	Professionnel gest. fin. 2
62 853	67 366	-7,2	1 520,2	1 557,0	-2,4	41,34	43,27	-4,7	Analyste proc. adm./inform. 1
91 485	109 693	-19,9	1 520,2	1 546,6	-1,7	60,18	70,93	-17,9	Analyste proc. adm./inform. 2
107 863	136 360	-26,4	1 514,5	1 537,3	-1,5	71,22	88,70	-24,5	Analyste proc. adm./inform. 3
99 190	137 464	-38,6	1 505,7	1 524,5	-1,3	65,88	90,17	-36,9	Ingénieur 2
103 179	132 457	-28,4	1 542,0	1 522,7	1,3	66,91	86,99	-30,0	Professionnel sc. phys. 2
82 850	93 399	-12,7	1 530,7	1 637,9	-7,0	54,12	57,02	-5,4	Avocat et notaire 1
118 356	124 450	-5,1	1 525,3	1 601,1	-5,0	77,60	77,73	-0,2 *	Avocat et notaire 2
155 007	159 122	-2,7	1 502,1	1 584,7	-5,5	103,19	100,41	2,7	Avocat et notaire 3
97 326	116 562	-19,8	1 518,8	1 546,9	-1,8	64,11	75,41	-17,6	Moyenne
									Techniciens
64 479	83 283	-29,2	1 534,1	1 535,9	-0,1 *	42,03	54,22	-29,0	Technicien en administration 1-2
72 716	85 627	-17,8	1 510,7	1 522,1	-0,8 *	48,13	56,26	-16,9	Technicien en administration 3
63 555	66 762	-5,0 *	1 544,1	1 512,3	2,1	41,16	44,15	-7,3 *	Techn. documentation 1-2
74 981	85 797	-14,4	1 553,1	1 520,6	2,1	48,28	56,42	-16,9	Techn. laboratoire 1-2
80 713	89 270	-10,6	1 554,3	1 506,8	3,1	51,93	59,24	-14,1	Techn. laboratoire 3
59 308	72 363	-22,0	1 510,7	1 482,9	1,8	39,26	48,80	-24,3	Technicien en droit 1-2
64 313	101 062	-57,1	1 544,1	1 560,2	-1,0	41,65	64,78	-55,5	Technicien génie 1-2
65 482	77 446	-18,3	1 538,4	1 554,5	-1,0	42,56	49,82	-17,0	Techn. informatique 1-2
75 606	92 049	-21,7	1 552,1	1 558,8	-0,4	48,71	59,05	-21,2	Techn. informatique 3
67 176	86 319	-28,5	1 539,1	1 538,8	0,0 *	43,63	56,03	-28,4	Moyenne
									Employés de bureau
47 849	76 391	-59,6	1 583,2	1 521,1	3,9	30,22	50,22	-66,2	Magasinier 1
51 839	80 889	-56,0	1 556,7	1 642,2	-5,5	33,30	49,26	-47,9	Magasinier 2
58 477	95 302	-63,0	1 559,5	1 665,8	-6,8	37,50	57,21	-52,6	Magasinier 3
50 304	59 383	-18,0	1 556,2	1 512,0	2,8	32,33	39,27	-21,5	Personnel soutien adm. 1
53 623	66 173	-23,4	1 547,7	1 516,6	2,0	34,65	43,63	-25,9	Personnel soutien adm. 2
58 293	67 734	-16,2	1 555,3	1 598,3	-2,8	37,48	42,38	-13,1	Personnel soutien adm. 3
50 933	70 164	-37,8	1 558,8	1 532,7	1,7	32,67	45,78	-40,1	Personnel secrétariat 1
55 527	69 716	-25,6	1 549,2	1 503,3	3,0	35,84	46,38	-29,4	Personnel secrétariat 2
56 164	60 109	-7,0 *	1 522,2	1 536,6	-0,9 *	36,90	39,12	-6,0 *	Préposé aux renseign. 2
63 781	79 406	-24,5	1 522,2	1 494,6	1,8 *	41,90	53,13	-26,8	Préposé aux renseign. 3
58 071	63 430	-9,2	1 624,8	1 618,5	0,4 *	35,74	39,19	-9,7	Préposé télécomm. 1-2
48 029	54 676	-13,8	1 556,9	1 564,7	-0,5 *	30,85	34,94	-13,3	Téléphoniste-récept. 2
54 048	67 222	-24,4	1 551,7	1 528,4	1,5	34,83	43,98	-26,2	Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Gardien 2	248	41 208	58 474	-41,9	543	430	41 752	58 904	-41,1	11 510	15 676
Journalier/préposé terr. 2	140	40 476	50 424	-24,6	640	277	41 116	50 702	-23,3	11 805	12 653
Préposé entretien lourd 2	4 543	39 822	50 492	-26,8	629	640	40 451	51 132	-26,4	11 661	12 873
Ouvrier entret. mainten. 2	308	43 367	52 493	-21,0	685	467	44 052	52 960	-20,2	12 458	13 481
Moyenne	...	41 301	48 790	-18,1	562	478	41 864	49 267	-17,7	11 761	12 959
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	119	43 351	64 624	-49,1	418	371	43 769	64 995	-48,5	11 820	18 101
Électricien entretien 2	379	50 933	73 253	-43,8	434	210	51 367	73 462	-43,0	13 035	20 420
Mécanicien véh. motor. 1	40	49 178	64 513	-31,2	420	229	49 597	64 742	-30,5	11 918	17 581
Mécanicien véh. motor. 2	219	52 492	72 480	-38,1	499	620	52 991	73 100	-37,9	12 571	20 202
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 576	76 275	-50,8	787	655	51 363	76 929	-49,8	14 017	21 546
Ouvrier cert. entretien 2	1 098	48 254	71 727	-48,6	445	114	48 699	71 841	-47,5	12 634	20 188
Conducteur d'équip. lourds 2	420	45 025	72 778	-61,6	468	315	45 493	73 093	-60,7	10 706	20 363
Moyenne	...	48 922	71 579	-46,3	523	369	49 445	71 948	-45,5	12 715	20 010
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 852	63 944	-23,3	555	365	52 407	64 309	-22,7	12 875	16 865

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 262	74 581	-40,0	1 711,2	1 627,8	4,9	31,13	45,82	-47,2	Employés de service
52 921	63 355	-19,7	1 690,5	1 728,6	-2,3	31,31	36,65	-17,1	Gardien 2
52 112	64 005	-22,8	1 709,4	1 619,1	5,3	30,49	39,53	-29,7	Journalier/préposé terr. 2
56 511	66 441	-17,6	1 709,4	1 643,2	3,9	33,06	40,43	-22,3	Préposé entretien lourd 2
									Ouvrier entret. mainten. 2
53 624	62 226	-16,0	1 711,2	1 607,4	6,1	31,34	38,68	-23,4	Moyenne
									Ouvriers
55 589	83 096	-49,5	1 716,4	1 773,6	-3,3	32,39	46,85	-44,7	Conducteur véh. lourds 2
64 402	93 882	-45,8	1 713,8	1 633,7	4,7 *	37,58	57,47	-52,9	Électricien entretien 2
61 515	82 323	-33,8	1 690,5	1 818,0	-7,5	36,39	45,28	-24,4	Mécanicien véh. motor. 1
65 562	93 301	-42,3	1 681,7	1 684,6	-0,2 *	38,99	55,38	-42,1	Mécanicien véh. motor. 2
65 379	98 475	-50,6	1 709,4	1 711,4	-0,1 *	38,25	57,54	-50,4	Mécanicien entret. Millwright 2
61 333	92 029	-50,0	1 715,7	1 582,9	7,7	35,75	58,14	-62,6	Ouvrier cert. entretien 2
56 199	93 456	-66,3	1 675,4	1 678,6	-0,2 *	33,54	55,68	-66,0	Conducteur d'équip. lourds 2
62 159	91 958	-47,9	1 705,8	1 665,9	2,3	36,44	55,32	-51,8	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
65 282	81 174	-24,3	1 575,2	1 553,5	1,4	41,72	52,28	-25,3	Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 2	854	74 110	78 748	-6,3	583	17	74 692	78 765	-5,5	16 158	18 630
Professionnel communic. 3	125	89 992	92 278	-2,5 *	117	0	90 109	92 278	-2,4 *	17 370	21 669
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	80 697	-12,7	1 076	9	72 694	80 705	-11,0	16 865	18 863
Professionnel gest. fin. 3	21	83 640	98 314	-17,5	109	0	83 748	98 314	-17,4	16 445	21 829
Analyste proc. adm./inform. 1	502	50 733	65 920	-29,9	321	15	51 054	65 935	-29,1	11 799	16 675
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	86 035	-14,5	455	15	75 574	86 050	-13,9	15 910	19 605
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89 619	103 718	-15,7	439	0	90 058	103 718	-15,2	17 805	23 128
Ingénieur 2	768	82 752	91 778	-10,9	128	32	82 879	91 810	-10,8	16 311	21 855
Professionnel sc. phys. 2	551	83 707	85 018	-1,6	1 206	0	84 913	85 018	-0,1 *	18 266	18 833
Avocat et notaire 2	624	97 880	110 482	-12,9	855	0	98 735	110 482	-11,9	19 621	22 525
Avocat et notaire 3	323	131 496	141 294	-7,5	171	0	131 667	141 294	-7,3	23 340	30 471
Moyenne	...	80 203	88 519	-10,4	475	10	80 678	88 529	-9,7	16 612	20 451
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	58 473	-14,5	646	72	51 704	58 544	-13,2	12 776	15 748
Technicien en administration 3	103	58 819	69 943	-18,9	500	151	59 319	70 094	-18,2	13 397	18 706
Techn. documentation 1-2	687	50 730	58 947	-16,2	387	74	51 117	59 021	-15,5	12 438	16 089
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	63 886	-9,4	1 109	132	59 496	64 018	-7,6	15 486	16 399
Techn. laboratoire 3	529	63 118	70 557	-11,8	1 213	45	64 331	70 602	-9,7	16 382	19 787
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	65 446	-27,4	534	112	51 905	65 557	-26,3	12 407	17 859
Technicien génie 3	221	59 068	73 383	-24,2	502	59	59 570	73 442	-23,3	13 406	18 301
Techn. informatique 1-2	1 830	52 157	63 470	-21,7	526	72	52 682	63 542	-20,6	12 799	18 154
Techn. informatique 3	1 168	59 705	72 430	-21,3	851	118	60 556	72 548	-19,8	15 050	18 446
Moyenne	...	53 063	61 465	-15,8	698	81	53 761	61 546	-14,5	13 317	16 431
Employés de bureau											
Magasinier 2	1 025	40 208	50 105	-24,6	560	8	40 768	50 113	-22,9	11 071	13 196
Op. duplicateur 1-2	54	38 990	54 628	-40,1	288	106	39 277	54 734	-39,4	10 261	16 266
Personnel soutien adm. 1	5 064	38 639	44 967	-16,4	638	69	39 277	45 036	-14,7	11 027	13 372
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	50 512	-20,0	462	49	42 552	50 561	-18,8	11 072	14 886
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	54 405	-19,4	581	8	46 152	54 413	-17,9	12 141	15 752
Personnel secrétariat 1	1 398	39 977	50 314	-25,9	315	14	40 292	50 328	-24,9	10 640	15 792
Personnel secrétariat 2	8 343	43 608	55 541	-27,4	459	64	44 067	55 605	-26,2	11 460	14 054
Préposé aux renseign. 2	998	45 013	47 976	-6,6	284	112	45 296	48 088	-6,2	10 868	14 684
Téléphoniste-récept. 2	133	36 686	49 400	-34,7	642	32	37 328	49 431	-32,4	10 701	13 647
Moyenne	...	42 236	51 723	-22,5	500	51	42 736	51 773	-21,1	11 283	14 419

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
90 850	97 395	-7,2	1 528,4	1 503,9	1,6	59,44	64,76	-8,9	Professionnels
107 479	113 947	-6,0	1 502,1	1 478,5	1,6	71,55	77,07	-7,7	Professionnel communic. 2
89 559	99 568	-11,2	1 553,3	1 507,9	2,9	57,66	66,03	-14,5	Professionnel communic. 3
100 193	120 143	-19,9	1 502,1	1 502,3	0,0 *	66,70	79,97	-19,9	Professionnel gest. fin. 2
62 853	82 610	-31,4	1 520,2	1 497,7	1,5	41,34	55,16	-33,4	Professionnel gest. fin. 3
91 485	105 655	-15,5	1 520,2	1 505,2	1,0	60,18	70,20	-16,6	Analyste proc. adm./inform. 1
107 863	126 846	-17,6	1 514,5	1 480,2	2,3	71,22	85,69	-20,3	Analyste proc. adm./inform. 2
99 190	113 665	-14,6	1 505,7	1 510,9	-0,3 *	65,88	75,23	-14,2	Analyste proc. adm./inform. 3
103 179	103 851	-0,7 *	1 542,0	1 539,5	0,2 *	66,91	67,46	-0,8 *	Ingénieur 2
118 356	133 008	-12,4	1 525,3	1 536,9	-0,8	77,60	86,54	-11,5	Professionnel sc. phys. 2
155 007	171 765	-10,8	1 502,1	1 481,4	1,4	103,19	115,95	-12,4	Avocat et notaire 2
									Avocat et notaire 3
97 290	108 980	-12,0	1 519,5	1 505,4	0,9	64,06	72,42	-13,1	Moyenne
									Techniciens
64 479	74 292	-15,2	1 534,1	1 499,1	2,3	42,03	49,56	-17,9	Technicien en administration 1-2
72 716	88 800	-22,1	1 510,7	1 467,2	2,9	48,13	60,52	-25,7	Technicien en administration 3
63 555	75 109	-18,2	1 544,1	1 503,6	2,6	41,16	49,95	-21,4	Techn. documentation 1-2
74 981	80 416	-7,2	1 553,1	1 530,5	1,5	48,28	52,54	-8,8	Techn. laboratoire 1-2
80 713	90 388	-12,0	1 554,3	1 552,0	0,1 *	51,93	58,24	-12,1	Techn. laboratoire 3
64 313	83 416	-29,7	1 544,1	1 544,8	0,0 *	41,65	54,00	-29,6	Technicien génie 1-2
72 977	91 743	-25,7	1 510,7	1 531,2	-1,4	48,31	59,92	-24,0	Technicien génie 3
65 482	81 696	-24,8	1 538,4	1 519,1	1,3	42,56	53,78	-26,3	Techn. informatique 1-2
75 606	90 994	-20,4	1 552,1	1 503,3	3,1	48,71	60,53	-24,3	Techn. informatique 3
67 078	77 978	-16,3	1 539,6	1 511,9	1,8	43,55	51,56	-18,4	Moyenne
									Employés de bureau
51 839	63 309	-22,1	1 556,7	1 559,7	-0,2 *	33,30	40,59	-21,9	Magasinier 2
49 538	71 000	-43,3	1 549,0	1 619,1	-4,5	31,98	43,85	-37,1	Op. duplicateur 1-2
50 304	58 408	-16,1	1 556,2	1 494,3	4,0	32,33	39,09	-20,9	Personnel soutien adm. 1
53 623	65 447	-22,1	1 547,7	1 481,4	4,3	34,65	44,18	-27,5	Personnel soutien adm. 2
58 293	70 165	-20,4	1 555,3	1 470,6	5,4	37,48	47,71	-27,3	Personnel soutien adm. 3
50 933	66 120	-29,8	1 558,8	1 455,7	6,6	32,67	45,42	-39,0	Personnel secrétariat 1
55 527	69 659	-25,5	1 549,2	1 517,4	2,1	35,84	45,91	-28,1	Personnel secrétariat 2
56 164	62 772	-11,8	1 522,2	1 484,2	2,5	36,90	42,29	-14,6	Préposé aux renseign. 2
48 029	63 078	-31,3	1 556,9	1 545,6	0,7	30,85	40,81	-32,3	Téléphoniste-récept. 2
54 020	66 192	-22,5	1 551,6	1 497,8	3,5	34,82	44,20	-26,9	Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Employés de service											
Gardien 2	248	41 208	52 271	-26,8	543	100	41 752	52 370	-25,4	11 510	15 781
Journalier/préposé terr. 2	140	40 476	47 966	-18,5	640	76	41 116	48 042	-16,8	11 805	12 510
Préposé entretien lourd 2	4 543	39 822	43 917	-10,3	629	147	40 451	44 064	-8,9	11 661	13 474
Ouvrier entret. mainten. 2	308	43 367	48 525	-11,9	685	57	44 052	48 582	-10,3	12 458	14 068
Moyenne	...	41 354	47 207	-14,2	560	71	41 915	47 279	-12,8	11 766	13 642
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	112	42 578	49 423	-16,1	559	73	43 137	49 497	-14,7	11 936	12 146
Électricien entretien 2	379	50 933	62 845	-23,4	434	71	51 367	62 916	-22,5	13 035	18 124
Électricien entretien 3	63	54 254	71 823	-32,4	839	135	55 092	71 958	-30,6	14 794	21 450
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 576	61 828	-22,2	787	16	51 363	61 844	-20,4	14 017	19 806
Menuisier entretien 2	267	48 517	55 465	-14,3	608	27	49 125	55 492	-13,0	13 148	15 381
Ouvrier cert. entretien 2	1 098	48 254	60 272	-24,9	445	140	48 699	60 412	-24,1	12 634	17 568
Peintre entretien 2	118	43 738	55 070	-25,9	562	175	44 300	55 245	-24,7	12 155	15 050
Moyenne	...	47 556	57 385	-20,7	517	75	48 073	57 460	-19,5	12 430	17 758
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 719	60 189	-16,4	558	56	52 277	60 245	-15,2	12 858	16 014

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 262	68 151	-28,0	1 711,2	1 685,8	1,5	31,13	40,43	-29,9	Employés de service
52 921	60 552	-14,4	1 690,5	1 690,8	0,0 *	31,31	35,81	-14,4	Gardien 2
52 112	57 537	-10,4	1 709,4	1 633,1	4,5	30,49	35,23	-15,6	Journalier/préposé terr. 2
56 511	62 650	-10,9	1 709,4	1 627,6	4,8	33,06	38,49	-16,4	Préposé entretien lourd 2
									Ouvrier entret. mainten. 2
53 681	60 921	-13,5	1 711,2	1 655,5	3,3	31,37	36,78	-17,2	Moyenne
									Ouvriers
55 073	61 643	-11,9	1 711,6	1 643,7	4,0	32,18	37,50	-16,6	Conducteur véh. légers 2
64 402	81 040	-25,8	1 713,8	1 674,9	2,3	37,58	48,39	-28,8	Électricien entretien 2
69 887	93 408	-33,7	1 707,2	1 617,5	5,3	40,94	57,75	-41,1	Électricien entretien 3
65 379	81 650	-24,9	1 709,4	1 656,5	3,1	38,25	49,29	-28,9	Mécanicien entret. Millwright 2
62 273	70 873	-13,8	1 712,3	1 695,2	1,0	36,37	41,81	-15,0	Menuisier entretien 2
61 333	77 980	-27,1	1 715,7	1 629,6	5,0	35,75	47,85	-33,9	Ouvrier cert. entretien 2
56 455	70 296	-24,5	1 712,2	1 717,9	-0,3	32,97	40,92	-24,1	Peintre entretien 2
60 504	75 218	-24,3	1 706,2	1 636,8	4,1	35,45	45,99	-29,7	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
65 135	76 259	-17,1	1 573,4	1 532,4	2,6	41,66	49,96	-19,9	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	76	51 024	64 602	-26,6	295	0	51 319	64 602	-25,9	11 816	17 503
Professionnel communic. 2	854	74 110	85 471	-15,3	583	0	74 692	85 471	-14,4	16 158	21 960
Professionnel communic. 3	125	89 992	101 287	-12,6	117	0	90 109	101 287	-12,4	17 370	25 193
Professionnel gest. fin. 1	61	50 530	73 254	-45,0	495	0	51 026	73 254	-43,6	12 236	19 917
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	88 819	-24,0	1 076	0	72 694	88 819	-22,2	16 865	23 132
Professionnel gest. fin. 3	21	83 640	111 412	-33,2	109	0	83 748	111 412	-33,0	16 445	27 888
Analyste proc. adm./inform. 1	502	50 733	69 944	-37,9	321	0	51 054	69 944	-37,0	11 799	18 703
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	86 615	-15,3	455	0	75 574	86 615	-14,6	15 910	22 282
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89 619	104 023	-16,1	439	0	90 058	104 023	-15,5	17 805	25 840
Ingénieur 1	182	52 918	75 383	-42,5	74	0	52 992	75 383	-42,3	11 473	19 946
Ingénieur 2	768	82 752	112 254	-35,7	128	0	82 879	112 254	-35,4	16 311	27 355
Ingénieur 3	428	103 895	134 466	-29,4	135	0	104 030	134 466	-29,3	19 260	31 761
Professionnel sc. phys. 1	64	53 119	67 389	-26,9	654	0	53 773	67 389	-25,3	13 127	18 534
Professionnel sc. phys. 2	551	83 707	92 549	-10,6	1 206	0	84 913	92 549	-9,0	18 266	23 631
Professionnel sc. phys. 3	112	95 742	116 172	-21,3	124	0	95 866	116 172	-21,2	18 154	28 408
Avocat et notaire 1	98	66 902	95 525	-42,8	670	0	67 572	95 525	-41,4	15 278	24 157
Avocat et notaire 2	624	97 880	145 349	-48,5	855	0	98 735	145 349	-47,2	19 621	34 315
Avocat et notaire 3	323	131 496	170 143	-29,4	171	0	131 667	170 143	-29,2	23 340	39 207
Biologiste 2	217	79 185	91 034	-15,0	103	0	79 288	91 034	-14,8	15 771	23 355
Biologiste 3	32	93 808	113 829	-21,3	122	0	93 930	113 829	-21,2	17 839	28 227
Moyenne	...	80 010	96 749	-20,9	461	0	80 471	96 749	-20,2	16 549	24 351
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	62 872	-23,1	646	0	51 704	62 872	-21,6	12 776	17 316
Techn. documentation 1-2	687	50 730	61 921	-22,1	387	0	51 117	61 921	-21,1	12 438	17 160
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	66 009	-13,1	1 109	0	59 496	66 009	-10,9	15 486	18 582
Technicien en droit 1-2	533	47 938	71 806	-49,8	407	0	48 346	71 806	-48,5	10 963	19 210
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	78 505	-52,8	534	0	51 905	78 505	-51,2	12 407	20 990
Technicien génie 3	221	59 068	91 653	-55,2	502	0	59 570	91 653	-53,9	13 406	23 053
Moyenne	...	52 174	65 864	-26,2	679	0	52 853	65 864	-24,6	13 060	18 078
Employés de bureau											
Magasinier 1	190	37 349	52 250	-39,9	451	0	37 800	52 250	-38,2	10 049	14 536
Magasinier 2	1 025	40 208	57 236	-42,3	560	0	40 768	57 236	-40,4	11 071	16 139
Magasinier 3	31	46 552	66 132	-42,1	214	0	46 766	66 132	-41,4	11 710	18 003
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	53 343	-26,7	462	0	42 552	53 343	-25,4	11 072	14 919
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	59 210	-29,9	581	0	46 152	59 210	-28,3	12 141	16 507
Acheteur 2	233	44 763	57 561	-28,6	626	0	45 390	57 561	-26,8	12 203	16 178
Moyenne	...	41 440	53 121	-28,2	532	0	41 972	53 121	-26,6	11 234	14 918

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
63 134	82 106	-30,0	1 517,8	1 616,4	-6,5	41,59	50,80	-22,1	Professionnel communic. 1
90 850	107 431	-18,3	1 528,4	1 616,4	-5,8	59,44	66,46	-11,8	Professionnel communic. 2
107 479	126 480	-17,7	1 502,1	1 616,4	-7,6	71,55	78,25	-9,4	Professionnel communic. 3
63 262	93 171	-47,3	1 530,2	1 605,5	-4,9	41,34	58,03	-40,4	Professionnel gest. fin. 1
89 559	111 951	-25,0	1 553,3	1 605,5	-3,4	57,66	69,73	-20,9	Professionnel gest. fin. 2
100 193	139 299	-39,0	1 502,1	1 605,5	-6,9	66,70	86,76	-30,1	Professionnel gest. fin. 3
62 853	88 647	-41,0	1 520,2	1 601,7	-5,4	41,34	55,34	-33,9	Analyste proc. adm./inform. 1
91 485	108 897	-19,0	1 520,2	1 601,7	-5,4	60,18	67,99	-13,0	Analyste proc. adm./inform. 2
107 863	129 863	-20,4	1 514,5	1 601,7	-5,8	71,22	81,08	-13,8	Analyste proc. adm./inform. 3
64 466	95 329	-47,9	1 503,5	1 613,3	-7,3	42,88	59,09	-37,8	Ingénieur 1
99 190	139 609	-40,7	1 505,7	1 613,3	-7,1	65,88	86,54	-31,4	Ingénieur 2
123 289	166 227	-34,8	1 502,1	1 613,3	-7,4	82,08	103,03	-25,5	Ingénieur 3
66 900	85 923	-28,4	1 536,7	1 606,6	-4,6	43,54	53,48	-22,8	Professionnel sc. phys. 1
103 179	116 180	-12,6	1 542,0	1 606,6	-4,2	66,91	72,31	-8,1	Professionnel sc. phys. 2
114 020	144 580	-26,8	1 502,1	1 606,6	-7,0	75,91	89,99	-18,6	Professionnel sc. phys. 3
82 850	119 682	-44,5	1 530,7	1 594,0	-4,1	54,12	75,09	-38,7	Avocat et notaire 1
118 356	179 664	-51,8	1 525,3	1 594,0	-4,5	77,60	112,72	-45,3	Avocat et notaire 2
155 007	209 350	-35,1	1 502,1	1 594,0	-6,1	103,19	131,34	-27,3	Avocat et notaire 3
95 059	114 389	-20,3	1 502,1	1 606,6	-7,0	63,28	71,20	-12,5	Biologiste 2
111 769	142 056	-27,1	1 502,1	1 606,6	-7,0	74,41	88,42	-18,8	Biologiste 3
97 019	121 100	-24,8	1 518,8	1 604,3	-5,6	63,90	75,50	-18,1	Moyenne
Techniciens									
64 479	80 188	-24,4	1 534,1	1 616,4	-5,4	42,03	49,61	-18,0	Technicien en administration 1-2
63 555	79 082	-24,4	1 544,1	1 614,6	-4,6	41,16	48,98	-19,0	Techn. documentation 1-2
74 981	84 591	-12,8	1 553,1	1 614,3	-3,9	48,28	52,40	-8,5	Techn. laboratoire 1-2
59 308	91 016	-53,5	1 510,7	1 614,6	-6,9	39,26	56,37	-43,6	Technicien en droit 1-2
64 313	99 495	-54,7	1 544,1	1 614,5	-4,6	41,65	61,62	-48,0	Technicien génie 1-2
72 977	114 707	-57,2	1 510,7	1 615,1	-6,9	48,31	71,02	-47,0	Technicien génie 3
65 913	83 942	-27,4	1 537,2	1 615,7	-5,1	42,87	51,96	-21,2	Moyenne
Employés de bureau									
47 849	66 786	-39,6	1 583,2	1 728,9	-9,2	30,22	38,63	-27,8	Magasinier 1
51 839	73 375	-41,5	1 556,7	1 728,9	-11,1	33,30	42,44	-27,4	Magasinier 2
58 477	84 135	-43,9	1 559,5	1 728,9	-10,9	37,50	48,66	-29,8	Magasinier 3
53 623	68 262	-27,3	1 547,7	1 616,4	-4,4	34,65	42,23	-21,9	Personnel soutien adm. 2
58 293	75 717	-29,9	1 555,3	1 616,4	-3,9	37,48	46,84	-25,0	Personnel soutien adm. 3
57 592	73 739	-28,0	1 557,6	1 608,3	-3,3	36,98	45,85	-24,0	Acheteur 2
53 206	68 039	-27,9	1 553,6	1 623,9	-4,5	34,25	41,90	-22,3	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Cuisinier 1	13	44 888	60 700	-35,2	251	0	45 139	60 700	-34,5	11 733	17 184
Cuisinier 2	851	49 730	61 455	-23,6	755	0	50 485	61 455	-21,7	13 716	17 387
Cuisinier 3	17	51 532	65 253	-26,6	389	0	51 920	65 253	-25,7	12 764	18 608
Journalier/préposé terr. 2	140	40 476	49 288	-21,8	640	0	41 116	49 288	-19,9	11 805	13 616
Préposé cuisine/café. 2	2 450	39 912	47 750	-19,6	624	0	40 536	47 750	-17,8	11 636	14 574
Préposé entretien léger 2	428	39 631	44 825	-13,1	612	0	40 243	44 825	-11,4	11 580	13 545
Moyenne	...	41 869	51 880	-23,9	648	0	42 517	51 880	-22,0	12 051	15 499
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	112	42 578	51 786	-21,6	559	0	43 137	51 786	-20,1	11 936	14 562
Conducteur véh. lourds 2	119	43 351	54 743	-26,3	418	0	43 769	54 743	-25,1	11 820	14 850
Électricien entretien 2	379	50 933	75 506	-48,2	434	0	51 367	75 506	-47,0	13 035	19 300
Électricien entretien 3	63	54 254	78 140	-44,0	839	0	55 092	78 140	-41,8	14 794	19 834
Mécanicien véh. motor. 1	40	49 178	70 658	-43,7	420	0	49 597	70 658	-42,5	11 918	18 314
Mécanicien véh. motor. 2	219	52 492	73 909	-40,8	499	0	52 991	73 909	-39,5	12 571	19 062
Menuisier entretien 2	267	48 517	68 936	-42,1	608	0	49 125	68 936	-40,3	13 148	17 963
Machiniste 2	56	52 106	65 988	-26,6	562	0	52 668	65 988	-25,3	13 785	17 364
Conducteur d'équip. lourds 2	420	45 025	56 304	-25,1	468	0	45 493	56 304	-23,8	10 706	15 253
Moyenne	...	48 957	66 655	-36,2	515	0	49 472	66 655	-34,7	12 534	17 482
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	54 568	68 219	-25,0	564	0	55 133	68 219	-23,7	13 216	18 352

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
4. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
5. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
56 873	77 885	-36,9	1 721,1	1 728,9	-0,5	33,04	45,05	-36,3	Employés de service
64 202	78 841	-22,8	1 707,2	1 728,9	-1,3	37,61	45,60	-21,3	Cuisinier 1
64 684	83 861	-29,6	1 702,3	1 728,9	-1,6	38,00	48,50	-27,6	Cuisinier 2
52 921	62 905	-18,9	1 690,5	1 728,9	-2,3	31,31	36,38	-16,2	Cuisinier 3
52 172	62 324	-19,5	1 708,8	1 728,9	-1,2	30,53	36,05	-18,1	Journalier/préposé terr. 2
51 823	58 370	-12,6	1 709,8	1 728,9	-1,1	30,31	33,76	-11,4	Préposé cuisine/café. 2
									Préposé entretien léger 2
54 568	67 379	-23,5	1 708,1	1 728,9	-1,2	31,95	38,97	-22,0	Moyenne
									Ouvriers
55 073	66 349	-20,5	1 711,6	1 728,9	-1,0	32,18	38,38	-19,3	Conducteur véh. légers 2
55 589	69 593	-25,2	1 716,4	1 728,9	-0,7	32,39	40,25	-24,3	Conducteur véh. lourds 2
64 402	94 806	-47,2	1 713,8	1 728,9	-0,9	37,58	54,84	-45,9	Électricien entretien 2
69 887	97 974	-40,2	1 707,2	1 728,9	-1,3	40,94	56,67	-38,4	Électricien entretien 3
61 515	88 971	-44,6	1 690,5	1 728,9	-2,3	36,39	51,46	-41,4	Mécanicien véh. motor. 1
65 562	92 971	-41,8	1 681,7	1 728,9	-2,8	38,99	53,77	-37,9	Mécanicien véh. motor. 2
62 273	86 899	-39,5	1 712,3	1 728,9	-1,0	36,37	50,26	-38,2	Menuisier entretien 2
66 454	83 351	-25,4	1 714,9	1 728,9	-0,8	38,75	48,21	-24,4	Machiniste 2
56 199	71 557	-27,3	1 675,4	1 728,9	-3,2	33,54	41,39	-23,4	Conducteur d'équip. lourds 2
62 006	84 137	-35,7	1 700,6	1 728,9	-1,7	36,46	48,66	-33,5	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
68 349	86 571	-26,7	1 560,0	1 630,3	-4,5	44,06	53,26	-20,9	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	76	51 024	64 121	-25,7	295	268	51 319	64 389	-25,5	11 816	17 861
Professionnel communic. 2	854	74 110	85 649	-15,6	583	425	74 692	86 074	-15,2	16 158	21 848
Professionnel communic. 3	125	89 992	103 503	-15,0	117	42	90 109	103 545	-14,9	17 370	25 894
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	81 189	-13,4	1 076	254	72 694	81 443	-12,0	16 865	19 419
Professionnel gest. fin. 3	21	83 640	107 444	-28,5	109	206	83 748	107 650	-28,5	16 445	25 616
Analyste proc. adm./inform. 1	502	50 733	65 650	-29,4	321	22	51 054	65 672	-28,6	11 799	17 009
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	87 870	-17,0	455	326	75 574	88 196	-16,7	15 910	21 387
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89 619	107 132	-19,5	439	131	90 058	107 263	-19,1	17 805	25 858
Ingénieur 1	182	52 918	74 434	-40,7	74	24	52 992	74 458	-40,5	11 473	19 733
Ingénieur 2	768	82 752	108 132	-30,7	128	566	82 879	108 698	-31,2	16 311	27 301
Ingénieur 3	428	103 895	129 311	-24,5	135	232	104 030	129 543	-24,5	19 260	31 581
Professionnel sc. phys. 1	64	53 119	67 389	-26,9	654	0	53 773	67 389	-25,3	13 127	18 534
Professionnel sc. phys. 2	551	83 707	88 183	-5,3 *	1 206	237	84 913	88 420	-4,1 *	18 266	21 810
Avocat et notaire 1	98	66 902	84 603	-26,5	670	148	67 572	84 750	-25,4	15 278	20 214
Avocat et notaire 2	624	97 880	120 511	-23,1	855	621	98 735	121 131	-22,7	19 621	28 278
Avocat et notaire 3	323	131 496	142 299	-8,2	171	134	131 667	142 433	-8,2	23 340	30 009
Moyenne	...	80 010	94 610	-18,2	461	284	80 471	94 894	-17,9	16 549	23 144
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	63 092	-23,6	646	288	51 704	63 380	-22,6	12 776	17 993
Technicien en administration 3	103	58 819	69 837	-18,7	500	419	59 319	70 256	-18,4	13 397	19 022
Techn. documentation 1-2	687	50 730	58 599	-15,5	387	651	51 117	59 250	-15,9	12 438	17 330
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	66 658	-14,2	1 109	529	59 496	67 187	-12,9	15 486	16 507
Techn. laboratoire 3	529	63 118	70 873	-12,3	1 213	325	64 331	71 198	-10,7	16 382	18 391
Technicien en droit 1-2	533	47 938	67 885	-41,6	407	264	48 346	68 149	-41,0	10 963	19 140
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	79 710	-55,2	534	330	51 905	80 041	-54,2	12 407	24 182
Techn. informatique 1-2	1 830	52 157	65 303	-25,2	526	398	52 682	65 701	-24,7	12 799	20 488
Techn. informatique 3	1 168	59 705	71 273	-19,4	851	229	60 556	71 502	-18,1	15 050	17 696
Technicien en loisir 1-2	508	50 982	60 188	-18,1	572	796	51 555	60 983	-18,3	13 066	18 117
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	57 112	80 242	-40,5	1 114	327	58 226	80 569	-38,4	15 310	25 801
Moyenne	...	53 068	66 587	-25,5	698	358	53 765	66 944	-24,5	13 316	18 909
Employés de bureau											
Magasinier 1	190	37 349	61 335	-64,2	451	265	37 800	61 601	-63,0	10 049	17 092
Magasinier 2	1 025	40 208	60 581	-50,7	560	450	40 768	61 031	-49,7	11 071	17 586
Magasinier 3	31	46 552	66 250	-42,3	214	477	46 766	66 727	-42,7	11 710	17 849
Op. duplicateur 1-2	54	38 990	51 436	-31,9	288	301	39 277	51 737	-31,7	10 261	14 117
Personnel soutien adm. 1	5 064	38 639	46 568	-20,5	638	718	39 277	47 286	-20,4	11 027	14 953
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	54 047	-28,4	462	240	42 552	54 287	-27,6	11 072	15 519
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	59 230	-30,0	581	159	46 152	59 389	-28,7	12 141	16 996
Personnel secrétariat 1	1 398	39 977	52 219	-30,6	315	193	40 292	52 412	-30,1	10 640	16 372
Personnel secrétariat 2	8 343	43 608	55 133	-26,4	459	514	44 067	55 647	-26,3	11 460	15 831
Préposé aux renseign. 2	998	45 013	52 044	-15,6	284	503	45 296	52 547	-16,0	10 868	15 594
Préposé aux renseign. 3	35	51 099	65 490	-28,2	322	554	51 421	66 044	-28,4	12 360	19 221
Préposé télécomm. 1-2	212	46 619	52 989	-13,7	331	372	46 950	53 361	-13,7	11 121	14 631
Préposé télécomm. 3	48	52 205	68 156	-30,6	371	1 819	52 576	69 975	-33,1	12 464	25 259
Téléphoniste-récept. 2	133	36 686	40 540	-10,5	642	279	37 328	40 819	-9,4	10 701	9 914
Acheteur 2	233	44 763	60 009	-34,1	626	150	45 390	60 159	-32,5	12 203	16 826
Moyenne	...	42 254	53 753	-27,2	500	420	42 753	54 173	-26,7	11 285	15 798

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
63 134	82 250	-30,3	1 517,8	1 601,4	-5,5	41,59	51,36	-23,5	Professionnel communic. 1
90 850	107 921	-18,8	1 528,4	1 567,2	-2,5	59,44	68,86	-15,8	Professionnel communic. 2
107 479	129 438	-20,4	1 502,1	1 599,4	-6,5	71,55	80,93	-13,1	Professionnel communic. 3
89 559	100 862	-12,6	1 553,3	1 560,2	-0,4	57,66	64,65	-12,1	Professionnel gest. fin. 2
100 193	133 265	-33,0	1 502,1	1 564,2	-4,1	66,70	85,20	-27,7	Professionnel gest. fin. 3
62 853	82 680	-31,5	1 520,2	1 584,2	-4,2	41,34	52,19	-26,2	Analyste proc. adm./inform. 1
91 485	109 583	-19,8	1 520,2	1 560,2	-2,6	60,18	70,24	-16,7	Analyste proc. adm./inform. 2
107 863	133 121	-23,4	1 514,5	1 563,3	-3,2	71,22	85,15	-19,6	Analyste proc. adm./inform. 3
64 466	94 190	-46,1	1 503,5	1 607,9	-6,9	42,88	58,58	-36,6	Ingénieur 1
99 190	135 999	-37,1	1 505,7	1 552,0	-3,1	65,88	87,63	-33,0	Ingénieur 2
123 289	161 123	-30,7	1 502,1	1 558,4	-3,7	82,08	103,39	-26,0	Ingénieur 3
66 900	85 923	-28,4	1 536,7	1 606,6	-4,6	43,54	53,48	-22,8	Professionnel sc. phys. 1
103 179	110 230	-6,8 *	1 542,0	1 617,7	-4,9	66,91	68,14	-1,8 *	Professionnel sc. phys. 2
82 850	104 965	-26,7	1 530,7	1 611,3	-5,3	54,12	65,14	-20,4	Avocat et notaire 1
118 356	149 409	-26,2	1 525,3	1 572,6	-3,1	77,60	95,01	-22,4	Avocat et notaire 2
155 007	172 442	-11,2	1 502,1	1 590,7	-5,9	103,19	108,41	-5,1	Avocat et notaire 3
97 019	118 038	-21,7	1 518,8	1 570,3	-3,4	63,90	75,20	-17,7	Moyenne
Techniciens									
64 479	81 373	-26,2	1 534,1	1 582,8	-3,2	42,03	51,41	-22,3	Technicien en administration 1-2
72 716	89 278	-22,8	1 510,7	1 485,8	1,6	48,13	60,09	-24,8	Technicien en administration 3
63 555	76 580	-20,5	1 544,1	1 528,8	1,0 *	41,16	50,09	-21,7	Techn. documentation 1-2
74 981	83 694	-11,6	1 553,1	1 685,7	-8,5	48,28	49,65	-2,8 *	Techn. laboratoire 1-2
80 713	89 589	-11,0	1 554,3	1 537,8	1,1	51,93	58,26	-12,2	Techn. laboratoire 3
59 308	87 289	-47,2	1 510,7	1 575,8	-4,3	39,26	55,39	-41,1	Technicien en droit 1-2
64 313	104 222	-62,1	1 544,1	1 684,3	-9,1	41,65	61,88	-48,6	Technicien génie 1-2
65 482	86 189	-31,6	1 538,4	1 583,0	-2,9	42,56	54,45	-27,9	Techn. informatique 1-2
75 606	89 198	-18,0	1 552,1	1 530,4	1,4	48,71	58,29	-19,7	Techn. informatique 3
64 621	79 101	-22,4	1 552,1	1 559,8	-0,5 *	41,64	50,71	-21,8	Technicien en loisir 1-2
73 535	106 370	-44,7	1 555,5	1 593,9	-2,5 *	47,28	66,74	-41,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
67 082	85 854	-28,0	1 539,6	1 594,9	-3,6	43,56	53,83	-23,6	Moyenne
Employés de bureau									
47 849	78 692	-64,5	1 583,2	1 693,6	-7,0	30,22	46,46	-53,7	Magasinier 1
51 839	78 617	-51,7	1 556,7	1 693,8	-8,8	33,30	46,42	-39,4	Magasinier 2
58 477	84 576	-44,6	1 559,5	1 766,3	-13,3	37,50	47,88	-27,7	Magasinier 3
49 538	65 854	-32,9	1 549,0	1 550,7	-0,1 *	31,98	42,47	-32,8	Op. duplicateur 1-2
50 304	62 239	-23,7	1 556,2	1 540,8	1,0	32,33	40,39	-25,0	Personnel soutien adm. 1
53 623	69 807	-30,2	1 547,7	1 568,5	-1,3	34,65	44,51	-28,5	Personnel soutien adm. 2
58 293	76 385	-31,0	1 555,3	1 592,8	-2,4	37,48	47,96	-28,0	Personnel soutien adm. 3
50 933	68 784	-35,0	1 558,8	1 467,5	5,9	32,67	46,87	-43,5	Personnel secrétariat 1
55 527	71 478	-28,7	1 549,2	1 512,0	2,4	35,84	47,28	-31,9	Personnel secrétariat 2
56 164	68 141	-21,3	1 522,2	1 596,8	-4,9	36,90	42,67	-15,7	Préposé aux renseign. 2
63 781	85 265	-33,7	1 522,2	1 559,1	-2,4 *	41,90	54,69	-30,5	Préposé aux renseign. 3
58 071	67 992	-17,1	1 624,8	1 688,0	-3,9 *	35,74	40,28	-12,7 *	Préposé télécomm. 1-2
65 039	95 234	-46,4	1 602,8	1 587,9	0,9	40,58	59,97	-47,8	Préposé télécomm. 3
48 029	50 733	-5,6 *	1 556,9	1 666,5	-7,0	30,85	30,44	1,3 *	Téléphoniste-récept. 2
57 592	76 985	-33,7	1 557,6	1 617,1	-3,8	36,98	47,61	-28,8	Acheteur 2
54 039	69 971	-29,5	1 551,7	1 553,5	-0,1 *	34,83	45,05	-29,4	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Employés de service											
Concierge 2	2 213	42 371	57 416	-35,5	238	192	42 609	57 607	-35,2	11 211	15 226
Cuisinier 1	13	44 888	46 837	-4,3 *	251	164	45 139	47 001	-4,1 *	11 733	9 210
Cuisinier 2	851	49 730	50 655	-1,9 *	755	293	50 485	50 948	-0,9 *	13 716	11 544
Cuisinier 3	17	51 532	62 595	-21,5	389	282	51 920	62 877	-21,1	12 764	15 599
Gardien 2	248	41 208	39 046	5,2	543	133	41 752	39 178	6,2	11 510	6 399
Journalier/préposé terr. 2	140	40 476	53 943	-33,3	640	251	41 116	54 193	-31,8	11 805	15 677
Préposé cuisine/café. 2	2 450	39 912	40 378	-1,2 *	624	215	40 536	40 593	-0,1 *	11 636	9 456
Préposé entretien lourd 2	4 543	39 822	40 604	-2,0 *	629	238	40 451	40 842	-1,0 *	11 661	9 634
Ouvrier entret. mainten. 2	308	43 367	54 679	-26,1	685	394	44 052	55 073	-25,0	12 458	13 635
Préposé entretien léger 2	428	39 631	43 439	-9,6 *	612	233	40 243	43 672	-8,5 *	11 580	9 320
Moyenne	...	41 253	45 464	-10,2	565	231	41 818	45 695	-9,3	11 760	10 927
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	112	42 578	58 814	-38,1	559	204	43 137	59 018	-36,8	11 936	19 542
Conducteur véh. lourds 2	119	43 351	54 360	-25,4	418	178	43 769	54 539	-24,6	11 820	13 399
Électricien entretien 2	379	50 933	70 129	-37,7	434	240	51 367	70 369	-37,0	13 035	22 448
Électricien entretien 3	63	54 254	75 703	-39,5	839	63	55 092	75 766	-37,5	14 794	20 010
Mécanicien véh. motor. 2	219	52 492	73 095	-39,2	499	503	52 991	73 598	-38,9	12 571	20 645
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 576	72 818	-44,0	787	170	51 363	72 987	-42,1	14 017	20 225
Menuisier entretien 2	267	48 517	64 068	-32,1	608	350	49 125	64 418	-31,1	13 148	20 053
Ouvrier de voirie 2	187	40 379	57 359	-42,1	420	676	40 799	58 035	-42,2	9 581	21 847
Ouvrier de voirie 3	275	50 711	61 438	-21,2	527	675	51 238	62 113	-21,2	12 082	16 241
Ouvrier cert. entretien 2	1 098	48 254	72 959	-51,2	445	195	48 699	73 154	-50,2	12 634	19 084
Peintre entretien 2	118	43 738	63 917	-46,1	562	437	44 300	64 354	-45,3	12 155	20 940
Machiniste 2	56	52 106	73 867	-41,8	562	221	52 668	74 088	-40,7	13 785	22 516
Conducteur d'équip. lourds 2	420	45 025	62 889	-39,7	468	369	45 493	63 259	-39,1	10 706	18 204
Moyenne	...	48 665	68 427	-40,6	518	309	49 184	68 736	-39,8	12 538	19 677
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 719	63 585	-22,9	555	345	52 274	63 930	-22,3	12 855	17 309

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 820	72 833	-35,3	1 721,0	1 834,7	-6,6 *	31,27	39,70	-26,9	Employés de service
56 873	56 211	1,2 *	1 721,1	1 758,4	-2,2 *	33,04	31,97	3,3 *	Concierge 2
64 202	62 492	2,7 *	1 707,2	1 691,6	0,9 *	37,61	36,94	1,8 *	Cuisinier 1
64 684	78 476	-21,3	1 702,3	1 629,5	4,3	38,00	48,16	-26,7	Cuisinier 2
53 262	45 577	14,4	1 711,2	1 736,4	-1,5 *	31,13	26,25	15,7	Cuisinier 3
52 921	69 870	-32,0	1 690,5	1 745,0	-3,2	31,31	40,04	-27,9	Gardien 2
52 172	50 049	4,1 *	1 708,8	1 705,6	0,2 *	30,53	29,34	3,9 *	Journalier/préposé terr. 2
52 112	50 476	3,1 *	1 709,4	1 712,8	-0,2 *	30,49	29,47	3,3 *	Préposé cuisine/café. 2
56 511	68 707	-21,6	1 709,4	1 690,0	1,1 *	33,06	40,65	-23,0	Préposé entretien lourd 2
51 823	52 992	-2,3 *	1 709,8	1 658,7	3,0	30,31	31,95	-5,4 *	Ouvrier entret. mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
53 578	56 622	-5,7	1 711,1	1 724,0	-0,8 *	31,31	32,76	-4,6 *	Moyenne
									Ouvriers
55 073	78 560	-42,6	1 711,6	1 741,3	-1,7	32,18	45,11	-40,2	Conducteur véh. légers 2
55 589	67 937	-22,2	1 716,4	1 882,1	-9,7	32,39	36,10	-11,5	Conducteur véh. lourds 2
64 402	92 817	-44,1	1 713,8	1 739,1	-1,5 *	37,58	53,37	-42,0	Électricien entretien 2
69 887	95 776	-37,0	1 707,2	1 707,9	0,0 *	40,94	56,08	-37,0	Électricien entretien 3
65 562	94 243	-43,7	1 681,7	1 739,2	-3,4	38,99	54,19	-39,0	Mécanicien véh. motor. 2
65 379	93 213	-42,6	1 709,4	1 792,0	-4,8	38,25	52,01	-36,0	Mécanicien entret. Millwright 2
62 273	84 470	-35,6	1 712,3	1 727,8	-0,9 *	36,37	48,89	-34,4	Menuisier entretien 2
50 380	79 881	-58,6	1 675,4	1 664,1	0,7	30,07	48,00	-59,6	Ouvrier de voirie 2
63 320	78 354	-23,7	1 675,4	1 771,6	-5,7	37,79	44,23	-17,0	Ouvrier de voirie 3
61 333	92 238	-50,4	1 715,7	1 698,9	1,0 *	35,75	54,29	-51,9	Ouvrier cert. entretien 2
56 455	85 293	-51,1	1 712,2	1 696,6	0,9 *	32,97	50,27	-52,5	Peintre entretien 2
66 454	96 603	-45,4	1 714,9	1 716,0	-0,1 *	38,75	56,30	-45,3	Machiniste 2
56 199	81 463	-45,0	1 675,4	1 725,0	-3,0	33,54	47,23	-40,8	Conducteur d'équip. lourds 2
61 722	88 413	-43,2	1 702,5	1 732,4	-1,8	36,25	51,11	-41,0	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
65 129	81 238	-24,7	1 576,5	1 603,8	-1,7	41,59	50,89	-22,4	Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	76	51 024	51 689	-1,3 *	295	0	51 319	51 689	-0,7 *	11 816	17 899
Professionnel communic. 2	854	74 110	75 884	-2,4 *	583	79	74 692	75 963	-1,7 *	16 158	18 186
Professionnel communic. 3	125	89 992	113 162	-25,7	117	282	90 109	113 445	-25,9	17 370	28 447
Professionnel gest. fin. 1	61	50 530	48 194	4,6 *	495	9	51 026	48 203	5,5 *	12 236	9 764
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	79 437	-10,9	1 076	32	72 694	79 468	-9,3	16 865	15 841
Professionnel gest. fin. 3	21	83 640	107 780	-28,9	109	60	83 748	107 840	-28,8	16 445	25 104
Analyste proc. adm./inform. 1	502	50 733	68 011	-34,1	321	19	51 054	68 030	-33,3	11 799	14 685
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	86 709	-15,4	455	49	75 574	86 758	-14,8	15 910	18 508
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89 619	107 575	-20,0	439	40	90 058	107 615	-19,5	17 805	24 394
Ingénieur 1	182	52 918	65 121	-23,1	74	10	52 992	65 132	-22,9	11 473	14 088
Ingénieur 2	768	82 752	91 105	-10,1	128	46	82 879	91 151	-10,0	16 311	20 615
Ingénieur 3	428	103 895	122 591	-18,0	135	24	104 030	122 614	-17,9	19 260	25 551
Professionnel sc. phys. 1	64	53 119	52 395	1,4 *	654	146	53 773	52 541	2,3 *	13 127	10 884
Professionnel sc. phys. 2	551	83 707	75 419	9,9	1 206	212	84 913	75 631	10,9	18 266	15 374
Professionnel sc. phys. 3	112	95 742	103 940	-8,6	124	410	95 866	104 349	-8,8	18 154	21 206
Avocat et notaire 1	98	66 902	81 863	-22,4	670	210	67 572	82 074	-21,5	15 278	23 273
Avocat et notaire 2	624	97 880	106 409	-8,7	855	252	98 735	106 661	-8,0	19 621	25 191
Avocat et notaire 3	323	131 496	142 409	-8,3	171	81	131 667	142 490	-8,2	23 340	33 123
Moyenne	...	80 010	89 685	-12,1	461	70	80 471	89 755	-11,5	16 549	19 547
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	56 968	-11,6	646	77	51 704	57 045	-10,3	12 776	12 746
Technicien en administration 3	103	58 819	70 462	-19,8	500	226	59 319	70 688	-19,2	13 397	15 001
Techn. documentation 1-2	687	50 730	57 712	-13,8	387	157	51 117	57 870	-13,2	12 438	12 518
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	55 816	4,4 *	1 109	201	59 496	56 017	5,8 *	15 486	12 137
Techn. laboratoire 3	529	63 118	65 275	-3,4 *	1 213	246	64 331	65 521	-1,9 *	16 382	14 803
Technicien en droit 1-2	533	47 938	70 864	-47,8	407	102	48 346	70 966	-46,8	10 963	15 465
Technicien en droit 3	18	57 212	92 299	-61,3	486	140	57 698	92 440	-60,2	13 079	29 623
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	72 028	-40,2	534	50	51 905	72 078	-38,9	12 407	16 533
Technicien génie 3	221	59 068	98 725	-67,1	502	73	59 570	98 798	-65,9	13 406	20 620
Techn. informatique 1-2	1 830	52 157	55 044	-5,5 *	526	30	52 682	55 074	-4,5 *	12 799	10 212
Techn. informatique 3	1 168	59 705	80 425	-34,7	851	31	60 556	80 457	-32,9	15 050	16 798
Technicien en loisir 1-2	508	50 982	47 620	6,6 *	572	143	51 555	47 763	7,4 *	13 066	9 723
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	57 112	77 530	-35,8	1 114	53	58 226	77 584	-33,2	15 310	20 258
Moyenne	...	53 068	60 890	-14,7	698	92	53 765	60 983	-13,4	13 316	13 375
Employés de bureau											
Magasinier 1	190	37 349	46 626	-24,8	451	70	37 800	46 696	-23,5	10 049	8 846
Magasinier 2	1 025	40 208	50 596	-25,8	560	68	40 768	50 664	-24,3	11 071	10 608
Magasinier 3	31	46 552	69 072	-48,4	214	416	46 766	69 488	-48,6	11 710	16 536
Personnel soutien adm. 1	5 064	38 639	41 347	-7,0	638	60	39 277	41 407	-5,4	11 027	9 402
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	46 187	-9,7	462	51	42 552	46 238	-8,7	11 072	10 178
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	52 178	-14,5	581	49	46 152	52 227	-13,2	12 141	12 398
Personnel secrétariat 1	1 398	39 977	48 950	-22,4	315	105	40 292	49 055	-21,7	10 640	12 067
Personnel secrétariat 2	8 343	43 608	55 229	-26,6	459	66	44 067	55 295	-25,5	11 460	12 918
Préposé aux renseign. 2	998	45 013	41 012	8,9 *	284	99	45 296	41 111	9,2 *	10 868	8 506
Préposé aux renseign. 3	35	51 099	62 068	-21,5	322	22	51 421	62 090	-20,7	12 360	15 083
Préposé télécomm. 1-2	212	46 619	53 910	-15,6	331	61	46 950	53 971	-15,0	11 121	10 806
Téléphoniste-récept. 2	133	36 686	40 355	-10,0	642	50	37 328	40 405	-8,2	10 701	9 431
Acheteur 2	233	44 763	57 245	-27,9	626	50	45 390	57 295	-26,2	12 203	11 620
Moyenne	...	42 254	49 231	-16,5	500	63	42 753	49 294	-15,3	11 285	11 192

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
63 134	69 587	-10,2 *	1 517,8	1 647,2	-8,5	41,59	42,25	-1,6 *	Professionnels
90 850	94 149	-3,6 *	1 528,4	1 633,2	-6,9	59,44	57,65	3,0 *	Professionnel communic. 1
107 479	141 891	-32,0	1 502,1	1 646,5	-9,6	71,55	86,18	-20,4	Professionnel communic. 2
63 262	57 967	8,4 *	1 530,2	1 759,0	-15,0	41,34	32,95	20,3	Professionnel communic. 3
89 559	95 310	-6,4	1 553,3	1 740,7	-12,1	57,66	54,75	5,0 *	Professionnel gest. fin. 1
100 193	132 944	-32,7	1 502,1	1 708,0	-13,7	66,70	77,84	-16,7	Professionnel gest. fin. 2
62 853	82 714	-31,6	1 520,2	1 645,4	-8,2	41,34	50,27	-21,6	Professionnel gest. fin. 3
91 485	105 266	-15,1	1 520,2	1 693,8	-11,4	60,18	62,15	-3,3 *	Analyste proc. adm./inform. 1
107 863	132 009	-22,4	1 514,5	1 690,9	-11,7	71,22	78,07	-9,6	Analyste proc. adm./inform. 2
64 466	79 220	-22,9	1 503,5	1 774,9	-18,1	42,88	44,63	-4,1	Analyste proc. adm./inform. 3
99 190	111 766	-12,7	1 505,7	1 771,1	-17,6	65,88	63,11	4,2	Ingénieur 1
123 289	148 165	-20,2	1 502,1	1 743,6	-16,1	82,08	84,97	-3,5 *	Ingénieur 2
66 900	63 425	5,2 *	1 536,7	1 710,6	-11,3	43,54	37,08	14,8	Ingénieur 3
103 179	91 005	11,8	1 542,0	1 709,9	-10,9	66,91	53,22	20,5	Professionnel sc. phys. 1
114 020	125 555	-10,1	1 502,1	1 708,3	-13,7	75,91	73,50	3,2 *	Professionnel sc. phys. 2
82 850	105 347	-27,2	1 530,7	1 650,2	-7,8	54,12	63,84	-18,0	Professionnel sc. phys. 3
118 356	131 852	-11,4	1 525,3	1 655,6	-8,5	77,60	79,64	-2,6 *	Avocat et notaire 1
155 007	175 613	-13,3	1 502,1	1 655,9	-10,2	103,19	106,05	-2,8 *	Avocat et notaire 2
97 019	109 302	-12,7	1 518,8	1 696,8	-11,7	63,90	64,47	-0,9 *	Avocat et notaire 3
64 479	69 792	-8,2	1 534,1	1 718,4	-12,0	42,03	40,61	3,4	Moyenne
72 716	85 689	-17,8	1 510,7	1 722,4	-14,0	48,13	49,75	-3,4 *	Techniciens
63 555	70 388	-10,8	1 544,1	1 735,8	-12,4	41,16	40,55	1,5 *	Technicien en administration 1-2
74 981	68 153	9,1 *	1 553,1	1 726,7	-11,2	48,28	39,47	18,2	Technicien en administration 3
80 713	80 324	0,5 *	1 554,3	1 712,0	-10,2	51,93	46,92	9,7 *	Techn. documentation 1-2
59 308	86 431	-45,7	1 510,7	1 693,5	-12,1	39,26	51,04	-30,0	Techn. laboratoire 1-2
70 777	122 063	-72,5	1 510,7	1 629,8	-7,9	46,85	74,89	-59,9	Techn. laboratoire 3
64 313	88 611	-37,8	1 544,1	1 773,0	-14,8	41,65	49,98	-20,0	Technicien en droit 1-2
72 977	119 417	-63,6	1 510,7	1 744,4	-15,5	48,31	68,46	-41,7	Technicien en droit 3
65 482	65 287	0,3 *	1 538,4	1 754,3	-14,0	42,56	37,21	12,6	Technicien génie 1-2
75 606	97 254	-28,6	1 552,1	1 746,4	-12,5	48,71	55,69	-14,3	Technicien génie 3
64 621	57 486	11,0 *	1 552,1	1 819,4	-17,2	41,64	31,60	24,1	Techn. informatique 1-2
73 535	97 842	-33,1	1 555,5	1 774,2	-14,1	47,28	55,15	-16,6	Techn. informatique 3
67 082	74 357	-10,8	1 539,6	1 734,1	-12,6	43,56	42,88	1,6 *	Technicien en loisir 1-2
47 849	55 542	-16,1	1 583,2	1 822,5	-15,1	30,22	30,48	-0,8 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
51 839	61 272	-18,2	1 556,7	1 834,2	-17,8	33,30	33,41	-0,3 *	Moyenne
58 477	86 024	-47,1	1 559,5	1 803,2	-15,6	37,50	47,71	-27,2	Employés de bureau
50 304	50 810	-1,0 *	1 556,2	1 767,1	-13,6	32,33	28,75	11,1	Magasinier 1
53 623	56 417	-5,2	1 547,7	1 745,1	-12,8	34,65	32,33	6,7	Magasinier 2
58 293	64 625	-10,9	1 555,3	1 701,8	-9,4	37,48	37,98	-1,3 *	Magasinier 3
50 933	61 122	-20,0	1 558,8	1 665,2	-6,8	32,67	36,71	-12,3 *	Personnel soutien adm. 1
55 527	68 213	-22,8	1 549,2	1 677,5	-8,3	35,84	40,66	-13,5	Personnel soutien adm. 2
56 164	49 617	11,7 *	1 522,2	1 813,8	-19,2	36,90	27,36	25,9	Personnel soutien adm. 3
63 781	77 173	-21,0	1 522,2	1 722,5	-13,2	41,90	44,80	-6,9 *	Personnel secrétariat 1
58 071	64 777	-11,5 *	1 624,8	1 904,0	-17,2	35,74	34,02	4,8 *	Personnel secrétariat 2
48 029	49 836	-3,8 *	1 556,9	1 737,2	-11,6	30,85	28,69	7,0 *	Préposé aux renseign. 2
57 592	68 915	-19,7	1 557,6	1 721,1	-10,5	36,98	40,04	-8,3 *	Préposé aux renseign. 3
54 039	60 485	-11,9	1 551,7	1 727,4	-11,3	34,83	35,12	-0,8 *	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Concierge 2	2 213	42 371	42 967	-1,4 *	238	33	42 609	43 000	-0,9 *	11 211	8 275	
Cuisinier 1	13	44 888	35 533	20,8	251	0	45 139	35 533	21,3	11 733	6 053	
Cuisinier 2	851	49 730	46 980	5,5 *	755	76	50 485	47 056	6,8	13 716	9 379	
Cuisinier 3	17	51 532	59 907	-16,3 *	389	56	51 920	59 963	-15,5 *	12 764	10 678	
Gardien 2	248	41 208	44 007	-6,8 *	543	204	41 752	44 212	-5,9 *	11 510	9 604	
Journalier/préposé terr. 2	140	40 476	42 645	-5,4 *	640	28	41 116	42 673	-3,8 *	11 805	10 586	
Préposé cuisine/café. 2	2 450	39 912	28 780	27,9	624	23	40 536	28 803	28,9	11 636	4 865	
Préposé entretien lourd 2	4 543	39 822	37 511	5,8 *	629	167	40 451	37 678	6,9 *	11 661	6 948	
Ouvrier entret. mainten. 2	308	43 367	46 921	-8,2	685	66	44 052	46 986	-6,7 *	12 458	9 477	
Préposé entretien léger 2	428	39 631	34 001	14,2	612	153	40 243	34 154	15,1	11 580	5 789	
Moyenne	...	41 305	38 005	8,0	562	97	41 867	38 101	9,0	11 761	7 137	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	112	42 578	36 983	13,1	559	80	43 137	37 063	14,1	11 936	8 017	
Électricien entretien 2	379	50 933	73 277	-43,9	434	49	51 367	73 326	-42,7	13 035	18 458	
Mécanicien véh. motor. 2	219	52 492	53 438	-1,8 *	499	0	52 991	53 438	-0,8 *	12 571	11 983	
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 576	65 943	-30,4	787	105	51 363	66 048	-28,6	14 017	15 557	
Ouvrier cert. entretien 2	1 098	48 254	61 476	-27,4	445	27	48 699	61 503	-26,3	12 634	11 720	
Machiniste 2	56	52 106	53 411	-2,5 *	562	8	52 668	53 419	-1,4 *	13 785	11 434	
Conducteur d'équip. lourds 2	420	45 025	53 939	-19,8	468	0	45 493	53 939	-18,6	10 706	10 913	
Moyenne	...	48 917	58 669	-19,9	525	47	49 442	58 716	-18,8	12 730	12 650	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	51 837	58 078	-12,0	555	76	52 392	58 154	-11,0	12 875	12 672	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Employés de service
53 820	51 276	4,7 *	1 721,0	1 841,0	-7,0	31,27	27,85	10,9	Concierge 2
56 873	41 586	26,9	1 721,1	1 809,7	-5,1	33,04	22,98	30,5	Cuisinier 1
64 202	56 435	12,1	1 707,2	1 824,2	-6,9	37,61	30,94	17,7	Cuisinier 2
64 684	70 641	-9,2 *	1 702,3	1 877,8	-10,3	38,00	37,62	1,0 *	Cuisinier 3
53 262	53 815	-1,0 *	1 711,2	1 822,0	-6,5	31,13	29,54	5,1 *	Gardien 2
52 921	53 259	-0,6 *	1 690,5	1 787,9	-5,8	31,31	29,79	4,8 *	Journalier/préposé terr. 2
52 172	33 668	35,5	1 708,8	1 757,0	-2,8	30,53	19,16	37,2	Préposé cuisine/cafét. 2
52 112	44 626	14,4	1 709,4	1 688,5	1,2 *	30,49	26,43	13,3	Préposé entretien lourd 2
56 511	56 463	0,1 *	1 709,4	1 781,3	-4,2	33,06	31,70	4,1 *	Ouvrier entret. mainten. 2
51 823	39 943	22,9	1 709,8	1 650,4	3,5	30,31	24,20	20,2	Préposé entretien léger 2
53 628	45 238	15,6	1 711,2	1 750,4	-2,3 *	31,34	25,81	17,7	Moyenne
									Ouvriers
55 073	45 080	18,1	1 711,6	1 835,0	-7,2	32,18	24,57	23,7	Conducteur véh. légers 2
64 402	91 784	-42,5	1 713,8	1 581,2	7,7	37,58	58,05	-54,5	Électricien entretien 2
65 562	65 421	0,2 *	1 681,7	1 839,6	-9,4	38,99	35,56	8,8	Mécanicien véh. motor. 2
65 379	81 605	-24,8	1 709,4	1 752,4	-2,5 *	38,25	46,57	-21,8	Mécanicien entret. Millwright 2
61 333	73 223	-19,4	1 715,7	1 857,1	-8,2	35,75	39,43	-10,3	Ouvrier cert. entretien 2
66 454	64 853	2,4 *	1 714,9	1 808,8	-5,5	38,75	35,85	7,5	Machiniste 2
56 199	64 852	-15,4 *	1 675,4	1 831,5	-9,3	33,54	35,41	-5,6 *	Conducteur d'équip. lourds 2
62 172	71 367	-14,8	1 706,1	1 795,3	-5,2	36,44	40,14	-10,1	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
65 268	70 826	-8,5	1 574,8	1 730,7	-9,9	41,72	41,09	1,5 *	Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 2	854	74 110	78 095	-5,4 *	583	385	74 692	78 480	-5,1 *	16 158	20 325
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	87 127	-21,7	1 076	134	72 694	87 261	-20,0	16 865	24 136
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	81 050	-7,9	455	52	75 574	81 102	-7,3	15 910	19 117
Moyenne	...	80 745	86 946	-7,7	493	253	81 238	87 199	-7,3	16 722	21 613
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	62 224	-21,9	646	276	51 704	62 500	-20,9	12 776	16 364
Techn. documentation 1-2	687	50 730	66 934	-31,9	387	1 023	51 117	67 957	-32,9	12 438	20 592
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	67 170	-15,0	1 109	546	59 496	67 716	-13,8	15 486	15 675
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	82 400	-60,4	534	160	51 905	82 560	-59,1	12 407	25 579
Technicien génie 3	221	59 068	90 064	-52,5	502	147	59 570	90 211	-51,4	13 406	24 526
Techn. informatique 1-2	1 830	52 157	65 758	-26,1	526	151	52 682	65 908	-25,1	12 799	21 624
Technicien en loisir 1-2	508	50 982	44 124	13,5	572	410	51 555	44 534	13,6	13 066	10 578
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	57 112	86 960	-52,3	1 114	0	58 226	86 960	-49,3	15 310	29 141
Moyenne	...	53 032	66 033	-24,5	699	337	53 732	66 370	-23,5	13 316	18 391
Employés de bureau											
Magasinier 1	190	37 349	63 377	-69,7	451	169	37 800	63 546	-68,1	10 049	16 873
Magasinier 2	1 025	40 208	61 810	-53,7	560	462	40 768	62 272	-52,7	11 071	17 607
Personnel soutien adm. 1	5 064	38 639	44 722	-15,7	638	191	39 277	44 913	-14,3	11 027	11 337
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	57 410	-36,4	462	200	42 552	57 610	-35,4	11 072	15 340
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	65 437	-43,6	581	26	46 152	65 463	-41,8	12 141	19 125
Personnel secrétariat 1	1 398	39 977	58 642	-46,7	315	312	40 292	58 954	-46,3	10 640	19 669
Personnel secrétariat 2	8 343	43 608	52 954	-21,4	459	373	44 067	53 327	-21,0	11 460	14 184
Préposé aux renseign. 2	998	45 013	54 492	-21,1	284	197	45 296	54 689	-20,7	10 868	15 398
Téléphoniste-récept. 2	133	36 686	36 956	-0,7 *	642	254	37 328	37 211	0,3 *	10 701	8 153
Moyenne	...	42 236	54 847	-29,9	500	247	42 736	55 095	-28,9	11 283	14 957

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
90 850	98 805	-8,8 *	1 528,4	1 497,4	2,0 *	59,44	65,99	-11,0 *	Professionnels
89 559	111 397	-24,4	1 553,3	1 626,8	-4,7	57,66	68,48	-18,8 *	Professionnel communic. 2
91 485	100 219	-9,5	1 520,2	1 640,6	-7,9	60,18	61,09	-1,5 *	Professionnel gest. fin. 2
									Analyste proc. adm./inform. 2
97 960	108 813	-11,1	1 520,2	1 610,6	-5,9	64,47	67,88	-5,3 *	Moyenne
									Techniciens
64 479	78 865	-22,3	1 534,1	1 657,2	-8,0	42,03	47,59	-13,2	Technicien en administration 1-2
63 555	88 549	-39,3	1 544,1	1 676,3	-8,6	41,16	52,82	-28,3	Techn. documentation 1-2
74 981	83 392	-11,2	1 553,1	1 731,9	-11,5	48,28	48,15	0,3 *	Techn. laboratoire 1-2
64 313	108 138	-68,1	1 544,1	1 771,7	-14,7	41,65	61,04	-46,5	Technicien génie 1-2
72 977	114 737	-57,2	1 510,7	1 672,1	-10,7	48,31	68,62	-42,1	Technicien génie 3
65 482	87 532	-33,7	1 538,4	1 643,0	-6,8	42,56	53,28	-25,2	Techn. informatique 1-2
64 621	55 112	14,7	1 552,1	1 623,4	-4,6 *	41,64	33,95	18,5	Technicien en loisir 1-2
73 535	116 101	-57,9	1 555,5	1 665,1	-7,0	47,28	69,73	-47,5	Techn. hygiène du trav. 1-2
67 048	84 761	-26,4	1 539,8	1 664,5	-8,1	43,53	50,88	-16,9	Moyenne
									Employés de bureau
47 849	80 419	-68,1	1 583,2	1 786,0	-12,8	30,22	45,03	-49,0	Magasinier 1
51 839	79 879	-54,1	1 556,7	1 723,9	-10,7	33,30	46,33	-39,1	Magasinier 2
50 304	56 249	-11,8	1 556,2	1 717,5	-10,4	32,33	32,75	-1,3 *	Personnel soutien adm. 1
53 623	72 950	-36,0	1 547,7	1 655,4	-7,0	34,65	44,07	-27,2	Personnel soutien adm. 2
58 293	84 588	-45,1	1 555,3	1 655,7	-6,5	37,48	51,09	-36,3	Personnel soutien adm. 3
50 933	78 624	-54,4	1 558,8	1 442,3	7,5	32,67	54,51	-66,8	Personnel secrétariat 1
55 527	67 510	-21,6	1 549,2	1 540,3	0,6 *	35,84	43,83	-22,3	Personnel secrétariat 2
56 164	70 087	-24,8	1 522,2	1 703,9	-11,9	36,90	41,13	-11,5	Préposé aux renseign. 2
48 029	45 364	5,5 *	1 556,9	1 728,7	-11,0	30,85	26,24	14,9	Téléphoniste-récept. 2
54 020	70 052	-29,7	1 551,6	1 631,6	-5,2	34,82	43,10	-23,8	Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge 2	2 213	42 371	60 755	-43,4	238	124	42 609	60 879	-42,9	11 211	14 770
Cuisinier 1	13	44 888	45 235	-0,8 *	251	188	45 139	45 423	-0,6 *	11 733	8 207
Cuisinier 2	851	49 730	50 868	-2,3 *	755	268	50 485	51 136	-1,3 *	13 716	10 449
Gardien 2	248	41 208	37 976	7,8	543	117	41 752	38 093	8,8	11 510	5 743
Préposé cuisine/cafét. 2	2 450	39 912	38 974	2,4 *	624	229	40 536	39 203	3,3 *	11 636	8 667
Préposé entretien lourd 2	4 543	39 822	38 717	2,8 *	629	192	40 451	38 909	3,8 *	11 661	7 822
Ouvrier entret. mainten. 2	308	43 367	54 000	-24,5	685	326	44 052	54 326	-23,3	12 458	11 988
Préposé entretien léger 2	428	39 631	43 280	-9,2 *	612	213	40 243	43 493	-8,1 *	11 580	9 035
Moyenne	...	41 253	44 994	-9,1	565	195	41 818	45 189	-8,1	11 760	9 788
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	112	42 578	61 094	-43,5	559	203	43 137	61 298	-42,1	11 936	20 755
Conducteur véh. lourds 2	119	43 351	53 778	-24,1	418	159	43 769	53 937	-23,2	11 820	13 070
Électricien entretien 2	379	50 933	69 153	-35,8	434	87	51 367	69 239	-34,8	13 035	21 489
Électricien entretien 3	63	54 254	67 406	-24,2	839	35	55 092	67 441	-22,4	14 794	17 065
Mécanicien véh. motor. 2	219	52 492	75 195	-43,3	499	339	52 991	75 534	-42,5	12 571	19 164
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 576	72 723	-43,8	787	142	51 363	72 866	-41,9	14 017	20 088
Ouvrier cert. entretien 2	1 098	48 254	74 230	-53,8	445	130	48 699	74 360	-52,7	12 634	17 844
Machiniste 2	56	52 106	73 814	-41,7	562	216	52 668	74 030	-40,6	13 785	22 609
Conducteur d'équip. lourds 2	420	45 025	63 085	-40,1	468	92	45 493	63 177	-38,9	10 706	13 834
Moyenne	...	48 922	69 581	-42,2	523	149	49 445	69 730	-41,0	12 715	18 364
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 347	62 024	-20,8	562	258	51 910	62 282	-20,0	12 827	16 249

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 820	75 650	-40,6	1 721,0	1 937,8	-12,6 *	31,27	39,04	-24,8 *	Employés de service
56 873	53 630	5,7 *	1 721,1	1 762,5	-2,4 *	33,04	30,43	7,9 *	Concierge 2
64 202	61 586	4,1 *	1 707,2	1 731,8	-1,4 *	37,61	35,56	5,4 *	Cuisinier 1
53 262	43 836	17,7	1 711,2	1 742,8	-1,8	31,13	25,15	19,2	Cuisinier 2
52 172	47 870	8,2 *	1 708,8	1 705,2	0,2 *	30,53	28,07	8,1 *	Gardien 2
52 112	46 731	10,3	1 709,4	1 729,7	-1,2 *	30,49	27,02	11,4	Préposé cuisine/café. 2
56 511	66 314	-17,3	1 709,4	1 719,1	-0,6 *	33,06	38,58	-16,7	Préposé entretien lourd 2
51 823	52 528	-1,4 *	1 709,8	1 668,0	2,4 *	30,31	31,49	-3,9 *	Ouvrier entret. mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
53 578	54 977	-2,6 *	1 711,1	1 754,3	-2,5 *	31,31	31,17	0,5 *	Moyenne
									Ouvriers
55 073	82 053	-49,0	1 711,6	1 810,3	-5,8	32,18	45,32	-40,9	Conducteur véh. légers 2
55 589	67 007	-20,5	1 716,4	1 891,4	-10,2	32,39	35,43	-9,4	Conducteur véh. lourds 2
64 402	90 728	-40,9	1 713,8	1 796,7	-4,8	37,58	50,50	-34,4	Électricien entretien 2
69 887	84 506	-20,9	1 707,2	1 796,9	-5,3	40,94	47,03	-14,9	Électricien entretien 3
65 562	94 698	-44,4	1 681,7	1 808,2	-7,5	38,99	52,37	-34,3	Mécanicien véh. motor. 2
65 379	92 953	-42,2	1 709,4	1 797,7	-5,2	38,25	51,71	-35,2	Mécanicien entret. Millwright 2
61 333	92 205	-50,3	1 715,7	1 743,8	-1,6 *	35,75	52,88	-47,9	Ouvrier cert. entretien 2
66 454	96 639	-45,4	1 714,9	1 715,6	0,0 *	38,75	56,33	-45,4	Machiniste 2
56 199	77 011	-37,0	1 675,4	1 804,4	-7,7	33,54	42,68	-27,2 *	Conducteur d'équip. lourds 2
62 159	88 095	-41,7	1 705,8	1 778,8	-4,3	36,44	49,62	-36,2	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
64 737	78 531	-21,3	1 577,2	1 664,2	-5,5	41,31	47,47	-14,9	Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	76	51 024	50 998	0,1 *	295	0	51 319	50 998	0,6 *	11 816	19 834
Professionnel communic. 2	854	74 110	74 589	-0,6 *	583	7	74 692	74 596	0,1 *	16 158	17 683
Professionnel communic. 3	125	89 992	116 996	-30,0	117	285	90 109	117 281	-30,2	17 370	29 579
Professionnel gest. fin. 1	61	50 530	48 094	4,8 *	495	9	51 026	48 103	5,7 *	12 236	9 734
Professionnel gest. fin. 2	423	71 618	78 951	-10,2	1 076	23	72 694	78 974	-8,6	16 865	15 520
Professionnel gest. fin. 3	21	83 640	106 926	-27,8	109	47	83 748	106 973	-27,7	16 445	24 844
Analyste proc. adm./inform. 1	502	50 733	68 112	-34,3	321	14	51 054	68 126	-33,4	11 799	14 646
Analyste proc. adm./inform. 2	5 229	75 119	86 628	-15,3	455	37	75 574	86 666	-14,7	15 910	18 377
Analyste proc. adm./inform. 3	1 608	89 619	107 416	-19,9	439	30	90 058	107 446	-19,3	17 805	24 299
Ingénieur 2	768	82 752	91 075	-10,1	128	34	82 879	91 108	-9,9	16 311	20 575
Ingénieur 3	428	103 895	122 618	-18,0	135	21	104 030	122 639	-17,9	19 260	25 517
Professionnel sc. phys. 2	551	83 707	75 299	10,0	1 206	214	84 913	75 513	11,1	18 266	15 342
Professionnel sc. phys. 3	112	95 742	103 937	-8,6	124	422	95 866	104 359	-8,9	18 154	21 130
Avocat et notaire 2	624	97 880	107 080	-9,4	855	57	98 735	107 137	-8,5	19 621	25 239
Avocat et notaire 3	323	131 496	145 156	-10,4	171	64	131 667	145 220	-10,3	23 340	33 802
Moyenne	...	80 010	89 689	-12,1	461	47	80 471	89 736	-11,5	16 549	19 467
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	9 209	51 058	56 663	-11,0	646	60	51 704	56 724	-9,7	12 776	12 518
Techn. documentation 1-2	687	50 730	57 407	-13,2	387	146	51 117	57 553	-12,6	12 438	12 311
Techn. laboratoire 1-2	2 227	58 387	55 816	4,4 *	1 109	201	59 496	56 017	5,8 *	15 486	12 137
Techn. laboratoire 3	529	63 118	65 221	-3,3 *	1 213	249	64 331	65 470	-1,8 *	16 382	14 773
Technicien en droit 1-2	533	47 938	71 390	-48,9	407	98	48 346	71 488	-47,9	10 963	15 370
Technicien génie 1-2	1 607	51 372	72 039	-40,2	534	42	51 905	72 081	-38,9	12 407	16 535
Technicien génie 3	221	59 068	98 788	-67,2	502	72	59 570	98 861	-66,0	13 406	20 553
Techn. informatique 1-2	1 830	52 157	54 935	-5,3 *	526	26	52 682	54 961	-4,3 *	12 799	10 136
Techn. informatique 3	1 168	59 705	80 295	-34,5	851	30	60 556	80 326	-32,6	15 050	16 723
Technicien en loisir 1-2	508	50 982	47 620	6,6 *	572	143	51 555	47 763	7,4 *	13 066	9 723
Techn. hygiène du trav. 1-2	160	57 112	78 032	-36,6	1 114	25	58 226	78 056	-34,1	15 310	20 383
Moyenne	...	53 068	60 747	-14,5	698	82	53 765	60 829	-13,1	13 316	13 244
Employés de bureau											
Magasinier 1	190	37 349	46 626	-24,8	451	70	37 800	46 696	-23,5	10 049	8 846
Magasinier 2	1 025	40 208	50 504	-25,6	560	66	40 768	50 570	-24,0	11 071	10 547
Magasinier 3	31	46 552	65 515	-40,7	214	174	46 766	65 689	-40,5	11 710	15 360
Personnel soutien adm. 1	5 064	38 639	41 291	-6,9	638	56	39 277	41 347	-5,3	11 027	9 371
Personnel soutien adm. 2	6 346	42 090	46 063	-9,4	462	45	42 552	46 108	-8,4	11 072	10 114
Personnel soutien adm. 3	2 677	45 571	51 888	-13,9	581	22	46 152	51 909	-12,5	12 141	12 276
Personnel secrétariat 1	1 398	39 977	48 878	-22,3	315	104	40 292	48 982	-21,6	10 640	11 987
Personnel secrétariat 2	8 343	43 608	54 679	-25,4	459	37	44 067	54 716	-24,2	11 460	12 567
Préposé aux renseign. 2	998	45 013	40 954	9,0 *	284	96	45 296	41 050	9,4 *	10 868	8 476
Préposé aux renseign. 3	35	51 099	61 944	-21,2	322	0	51 421	61 944	-20,5	12 360	15 050
Préposé télécomm. 1-2	212	46 619	54 057	-16,0	331	62	46 950	54 119	-15,3	11 121	10 830
Téléphoniste-récept. 2	133	36 686	40 349	-10,0	642	47	37 328	40 396	-8,2	10 701	9 429
Acheteur 2	233	44 763	57 049	-27,4	626	51	45 390	57 100	-25,8	12 203	11 543
Moyenne	...	42 254	48 978	-15,9	500	49	42 753	49 027	-14,7	11 285	11 042

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
63 134	70 831	-12,2 *	1 517,8	1 708,7	-12,6	41,59	41,45	0,3 *	Professionnels
90 850	92 279	-1,6 *	1 528,4	1 666,6	-9,0	59,44	55,37	6,8 *	Professionnel communic. 1
107 479	146 860	-36,6	1 502,1	1 692,4	-12,7	71,55	86,78	-21,3	Professionnel communic. 2
63 262	57 837	8,6 *	1 530,2	1 759,9	-15,0	41,34	32,86	20,5	Professionnel communic. 3
89 559	94 494	-5,5 *	1 553,3	1 749,8	-12,7	57,66	54,00	6,3 *	Professionnel gest. fin. 1
100 193	131 818	-31,6	1 502,1	1 722,9	-14,7	66,70	76,51	-14,7	Professionnel gest. fin. 2
62 853	82 773	-31,7	1 520,2	1 648,1	-8,4	41,34	50,22	-21,5	Professionnel gest. fin. 3
91 485	105 043	-14,8	1 520,2	1 700,8	-11,9	60,18	61,76	-2,6 *	Analyste proc. adm./inform. 1
107 863	131 745	-22,1	1 514,5	1 699,5	-12,2	71,22	77,52	-8,8	Analyste proc. adm./inform. 2
99 190	111 683	-12,6	1 505,7	1 773,5	-17,8	65,88	62,97	4,4	Analyste proc. adm./inform. 3
123 289	148 157	-20,2	1 502,1	1 744,5	-16,1	82,08	84,93	-3,5 *	Ingénieur 2
103 179	90 855	11,9	1 542,0	1 711,9	-11,0	66,91	53,07	20,7	Ingénieur 3
114 020	125 489	-10,1	1 502,1	1 713,9	-14,1	75,91	73,22	3,5 *	Professionnel sc. phys. 2
118 356	132 375	-11,8	1 525,3	1 680,6	-10,2	77,60	78,77	-1,5 *	Professionnel sc. phys. 3
155 007	179 021	-15,5	1 502,1	1 688,6	-12,4	103,19	106,01	-2,7 *	Avocat et notaire 2
97 019	109 203	-12,6	1 518,8	1 706,8	-12,4	63,90	64,01	-0,2 *	Avocat et notaire 3
64 479	69 241	-7,4	1 534,1	1 732,7	-12,9	42,03	39,96	4,9	Moyenne
63 555	69 864	-9,9 *	1 544,1	1 748,3	-13,2	41,16	39,96	2,9 *	Techniciens
74 981	68 153	9,1 *	1 553,1	1 726,7	-11,2	48,28	39,47	18,2	Technicien en administration 1-2
80 713	80 243	0,6 *	1 554,3	1 714,0	-10,3	51,93	46,82	9,8 *	Techn. documentation 1-2
59 308	86 858	-46,5	1 510,7	1 703,5	-12,8	39,26	50,99	-29,9	Techn. laboratoire 1-2
64 313	88 616	-37,8	1 544,1	1 774,1	-14,9	41,65	49,95	-19,9	Techn. laboratoire 3
72 977	119 414	-63,6	1 510,7	1 744,9	-15,5	48,31	68,44	-41,7	Technicien en droit 1-2
65 482	65 097	0,6 *	1 538,4	1 756,9	-14,2	42,56	37,05	12,9	Technicien génie 1-2
75 606	97 048	-28,4	1 552,1	1 748,6	-12,7	48,71	55,50	-13,9	Technicien génie 3
64 621	57 486	11,0 *	1 552,1	1 819,4	-17,2	41,64	31,60	24,1	Techn. informatique 1-2
73 535	98 440	-33,9	1 555,5	1 784,0	-14,7	47,28	55,18	-16,7	Techn. informatique 3
67 082	74 073	-10,4	1 539,6	1 742,5	-13,2	43,56	42,51	2,4 *	Technicien en loisir 1-2
47 849	55 542	-16,1	1 583,2	1 822,5	-15,1	30,22	30,48	-0,8 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
51 839	61 117	-17,9	1 556,7	1 838,4	-18,1	33,30	33,24	0,2 *	Moyenne
58 477	81 048	-38,6	1 559,5	1 835,4	-17,7	37,50	44,16	-17,8	Employés de bureau
50 304	50 718	-0,8 *	1 556,2	1 768,9	-13,7	32,33	28,67	11,3	Magasinier 1
53 623	56 222	-4,8	1 547,7	1 747,7	-12,9	34,65	32,17	7,2	Magasinier 2
58 293	64 185	-10,1	1 555,3	1 704,1	-9,6	37,48	37,67	-0,5 *	Magasinier 3
50 933	60 969	-19,7	1 558,8	1 667,2	-7,0	32,67	36,57	-11,9 *	Personnel soutien adm. 1
55 527	67 283	-21,2	1 549,2	1 696,3	-9,5	35,84	39,66	-10,7	Personnel soutien adm. 2
56 164	49 526	11,8 *	1 522,2	1 815,8	-19,3	36,90	27,28	26,1	Personnel soutien adm. 3
63 781	76 995	-20,7	1 522,2	1 734,6	-13,9	41,90	44,39	-5,9 *	Personnel secrétariat 1
58 071	64 948	-11,8 *	1 624,8	1 906,2	-17,3	35,74	34,07	4,7 *	Personnel secrétariat 2
48 029	49 826	-3,7 *	1 556,9	1 737,9	-11,6	30,85	28,67	7,1 *	Préposé aux renseign. 2
57 592	68 643	-19,2	1 557,6	1 720,8	-10,5	36,98	39,89	-7,9 *	Préposé aux renseign. 3
54 039	60 069	-11,2	1 551,7	1 734,6	-11,8	34,83	34,71	0,3 *	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge 2	2 213	42 371	42 967	-1,4 *	238	33	42 609	43 000	-0,9 *	11 211	8 275
Cuisinier 1	13	44 888	35 533	20,8	251	0	45 139	35 533	21,3	11 733	6 053
Cuisinier 2	851	49 730	46 980	5,5 *	755	76	50 485	47 056	6,8	13 716	9 379
Cuisinier 3	17	51 532	59 907	-16,3 *	389	56	51 920	59 963	-15,5 *	12 764	10 678
Gardien 2	248	41 208	43 760	-6,2 *	543	199	41 752	43 958	-5,3 *	11 510	9 532
Journalier/préposé terr. 2	140	40 476	42 098	-4,0 *	640	2	41 116	42 099	-2,4 *	11 805	10 469
Préposé cuisine/café. 2	2 450	39 912	28 780	27,9	624	23	40 536	28 803	28,9	11 636	4 865
Préposé entretien lourd 2	4 543	39 822	37 380	6,1 *	629	163	40 451	37 544	7,2 *	11 661	6 888
Ouvrier entret. mainten. 2	308	43 367	46 921	-8,2	685	66	44 052	46 986	-6,7 *	12 458	9 477
Préposé entretien léger 2	428	39 631	34 001	14,2	612	153	40 243	34 154	15,1	11 580	5 789
Moyenne	...	41 305	37 941	8,1	562	95	41 867	38 036	9,2	11 761	7 110
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	112	42 578	36 851	13,4	559	80	43 137	36 932	14,4	11 936	7 976
Électricien entretien 2	379	50 933	73 386	-44,1	434	43	51 367	73 430	-43,0	13 035	18 495
Mécanicien véh. motor. 2	219	52 492	53 438	-1,8 *	499	0	52 991	53 438	-0,8 *	12 571	11 983
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 576	65 943	-30,4	787	105	51 363	66 048	-28,6	14 017	15 557
Ouvrier cert. entretien 2	1 098	48 254	61 410	-27,3	445	0	48 699	61 410	-26,1	12 634	11 570
Machiniste 2	56	52 106	53 411	-2,5 *	562	8	52 668	53 419	-1,4 *	13 785	11 434
Conducteur d'équip. lourds 2	420	45 025	53 939	-19,8	468	0	45 493	53 939	-18,6	10 706	10 913
Moyenne	...	49 085	58 521	-19,2	523	21	49 608	58 541	-18,0	12 749	12 535
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 850	57 932	-11,7	555	63	52 405	57 994	-10,7	12 876	12 560

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Employés de service
53 820	51 276	4,7 *	1 721,0	1 841,0	-7,0	31,27	27,85	10,9	Concierge 2
56 873	41 586	26,9	1 721,1	1 809,7	-5,1	33,04	22,98	30,5	Cuisinier 1
64 202	56 435	12,1	1 707,2	1 824,2	-6,9	37,61	30,94	17,7	Cuisinier 2
64 684	70 641	-9,2 *	1 702,3	1 877,8	-10,3	38,00	37,62	1,0 *	Cuisinier 3
53 262	53 490	-0,4 *	1 711,2	1 824,2	-6,6	31,13	29,32	5,8 *	Gardien 2
52 921	52 568	0,7 *	1 690,5	1 794,2	-6,1	31,31	29,30	6,4 *	Journalier/préposé terr. 2
52 172	33 668	35,5	1 708,8	1 757,0	-2,8	30,53	19,16	37,2	Préposé cuisine/café. 2
52 112	44 431	14,7	1 709,4	1 688,7	1,2 *	30,49	26,31	13,7	Préposé entretien lourd 2
56 511	56 463	0,1 *	1 709,4	1 781,3	-4,2	33,06	31,70	4,1 *	Ouvrier entret. mainten. 2
51 823	39 943	22,9	1 709,8	1 650,4	3,5	30,31	24,20	20,2	Préposé entretien léger 2
53 628	45 146	15,8	1 711,2	1 750,6	-2,3 *	31,34	25,75	17,8	Moyenne
									Ouvriers
55 073	44 908	18,5	1 711,6	1 837,4	-7,4	32,18	24,44	24,0	Conducteur véh. légers 2
64 402	91 925	-42,7	1 713,8	1 580,2	7,8	37,58	58,17	-54,8	Électricien entretien 2
65 562	65 421	0,2 *	1 681,7	1 839,6	-9,4	38,99	35,56	8,8	Mécanicien véh. motor. 2
65 379	81 605	-24,8	1 709,4	1 752,4	-2,5 *	38,25	46,57	-21,8	Mécanicien entret. Millwright 2
61 333	72 980	-19,0	1 715,7	1 865,7	-8,7	35,75	39,12	-9,4 *	Ouvrier cert. entretien 2
66 454	64 853	2,4 *	1 714,9	1 808,8	-5,5	38,75	35,85	7,5	Machiniste 2
56 199	64 852	-15,4 *	1 675,4	1 831,5	-9,3	33,54	35,41	-5,6 *	Conducteur d'équip. lourds 2
62 357	71 077	-14,0	1 705,9	1 801,8	-5,6	36,55	39,84	-9,0	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
65 281	70 554	-8,1	1 574,6	1 737,5	-10,3	41,73	40,74	2,4	Moyenne

Annexe D-1

Distribution des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2021

Secteur	Nombre d'emplois repères utilisés		Distribution des emplois repères selon le statut					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
	n							
Ensemble des autres salariés québécois	74	74	2	9	12	16	60	49
Privé	72	72	4	18	15	27	53	27
« Autre public »	74	74	1	1	1	0	72	73
Administration municipale	63	63	1	0	1	1	61	62
« Entreprises publiques »	66	66	2	3	2	4	62	59
Universitaire	61	61	4	4	3	2	54	55
Administration fédérale	52	52	1	1	0	0	51	51
Autres salariés québécois syndiqués	74	74	2	2	8	11	64	61
Autres salariés québécois non syndiqués	70	70	6	24	18	27	46	19
Privé syndiqué	63	63	5	11	13	14	45	38
Privé non syndiqué	69	69	6	24	18	28	45	17

Annexe D-2

Distribution de l'effectif utilisé pour l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2021

Secteur	Effectif utilisé		Distribution de l'effectif selon le statut ¹					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
%								
Ensemble des autres salariés québécois	100	100	4	10	15	21	82	69
Privé	100	100	5	38	16	35	78	27
« Autre public »	100	100	0	0	1	0	99	100
Administration municipale	100	100	0	0	0	0	99	100
« Entreprises publiques »	100	100	2	2	2	4	96	94
Universitaire	100	100	2	1	1	2	97	97
Administration fédérale	100	100	0	0	0	0	100	100
Autres salariés québécois syndiqués	100	100	0	0	13	16	87	84
Autres salariés québécois non syndiqués	100	100	5	54	22	23	72	23
Privé syndiqué	100	100	3	11	18	30	79	59
Privé non syndiqué	100	100	5	54	23	25	72	21

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

Annexe E-1

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	76	-7,6	(-14,4 ; -0,9)	-7,1	(-12,9 ; -1,4)
Professionnel communic. 2	PC2	854	-9,3	(-11,8 ; -6,8)	-6,7	(-9,8 ; -3,5)
Professionnel communic. 3	PC3	125	-19,3	(-25,2 ; -13,3)	-16,1	(-20,6 ; -11,5)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	61	-1,1 *	(-21,4 ; 19,3)	13,3 *	(-9,5 ; 36,2)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-11,5	(-15,0 ; -7,9)	1,5 *	(-6,3 ; 9,3)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	21	-28,6	(-31,1 ; -26,1)	-23,3	(-25,9 ; -20,6)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	502	-32,8	(-36,9 ; -28,7)	-22,8	(-28,6 ; -17,0)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-15,8	(-18,2 ; -13,4)	-6,4	(-9,3 ; -3,5)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 608	-19,8	(-23,8 ; -15,8)	-13,2	(-18,3 ; -8,2)
Ingénieur 1	IN1	182	-23,8	(-25,9 ; -21,7)	-5,4	(-7,6 ; -3,1)
Ingénieur 2	IN2	768	-14,4	(-17,0 ; -11,7)	-2,7 *	(-5,7 ; 0,2)
Ingénieur 3	IN3	428	-19,4	(-22,2 ; -16,6)	-7,9	(-10,8 ; -5,0)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	64	0,7 *	(-6,1 ; 7,5)	14,0	(5,9 ; 22,1)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	551	2,4 *	(-2,6 ; 7,4)	9,8	(4,0 ; 15,7)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	112	-19,0	(-24,5 ; -13,6)	-13,7	(-20,6 ; -6,7)
Avocat et notaire 1	AN1	98	-25,8	(-29,5 ; -22,1)	-19,9	(-24,7 ; -15,2)
Avocat et notaire 2	AN2	624	-16,8	(-17,8 ; -15,8)	-13,5	(-14,8 ; -12,3)
Avocat et notaire 3	AN3	323	-8,3	(-10,2 ; -6,3)	-3,8	(-6,3 ; -1,3)
Biologiste 2	BI2	217	-5,6 *	(-13,4 ; 2,1)	1,4 *	(-10,8 ; 13,5)
Biologiste 3	BI3	32	-22,1	(-23,9 ; -20,3)	-15,8	(-19,1 ; -12,5)
Moyenne	..	..	-14,6	(-16,1 ; -13,1)	-6,5	(-8,6 ; -4,5)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-16,9	(-18,5 ; -15,3)	-7,6	(-9,5 ; -5,7)
Technicien en administration 3	TA3	103	-19,6	(-25,5 ; -13,6)	-7,6	(-15,1 ; -0,2)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-15,1	(-20,4 ; -9,7)	-15,1	(-20,5 ; -9,7)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	-3,4 *	(-10,5 ; 3,6)	9,5	(2,4 ; 16,5)
Techn. laboratoire 3	TL3	529	-7,4	(-14,5 ; -0,3)	0,4 *	(-7,2 ; 7,9)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	533	-43,4	(-47,5 ; -39,3)	-37,7	(-41,9 ; -33,5)
Technicien en droit 3	DR3	18	-55,5	(-63,9 ; -47,1)	-57,4	(-63,5 ; -51,3)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-47,2	(-51,7 ; -42,7)	-33,0	(-36,8 ; -29,2)
Technicien génie 3	TG3	221	-61,4	(-66,1 ; -56,8)	-51,7	(-54,2 ; -49,1)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 830	-9,7	(-16,5 ; -2,8)	4,7 *	(-4,0 ; 13,5)
Techn. informatique 3	TI3	1 168	-31,8	(-36,9 ; -26,7)	-15,2	(-19,5 ; -10,9)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	508	-12,6	(-18,1 ; -7,0)	-10,4	(-17,5 ; -3,2)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	160	-37,1	(-46,5 ; -27,7)	-23,2	(-33,8 ; -12,5)
Moyenne	..	..	-19,6	(-21,3 ; -17,9)	-9,0	(-10,9 ; -7,1)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	190	-49,6	(-64,1 ; -35,1)	-33,2	(-48,1 ; -18,3)
Magasinier 2	MG2	1 025	-43,7	(-50,3 ; -37,0)	-27,7	(-35,7 ; -19,8)
Magasinier 3	MG3	31	-45,1	(-54,3 ; -35,8)	-27,5	(-40,8 ; -14,1)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	54	-35,3	(-48,1 ; -22,4)	-15,5	(-23,4 ; -7,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	5 064	-13,1	(-15,9 ; -10,2)	-3,9 *	(-7,9 ; 0,2)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-18,0	(-20,6 ; -15,5)	-8,0	(-11,9 ; -4,1)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-23,1	(-25,1 ; -21,2)	-15,7	(-18,5 ; -12,9)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 398	-26,9	(-34,1 ; -19,7)	-28,4	(-35,9 ; -20,9)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 343	-26,5	(-29,6 ; -23,5)	-21,8	(-24,9 ; -18,8)
Préposé aux renseign. 2	PR2	998	1,5 *	(-9,5 ; 12,4)	14,4	(0,8 ; 27,9)
Préposé aux renseign. 3	PR3	35	-25,7	(-34,2 ; -17,3)	-21,5	(-31,5 ; -11,5)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	212	-15,2	(-25,9 ; -4,6)	1,7 *	(-6,1 ; 9,4)
Préposé télécomm. 3	PT3	48	-44,5	(-71,3 ; -17,8)	-40,6	(-67,6 ; -13,6)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	133	-10,1	(-16,1 ; -4,2)	5,5 *	(-1,2 ; 12,1)
Acheteur 2	AC2	233	-30,7	(-40,8 ; -20,6)	-17,2	(-26,2 ; -8,3)
Moyenne	..	..	-21,7	(-23,3 ; -20,0)	-13,6	(-15,7 ; -11,6)

Annexe E-1

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	552	-8,7 *	(-21,0 ; 3,6)	-8,2 *	(-30,5 ; 14,0)
Concierge 2	CO2	2 213	-29,3	(-41,3 ; -17,2)	-20,0	(-37,3 ; -2,8)
Cuisinier 1	CU1	13	8,7 *	(-3,3 ; 20,7)	17,5	(3,7 ; 31,4)
Cuisinier 2	CU2	851	0,3 *	(-6,2 ; 6,7)	6,7	(0,3 ; 13,1)
Cuisinier 3	CU3	17	-18,2	(-29,9 ; -6,4)	-8,2 *	(-22,3 ; 5,9)
Gardien 2	GA2	248	4,3	(0,9 ; 7,7)	14,8	(11,4 ; 18,1)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-30,2	(-34,9 ; -25,5)	-24,2	(-30,1 ; -18,3)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 450	20,8	(12,5 ; 29,2)	29,3	(20,6 ; 38,0)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4 543	0,9 *	(-5,9 ; 7,8)	7,0 *	(-0,1 ; 14,1)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	308	-19,0	(-25,2 ; -12,8)	-11,9	(-18,7 ; -5,2)
Préposé entretien léger 2	PER2	428	-0,6 *	(-12,1 ; 10,8)	4,2 *	(-7,0 ; 15,4)
Moyenne		..	-2,8 *	(-7,5 ; 2,0)	4,4 *	(-1,2 ; 10,1)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	112	-32,7	(-37,1 ; -28,3)	-33,1	(-39,5 ; -26,7)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-18,9	(-25,8 ; -12,1)	-4,2 *	(-10,8 ; 2,4)
Électricien entretien 2	EL2	379	-38,6	(-50,1 ; -27,1)	-43,7	(-60,1 ; -27,3)
Électricien entretien 3	EL3	63	-42,6	(-49,5 ; -35,8)	-44,9	(-57,2 ; -32,5)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	40	-9,1 *	(-23,5 ; 5,3)	0,2 *	(-18,2 ; 18,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	219	-32,7	(-41,5 ; -23,9)	-30,3	(-40,1 ; -20,4)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-39,3	(-47,9 ; -30,8)	-31,2	(-42,0 ; -20,4)
Menuisier entretien 2	ME2	267	-20,1	(-34,5 ; -5,8)	-17,8 *	(-37,8 ; 2,3)
Ouvrier de voirie 2	VO2	187	-42,1	(-43,3 ; -40,8)	-59,6	(-61,3 ; -58,0)
Ouvrier de voirie 3	VO3	275	-21,2	(-30,0 ; -12,3)	-17,0	(-29,5 ; -4,6)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 098	-50,1	(-66,6 ; -33,7)	-49,9	(-64,8 ; -35,0)
Peintre entretien 2	PE2	118	-46,1	(-52,8 ; -39,3)	-52,1	(-60,4 ; -43,9)
Machiniste 2	MA2	56	-23,8	(-38,2 ; -9,5)	-20,5	(-39,8 ; -1,2)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	420	-38,0	(-54,8 ; -21,2)	-37,6	(-57,5 ; -17,8)
Moyenne		..	-36,4	(-42,8 ; -30,1)	-35,3	(-41,6 ; -29,0)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-17,6	(-18,9 ; -16,4)	-9,4	(-10,9 ; -8,0)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	76	-0,2 *	(-7,4 ; 6,9)	0,1 *	(-12,8 ; 12,9)
Professionnel communic. 2	PC2	854	-1,1 *	(-7,4 ; 5,2)	5,4 *	(-2,0 ; 12,8)
Professionnel communic. 3	PC3	125	-30,2	(-45,1 ; -15,3)	-22,4	(-34,9 ; -10,0)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	61	4,7 *	(-12,0 ; 21,4)	20,4	(2,9 ; 37,9)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-10,4	(-14,3 ; -6,4)	6,0 *	(-0,6 ; 12,7)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	21	-29,0	(-35,7 ; -22,2)	-16,2	(-22,2 ; -10,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	502	-34,4	(-39,2 ; -29,5)	-21,7	(-30,2 ; -13,2)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-15,0	(-18,3 ; -11,8)	-2,6 *	(-6,8 ; 1,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 608	-19,8	(-26,6 ; -13,0)	-8,8	(-16,6 ; -1,0)
Ingénieur 1	IN1	182	-23,0	(-25,2 ; -20,8)	-4,1	(-6,3 ; -1,8)
Ingénieur 2	IN2	768	-10,0	(-13,6 ; -6,5)	4,4	(1,1 ; 7,7)
Ingénieur 3	IN3	428	-18,0	(-21,7 ; -14,3)	-3,5 *	(-7,0 ; 0,1)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	64	1,5 *	(-5,2 ; 8,1)	15,0	(7,0 ; 23,0)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	551	10,9	(5,7 ; 16,1)	20,8	(15,4 ; 26,1)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	112	-6,6	(-12,6 ; -0,6)	4,9 *	(-0,1 ; 9,9)
Avocat et notaire 1	AN1	98	-26,8	(-39,3 ; -14,4)	-20,4	(-35,9 ; -5,0)
Avocat et notaire 2	AN2	624	-8,7	(-11,9 ; -5,5)	-2,5 *	(-6,3 ; 1,3)
Avocat et notaire 3	AN3	323	-11,1	(-14,9 ; -7,2)	-4,3 *	(-9,8 ; 1,2)
Moyenne		..	-11,9	(-14,2 ; -9,7)	-0,4 *	(-3,2 ; 2,5)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-12,2	(-14,9 ; -9,6)	2,9	(0,2 ; 5,6)
Technicien en administration 3	TA3	103	-18,2	(-26,6 ; -9,8)	0,0 *	(-8,7 ; 8,6)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-18,6	(-31,9 ; -5,3)	-5,8 *	(-19,7 ; 8,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	-2,5 *	(-10,5 ; 5,5)	11,9	(3,9 ; 19,8)
Techn. laboratoire 3	TL3	529	-3,5 *	(-16,4 ; 9,3)	9,6 *	(-3,0 ; 22,3)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	533	-49,5	(-61,7 ; -37,3)	-31,9	(-43,9 ; -20,0)
Technicien en droit 3	DR3	18	-62,0	(-71,8 ; -52,2)	-61,2	(-68,4 ; -54,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-46,9	(-52,7 ; -41,1)	-28,7	(-33,9 ; -23,6)
Technicien génie 3	TG3	221	-66,5	(-77,1 ; -55,9)	-41,7	(-50,7 ; -32,7)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 830	-7,8	(-15,1 ; -0,5)	8,7 *	(0,0 ; 17,4)
Techn. informatique 3	TI3	1 168	-33,8	(-39,8 ; -27,8)	-13,8	(-18,8 ; -8,8)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	508	10,3	(1,3 ; 19,2)	21,2	(9,1 ; 33,4)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	160	-39,5	(-50,1 ; -28,8)	-22,0	(-34,1 ; -9,9)
Moyenne		..	-16,8	(-19,1 ; -14,4)	-1,0 *	(-3,5 ; 1,5)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	190	-47,3	(-66,6 ; -27,9)	-24,7	(-43,3 ; -6,0)
Magasinier 2	MG2	1 025	-41,8	(-52,0 ; -31,6)	-21,9	(-33,8 ; -10,0)
Magasinier 3	MG3	31	-41,0	(-50,9 ; -31,1)	-18,8	(-29,5 ; -8,1)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	54	-33,7	(-48,6 ; -18,7)	-12,1	(-20,5 ; -3,8)
Personnel soutien adm. 1	PS1	5 064	-7,9	(-12,2 ; -3,7)	9,8	(5,5 ; 14,1)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-13,8	(-17,4 ; -10,2)	1,8 *	(-2,6 ; 6,3)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-15,3	(-20,0 ; -10,5)	-2,1 *	(-6,3 ; 2,0)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 398	-24,4	(-39,5 ; -9,3)	-16,1	(-30,8 ; -1,3)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 343	-24,9	(-30,6 ; -19,2)	-12,1	(-17,0 ; -7,1)
Préposé aux renseign. 2	PR2	998	4,7 *	(-7,6 ; 17,0)	21,0	(7,8 ; 34,1)
Préposé aux renseign. 3	PR3	35	-32,1	(-47,6 ; -16,6)	-17,0	(-31,2 ; -2,8)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	212	-15,1	(-27,7 ; -2,4)	5,6 *	(-3,4 ; 14,7)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	133	-8,0	(-14,4 ; -1,7)	8,7	(1,7 ; 15,8)
Acheteur 2	AC2	233	-30,4	(-47,2 ; -13,5)	-11,1 *	(-25,4 ; 3,2)
Moyenne		..	-18,1	(-21,0 ; -15,3)	-3,2	(-6,1 ; -0,3)

Annexe E-2

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	552	-7,1 *	(-20,7 ; 6,5)	-6,5 *	(-30,5 ; 17,5)
Concierge 2	CO2	2 213	-32,3	(-48,9 ; -15,6)	-15,7 *	(-38,9 ; 7,4)
Cuisinier 1	CU1	13	11,2 *	(-2,2 ; 24,6)	20,6	(5,2 ; 35,9)
Cuisinier 2	CU2	851	0,9 *	(-8,1 ; 9,8)	10,6	(1,4 ; 19,7)
Cuisinier 3	CU3	17	-19,0	(-34,3 ; -3,8)	-3,8 *	(-20,6 ; 13,1)
Gardien 2	GA2	248	6,7	(3,4 ; 9,9)	18,0	(14,8 ; 21,2)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-24,8	(-33,3 ; -16,3)	-15,3	(-24,3 ; -6,3)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 450	22,4	(14,2 ; 30,6)	31,1	(22,6 ; 39,6)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4 543	4,2 *	(-2,0 ; 10,4)	12,3	(6,4 ; 18,3)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	308	-16,3	(-24,1 ; -8,6)	-6,1 *	(-14,2 ; 2,0)
Préposé entretien léger 2	PER2	428	0,1 *	(-11,8 ; 12,1)	5,6 *	(-5,8 ; 17,1)
Moyenne	..	..	-1,4 *	(-6,9 ; 4,0)	8,5	(1,8 ; 15,1)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	112	-32,6	(-40,6 ; -24,6)	-28,3	(-39,7 ; -16,9)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-17,9	(-24,7 ; -11,2)	-2,8 *	(-9,2 ; 3,7)
Électricien entretien 2	EL2	379	-37,6	(-53,9 ; -21,2)	-38,3	(-59,5 ; -17,2)
Électricien entretien 3	EL3	63	-41,4	(-57,4 ; -25,5)	-46,9	(-74,7 ; -19,2)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	219	-29,8	(-45,8 ; -13,8)	-20,2	(-36,1 ; -4,3)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-39,0	(-47,9 ; -30,2)	-30,5	(-41,7 ; -19,4)
Menuisier entretien 2	ME2	267	-10,9 *	(-27,9 ; 6,0)	-2,9 *	(-23,6 ; 17,8)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 098	-52,2	(-76,5 ; -27,9)	-45,4	(-65,3 ; -25,5)
Peintre entretien 2	PE2	118	-44,2	(-70,8 ; -17,7)	-36,5	(-61,2 ; -11,7)
Machiniste 2	MA2	56	-23,1	(-37,8 ; -8,4)	-19,6 *	(-39,3 ; 0,1)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	420	-37,2	(-65,5 ; -8,8)	-24,1 *	(-51,2 ; 3,1)
Moyenne	..	..	-36,3	(-46,5 ; -26,0)	-29,3	(-38,7 ; -19,8)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-14,9	(-16,7 ; -13,1)	-1,6 *	(-3,6 ; 0,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	76	-15,6	(-22,7 ; -8,5)	-15,7	(-21,3 ; -10,2)
Professionnel communic. 2	PC2	854	-14,6	(-16,2 ; -12,9)	-14,8	(-16,3 ; -13,3)
Professionnel communic. 3	PC3	125	-14,7	(-15,8 ; -13,6)	-13,2	(-14,2 ; -12,2)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-14,7	(-16,0 ; -13,4)	-13,7	(-15,3 ; -12,1)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	21	-28,4	(-29,6 ; -27,3)	-27,5	(-28,8 ; -26,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	502	-28,8	(-29,3 ; -28,2)	-25,8	(-26,5 ; -25,2)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-18,1	(-18,9 ; -17,3)	-18,6	(-19,6 ; -17,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 608	-19,9	(-20,4 ; -19,4)	-20,1	(-20,6 ; -19,7)
Ingénieur 1	IN1	182	-40,7	(-41,8 ; -39,5)	-36,4	(-37,5 ; -35,4)
Ingénieur 2	IN2	768	-29,9	(-30,9 ; -28,9)	-32,1	(-33,3 ; -31,0)
Ingénieur 3	IN3	428	-24,4	(-24,7 ; -24,1)	-25,9	(-26,1 ; -25,6)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	551	-12,4	(-12,6 ; -12,1)	-10,6	(-10,7 ; -10,5)
Avocat et notaire 1	AN1	98	-25,6	(-29,3 ; -21,9)	-19,9	(-24,7 ; -15,0)
Avocat et notaire 2	AN2	624	-21,6	(-22,4 ; -20,9)	-20,4	(-21,4 ; -19,5)
Avocat et notaire 3	AN3	323	-6,2	(-6,6 ; -5,7)	-3,4	(-4,0 ; -2,9)
Moyenne		..	-18,8	(-19,2 ; -18,4)	-18,7	(-19,1 ; -18,2)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-23,2	(-24,0 ; -22,5)	-23,1	(-24,0 ; -22,1)
Technicien en administration 3	TA3	103	-22,5	(-23,9 ; -21,2)	-26,7	(-28,8 ; -24,7)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-13,3	(-16,7 ; -9,8)	-20,6	(-25,2 ; -16,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	-11,5	(-12,9 ; -10,1)	-13,4	(-15,2 ; -11,5)
Techn. laboratoire 3	TL3	529	-12,5	(-15,5 ; -9,5)	-13,0	(-16,3 ; -9,7)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	533	-41,0	(-43,9 ; -38,1)	-40,1	(-42,6 ; -37,7)
Technicien en droit 3	DR3	18	-33,2	(-33,2 ; -33,2)	-43,7	(-43,7 ; -43,7)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-48,2	(-50,1 ; -46,3)	-50,8	(-53,0 ; -48,6)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 830	-24,1	(-25,5 ; -22,6)	-29,8	(-31,7 ; -27,9)
Techn. informatique 3	TI3	1 168	-23,0	(-25,8 ; -20,2)	-22,8	(-25,3 ; -20,3)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	508	-33,6	(-37,5 ; -29,7)	-42,9	(-47,5 ; -38,2)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	160	-25,2	(-42,4 ; -8,0)	-30,1	(-47,9 ; -12,3)
Moyenne		..	-24,6	(-25,4 ; -23,7)	-26,2	(-27,2 ; -25,2)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	190	-56,3	(-58,1 ; -54,5)	-61,6	(-63,9 ; -59,2)
Magasinier 2	MG2	1 025	-47,1	(-49,7 ; -44,5)	-39,3	(-41,3 ; -37,3)
Magasinier 3	MG3	31	-54,3	(-61,0 ; -47,7)	-49,0	(-56,8 ; -41,2)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	54	-50,7	(-50,7 ; -50,7)	-49,7	(-49,7 ; -49,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	5 064	-21,5	(-23,1 ; -19,8)	-30,1	(-32,7 ; -27,6)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-25,9	(-26,3 ; -25,6)	-28,6	(-29,2 ; -28,1)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-29,7	(-29,9 ; -29,4)	-27,8	(-28,4 ; -27,2)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 398	-29,3	(-29,9 ; -28,7)	-41,3	(-42,1 ; -40,5)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 343	-28,5	(-29,4 ; -27,6)	-34,3	(-35,4 ; -33,2)
Préposé aux renseign. 2	PR2	998	-11,7	(-16,0 ; -7,5)	-17,2	(-21,4 ; -13,0)
Préposé aux renseign. 3	PR3	35	-18,5	(-23,7 ; -13,4)	-27,4	(-37,0 ; -17,8)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	212	-16,2	(-23,8 ; -8,5)	-22,6	(-32,1 ; -13,1)
Préposé télécomm. 3	PT3	48	-30,6	(-30,6 ; -30,6)	-47,8	(-47,8 ; -47,8)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	133	-32,2	(-34,6 ; -29,9)	-33,1	(-36,2 ; -29,9)
Acheteur 2	AC2	233	-31,2	(-32,3 ; -30,0)	-27,2	(-29,1 ; -25,3)
Moyenne		..	-27,1	(-27,7 ; -26,6)	-31,4	(-32,1 ; -30,6)

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	552	-51,8	(.. ; ..)	-49,7	(.. ; ..)
Concierge 2	CO2	2 213	-22,7	(-30,0 ; -15,5)	-30,9	(-37,9 ; -23,9)
Cuisinier 2	CU2	851	-1,2 *	(-2,6 ; 0,2)	-4,3	(-5,9 ; -2,6)
Gardien 2	GA2	248	-36,6	(-38,0 ; -35,2)	-44,6	(-45,6 ; -43,6)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-36,7	(-41,1 ; -32,3)	-35,5	(-41,5 ; -29,5)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 450	-22,4	(-24,9 ; -19,9)	-21,3	(-24,2 ; -18,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4 543	-26,3	(-29,6 ; -23,0)	-40,1	(-42,5 ; -37,7)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	308	-29,0	(-31,7 ; -26,2)	-35,2	(-39,4 ; -31,1)
Moyenne		..	-23,9	(-25,8 ; -22,0)	-31,2	(-32,9 ; -29,5)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-44,4	(-45,5 ; -43,4)	-43,1	(-44,8 ; -41,4)
Électricien entretien 2	EL2	379	-40,9	(-43,8 ; -38,0)	-56,3	(-60,8 ; -51,8)
Électricien entretien 3	EL3	63	-43,6	(-44,8 ; -42,5)	-43,3	(-44,0 ; -42,5)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	40	-32,3	(-34,4 ; -30,3)	-30,2	(-31,9 ; -28,4)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	219	-36,1	(-37,8 ; -34,4)	-42,9	(-44,6 ; -41,2)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-47,1	(-50,1 ; -44,0)	-50,2	(-54,3 ; -46,1)
Menuisier entretien 2	ME2	267	-35,3	(-39,1 ; -31,5)	-44,1	(-50,1 ; -38,1)
Ouvrier de voirie 2	VO2	187	-42,1	(-43,3 ; -40,8)	-59,6	(-61,3 ; -58,0)
Ouvrier de voirie 3	VO3	275	-21,2	(-30,0 ; -12,3)	-17,0	(-29,5 ; -4,6)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 098	-45,6	(-49,8 ; -41,5)	-60,6	(-66,5 ; -54,7)
Peintre entretien 2	PE2	118	-46,7	(-46,7 ; -46,6)	-57,6	(-58,2 ; -57,1)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	420	-39,1	(-40,3 ; -38,0)	-59,2	(-60,6 ; -57,7)
Moyenne		..	-40,6	(-42,1 ; -39,1)	-49,9	(-51,9 ; -47,9)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-24,5	(-25,0 ; -24,1)	-27,5	(-28,1 ; -26,9)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	854	-17,1	(-20,8 ; -13,5)	-23,2	(-27,5 ; -19,0)
Professionnel communic. 3	PC3	125	-6,0 *	(-19,9 ; 7,8)	-14,5 *	(-32,6 ; 3,7)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-33,2	(-36,5 ; -29,8)	-42,9	(-48,0 ; -37,7)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-28,3	(-29,2 ; -27,5)	-36,4	(-37,6 ; -35,2)
Ingénieur 2	IN2	768	-18,7	(-19,3 ; -18,0)	-23,6	(-24,8 ; -22,4)
Ingénieur 3	IN3	428	-7,1	(-7,6 ; -6,5)	-12,0	(-12,9 ; -11,0)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	551	-15,5	(-15,5 ; -15,5)	-21,1	(-21,1 ; -21,1)
Avocat et notaire 2	AN2	624	-10,4	(-11,2 ; -9,6)	-17,2	(-18,2 ; -16,3)
Avocat et notaire 3	AN3	323	8,1	(8,1 ; 8,1)	-0,6	(-0,6 ; -0,6)
Moyenne		..	-22,2	(-22,6 ; -21,7)	-29,1	(-29,7 ; -28,5)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-27,8	(-29,5 ; -26,1)	-39,6	(-41,9 ; -37,4)
Technicien en administration 3	TA3	103	-44,6	(-45,2 ; -44,1)	-53,1	(-53,8 ; -52,5)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-14,6	(-21,3 ; -8,0)	-27,5	(-37,0 ; -18,0)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	-7,5	(-8,5 ; -6,4)	-17,0	(-17,2 ; -16,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	533	-32,8	(-34,7 ; -31,0)	-42,0	(-44,9 ; -39,1)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-44,3	(-45,5 ; -43,2)	-52,5	(-54,7 ; -50,2)
Technicien génie 3	TG3	221	-50,7	(-51,4 ; -50,1)	-50,8	(-53,0 ; -48,6)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 830	-34,6	(-36,9 ; -32,3)	-47,7	(-50,7 ; -44,7)
Techn. informatique 3	TI3	1 168	-22,0	(-25,4 ; -18,7)	-28,8	(-31,1 ; -26,6)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	508	-34,3	(-38,2 ; -30,3)	-43,8	(-48,6 ; -39,1)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	160	-41,1	(-45,9 ; -36,4)	-53,4	(-60,6 ; -46,2)
Moyenne		..	-27,6	(-28,6 ; -26,5)	-38,3	(-39,7 ; -36,9)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	190	-53,5	(-55,8 ; -51,2)	-58,6	(-61,9 ; -55,3)
Magasinier 2	MG2	1 025	-49,2	(-50,3 ; -48,2)	-61,3	(-63,1 ; -59,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	5 064	-22,8	(-23,6 ; -21,9)	-34,3	(-35,9 ; -32,8)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-33,9	(-34,9 ; -32,8)	-47,4	(-48,7 ; -46,2)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-42,7	(-43,9 ; -41,6)	-58,2	(-59,1 ; -57,3)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 398	-35,7	(-37,3 ; -34,1)	-47,2	(-49,3 ; -45,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 343	-31,8	(-33,6 ; -30,0)	-44,0	(-46,3 ; -41,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	998	-27,0	(-33,2 ; -20,7)	-37,3	(-43,9 ; -30,7)
Préposé aux renseign. 3	PR3	35	-27,6	(-32,5 ; -22,7)	-32,8	(-39,1 ; -26,5)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	212	-30,7	(-34,3 ; -27,1)	-38,8	(-41,9 ; -35,8)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	133	-37,5	(-39,5 ; -35,5)	-44,4	(-48,3 ; -40,4)
Acheteur 2	AC2	233	-39,9	(-44,2 ; -35,5)	-37,9	(-49,5 ; -26,3)
Moyenne		..	-33,1	(-34,0 ; -32,2)	-45,1	(-46,4 ; -43,8)

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 213	-33,4	(-38,5 ; -28,2)	-41,5	(-44,0 ; -39,0)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-42,6	(-47,3 ; -37,8)	-43,4	(-50,3 ; -36,5)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4 543	-35,3	(-37,9 ; -32,8)	-56,3	(-56,9 ; -55,6)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	308	-40,6	(-46,5 ; -34,7)	-51,1	(-53,5 ; -48,8)
Moyenne		..	-35,1	(-37,3 ; -32,9)	-51,5	(-52,5 ; -50,5)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-40,2	(-44,2 ; -36,1)	-45,0	(-50,0 ; -40,1)
Électricien entretien 2	EL2	379	-42,3	(-42,7 ; -41,9)	-66,6	(-68,0 ; -65,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	219	-31,9	(-34,0 ; -29,9)	-45,3	(-48,9 ; -41,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-46,4	(-46,4 ; -46,4)	-63,0	(-63,0 ; -63,0)
Menuisier entretien 2	ME2	267	-39,8	(-41,4 ; -38,3)	-53,8	(-58,5 ; -49,1)
Ouvrier de voirie 2	VO2	187	-42,1	(-43,4 ; -40,8)	-59,7	(-61,3 ; -58,1)
Ouvrier de voirie 3	VO3	275	-21,2	(-30,0 ; -12,3)	-17,0	(-29,5 ; -4,6)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 098	-42,9	(-43,7 ; -42,2)	-61,0	(-63,0 ; -59,1)
Peintre entretien 2	PE2	118	-46,8	(-46,8 ; -46,8)	-66,8	(-71,2 ; -62,5)
Machiniste 2	MA2	56	-39,7	(-39,7 ; -39,7)	-52,2	(-52,2 ; -52,2)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	420	-38,5	(-39,2 ; -37,9)	-59,3	(-60,8 ; -57,9)
Moyenne		..	-39,2	(-40,0 ; -38,4)	-54,6	(-55,9 ; -53,3)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-29,1	(-29,6 ; -28,6)	-39,9	(-40,6 ; -39,1)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	76	-14,4	(-19,7 ; -9,0)	-17,3	(-30,8 ; -3,8)
Professionnel communic. 2	PC2	854	-18,1	(-20,9 ; -15,3)	-18,5	(-22,3 ; -14,7)
Professionnel communic. 3	PC3	125	-27,1	(-29,7 ; -24,4)	-28,0	(-31,6 ; -24,3)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-8,6	(-10,8 ; -6,3)	-6,4	(-8,9 ; -3,9)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	502	-7,2	(-7,9 ; -6,5)	-4,7	(-5,3 ; -4,0)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-18,0	(-19,6 ; -16,4)	-17,9	(-19,6 ; -16,1)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 608	-23,0	(-23,3 ; -22,6)	-24,5	(-24,9 ; -24,2)
Ingénieur 2	IN2	768	-32,4	(-34,5 ; -30,3)	-36,9	(-39,4 ; -34,3)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	551	-27,5	(-33,9 ; -21,2)	-30,0	(-36,1 ; -23,9)
Avocat et notaire 1	AN1	98	-14,9	(-17,1 ; -12,7)	-5,4	(-8,0 ; -2,7)
Avocat et notaire 2	AN2	624	-5,2	(-5,9 ; -4,5)	-0,2 *	(-0,7 ; 0,4)
Avocat et notaire 3	AN3	323	-0,6	(-1,0 ; -0,2)	2,7	(2,2 ; 3,1)
Moyenne		..	-17,2	(-18,1 ; -16,4)	-17,6	(-18,6 ; -16,7)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-26,3	(-28,5 ; -24,0)	-29,0	(-32,4 ; -25,6)
Technicien en administration 3	TA3	103	-15,4	(-17,5 ; -13,4)	-16,9	(-21,1 ; -12,7)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-3,4 *	(-8,6 ; 1,8)	-7,3 *	(-15,2 ; 0,7)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	-12,8	(-16,2 ; -9,4)	-16,9	(-22,2 ; -11,6)
Techn. laboratoire 3	TL3	529	-13,3	(-20,1 ; -6,6)	-14,1	(-21,7 ; -6,5)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	533	-20,1	(-29,2 ; -11,1)	-24,3	(-33,1 ; -15,5)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-54,7	(-59,8 ; -49,7)	-55,5	(-61,0 ; -50,0)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 830	-16,6	(-19,1 ; -14,2)	-17,0	(-20,7 ; -13,4)
Techn. informatique 3	TI3	1 168	-24,2	(-29,0 ; -19,5)	-21,2	(-25,8 ; -16,7)
Moyenne		..	-26,6	(-28,4 ; -24,8)	-28,4	(-30,9 ; -25,9)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	190	-59,0	(-61,4 ; -56,5)	-66,2	(-69,6 ; -62,8)
Magasinier 2	MG2	1 025	-55,9	(-59,9 ; -51,9)	-47,9	(-50,6 ; -45,3)
Magasinier 3	MG3	31	-60,4	(-62,2 ; -58,5)	-52,6	(-55,5 ; -49,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	5 064	-19,4	(-24,8 ; -13,9)	-21,5	(-29,3 ; -13,7)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-22,8	(-23,5 ; -22,1)	-25,9	(-27,7 ; -24,2)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-18,2	(-20,4 ; -16,1)	-13,1	(-15,2 ; -11,0)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 398	-35,1	(-38,0 ; -32,1)	-40,1	(-43,9 ; -36,4)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 343	-25,5	(-27,1 ; -23,9)	-29,4	(-31,1 ; -27,6)
Préposé aux renseign. 2	PR2	998	-3,8 *	(-11,3 ; 3,6)	-6,0 *	(-15,2 ; 3,1)
Préposé aux renseign. 3	PR3	35	-18,1	(-24,5 ; -11,7)	-26,8	(-38,7 ; -14,9)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	212	-8,4	(-12,0 ; -4,8)	-9,7	(-11,0 ; -8,3)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	133	-18,0	(-23,8 ; -12,3)	-13,3	(-18,0 ; -8,5)
Moyenne		..	-24,4	(-25,8 ; -23,0)	-26,2	(-28,4 ; -24,1)

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Gardien 2	GA2	248	-41,9	(-44,7 ; -39,1)	-47,2	(-49,1 ; -45,3)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-24,6	(-37,5 ; -11,6)	-17,1	(-31,3 ; -2,8)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4 543	-26,8	(-43,4 ; -10,2)	-29,7	(-42,4 ; -17,0)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	308	-21,0	(-24,5 ; -17,5)	-22,3	(-27,9 ; -16,7)
Moyenne		..	-18,1	(-24,8 ; -11,4)	-23,4	(-28,9 ; -17,9)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-49,1	(-49,4 ; -48,7)	-44,7	(-44,8 ; -44,5)
Électricien entretien 2	EL2	379	-43,8	(-49,2 ; -38,5)	-52,9	(-65,8 ; -40,0)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	40	-31,2	(-36,9 ; -25,5)	-24,4	(-27,9 ; -20,9)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	219	-38,1	(-40,7 ; -35,4)	-42,1	(-44,1 ; -40,0)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-50,8	(-55,2 ; -46,4)	-50,4	(-55,8 ; -45,0)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 098	-48,6	(-53,8 ; -43,5)	-62,6	(-71,0 ; -54,2)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	420	-61,6	(-73,2 ; -50,1)	-66,0	(-76,0 ; -55,9)
Moyenne		..	-46,3	(-48,5 ; -44,1)	-51,8	(-55,0 ; -48,6)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-23,3	(-24,6 ; -22,1)	-25,3	(-26,9 ; -23,7)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	854	-6,3	(-10,9 ; -1,6)	-8,9	(-13,3 ; -4,6)
Professionnel communic. 3	PC3	125	-2,5 *	(-7,8 ; 2,7)	-7,7	(-13,4 ; -2,1)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-12,7	(-15,7 ; -9,6)	-14,5	(-17,2 ; -11,8)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	21	-17,5	(-19,6 ; -15,5)	-19,9	(-22,6 ; -17,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	502	-29,9	(-37,7 ; -22,2)	-33,4	(-41,7 ; -25,1)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-14,5	(-15,6 ; -13,5)	-16,6	(-17,5 ; -15,8)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 608	-15,7	(-25,4 ; -6,0)	-20,3	(-29,6 ; -11,0)
Ingénieur 2	IN2	768	-10,9	(-13,1 ; -8,7)	-14,2	(-15,4 ; -12,9)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	551	-1,6	(-1,8 ; -1,3)	-0,8 *	(-1,9 ; 0,2)
Avocat et notaire 2	AN2	624	-12,9	(-16,4 ; -9,3)	-11,5	(-14,8 ; -8,3)
Avocat et notaire 3	AN3	323	-7,5	(-7,5 ; -7,5)	-12,4	(-12,4 ; -12,4)
Moyenne		..	-10,4	(-11,9 ; -8,9)	-13,1	(-14,5 ; -11,6)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-14,5	(-17,1 ; -12,0)	-17,9	(-20,3 ; -15,5)
Technicien en administration 3	TA3	103	-18,9	(-20,8 ; -17,0)	-25,7	(-26,8 ; -24,7)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-16,2	(-17,7 ; -14,7)	-21,4	(-22,8 ; -20,0)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	-9,4	(-9,6 ; -9,2)	-8,8	(-9,0 ; -8,7)
Techn. laboratoire 3	TL3	529	-11,8	(-12,4 ; -11,2)	-12,1	(-12,8 ; -11,5)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-27,4	(-28,0 ; -26,7)	-29,6	(-30,5 ; -28,8)
Technicien génie 3	TG3	221	-24,2	(-25,8 ; -22,7)	-24,0	(-25,8 ; -22,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 830	-21,7	(-24,0 ; -19,4)	-26,3	(-28,6 ; -24,1)
Techn. informatique 3	TI3	1 168	-21,3	(-22,1 ; -20,5)	-24,3	(-25,7 ; -22,9)
Moyenne		..	-15,8	(-17,1 ; -14,5)	-18,4	(-19,6 ; -17,2)
Employés de Bureau						
Magasinier 2	MG2	1 025	-24,6	(-26,4 ; -22,8)	-21,9	(-23,1 ; -20,7)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	54	-40,1	(-40,1 ; -40,1)	-37,1	(-37,1 ; -37,1)
Personnel soutien adm. 1	PS1	5 064	-16,4	(-16,6 ; -16,2)	-20,9	(-21,6 ; -20,2)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-20,0	(-20,4 ; -19,6)	-27,5	(-28,0 ; -27,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-19,4	(-20,8 ; -17,9)	-27,3	(-28,5 ; -26,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 398	-25,9	(-26,2 ; -25,6)	-39,0	(-39,5 ; -38,6)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 343	-27,4	(-28,2 ; -26,6)	-28,1	(-28,9 ; -27,2)
Préposé aux renseign. 2	PR2	998	-6,6	(-8,4 ; -4,8)	-14,6	(-14,9 ; -14,3)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	133	-34,7	(-38,6 ; -30,8)	-32,3	(-37,3 ; -27,3)
Moyenne		..	-22,5	(-22,8 ; -22,1)	-26,9	(-27,3 ; -26,6)

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Gardien 2	GA2	248	-26,8	(-26,8 ; -26,8)	-29,9	(-29,9 ; -29,9)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-18,5	(-20,4 ; -16,7)	-14,4	(-15,4 ; -13,4)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4 543	-10,3	(-12,7 ; -7,9)	-15,6	(-17,0 ; -14,2)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	308	-11,9	(-12,5 ; -11,3)	-16,4	(-18,4 ; -14,5)
Moyenne		..	-14,2	(-15,5 ; -12,8)	-17,2	(-19,0 ; -15,5)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	112	-16,1	(-16,1 ; -16,1)	-16,6	(-16,6 ; -16,6)
Électricien entretien 2	EL2	379	-23,4	(-23,9 ; -22,9)	-28,8	(-31,3 ; -26,2)
Électricien entretien 3	EL3	63	-32,4	(-39,2 ; -25,5)	-41,1	(-41,1 ; -41,0)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-22,2	(-24,6 ; -19,9)	-28,9	(-30,7 ; -27,0)
Menuisier entretien 2	ME2	267	-14,3	(-20,7 ; -8,0)	-15,0	(-21,1 ; -8,9)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 098	-24,9	(-25,7 ; -24,1)	-33,9	(-34,3 ; -33,4)
Peintre entretien 2	PE2	118	-25,9	(-25,9 ; -25,9)	-24,1	(-24,1 ; -24,1)
Moyenne		..	-20,7	(-21,4 ; -19,9)	-29,7	(-30,4 ; -29,0)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-16,4	(-17,0 ; -15,8)	-19,9	(-20,4 ; -19,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ³	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	76	-26,6	(.. ; ..)	-22,1	(.. ; ..)
Professionnel communic. 2	PC2	854	-15,3	(.. ; ..)	-11,8	(.. ; ..)
Professionnel communic. 3	PC3	125	-12,6	(.. ; ..)	-9,4	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	61	-45,0	(.. ; ..)	-40,4	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-24,0	(.. ; ..)	-20,9	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	21	-33,2	(.. ; ..)	-30,1	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	502	-37,9	(.. ; ..)	-33,9	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-15,3	(.. ; ..)	-13,0	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 608	-16,1	(.. ; ..)	-13,8	(.. ; ..)
Ingénieur 1	IN1	182	-42,5	(.. ; ..)	-37,8	(.. ; ..)
Ingénieur 2	IN2	768	-35,7	(.. ; ..)	-31,4	(.. ; ..)
Ingénieur 3	IN3	428	-29,4	(.. ; ..)	-25,5	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	64	-26,9	(.. ; ..)	-22,8	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	551	-10,6	(.. ; ..)	-8,1	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	112	-21,3	(.. ; ..)	-18,6	(.. ; ..)
Avocat et notaire 1	AN1	98	-42,8	(.. ; ..)	-38,7	(.. ; ..)
Avocat et notaire 2	AN2	624	-48,5	(.. ; ..)	-45,3	(.. ; ..)
Avocat et notaire 3	AN3	323	-29,4	(.. ; ..)	-27,3	(.. ; ..)
Biologiste 2	BI2	217	-15,0	(.. ; ..)	-12,5	(.. ; ..)
Biologiste 3	BI3	32	-21,3	(.. ; ..)	-18,8	(.. ; ..)
Moyenne		..	-20,9	(.. ; ..)	-18,1	(.. ; ..)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-23,1	(.. ; ..)	-18,0	(.. ; ..)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-22,1	(.. ; ..)	-19,0	(.. ; ..)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	-13,1	(.. ; ..)	-8,5	(.. ; ..)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	533	-49,8	(.. ; ..)	-43,6	(.. ; ..)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-52,8	(.. ; ..)	-48,0	(.. ; ..)
Technicien génie 3	TG3	221	-55,2	(.. ; ..)	-47,0	(.. ; ..)
Moyenne		..	-26,2	(.. ; ..)	-21,2	(.. ; ..)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	190	-39,9	(.. ; ..)	-27,8	(.. ; ..)
Magasinier 2	MG2	1 025	-42,3	(.. ; ..)	-27,4	(.. ; ..)
Magasinier 3	MG3	31	-42,1	(.. ; ..)	-29,8	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-26,7	(.. ; ..)	-21,9	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-29,9	(.. ; ..)	-25,0	(.. ; ..)
Acheteur 2	AC2	233	-28,6	(.. ; ..)	-24,0	(.. ; ..)
Moyenne		..	-28,2	(.. ; ..)	-22,3	(.. ; ..)

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ³	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	552	-51,8	(.. ; ..)	-49,7	(.. ; ..)
Cuisinier 1	CU1	13	-35,2	(.. ; ..)	-36,3	(.. ; ..)
Cuisinier 2	CU2	851	-23,6	(.. ; ..)	-21,3	(.. ; ..)
Cuisinier 3	CU3	17	-26,6	(.. ; ..)	-27,6	(.. ; ..)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-21,8	(.. ; ..)	-16,2	(.. ; ..)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 450	-19,6	(.. ; ..)	-18,1	(.. ; ..)
Préposé entretien léger 2	PER2	428	-13,1	(.. ; ..)	-11,4	(.. ; ..)
Moyenne		..	-23,9	(.. ; ..)	-22,0	(.. ; ..)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	112	-21,6	(.. ; ..)	-19,3	(.. ; ..)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-26,3	(.. ; ..)	-24,3	(.. ; ..)
Électricien entretien 2	EL2	379	-48,2	(.. ; ..)	-45,9	(.. ; ..)
Électricien entretien 3	EL3	63	-44,0	(.. ; ..)	-38,4	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	40	-43,7	(.. ; ..)	-41,4	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	219	-40,8	(.. ; ..)	-37,9	(.. ; ..)
Menuisier entretien 2	ME2	267	-42,1	(.. ; ..)	-38,2	(.. ; ..)
Machiniste 2	MA2	56	-26,6	(.. ; ..)	-24,4	(.. ; ..)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	420	-25,1	(.. ; ..)	-23,4	(.. ; ..)
Moyenne		..	-36,2	(.. ; ..)	-33,5	(.. ; ..)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-25,0	(.. ; ..)	-20,9	(.. ; ..)

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	76	-25,7	(-26,5 ; -24,9)	-23,5	(-24,3 ; -22,7)
Professionnel communic. 2	PC2	854	-15,6	(-17,6 ; -13,5)	-15,8	(-18,0 ; -13,7)
Professionnel communic. 3	PC3	125	-15,0	(-15,9 ; -14,1)	-13,1	(-14,1 ; -12,1)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-13,4	(-14,5 ; -12,2)	-12,1	(-13,8 ; -10,5)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	21	-28,5	(-29,7 ; -27,2)	-27,7	(-29,1 ; -26,4)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	502	-29,4	(-30,3 ; -28,5)	-26,2	(-27,2 ; -25,3)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-17,0	(-18,2 ; -15,8)	-16,7	(-18,6 ; -14,9)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 608	-19,5	(-20,1 ; -19,0)	-19,6	(-20,4 ; -18,7)
Ingénieur 1	IN1	182	-40,7	(-41,8 ; -39,5)	-36,6	(-37,6 ; -35,6)
Ingénieur 2	IN2	768	-30,7	(-31,7 ; -29,6)	-33,0	(-34,2 ; -31,8)
Ingénieur 3	IN3	428	-24,5	(-24,8 ; -24,1)	-26,0	(-26,3 ; -25,7)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	64	-26,9	(.. ; ..)	-22,8	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	551	-5,3 *	(-14,2 ; 3,6)	-1,8 *	(-12,6 ; 9,0)
Avocat et notaire 1	AN1	98	-26,5	(-30,4 ; -22,5)	-20,4	(-25,5 ; -15,2)
Avocat et notaire 2	AN2	624	-23,1	(-24,3 ; -22,0)	-22,4	(-23,6 ; -21,3)
Avocat et notaire 3	AN3	323	-8,2	(-8,7 ; -7,7)	-5,1	(-5,8 ; -4,3)
Moyenne		..	-18,2	(-19,0 ; -17,5)	-17,7	(-18,7 ; -16,7)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-23,6	(-24,8 ; -22,4)	-22,3	(-23,8 ; -20,9)
Technicien en administration 3	TA3	103	-18,7	(-20,4 ; -17,1)	-24,8	(-27,8 ; -21,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-15,5	(-21,9 ; -9,1)	-21,7	(-27,3 ; -16,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	-14,2	(-17,0 ; -11,3)	-2,8 *	(-7,5 ; 1,8)
Techn. laboratoire 3	TL3	529	-12,3	(-15,2 ; -9,4)	-12,2	(-15,6 ; -8,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	533	-41,6	(-44,6 ; -38,6)	-41,1	(-43,6 ; -38,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-55,2	(-60,0 ; -50,3)	-48,6	(-53,6 ; -43,6)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 830	-25,2	(-27,8 ; -22,6)	-27,9	(-33,1 ; -22,8)
Techn. informatique 3	TI3	1 168	-19,4	(-22,6 ; -16,2)	-19,7	(-22,6 ; -16,7)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	508	-18,1	(-25,7 ; -10,4)	-21,8	(-30,6 ; -13,0)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	160	-40,5	(-56,7 ; -24,3)	-41,2	(-60,9 ; -21,4)
Moyenne		..	-25,5	(-26,7 ; -24,2)	-23,6	(-25,2 ; -22,0)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	190	-64,2	(-77,8 ; -50,6)	-53,7	(-66,6 ; -40,9)
Magasinier 2	MG2	1 025	-50,7	(-57,1 ; -44,3)	-39,4	(-46,1 ; -32,7)
Magasinier 3	MG3	31	-42,3	(-50,9 ; -33,7)	-27,7	(-44,1 ; -11,3)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	54	-31,9	(-51,8 ; -12,0)	-32,8	(-57,4 ; -8,2)
Personnel soutien adm. 1	PS1	5 064	-20,5	(-22,6 ; -18,4)	-25,0	(-28,1 ; -21,8)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-28,4	(-30,1 ; -26,7)	-28,5	(-29,9 ; -27,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-30,0	(-31,0 ; -29,0)	-28,0	(-29,0 ; -26,9)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 398	-30,6	(-32,0 ; -29,3)	-43,5	(-45,6 ; -41,3)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 343	-26,4	(-28,2 ; -24,7)	-31,9	(-34,3 ; -29,5)
Préposé aux renseign. 2	PR2	998	-15,6	(-21,5 ; -9,7)	-15,7	(-20,7 ; -10,6)
Préposé aux renseign. 3	PR3	35	-28,2	(-36,7 ; -19,6)	-30,5	(-37,7 ; -23,3)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	212	-13,7	(-23,4 ; -3,9)	-12,7 *	(-28,7 ; 3,3)
Préposé télécomm. 3	PT3	48	-30,6	(-30,6 ; -30,6)	-47,8	(-47,8 ; -47,8)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	133	-10,5	(-18,7 ; -2,3)	1,3 *	(-8,4 ; 11,1)
Acheteur 2	AC2	233	-34,1	(-38,2 ; -29,9)	-28,8	(-32,9 ; -24,6)
Moyenne		..	-27,2	(-28,4 ; -26,1)	-29,4	(-30,7 ; -28,0)

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 213	-35,5	(-48,3 ; -22,7)	-26,9	(-47,1 ; -6,8)
Cuisinier 1	CU1	13	-4,3 *	(-14,3 ; 5,6)	3,3 *	(-11,0 ; 17,5)
Cuisinier 2	CU2	851	-1,9 *	(-10,0 ; 6,3)	1,8 *	(-5,9 ; 9,4)
Cuisinier 3	CU3	17	-21,5	(-29,2 ; -13,8)	-26,7	(-31,0 ; -22,5)
Gardien 2	GA2	248	5,2	(2,4 ; 8,1)	15,7	(12,9 ; 18,4)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-33,3	(-37,3 ; -29,3)	-27,9	(-34,4 ; -21,4)
Préposé cuisine/cafét. 2	CC2	2 450	-1,2 *	(-10,6 ; 8,3)	3,9 *	(-5,5 ; 13,2)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4 543	-2,0 *	(-8,8 ; 4,9)	3,3 *	(-5,6 ; 12,3)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	308	-26,1	(-34,1 ; -18,1)	-23,0	(-31,6 ; -14,3)
Préposé entretien léger 2	PER2	428	-9,6 *	(-20,0 ; 0,7)	-5,4 *	(-15,3 ; 4,5)
Moyenne		..	-10,2	(-15,2 ; -5,2)	-4,6 *	(-11,1 ; 1,8)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	112	-38,1	(-40,7 ; -35,5)	-40,2	(-46,1 ; -34,3)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-25,4	(-33,1 ; -17,7)	-11,5	(-19,7 ; -3,2)
Électricien entretien 2	EL2	379	-37,7	(-50,5 ; -24,9)	-42,0	(-59,8 ; -24,3)
Électricien entretien 3	EL3	63	-39,5	(-44,5 ; -34,5)	-37,0	(-44,7 ; -29,3)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	219	-39,2	(-47,1 ; -31,4)	-39,0	(-46,5 ; -31,5)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-44,0	(-55,3 ; -32,6)	-36,0	(-48,8 ; -23,2)
Menuisier entretien 2	ME2	267	-32,1	(-40,2 ; -23,9)	-34,4	(-48,2 ; -20,6)
Ouvrier de voirie 2	VO2	187	-42,1	(-43,3 ; -40,8)	-59,6	(-61,3 ; -58,0)
Ouvrier de voirie 3	VO3	275	-21,2	(-30,0 ; -12,3)	-17,0	(-29,5 ; -4,6)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 098	-51,2	(-68,3 ; -34,1)	-51,9	(-67,4 ; -36,4)
Peintre entretien 2	PE2	118	-46,1	(-53,1 ; -39,2)	-52,5	(-61,1 ; -43,9)
Machiniste 2	MA2	56	-41,8	(-59,0 ; -24,5)	-45,3	(-67,6 ; -23,0)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	420	-39,7	(-57,9 ; -21,4)	-40,8	(-62,7 ; -18,9)
Moyenne		..	-40,6	(-47,5 ; -33,7)	-41,0	(-47,7 ; -34,2)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-22,9	(-24,0 ; -21,9)	-22,4	(-23,6 ; -21,1)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	76	-1,3 *	(-6,9 ; 4,3)	-1,6 *	(-10,4 ; 7,2)
Professionnel communic. 2	PC2	854	-2,4 *	(-7,3 ; 2,5)	3,0 *	(-2,7 ; 8,8)
Professionnel communic. 3	PC3	125	-25,7	(-38,5 ; -13,0)	-20,4	(-30,5 ; -10,4)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	61	4,6 *	(-12,2 ; 21,4)	20,3	(2,7 ; 37,9)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-10,9	(-15,1 ; -6,8)	5,0 *	(-2,1 ; 12,2)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	21	-28,9	(-35,1 ; -22,7)	-16,7	(-22,3 ; -11,1)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	502	-34,1	(-38,8 ; -29,3)	-21,6	(-29,8 ; -13,4)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-15,4	(-18,6 ; -12,3)	-3,3 *	(-7,3 ; 0,8)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 608	-20,0	(-26,5 ; -13,5)	-9,6	(-17,2 ; -2,1)
Ingénieur 1	IN1	182	-23,1	(-25,3 ; -20,9)	-4,1	(-6,4 ; -1,8)
Ingénieur 2	IN2	768	-10,1	(-13,6 ; -6,6)	4,2	(1,0 ; 7,5)
Ingénieur 3	IN3	428	-18,0	(-21,7 ; -14,3)	-3,5 *	(-7,1 ; 0,0)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	64	1,4 *	(-5,3 ; 8,0)	14,8	(6,8 ; 22,8)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	551	9,9	(3,4 ; 16,4)	20,5	(13,7 ; 27,2)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	112	-8,6	(-15,0 ; -2,1)	3,2 *	(-2,1 ; 8,4)
Avocat et notaire 1	AN1	98	-22,4	(-36,6 ; -8,2)	-18,0	(-32,9 ; -3,0)
Avocat et notaire 2	AN2	624	-8,7	(-11,5 ; -6,0)	-2,6 *	(-5,8 ; 0,6)
Avocat et notaire 3	AN3	323	-8,3	(-11,9 ; -4,7)	-2,8 *	(-7,5 ; 2,0)
Moyenne		..	-12,1	(-14,3 ; -9,9)	-0,9 *	(-3,6 ; 1,9)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-11,6	(-14,3 ; -8,9)	3,4	(0,7 ; 6,1)
Technicien en administration 3	TA3	103	-19,8	(-27,5 ; -12,1)	-3,4 *	(-11,7 ; 5,0)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-13,8	(-23,6 ; -3,9)	1,5 *	(-5,6 ; 8,6)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	4,4 *	(-5,1 ; 13,9)	18,2	(8,5 ; 28,0)
Techn. laboratoire 3	TL3	529	-3,4 *	(-16,7 ; 9,8)	9,7 *	(-3,4 ; 22,7)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	533	-47,8	(-59,6 ; -36,0)	-30,0	(-41,4 ; -18,6)
Technicien en droit 3	DR3	18	-61,3	(-70,6 ; -52,1)	-59,9	(-66,7 ; -53,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-40,2	(-49,2 ; -31,2)	-20,0	(-27,9 ; -12,1)
Technicien génie 3	TG3	221	-67,1	(-78,0 ; -56,3)	-41,7	(-51,0 ; -32,5)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 830	-5,5 *	(-13,1 ; 2,0)	12,6	(4,1 ; 21,0)
Techn. informatique 3	TI3	1 168	-34,7	(-40,6 ; -28,8)	-14,3	(-19,4 ; -9,2)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	508	6,6 *	(-10,6 ; 23,8)	24,1	(4,9 ; 43,3)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	160	-35,8	(-45,9 ; -25,6)	-16,6	(-26,8 ; -6,5)
Moyenne		..	-14,7	(-17,5 ; -11,9)	1,6 *	(-1,3 ; 4,5)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	190	-24,8	(-40,7 ; -9,0)	-0,8 *	(-13,7 ; 12,0)
Magasinier 2	MG2	1 025	-25,8	(-35,7 ; -16,0)	-0,3 *	(-9,7 ; 9,1)
Magasinier 3	MG3	31	-48,4	(-64,0 ; -32,8)	-27,2	(-43,0 ; -11,5)
Personnel soutien adm. 1	PS1	5 064	-7,0	(-11,6 ; -2,4)	11,1	(6,5 ; 15,6)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-9,7	(-13,2 ; -6,2)	6,7	(2,5 ; 10,9)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-14,5	(-19,2 ; -9,8)	-1,3 *	(-5,2 ; 2,6)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 398	-22,4	(-38,6 ; -6,3)	-12,3 *	(-28,0 ; 3,3)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 343	-26,6	(-32,3 ; -21,0)	-13,5	(-18,4 ; -8,5)
Préposé aux renseign. 2	PR2	998	8,9 *	(-3,2 ; 20,9)	25,9	(13,8 ; 37,9)
Préposé aux renseign. 3	PR3	35	-21,5	(-35,1 ; -7,8)	-6,9 *	(-18,7 ; 4,9)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	212	-15,6	(-28,3 ; -3,0)	4,8 *	(-4,3 ; 13,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	133	-10,0	(-17,6 ; -2,4)	7,0 *	(-1,2 ; 15,2)
Acheteur 2	AC2	233	-27,9	(-46,5 ; -9,2)	-8,3 *	(-23,9 ; 7,3)
Moyenne		..	-16,5	(-19,2 ; -13,8)	-0,8 *	(-3,6 ; 1,9)

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 213	-1,4 *	(-8,2 ; 5,3)	10,9	(5,1 ; 16,8)
Cuisinier 1	CU1	13	20,8	(6,0 ; 35,7)	30,5	(16,9 ; 44,1)
Cuisinier 2	CU2	851	5,5 *	(-0,6 ; 11,6)	17,7	(10,1 ; 25,4)
Cuisinier 3	CU3	17	-16,3 *	(-33,6 ; 1,1)	1,0 *	(-16,1 ; 18,1)
Gardien 2	GA2	248	-6,8 *	(-28,7 ; 15,1)	5,1 *	(-16,3 ; 26,5)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-5,4 *	(-15,0 ; 4,3)	4,8 *	(-2,8 ; 12,5)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 450	27,9	(22,0 ; 33,8)	37,2	(31,7 ; 42,8)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4 543	5,8 *	(-3,2 ; 14,8)	13,3	(7,0 ; 19,6)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	308	-8,2	(-16,1 ; -0,2)	4,1 *	(-2,8 ; 11,1)
Préposé entretien léger 2	PER2	428	14,2	(12,6 ; 15,8)	20,2	(16,1 ; 24,2)
Moyenne		..	8,0	(3,8 ; 12,2)	17,7	(14,3 ; 21,0)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	112	13,1	(4,6 ; 21,6)	23,7	(14,5 ; 32,8)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-9,9	(-14,3 ; -5,6)	5,7	(0,8 ; 10,7)
Électricien entretien 2	EL2	379	-43,9	(-60,6 ; -27,1)	-54,5	(-80,0 ; -29,0)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	219	-1,8 *	(-5,3 ; 1,7)	8,8	(3,7 ; 13,9)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-30,4	(-41,8 ; -19,0)	-21,8	(-41,5 ; -2,0)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 098	-27,4	(-36,6 ; -18,2)	-10,3	(-20,2 ; -0,4)
Machiniste 2	MA2	56	-2,5 *	(-5,8 ; 0,8)	7,5	(2,2 ; 12,8)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	420	-19,8	(-37,6 ; -2,0)	-5,6 *	(-23,4 ; 12,3)
Moyenne		..	-19,9	(-24,5 ; -15,3)	-10,1	(-16,3 ; -4,0)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-12,0	(-13,7 ; -10,4)	1,5 *	(-0,3 ; 3,3)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	854	-5,4 *	(-25,1 ; 14,4)	-11,0 *	(-36,0 ; 14,0)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-21,7	(-36,3 ; -7,0)	-18,8 *	(-40,5 ; 3,0)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-7,9	(-10,6 ; -5,2)	-1,5 *	(-5,7 ; 2,7)
Moyenne		..	-7,7	(-12,8 ; -2,6)	-5,3 *	(-12,4 ; 1,8)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-21,9	(-29,0 ; -14,7)	-13,2	(-18,4 ; -8,1)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-31,9	(-58,5 ; -5,4)	-28,3	(-49,8 ; -6,9)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	-15,0	(-18,9 ; -11,2)	0,3 *	(-4,5 ; 5,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-60,4	(-68,7 ; -52,1)	-46,5	(-54,9 ; -38,2)
Technicien génie 3	TG3	221	-52,5	(-68,0 ; -36,9)	-42,1	(-63,3 ; -20,8)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 830	-26,1	(-31,2 ; -20,9)	-25,2	(-34,6 ; -15,8)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	508	13,5	(3,0 ; 23,9)	18,5	(2,7 ; 34,2)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	160	-52,3	(-73,7 ; -30,8)	-47,5	(-77,8 ; -17,2)
Moyenne		..	-24,5	(-28,7 ; -20,3)	-16,9	(-20,5 ; -13,3)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	190	-69,7	(-91,8 ; -47,6)	-49,0	(-69,8 ; -28,2)
Magasinier 2	MG2	1 025	-53,7	(-65,4 ; -42,0)	-39,1	(-51,7 ; -26,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	5 064	-15,7	(-25,4 ; -6,1)	-1,3 *	(-11,6 ; 9,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-36,4	(-42,8 ; -29,9)	-27,2	(-32,9 ; -21,5)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-43,6	(-63,9 ; -23,3)	-36,3	(-54,3 ; -18,3)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 398	-46,7	(-63,2 ; -30,2)	-66,8	(-95,8 ; -37,9)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 343	-21,4	(-29,6 ; -13,3)	-22,3	(-32,2 ; -12,4)
Préposé aux renseign. 2	PR2	998	-21,1	(-33,8 ; -8,3)	-11,5	(-22,7 ; -0,3)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	133	-0,7 *	(-10,5 ; 9,0)	14,9	(5,2 ; 24,7)
Moyenne		..	-29,9	(-35,3 ; -24,4)	-23,8	(-29,6 ; -18,0)

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 213	-43,4	(-61,1 ; -25,6)	-24,8 *	(-55,0 ; 5,4)
Cuisinier 1	CU1	13	-0,8 *	(-13,0 ; 11,5)	7,9 *	(-9,5 ; 25,4)
Cuisinier 2	CU2	851	-2,3 *	(-15,6 ; 11,0)	5,4 *	(-7,3 ; 18,2)
Gardien 2	GA2	248	7,8	(5,1 ; 10,6)	19,2	(16,6 ; 21,8)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 450	2,4 *	(-9,1 ; 13,8)	8,1 *	(-3,4 ; 19,5)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4 543	2,8 *	(-4,4 ; 10,0)	11,4	(2,7 ; 20,1)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	308	-24,5	(-36,7 ; -12,3)	-16,7	(-29,1 ; -4,3)
Préposé entretien léger 2	PER2	428	-9,2 *	(-20,7 ; 2,3)	-3,9 *	(-15,1 ; 7,3)
Moyenne		..	-9,1	(-15,2 ; -2,9)	0,5 *	(-8,0 ; 8,9)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	112	-43,5	(-49,4 ; -37,6)	-40,9	(-52,4 ; -29,3)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-24,1	(-31,9 ; -16,2)	-9,4	(-17,5 ; -1,2)
Électricien entretien 2	EL2	379	-35,8	(-55,0 ; -16,5)	-34,4	(-57,3 ; -11,5)
Électricien entretien 3	EL3	63	-24,2	(-31,6 ; -16,9)	-14,9	(-25,6 ; -4,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	219	-43,3	(-60,4 ; -26,1)	-34,3	(-50,5 ; -18,1)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-43,8	(-55,8 ; -31,8)	-35,2	(-48,6 ; -21,8)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 098	-53,8	(-79,6 ; -28,0)	-47,9	(-68,9 ; -26,9)
Machiniste 2	MA2	56	-41,7	(-60,2 ; -23,1)	-45,4	(-69,4 ; -21,4)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	420	-40,1	(-73,4 ; -6,8)	-27,2 *	(-59,1 ; 4,6)
Moyenne		..	-42,2	(-53,8 ; -30,7)	-36,2	(-46,8 ; -25,6)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-20,8	(-23,9 ; -17,7)	-14,9	(-18,4 ; -11,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	76	0,1 *	(-7,0 ; 7,1)	0,3 *	(-12,7 ; 13,4)
Professionnel communic. 2	PC2	854	-0,6 *	(-7,5 ; 6,2)	6,8 *	(-1,4 ; 15,1)
Professionnel communic. 3	PC3	125	-30,0	(-45,7 ; -14,3)	-21,3	(-34,6 ; -8,0)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	61	4,8 *	(-11,8 ; 21,4)	20,5	(3,2 ; 37,9)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	423	-10,2	(-14,1 ; -6,3)	6,3 *	(-0,1 ; 12,8)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	21	-27,8	(-34,7 ; -21,0)	-14,7	(-20,7 ; -8,7)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	502	-34,3	(-39,1 ; -29,4)	-21,5	(-29,9 ; -13,0)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 229	-15,3	(-18,7 ; -12,0)	-2,6 *	(-7,0 ; 1,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 608	-19,9	(-26,7 ; -13,0)	-8,8	(-16,7 ; -1,0)
Ingénieur 2	IN2	768	-10,1	(-13,7 ; -6,5)	4,4	(1,1 ; 7,7)
Ingénieur 3	IN3	428	-18,0	(-21,7 ; -14,3)	-3,5 *	(-7,0 ; 0,1)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	551	10,0	(3,5 ; 16,6)	20,7	(13,9 ; 27,4)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	112	-8,6	(-15,2 ; -1,9)	3,5 *	(-1,7 ; 8,8)
Avocat et notaire 2	AN2	624	-9,4	(-12,7 ; -6,1)	-1,5 *	(-5,7 ; 2,7)
Avocat et notaire 3	AN3	323	-10,4	(-14,6 ; -6,2)	-2,7 *	(-8,8 ; 3,3)
Moyenne	..	..	-12,1	(-14,4 ; -9,8)	-0,2 *	(-3,1 ; 2,8)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	9 209	-11,0	(-13,9 ; -8,0)	4,9	(2,0 ; 7,8)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	687	-13,2	(-23,7 ; -2,7)	2,9 *	(-4,7 ; 10,5)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 227	4,4 *	(-5,1 ; 13,9)	18,2	(8,5 ; 28,0)
Techn. laboratoire 3	TL3	529	-3,3 *	(-16,7 ; 10,1)	9,8 *	(-3,4 ; 23,1)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	533	-48,9	(-61,7 ; -36,1)	-29,9	(-42,1 ; -17,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 607	-40,2	(-49,3 ; -31,2)	-19,9	(-27,9 ; -12,0)
Technicien génie 3	TG3	221	-67,2	(-78,2 ; -56,3)	-41,7	(-51,0 ; -32,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 830	-5,3 *	(-12,9 ; 2,2)	12,9	(4,5 ; 21,4)
Techn. informatique 3	TI3	1 168	-34,5	(-40,4 ; -28,5)	-13,9	(-19,0 ; -8,8)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	508	6,6 *	(-10,6 ; 23,8)	24,1	(4,9 ; 43,3)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	160	-36,6	(-47,2 ; -26,1)	-16,7	(-27,3 ; -6,2)
Moyenne	..	..	-14,5	(-17,4 ; -11,6)	2,4 *	(-0,6 ; 5,4)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	190	-24,8	(-40,7 ; -9,0)	-0,8 *	(-13,7 ; 12,0)
Magasinier 2	MG2	1 025	-25,6	(-35,7 ; -15,5)	0,2 *	(-9,3 ; 9,7)
Magasinier 3	MG3	31	-40,7	(-55,2 ; -26,3)	-17,8	(-30,4 ; -5,1)
Personnel soutien adm. 1	PS1	5 064	-6,9	(-11,5 ; -2,2)	11,3	(6,7 ; 15,9)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 346	-9,4	(-13,0 ; -5,9)	7,2	(3,0 ; 11,4)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 677	-13,9	(-18,8 ; -9,0)	-0,5 *	(-4,6 ; 3,6)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 398	-22,3	(-38,9 ; -5,7)	-11,9 *	(-28,0 ; 4,2)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 343	-25,4	(-31,8 ; -19,0)	-10,7	(-16,2 ; -5,1)
Préposé aux renseign. 2	PR2	998	9,0 *	(-3,1 ; 21,2)	26,1	(14,0 ; 38,2)
Préposé aux renseign. 3	PR3	35	-21,2	(-35,7 ; -6,7)	-5,9 *	(-18,0 ; 6,2)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	212	-16,0	(-28,7 ; -3,2)	4,7 *	(-4,6 ; 13,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	133	-10,0	(-17,6 ; -2,4)	7,1 *	(-1,2 ; 15,3)
Acheteur 2	AC2	233	-27,4	(-46,3 ; -8,5)	-7,9 *	(-23,7 ; 7,9)
Moyenne	..	..	-15,9	(-18,8 ; -13,0)	0,3 *	(-2,5 ; 3,2)

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2021

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 213	-1,4 *	(-8,2 ; 5,3)	10,9	(5,1 ; 16,8)
Cuisinier 1	CU1	13	20,8	(6,0 ; 35,7)	30,5	(16,9 ; 44,1)
Cuisinier 2	CU2	851	5,5 *	(-0,6 ; 11,6)	17,7	(10,1 ; 25,4)
Cuisinier 3	CU3	17	-16,3 *	(-33,6 ; 1,1)	1,0 *	(-16,1 ; 18,1)
Gardien 2	GA2	248	-6,2 *	(-28,4 ; 16,1)	5,8 *	(-15,9 ; 27,5)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-4,0 *	(-12,8 ; 4,8)	6,4 *	(-0,1 ; 12,9)
Préposé cuisine/cafét. 2	CC2	2 450	27,9	(22,0 ; 33,8)	37,2	(31,7 ; 42,8)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4 543	6,1 *	(-2,6 ; 14,9)	13,7	(7,6 ; 19,8)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	308	-8,2	(-16,1 ; -0,2)	4,1 *	(-2,8 ; 11,1)
Préposé entretien léger 2	PER2	428	14,2	(12,6 ; 15,8)	20,2	(16,1 ; 24,2)
Moyenne		..	8,1	(4,0 ; 12,3)	17,8	(14,5 ; 21,2)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	112	13,4	(5,0 ; 21,9)	24,0	(15,0 ; 33,1)
Électricien entretien 2	EL2	379	-44,1	(-60,9 ; -27,3)	-54,8	(-80,4 ; -29,2)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	219	-1,8 *	(-5,3 ; 1,7)	8,8	(3,7 ; 13,9)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-30,4	(-41,8 ; -19,0)	-21,8	(-41,5 ; -2,0)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 098	-27,3	(-37,0 ; -17,5)	-9,4 *	(-19,9 ; 1,0)
Machiniste 2	MA2	56	-2,5 *	(-5,8 ; 0,8)	7,5	(2,2 ; 12,8)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	420	-19,8	(-37,6 ; -2,0)	-5,6 *	(-23,4 ; 12,3)
Moyenne		..	-19,2	(-24,0 ; -14,4)	-9,0	(-15,4 ; -2,6)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-11,7	(-13,5 ; -10,0)	2,4	(0,5 ; 4,3)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe F

Heures hebdomadaires moyennes de travail par catégorie d'emplois, administration québécoise et secteurs de comparaison, en 2021

Secteur	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau	
	Heures normales hebdom.	Heures présence au travail	Heures normales hebdom.	Heures présence au travail	Heures normales hebdom.	Heures présence au travail
	h					
Administration québécoise ¹	35,0	29,1	35,0	29,5	35,0	29,7
Autres salariés québécois (ASQ)	37,2	31,7	37,4	32,1	36,9	31,5
Privé	37,6	32,6	38,1	33,2	37,9	33,0
« Autre public »	36,1	30,0	35,9	29,8	35,4	29,4
Administration municipale	34,9	29,3	34,8	29,1	34,8	29,0
« Entreprises publiques »	35,3	29,6	35,5	29,5 *	35,3	29,3
Universitaire	34,6	28,9	35,0 *	29,0	34,7	28,7
Administration fédérale	37,5	30,7	37,5	31,0	37,7	31,1
ASQ syndiqués	36,2	30,1	36,6	30,6	35,7	29,8 *
ASQ non syndiqués	37,5	32,5	38,1	33,2	37,9	33,1
Privé syndiqué	36,3	30,9	37,4	31,9	36,6	31,3
Privé non syndiqué	37,7	32,7	38,2	33,4	38,0	33,2

1. Les heures de travail correspondent à la moyenne de celles de l'ensemble des emplois retenus dans la comparaison de l'administration québécoise avec les autres salariés québécois.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Employés de service		Ouvriers		Ensemble des emplois		Secteurs
Heures normales hebdom.	Heures présence au travail	Heures normales hebdom.	Heures présence au travail	Heures normales hebdom.	Heures présence au travail	
h						
38,7 *	32,8 *	38,8	32,6	35,8	30,2	Administration québécoise ¹
38,2 *	33,2 *	39,3	33,3	37,4	32,1	Autres salariés québécois (ASQ)
38,5 *	33,6 *	39,8	34,1	38,1	33,1	Privé
38,3	31,7	38,5	31,9	35,8	30,1	« Autre public »
37,8	31,4	37,9	31,9	35,3	29,5	Administration municipale
37,3	30,8	38,8 *	31,9	35,8 *	29,8	« Entreprises publiques »
38,2	31,7	38,8 *	31,4	35,5	29,4	Universitaire
40,0	33,1	40,0	33,1	37,9	31,2	Administration fédérale
38,7 *	33,0 *	39,3	33,2	36,7	30,7	ASQ syndiqués
37,6	33,5 *	39,4	34,4	37,9	33,2	ASQ non syndiqués
39,1 *	33,6 *	39,9	34,1	37,3	31,9	Privé syndiqué
37,6	33,5 *	39,4	34,5	38,0	33,3	Privé non syndiqué

Annexe G-1

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2021 et 2020

Secteur	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2021	2020	Statut	2021	2020	Statut
	%			%		
Ensemble des autres salariés québécois	-17,6	-16,5	Affaiblissement	-9,4	-9,2	Stabilité
Privé	-14,9	-13,3	Affaiblissement	-1,6 *	-0,3 *	Stabilité
« Autre public »	-24,5	-23,5	Stabilité	-27,5	-28,3	Amélioration
Administration municipale	-29,1	-27,9	Stabilité	-39,9	-39,4	Stabilité
« Entreprises publiques »	-23,3	-22,3	Stabilité	-25,3	-25,8	Stabilité
Universitaire	-16,4	-15,6	Stabilité	-19,9	-20,4	Stabilité
Administration fédérale	-25,0	-23,0	Affaiblissement	-20,9	-22,5	Amélioration
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	-22,9	-22,3	Stabilité	-22,4	-23,7	Stabilité
Autres salariés québécois non syndiqués	-12,0	-9,6	Affaiblissement	1,5 *	4,1	Affaiblissement
Privé syndiqué	-20,8	-20,5	Stabilité	-14,9	-16,8	Stabilité
Privé non syndiqué	-11,7	-9,0	Affaiblissement	2,4	5,2	Affaiblissement

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années diffèrent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2021 et 2020
Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2021	2020	Statut	2021	2020	Statut
	%	%		%	%	
Ensemble des emplois repère:	-17,6	-16,5	Affaiblissement	-9,4	-9,2	Stabilité
Professionnels	-14,6	-15,0	Stabilité	-6,5	-7,5	Stabilité
Techniciens	-19,6	-17,8	Affaiblissement	-9,0	-8,4	Stabilité
Employés de bureau	-21,7	-19,4	Affaiblissement	-13,6	-12,5	Stabilité
Employés de service	-2,8 *	-3,3 *	Stabilité	4,4 *	4,1 *	Stabilité
Ouvriers	-36,4	-34,0	Stabilité	-35,3	-34,5	Stabilité

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2021	2020	Statut	2021	2020	Statut
	%	%		%	%	
Ensemble des emplois	-14,9	-13,3	Affaiblissement	-1,6 *	-0,3 *	Stabilité
Professionnels	-11,9	-12,2	Stabilité	-0,4 *	-0,5 *	Stabilité
Techniciens	-16,8	-14,6	Affaiblissement	-1,0 *	0,5 *	Stabilité
Employés de bureau	-18,1	-14,2	Affaiblissement	-3,2	0,3 *	Affaiblissement
Employés de service	-1,4 *	-2,3 *	Stabilité	8,5	7,0 *	Amélioration
Ouvriers	-36,3	-36,0	Stabilité	-29,3	-29,3	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années diffèrent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2021 et 2012

du 1^{er} octobre 2012

Secteur	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2021	2012	Statut	2021	2012	Statut
	%			%		
Ensemble des autres salariés québécois	-17,6	-11,2	Affaiblissement	-9,4	-6,1	Affaiblissement
Privé	-14,9	-7,8	Affaiblissement	-1,6 *	3,3	Affaiblissement
« Autre public »	-24,5	-19,6	Affaiblissement	-27,5	-26,2	Stabilité
Administration municipale	-29,1	-18,6	Affaiblissement	-39,9	-33,6	Affaiblissement
« Entreprises publiques »	-23,3	-22,7	Affaiblissement	-25,3	-33,1	Amélioration
Universitaire	-16,4	-8,9	Affaiblissement	-19,9	-9,2	Affaiblissement
Administration fédérale	-25,0	-20,9	Affaiblissement	-20,9	-21,2	Amélioration
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	-22,9	-17,8	Affaiblissement	-22,4	-21,5	Stabilité
Autres salariés québécois non	-12,0	-4,3	Affaiblissement	1,5 *	7,3	Affaiblissement
Privé syndiqué	-20,8	-16,4	Affaiblissement	-14,9	-13,0	Stabilité
Privé non syndiqué	-11,7	-3,4	Affaiblissement	2,4	9,5	Affaiblissement

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années diffèrent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2021 et 2012
Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2021	2012	Statut	2021	2012	Statut
	%	%		%	%	
repères	-17,6	-11,2	Affaiblissement	-9,4	-6,1	Affaiblissement
Professionnels	-14,6	-11,9	Affaiblissement	-6,5	-6,4	Stabilité
Techniciens	-19,6	-13,5	Affaiblissement	-9,0	-6,0	Stabilité
Employés de bureau	-21,7	-11,6	Affaiblissement	-13,6	-6,6	Affaiblissement
Employés de service	-2,8 *	0,7 *	Stabilité	4,4 *	4,3	Stabilité
Ouvriers	-36,4	-28,8	Stabilité	-35,3	-32,2	Stabilité

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2021	2012	Statut	2021	2012	Statut
	%	%		%	%	
repères	-14,9	-7,8	Affaiblissement	-1,6 *	3,3	Affaiblissement
Professionnels	-11,9	-7,9	Affaiblissement	-0,4 *	4,2	Affaiblissement
Techniciens	-16,8	-11,0	Affaiblissement	-1,0 *	2,2 *	Stabilité
Employés de bureau	-18,1	-6,1	Affaiblissement	-3,2	6,2	Affaiblissement
Employés de service	-1,4 *	2,1 *	Stabilité	8,5	6,6 *	Stabilité
Ouvriers	-36,3	-32,2	Stabilité	-29,3	-29,4	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années diffèrent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Annexe H

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2021

Année	Type de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble du Québec
			Privé	« Autre public »					Ensemble autres salariés québécois	
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
%										
1986	nominale	3,3	4,1	3,5	5,8	4,2	3,5	3,8	4,0	3,7
	réelle	-1,4	-0,7	-1,2	1,0	-0,6	-1,2	-1,0	-0,8	-1,0
1987	nominale	4,0	4,0	3,1	5,0	4,2	3,6	3,7	3,9	3,9
	réelle	-0,3	-0,3	-1,2	0,7	-0,1	-0,7	-0,6	-0,4	-0,4
1988	nominale	4,8	4,7	4,5	4,1	4,5	3,2	3,9	4,4	4,6
	réelle	1,1	1,0	0,8	0,4	0,8	-0,5	0,2	0,7	0,9
1989	nominale	4,1	4,3	4,0	5,2	4,4	4,9	4,6	4,4	4,2
	réelle	-0,2	0,0	-0,3	0,9	0,1	0,6	0,3	0,1	-0,1
1990	nominale	6,9	4,9	5,6	5,3	5,3	4,7	5,1	5,0	5,9
	réelle	2,5	0,6	1,2	1,0	1,0	0,4	0,8	0,7	1,5
1991	nominale	7,3	4,9	4,8	0,9	4,7	1,6	3,1	4,2	5,9
	réelle	0,0	-2,2	-2,3	-6,0	-2,4	-5,3	-3,9	-2,9	-1,3
1992	nominale	2,5	3,9	3,9	1,5	2,8	3,0	3,2	3,6	3,0
	réelle	0,6	2,0	2,0	-0,4	0,9	1,1	1,3	1,7	1,1
1993	nominale	1,0	1,4	0,4	0,8	0,8	0,8	0,7	1,2	1,1
	réelle	-0,3	0,1	-0,9	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6	-0,1	-0,2
1994	nominale	0,0	1,3	0,3	0,0	-0,2	0,5	0,2	0,9	0,4
	réelle	1,3	2,6	1,6	1,3	1,1	1,8	1,5	2,2	1,7
1995	nominale	0,0	1,5	0,0	-0,1	1,8	0,2	0,7	1,2	0,6
	réelle	-1,7	-0,2	-1,7	-1,8	0,1	-1,5	-1,0	-0,5	-1,1
1996	nominale	0,2	1,6	0,6	0,4	1,9	0,1	0,8	1,3	0,7
	réelle	-1,4	0,0	-1,0	-1,2	0,3	-1,5	-0,8	-0,3	-0,9
1997	nominale	1,1	2,1	0,3	0,5	2,9	2,2	1,8	2,0	1,4
	réelle	-0,4	0,6	-1,2	-1,0	1,4	0,7	0,3	0,5	-0,1
1998	nominale	1,1	1,4	1,6	1,3	1,1	1,4	1,3	1,4	1,2
	réelle	-0,3	0,0	0,2	-0,1	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,2
1999	nominale	2,2	2,1	1,6	1,9	1,5	2,1	1,8	2,0	2,1
	réelle	0,7	0,6	0,1	0,4	0,0	0,6	0,3	0,5	0,6
2000	nominale	2,8	2,2	2,7	2,9	1,5	3,2	2,5	2,3	2,6
	réelle	0,3	-0,3	0,2	0,4	-1,0	0,7	0,0	-0,2	0,1
2001	nominale	2,8	3,1	2,7	2,8	2,4	3,0	2,8	3,0	2,9
	réelle	0,5	0,8	0,4	0,5	0,1	0,7	0,5	0,7	0,6
2002	nominale	2,5 ^{2,3}	2,6	2,9	2,3	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6
	réelle	0,5	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
2003	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,8	1,6	0,8	3,2	2,2	2,4	2,2
	réelle	-0,5	0,0	0,3	-0,9	-1,7	0,7	-0,3	-0,1	-0,3
2004	nominale	0,0 ^{2,3}	1,9	1,9	3,8	2,2	2,4	2,4	2,0	0,9
	réelle	-2,0	-0,1	-0,1	1,8	0,2	0,4	0,4	0,0	-1,1
2005	nominale	0,0 ^{2,3}	2,4	1,9	1,4	2,4	2,5	2,2	2,4	1,1
	réelle	-2,2	0,1	-0,4	-0,9	0,1	0,2	-0,1	0,1	-1,2

Annexe H

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2021

Année	Type de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble du Québec
			Privé	« Autre public »					Ensemble autres salariés québécois	
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
%										
2006	nominale	2,0 ^{2,3}	2,7	2,2	3,0	2,5	2,6	2,5	2,6	2,3
	réelle	0,3	1,0	0,5	1,3	0,8	0,9	0,8	0,9	0,6
2007	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,3	3,1	1,0	2,9	2,0	2,4	2,2
	réelle	0,4	0,9	0,7	1,5	-0,6	1,3	0,4	0,8	0,6
2008	nominale	2,0 ²	2,6	2,1	2,9	2,0	1,7	2,1	2,4	2,2
	réelle	-0,1	0,5	0,0	0,8	-0,1	-0,4	0,0	0,3	0,1
2009	nominale	2,0 ²	2,5	2,3	2,3	2,2	1,5	2,0	2,3	2,2
	réelle	1,4	1,9	1,7	1,7	1,6	0,9	1,4	1,7	1,6
2010	nominale	0,5 ²	2,4	2,5	2,4	2,6	1,6	2,3	2,3	1,4
	réelle	-0,7	1,2	1,3	1,2	1,4	0,4	1,1	1,1	0,2
2011	nominale	0,8 ²	2,4	1,9	1,6	2,7	1,8	2,2	2,3	1,6
	réelle	-2,1	-0,6	-1,1	-1,4	-0,3	-1,2	-0,8	-0,7	-1,4
2012	nominale	1,5 ²	2,3	2,0	1,6	2,1	1,8	1,9	2,2	1,9
	réelle	-0,6	0,2	-0,1	-0,5	0,0	-0,3	-0,2	0,1	-0,2
2013	nominale	1,8 ²	2,1	2,0	2,1	2,4	2,2	2,2	2,1	1,9
	réelle	1,1	1,4	1,3	1,4	1,7	1,5	1,5	1,4	1,2
2014	nominale	2,0 ²	2,2	1,3	2,3	2,3	1,5	1,8	2,1	2,0
	réelle	0,6	0,8	-0,1	0,9	0,9	0,1	0,4	0,7	0,6
2015	nominale	2,3 ^{2,4}	2,1	3,1	1,5	2,2	1,4	2,1	2,1	2,1
	réelle	1,2	1,0	2,0	0,4	1,1	0,3	1,0	1,0	1,0
2016	nominale	1,5 ²	2,2	2,1	1,3	2,3	2,7	2,2	2,2	1,9
	réelle	0,8	1,5	1,4	0,6	1,6	2,0	1,5	1,5	1,2
2017	nominale	1,8 ²	2,0	2,2	1,8	2,2	1,3	1,9	2,0	1,9
	réelle	0,8	1,0	1,2	0,8	1,2	0,3	0,9	1,0	0,9
2018	nominale	2,0 ²	2,3	2,3	2,6	2,2	2,7	2,4	2,3	2,2
	réelle	0,3	0,6	0,6	0,9	0,5	1,0	0,7	0,6	0,5
2019	nominale	3,0 ^{2,5}	2,3	1,5	2,4	1,9	2,2	2,0	2,2	2,6
	réelle	0,9	0,2	-0,6	0,3	-0,2	0,1	-0,1	0,1	0,5
2020	nominale	...	2,2	1,5	1,7 ⁶	2,1	1,4	1,7	2,1	2,1 ⁶
	réelle	...	1,4	0,7	0,9 ⁶	1,3	0,6	0,9	1,3	1,3 ⁶
2021 ⁷	nominale	..	2,3 ⁶	1,9	2,0 ⁶	2,3	1,5 ⁶	2,0	2,2 ⁶	..
	réelle		-0,3 ⁶	-0,7	-0,6 ⁶	-0,3	-1,1 ⁶	-0,6	-0,4 ⁶	..
2022 ⁷	nominale	..	..	2,5	..	2,1 ⁶	..	2,3 ⁶	2,2 ⁶	..

1. Les taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, sont respectivement de 4,0 %, 5,1 %, 6,0 % et 2,0 % pour 1989, 1990, 1991 et 1992.

2. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

3. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont ont bénéficié les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Les anciennes conventions de l'administration québécoise prévoyaient une augmentation de 1,0 % le 31 mars 2015. Les conventions collectives renouvelées en 2016 accordent une rémunération additionnelle correspondant à trente cents (0.30 \$) pour chaque heure rémunérée du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

5. Inclut l'exercice de relativités salariales et le montant forfaitaire.

6. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2021 (données préliminaires).

7. Le taux de représentativité de ce secteur est inférieur à 60 %.

Annexe I

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2021

Année	Croissance nominale	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble du Québec
			Privé	« Autre public »					Ensemble autres salariés québécois	
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
1986	Gel ou baisse	0,0	6,9	3,4	0,0	4,3	1,1	2,6	5,4	3,1
	> 0 et < IPC	99,7	54,6	93,2	78,4	63,9	94,3	84,3	65,0	79,7
	≥ IPC	0,3	38,5	3,4	21,6	31,9	4,6	13,1	29,6	17,2
1987	Gel ou baisse	4,6	5,8	33,1	0,0	0,4	0,3	8,6	6,8	5,7
	> 0 et < IPC	62,0	60,4	38,6	0,0	79,1	70,1	60,9	60,6	61,3
	≥ IPC	33,4	33,7	28,3	100,0	20,5	29,6	30,5	32,6	33,0
1988	Gel ou baisse	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	23,8	10,2	7,5	3,7
	> 0 et < IPC	0,0	20,6	13,2	0,0	3,6	37,5	20,1	20,4	10,2
	≥ IPC	100,0	73,5	86,8	100,0	96,4	38,8	69,7	72,1	86,1
1989	Gel ou baisse	0,0	6,1	1,1	0,0	3,4	1,4	1,9	4,6	2,3
	> 0 et < IPC	100,0	28,9	92,6	0,0	29,3	9,2	35,6	31,2	63,5
	≥ IPC	0,0	65,1	6,3	100,0	67,3	89,4	62,5	64,2	34,2
1990	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,7
	> 0 et < IPC	0,0	22,7	13,7	0,0	7,6	14,7	11,7	18,7	9,4
	≥ IPC	100,0	75,0	86,3	100,0	92,4	85,3	88,3	79,8	89,9
1991	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,3	10,1	0,0	59,8	25,1	10,7	5,2
	> 0 et < IPC	100,0	94,0	98,3	89,9	95,0	39,7	72,9	86,2	70,3
	≥ IPC	0,0	3,7	1,3	0,0	5,1	0,5	2,0	3,1	24,3
1992	Gel ou baisse	0,0	7,9	0,6	15,1	22,6	3,0	9,1	8,4	4,2
	> 0 et < IPC	0,0	7,6	2,3	20,6	0,4	0,0	1,9	5,5	3,0
	≥ IPC	100,0	84,4	97,1	64,3	77,0	97,0	89,0	86,1	92,9
1993	Gel ou baisse	0,0 ³	43,9	77,4	23,6	67,3	72,5	68,9	53,4	24,4
	> 0 et < IPC	99,7	6,6	12,5	76,4	4,8	0,0	8,6	7,4	57,6
	≥ IPC	0,3	49,5	10,1	0,0	27,9	27,5	22,5	39,2	18,0
1994	Gel ou baisse	100,0	39,1	80,5	100,0	84,1	81,9	83,2	53,3	79,6
	augmentation	0,0	60,9	19,5	0,0	15,9	18,1	16,8	44,7	20,4
1995	Gel ou baisse	100,0	37,5	93,5	100,0	34,8	92,3	71,9	48,9	76,2
	> 0 et < IPC	0,0	17,3	3,5	0,0	4,0	0,9	2,6	12,4	5,8
	≥ IPC	0,0	45,2	3,0	0,0	61,2	6,9	25,6	38,7	18,0
1996	Gel ou baisse	77,3	33,9	47,0	55,8	14,9	92,3	56,5	42,3	62,3
	> 0 et < IPC	22,7	15,1	48,2	44,2	38,6	0,9	24,7	18,7	21,0
	≥ IPC	0,0	51,0	4,9	0,0	46,5	6,8	18,8	39,1	16,7
1997	Gel ou baisse	3,1	14,3	42,3	50,5	8,7	19,4	23,9	17,5	8,6
	> 0 et < IPC	96,9	15,8	48,5	46,8	45,2	0,0	35,5	22,4	68,5
	≥ IPC	0,0	69,9	9,2	2,7	46,1	80,6	40,5	60,1	22,9
1998	Gel ou baisse	0,0	31,9	8,0	20,7	40,7	21,6	24,8	29,3	15,5
	> 0 et < IPC	99,1	9,0	38,5	12,8	12,9	40,4	28,3	16,1	55,3
	≥ IPC	0,9	59,1	53,5	66,5	46,4	38,0	46,9	54,6	29,2
1999	Gel ou baisse	0,3	9,9	1,9	11,5	23,0	2,3	10,6	10,2	4,5
	> 0 et < IPC	0,2	9,5	4,8	7,7	10,9	0,0	5,9	8,2	3,6
	≥ IPC	99,5	80,5	93,3	80,8	66,1	97,7	83,5	81,6	91,9
2000	Gel ou baisse	0,0	7,4	0,0	1,4	31,5	1,9	10,9	8,7	3,9
	> 0 et < IPC	10,5	59,4	16,5	4,1	46,3	25,8	27,8	48,3	27,2
	≥ IPC	89,5	33,1	83,5	94,5	22,2	72,4	61,2	43,1	68,9
2001	Gel ou baisse	0,2	4,6	0,0	0,0	1,2	0,7	0,5	3,3	1,6
	> 0 et < IPC	0,0	33,9	11,5	4,1	55,6	6,0	19,3	29,3	13,2
	≥ IPC	99,8	61,4	88,5	95,9	43,2	93,3	80,1	67,4	85,1
2002	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,6	2,7	0,6	0,9	4,7	2,1
	> 0 et < IPC	0,0	17,0	4,8	25,7	7,2	3,8	6,7	14,0	6,2
	≥ IPC	100,0	76,7	95,2	73,7	90,1	95,6	92,4	81,2	91,7

Annexe I

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2021

Année	Croissance nominale	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble du Québec
			Privé	« Autre public »					Ensemble autres salariés québécois	
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
2003	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,8	0,0	39,3	64,0	0,0	22,5	11,5	5,2
	> 0 et < IPC	100,0	38,3	33,6	37,8	25,9	4,9	23,0	33,6	70,3
	≥ IPC	0,0	55,0	66,4	22,9	10,0	95,1	54,5	54,8	24,5
2004	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	25,5	12,6	33,3	0,3	0,0	7,1	19,9	63,2
	> 0 et < IPC	0,0	10,6	1,8	10,4	8,6	0,8	4,6	8,8	4,0
	– ≥ IPC	0,0	63,9	85,6	56,4	91,1	99,2	88,4	71,3	32,8
2005	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	13,5	16,2	36,6	0,2	0,0	8,4	11,9	59,9
	> 0 et < IPC	0,0	23,8	50,9	43,7	23,6	12,3	30,1	25,8	11,7
	≥ IPC	0,0	62,7	32,9	19,7	76,2	87,7	61,5	62,3	28,3
2006	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	5,6	0,0	0,0	1,4	0,0	0,6	4,1	1,9
	> 0 et < IPC	0,0	7,7	19,2	0,8	12,9	0,0	10,1	8,4	3,9
	≥ IPC	100,0	86,7	80,8	99,2	85,7	100,0	89,3	87,5	94,3
2007	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,0	54,0	0,0	21,0	10,9	5,1
	> 0 et < IPC	0,0	4,8	5,9	0,0	0,4	0,0	1,6	3,8	1,8
	≥ IPC	100,0	88,9	94,1	100,0	45,7	100,0	77,4	85,3	93,1
2008	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,2	0,9	0,0	5,1	0,0	2,1	5,5	2,6
	> 0 et < IPC	100,0	20,2	83,9	36,3	74,2	82,4	74,2	38,2	70,7
	≥ IPC	0,0	72,6	15,2	63,7	20,7	17,6	23,7	56,3	26,7
2009	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,3	0,5	11,9	1,3	0,0	1,9	5,5	2,6
	> 0 et < IPC	0,0	0,9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,7	0,3
	≥ IPC	100,0	91,9	99,5	88,1	98,2	100,0	97,9	93,9	97,1
2010	Gel ou baisse	0,0 ⁴	6,9	0,0	10,7	0,3	0,0	1,3	5,0	2,4
	> 0 et < IPC	100,0	3,4	11,3	13,5	5,9	1,6	6,9	4,6	54,6
	≥ IPC	0,0	89,7	88,7	75,7	93,8	98,4	91,9	90,4	43,1
2011	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,7	0,1	5,3	1,0	0,0	1,0	3,6	1,9
	> 0 et < IPC	100,0	70,3	97,4	87,3	76,9	91,6	87,3	75,1	87,1
	≥ IPC	0,0	25,0	2,5	7,4	22,0	8,4	11,7	21,2	11,0
2012	Gel ou baisse	0,0 ⁴	5,3	0,0	6,7	10,2	0,0	4,3	5,0	2,6
	> 0 et < IPC	100,0	20,7	85,0	73,6	49,7	88,7	72,5	36,5	67,0
	≥ IPC	0,0	74,0	15,0	19,7	40,1	11,3	23,2	58,5	30,4
2013	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,2	2,1	0,0	0,4	0,4	0,8	3,1	1,6
	> 0 et < IPC	0,0	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2
	≥ IPC	100,0	95,4	97,4	100,0	99,6	99,6	99,1	96,6	98,3
2014	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,2	40,8	1,1	0,0	0,0	9,9	5,8	3,1
	> 0 et < IPC	0,0	3,4	1,6	2,2	0,0	78,2	23,7	9,2	4,9
	≥ IPC	100,0	92,5	57,6	96,7	100,0	21,8	66,4	85,0	92,0
2015	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,5	1,6	1,4	0,0	0,0	0,5	2,0	1,4
	> 0 et < IPC	0,0	2,8	6,8	60,4	0,0	0,0	7,2	4,0	2,9
	≥ IPC	100,0	94,7	91,6	38,3	100,0	100,0	92,3	94,0	95,7
2016	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,8	0,9	6,0	4,6	0,0	2,5	2,7	2,5
	> 0 et < IPC	0,0	1,2	25,0	17,0	0,0	0,0	8,1	3,2	8,1
	≥ IPC	100,0	96,0	74,1	77,0	95,4	100,0	89,4	94,1	89,4
2017	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,3	1,8	4,3	4,1	0,0	2,4	2,3	1,2
	> 0 et < IPC	0,0	0,9	2,2	0,0	0,6	0,0	0,8	0,9	0,5
	≥ IPC	100,0	96,8	96,0	95,7	95,4	100,0	96,9	96,8	98,3
2018	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,4	0,0	1,8	0,1	0,0	0,2	1,8	0,9
	> 0 et < IPC	0,0	10,1	0,4	18,8	3,6	8,3	5,5	8,7	4,6
	≥ IPC	100,0	87,5	99,6	79,4	96,3	91,7	94,3	89,5	94,5
2019	Gel ou baisse	0,0 ⁴	1,1	0,7	0,5	0,1	0,0	0,3	0,9	0,5
	> 0 et < IPC	1,6	38,0	75,0	67,8	85,1	9,0	57,3	43,0	22,6
	≥ IPC	98,4	60,9	24,3	31,7	14,8	91,0	42,4	56,1	77,0

Annexe I

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2021

Année	Croissance nominale	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble du Québec
			Privé	« Autre public »					Ensemble autres salariés québécois	
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
%										
2020	Gel ou baisse	..	1,2	0,0	0,0 ⁶	0,0	0,0	0,0	0,9	0,9 ⁶
	> 0 et < IPC	..	0,2	0,0	8,2	0,0	0,0	0,6	0,3	0,3
	≥ IPC	..	98,6	100,0	91,8	100,0	100,0	99,4	98,8	98,8
2021 ⁷	Gel ou baisse	..	2,6 ⁶	5,7	0,0 ⁶	0,0	0,0 ⁶	1,8	2,2 ⁶	..
	> 0 et < IPC	..	76,4	93,5	71,6	78,8	100,0	86,6	80,5	..
	> IPC	..	21,1	0,8	28,4	21,2	0,0	11,6	17,3	..

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

2. Les données de l'administration québécoise incluses dans la moyenne comprennent, s'il y a lieu, des rajustements liés aux relativités salariales (années 1989 à 1992).

3. Ce résultat est un arrondissement d'une proportion inférieure à 0,05 %.

4. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

5. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont ont bénéficié les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

6. Le taux de représentativité de ce secteur est inférieur à 60 %.

7. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2021 (données préliminaires).

Annexe J

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2021

Année	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble du Québec	
		Privé	« Autre public »				Ensemble autres salariés québécois		
			« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			Ensemble « autre public »
1986	..	4,4	3,3	27,3	4,3	3,8	3,8	4,2	
1987	4,0	3,9	4,9	4,3	4,4	3,7	4,3	4,0	
1988	4,0	4,3	4,1	5,5	4,3	4,0	4,2	4,3	
1989	6,0	4,7	4,5	..	4,7	4,5	4,6	5,2	
1990	5,3	5,0	5,0	4,6	5,1	7,3	5,1	5,2	
1991	1,6	4,3	2,5	4,8	3,2	1,7	2,2	2,0	
1992	2,2	2,4	2,5	1,9	2,8	3,3	2,9	2,3	
1993	0,4	0,6	0,3	0,2	0,5	0,0	0,2	0,4	
1994	..	1,2	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,7	
1995	0,3	2,0	0,1	0,3	1,7	1,8	1,6	0,6	
1996	0,3	1,8	0,6	0,1	2,1	1,4	1,3	1,0	
1997	0,4	2,1	0,5	0,4	2,2	2,0	1,7	1,9	
1998	..	1,8	2,0	0,9	0,8	2,4	1,8	1,8	
1999	4,2 ²	2,4	2,0	0,7	2,0	3,9	2,8	2,5	
2000	2,3	2,6	2,1	2,9	2,1	1,9	2,0	2,3	
2001	3,1	3,0	2,4	2,4	2,5	3,5	3,2	3,0	
2002	2,3	2,6	4,0	2,3	2,3	2,6	3,3	2,4	
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,5	3,1	2,2	2,4	
2004	2,3 ²	2,2	2,4	5,6	1,6	3,1	3,7	2,4	
2005	1,5	2,4	1,9	2,2	2,7	2,7	2,6	2,4	
2006	0,8 ³	2,1	1,6	3,0	2,8	2,5	2,6	1,0	
2007	... ⁴	2,7	2,2	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,8	
2008	... ⁴	2,9	2,1	3,6	1,8	2,3	2,1	2,6	
2009	... ⁴	1,9	2,4	2,6	1,7	1,8	1,8	1,9	
2010	... ⁴	2,3	2,8	2,5	2,0	2,3	2,3	2,3	
2011	1,2	2,1	1,3	2,1	2,3	1,7	1,9	1,3	
2012	... ⁴	2,3	1,8	2,2	2,7	2,6	2,5	2,4	
2013	... ⁴	2,1	2,3	2,1	2,4	2,0	2,3	2,2	
2014	... ⁴	2,6	1,5	3,2	2,7	2,7 ⁵	2,6	2,6	
2015	... ⁴	2,2	2,3	2,0	2,3	... ⁴	2,1	2,1	
2016	1,6	1,9	1,2	2,5 ²	2,1	... ⁴	1,8	1,6	
2017	1,5	2,2	1,6	1,7	2,0	1,5	1,6	2,0	
2018	1,7	2,1	1,6	1,7	2,2	2,8	1,9	2,1	
2019	... ⁴	2,7	2,0	2,3	2,1	2,2	2,1	2,4	
2020	... ⁴	2,7	2,3	...	2,1	... ⁴	2,2	2,6	
2021 ⁶	... ⁴	2,9	1,8	2,3	2,4	... ⁴	2,3	2,6	

1. Le taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.

5. Ce taux est basé sur deux conventions collectives.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2021 et prennent en compte un nombre de conventions collectives/un effectif limité.

Annexe K

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2021

Année	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble du Québec	
		Privé	« Autre public »				Ensemble autres salariés québécois		
			« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			Ensemble « autre public »
%									
1986	..	4,2	3,3	20,9	4,3	3,7	3,7	4,0	4,0
1987	4,1	4,0	4,6	4,4	4,4	3,8	4,2	4,1	4,1
1988	4,0	4,5	4,0	5,1	4,4	3,9	4,2	4,4	4,3
1989	6,4	4,6	4,5	..	4,8	4,4	4,5	4,6	5,3
1990	5,7	4,9	5,2	4,1	4,9	6,6	5,0	5,0	5,4
1991	2,4	4,3	2,4	4,3	3,1	2,0	2,3	3,2	2,6
1992	2,3	2,4	2,7	2,5	2,7	3,2	2,9	2,6	2,3
1993	0,3	0,6	0,3	0,0	0,5	0,0	0,2	0,5	0,4
1994	..	1,3	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,8	0,8
1995	0,5	1,6	0,7	0,1	1,4	3,7	1,0	1,5	1,3
1996	0,5	1,7	0,7	0,1	1,4	0,8	0,9	1,6	1,4
1997	0,5	2,1	0,7	0,8	1,4	1,9	1,3	1,9	1,9
1998	..	2,0	1,9	0,9	0,9	2,3	1,7	1,9	1,9
1999	3,5 ²	2,4	2,1	0,9	2,0	3,7	2,8	2,4	2,5
2000	2,5	2,6	2,3	2,8	2,3	2,1	2,2	2,4	2,5
2001	2,8	2,9	2,3	2,5	2,5	3,3	3,1	2,9	2,9
2002	2,3	2,6	3,7	2,2	2,5	2,7	3,2	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,8	3,0	2,3	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,5	2,3	5,4	1,9	3,0	3,6	2,7	2,5
2005	1,7	2,4	2,1	2,3	2,6	2,6	2,5	2,4	2,4
2006	1,2 ³	2,1	1,8	3,0	2,7	2,5	2,6	2,2	1,3
2007	... ⁴	2,7	2,3	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,7	2,7
2008	... ⁴	2,8	2,1	3,4	2,0	2,3	2,2	2,5	2,5
2009	... ⁴	2,0	2,5	3,3	1,8	1,7	1,9	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,4	2,7	2,7	2,1	2,4	2,3	2,4	2,4
2011	1,4	2,1	1,0	2,0	2,3	1,8	1,9	2,0	1,5
2012	... ⁴	2,2	1,8	2,1	2,5	2,5	2,4	2,3	2,3
2013	... ⁴	2,1	2,4	2,0	2,4	2,0	2,3	2,2	2,2
2014	... ⁴	2,4	1,5	3,0	2,6	2,8 ⁵	2,5	2,4	2,4
2015	... ⁴	2,1	2,4	1,9	2,3	... ⁴	2,1	2,1	2,1
2016	1,4	2,0	1,4	2,1 ²	1,9	... ⁴	1,8	1,9	1,5
2017	1,6	2,2	1,5	1,7	2,6	1,5	1,7	2,1	2,1
2018	1,9	2,1	2,0	1,7	3,3	3,3	2,4	2,2	2,1
2019	... ⁴	2,6	2,1	2,2	2,1	2,0	2,1	2,3	2,3
2020	... ⁴	2,6	1,9	...	2,1	... ⁴	2,1	2,5	2,5
2021 ⁶	... ⁴	2,7	1,5	2,3	2,4	... ⁴	2,2	2,4	2,4

1. Le taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.

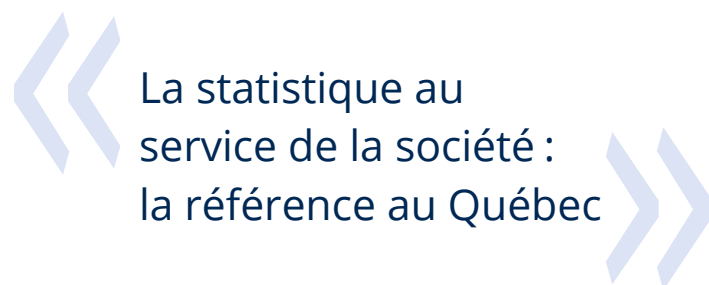
5. Ce taux est basé sur deux conventions collectives.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2021 et prennent en compte un nombre de conventions collectives/un effectif limité.

Ce rapport contient des résultats détaillés de la comparaison des salaires, des avantages sociaux et de la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec ceux de l'ensemble des autres salariés québécois travaillant dans des entreprises de 200 employés et plus. La comparaison est effectuée avec le secteur privé et le secteur « autre public » et ses sous-secteurs (administrations municipale et fédérale, « entreprises publiques » et secteur universitaire).

Le rapport fait également le point sur l'évolution des écarts salariaux et de rémunération globale de 2020 à 2021 et de 2012 à 2021. Il présente par ailleurs des résultats relatifs aux tendances salariales dans l'administration québécoise et les divers secteurs de l'économie. Il y est question de la croissance salariale de même que des perspectives salariales pour 2021 et 2022.

Grâce à ce rapport, les décideurs du Québec disposent de données facilitant leur prise de décisions en matière de rémunération.



statistique.quebec.ca